

RAPPORT ANNUEL 2015



FIDA

Investir dans les
populations rurales

Le FIDA investit dans les populations rurales, en les autonomisant afin de réduire la pauvreté, d'accroître la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de renforcer leur résilience. Depuis 1978, nous avons octroyé environ 17,7 milliards d'USD sous la forme de prêts à faible taux d'intérêt et de dons en faveur de projets qui ont touché quelque 459 millions de personnes*. Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies dont le siège est à Rome – le centre névralgique des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

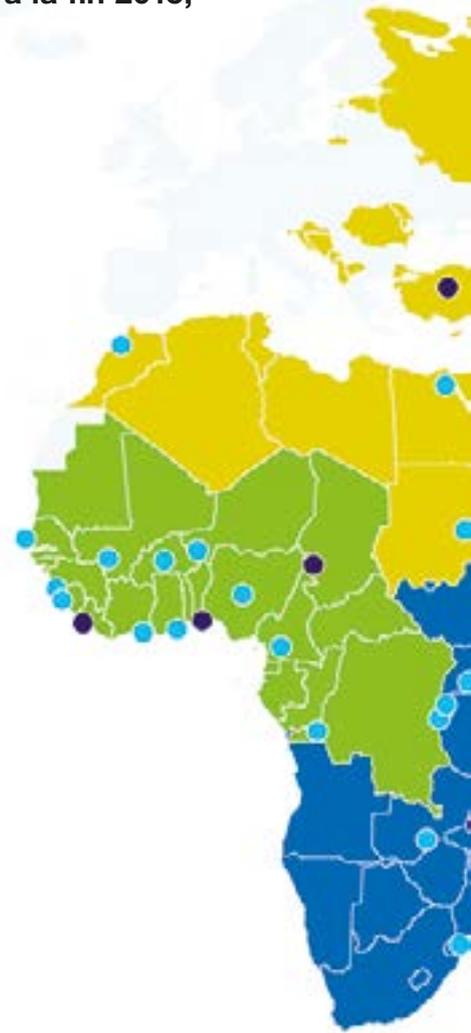
* À la date de publication, juin 2016

Programmes et projets en cours appuyés par le FIDA à la fin 2015, et bureaux de pays du FIDA



Amérique latine et Caraïbes
36 programmes et projets

Argentine	1
Belize	1
Bolivie (État plurinational de)	2
Bésil	6
Colombie	1
Cuba	1
El Salvador	2
Équateur	2
Grenade	1
Guatemala	2
Haïti	2
Honduras	4
Mexique	2
Nicaragua	2
Panama	1
Paraguay	1
Pérou	1
République dominicaine	2
Uruguay	1
Venezuela (République bolivarienne du)	1

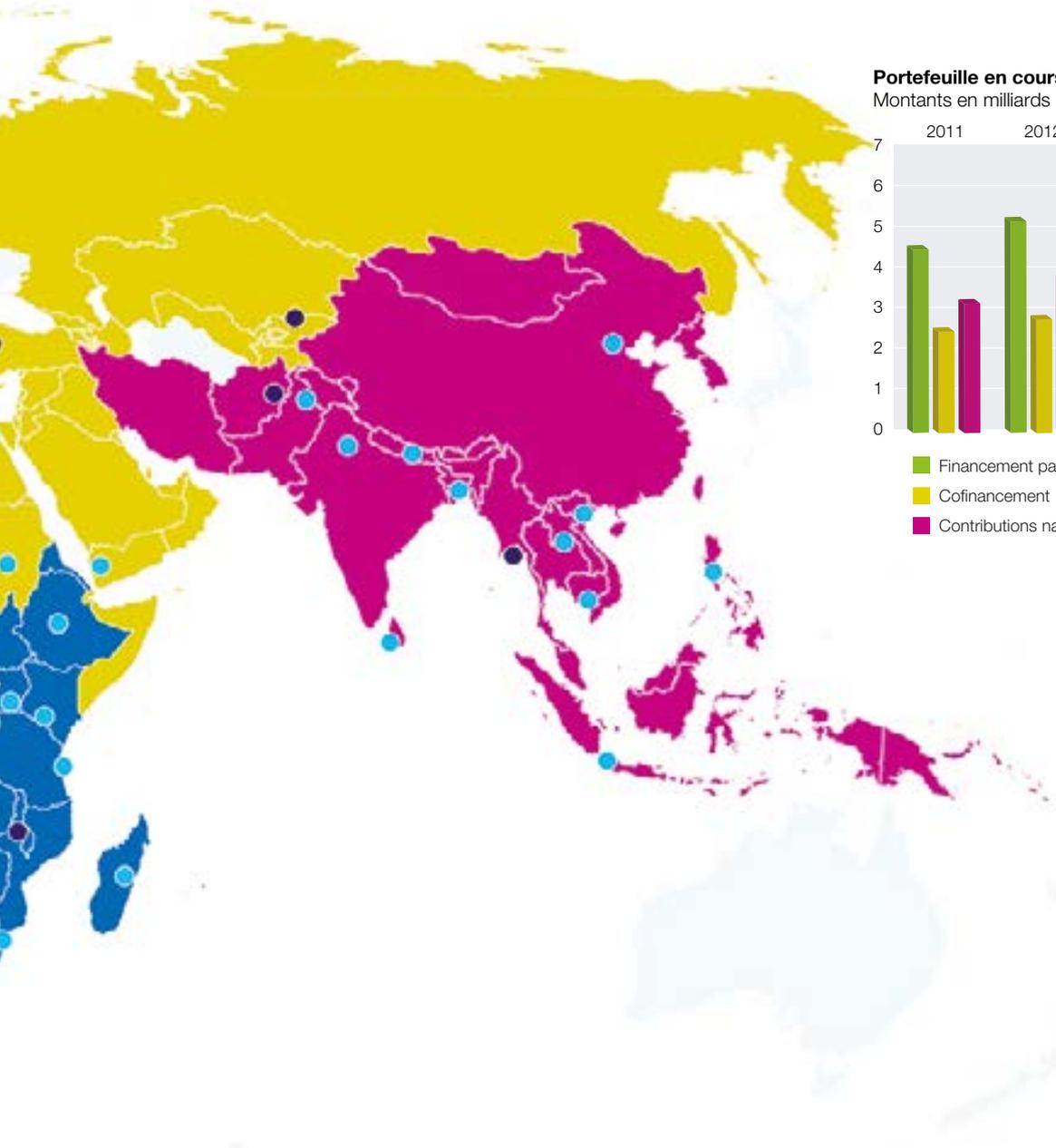


Afrique de l'Ouest et du Centre
47 programmes et projets

Bénin	2
Burkina Faso	3
Cabo Verde	1
Cameroun	3
Congo	1
Côte d'Ivoire	2
Gabon	1
Gambie	1
Ghana	4
Guinée	2
Libéria	2
Mali	3
Mauritanie	2
Niger	3
Nigéria	3
République centrafricaine	1
République démocratique du Congo	2
Sao Tomé-et-Principe	1
Sénégal	3
Sierra Leone	3
Tchad	2
Togo	2

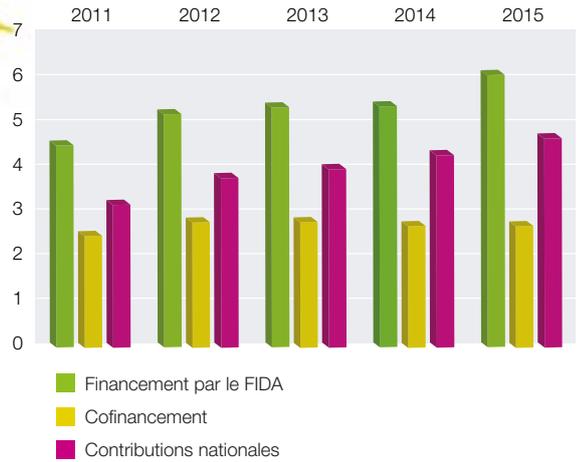
Afrique orientale et australe
46 programmes et projets

Angola	2
Botswana	1
Burundi	4
Érythrée	2
Éthiopie	3
Kenya	4
Lesotho	2
Madagascar	4
Malawi	2
Mozambique	4
Ouganda	4
République-Unie de Tanzanie	4
Rwanda	3
Seychelles	1
Soudan du Sud	1
Swaziland	1
Zambie	4



Portefeuille en cours du FIDA, 2011-2015

Montants en milliards d'USD



Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

36 programmes et projets

- Arménie 2
- Azerbaïdjan 1
- Bosnie-Herzégovine 2
- Djibouti 1
- Égypte 4
- Géorgie 1
- Jordanie 1
- Kirghizistan 2
- Liban 1
- Maroc 3
- Ouzbékistan 1
- République arabe syrienne 1
- République de Moldova 2
- Soudan 5
- Tadjikistan 1
- Tunisie 2
- Turquie 2
- Yémen 4

Asie et Pacifique

66 programmes et projets

- Afghanistan 3
- Bangladesh 5
- Bhoutan 2
- Cambodge 3
- Chine 6
- Fidji 1
- Îles Salomon 1
- Inde 9
- Indonésie 3
- Kiribati 1
- Maldives 2
- Mongolie 1
- Myanmar 1
- Népal 6
- Pakistan 4
- Papouasie-Nouvelle-Guinée 1
- Philippines 5
- République démocratique populaire lao 3
- Sri Lanka 3
- Tonga 1
- Viet Nam 5

Bureaux de pays du FIDA (au 31 janvier 2016)

- Opérationnels
- approuvés

Table des matières

Avant-propos du Président	2
Programme de travail en 2015	6
Principales initiatives et nouveaux programmes	29
Impact, et mesure et amélioration des résultats	36
Données relatives au financement et mobilisation des ressources	45
Récompenses	60
Résumé des programmes, projets et dons approuvés en 2015	64
Organisation, États membres et représentation	98
Publications en 2015	118
États financiers consolidés	

Avant-propos du Président



Programme 2030 et changement climatique

L'année 2015 a été capitale pour le FIDA et pour l'ensemble de la communauté du développement. L'accord sur la définition des 17 objectifs de développement durable (ODD) a débouché sur un programme universel qui spécifie les cibles ambitieuses à atteindre d'ici à 2030. Au cours de l'année, le FIDA a joué un rôle actif dans le processus d'élaboration des nouveaux ODD – en défendant les intérêts des petits exploitants agricoles et d'autres membres des populations rurales qui constituent la majorité des pauvres de la planète. Au cours de la période précédant le sommet de septembre qui a entériné le Programme 2030 et les ODD, le FIDA a été distingué, à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est déroulée à Addis-Abeba au mois de juillet, pour les efforts qu'il mène visant à "mobiliser des investissements qui permettent aux populations des zones rurales vivant dans la pauvreté d'améliorer leur sécurité alimentaire, leur nutrition et leurs revenus et de renforcer leur résilience" (voir page 29).

En décembre, le FIDA a également participé, à Paris, à la vingt et unième session de la Conférence des Parties (COP21) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, insistant pour que soit reconnue l'importance de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et soulignant la vulnérabilité des petits exploitants agricoles face au changement climatique (voir page 29). Le FIDA gère la plus importante source mondiale de financement ayant pour vocation de donner aux petits exploitants agricoles pauvres les moyens de

s'adapter au changement climatique – le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP). Les nouveaux financements approuvés dans le cadre de l'ASAP en 2015 se sont élevés à 94 millions d'USD, portant à 284,9 millions d'USD le montant total cumulé des financements dont ont bénéficié, au titre de l'ASAP, les populations rurales pauvres dans 36 pays.

Au sein du FIDA, nous avons réussi à réduire et à compenser nos émissions, et nous avons été cités à la COP21 parmi les institutions des Nations Unies climatiquement neutres. En août, nos efforts ont été récompensés, lorsque nous sommes devenus la première institution des Nations Unies à se voir attribuer une certification platine dans la catégorie "Bâtiments existants: fonctionnement et maintenance" par le programme de certification Leadership in Energy and Environmental Design (LEED) (voir page 62).

Le FIDA autonomise les femmes rurales

Le FIDA sait depuis longtemps que nous ne parviendrons jamais à éliminer la pauvreté et la faim si nous n'autonomisons pas les femmes. Notre politique d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes garantit que notre action contribue à l'ODD5 sur l'égalité entre les sexes. Le rôle de chef de file joué par le FIDA dans ce domaine a été reconnu par le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-SWAP), qui propose un cadre de responsabilité avec une mesure des progrès réalisés au regard de 15 indicateurs

d'intégration des questions d'égalité entre les sexes, qui seront mesurés sur la période 2012-2017. Partant d'une base solide, le FIDA a amélioré sa performance d'ensemble et, en 2015, a déjà atteint les cibles prévues pour 11 des 15 indicateurs. L'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) a reconnu que le FIDA dépasse même désormais le niveau exigé pour près de la moitié de l'ensemble des indicateurs (46%). Cette réussite distingue le FIDA comme l'une des entités d'ONU-SWAP réalisant les meilleures performances.

Le FIDA est également reconnu comme une institution innovante dans le domaine de l'autonomisation des femmes, avec en particulier le succès et la reproduction à plus grande échelle des méthodologies axées sur les ménages – approches de l'égalité entre les sexes et de l'inclusion sociale au niveau des communautés de base – dont nous avons été parmi les pionniers avec nos partenaires (voir page 12). L'autonomisation économique – grâce à laquelle les femmes peuvent gagner leur vie et développer leurs actifs – est un ingrédient essentiel de l'égalité entre les sexes. Outre les activités comprises dans notre propre portefeuille, nous participons, en partenariat avec la FAO, le PAM et ONU-Femmes au Programme conjoint pour l'accélération des progrès en faveur de l'autonomisation économique des femmes rurales. Nos Prix annuels pour l'égalité entre les sexes distinguent des projets financés par le FIDA qui ont complètement transformé la vie des femmes qu'ils appuient (voir page 62).

Décentralisation et importance accordée à la communication

Nous savons, par les faits concrets et par l'expérience, que la décentralisation et le renforcement de notre présence sur le terrain peuvent offrir de nombreux avantages. Parmi ces derniers, une meilleure gestion du portefeuille – dans les pays où le FIDA a ouvert un bureau, la performance des projets est meilleure que dans les autres pays, l'influence sur les politiques est plus importante, et l'établissement de partenariats est plus efficace. Dans les pays où existe un bureau du FIDA, sa visibilité est aussi renforcée, de sorte que l'organisation est, pour toutes les parties prenantes, un partenaire plus efficace et plus digne de confiance. Notre nouveau Cadre stratégique pour la période 2016-2025 préconise une décentralisation accrue, le but étant que 70% des projets appuyés par le FIDA soient desservis par un bureau de pays du FIDA.

Notre succès dans l'établissement de bonnes relations bilatérales avec les pays dans lesquels nous intervenons a été reconnu par un rapport externe

indépendant publié en 2015 par AidData et intitulé *Listening to Leaders: Which Development Partners Do They Prefer and Why?*. Ce rapport affirmait que le FIDA était le plus communicatif des partenaires de développement dans le secteur de l'agriculture et du développement rural. L'organisation figure également parmi les dix premières pour la fréquence des communications avec ses homologues du gouvernement hôte et pour l'aide apportée à la mise en œuvre des réformes (voir page 42).

Nouveau modèle financier

L'année 2015 a aussi été celle d'une transformation totale de notre modèle financier, avec l'inclusion de l'emprunt souverain comme instrument de mobilisation de ressources. La transformation a trouvé sa conclusion avec l'approbation de prêts à des conditions ordinaires octroyés à des États membres pour un montant de 300 millions d'EUR, financés par un emprunt souverain auprès de la Banque allemande de développement KfW (voir page 47). Le résultat direct de ce qui précède est que nous avons mené à terme un programme de prêts et dons de 1,4 milliard d'USD pour l'année 2015, portant à 3,09 milliards d'USD le montant total du programme de prêts et dons pour la période de la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9) (2013-2015), dépassant ainsi la cible de 3 milliards d'USD qui avait été établie pour FIDA9 (voir page 47).

Évaluation de l'impact

Les ambitions et les attentes ont aussi été relevées dans d'autres domaines, les donateurs et les États membres demandant, de plus en plus, des preuves de l'impact et une optimisation des ressources. En réponse, le FIDA a réalisé en 2015 une initiative qui fera date en matière d'évaluation de l'impact, en parachevant l'élaboration d'une méthodologie innovante qui renforce nos fondations d'organisation axée sur les résultats. La nouvelle méthodologie nous permet d'évaluer avec précision les effets multidimensionnels des programmes que nous appuyons, afin de préparer le terrain en vue des activités et des orientations futures.

C'est en 2012 que nous avons entrepris l'élaboration d'une méthodologie d'évaluation de l'impact qui rend pleinement compte de la complexité des contextes dans lesquels nous intervenons. En d'autres termes, et bien que nous ayons pour objectif de réduire la pauvreté, comprendre le succès exige que nous observions l'ensemble du tableau, et pas seulement l'indicateur monétaire du revenu. La recherche entreprise au cours des trois dernières années a montré que, outre la mesure

de l'augmentation des gains, nous devons prendre en considération d'autres mesures – propriété de bétail et d'autres actifs, autonomisation des femmes, diversité des régimes alimentaires et résilience face aux chocs. La méthodologie parachevée en 2015 utilise un éventail d'instruments et retient déjà l'intérêt de nos partenaires. Le rapport d'évaluation note qu'environ 139 millions de personnes ont bénéficié des opérations appuyées par le FIDA dont les activités ont débuté ou ont été clôturées entre 2010 et 2015 (voir page 36).

Je voudrais, pour conclure, vous inviter à poursuivre votre lecture du Rapport annuel 2015 du FIDA. Il vous entraînera dans un voyage à travers les régions et les pays où le FIDA investit dans la transformation du monde rural. Lisez les récits recueillis sur le terrain pour découvrir les défis et les victoires des femmes et des hommes dont le travail, dans le monde rural, produit la plus grande partie de la nourriture consommée dans leurs communautés et dans leurs pays.

Faites la connaissance de Coumba Ndoffen Sene, un agriculteur du Sénégal, qui a découvert l'intérêt de cultiver et de vendre des produits locaux. Lisez l'histoire d'Alima Artur, et vous saurez comment elle a appris à vivre avec le VIH/sida au Mozambique. Découvrez l'expérience vécue par Ratna Sari Dewi Bani pour la création de son entreprise en Indonésie. Tirez les enseignements d'une communauté entreprenante en Équateur et d'une entreprise basée sur la couleur rouge. Rencontrez, enfin, une jeune femme ambitieuse, Anastasia Gilca, propriétaire et gestionnaire d'une plantation rentable de mûres en République de Moldova, et lisez la recette de son succès.

“Quiconque veut lancer sa propre entreprise doit être très déterminé”, déclare Anastasia Gilca. “Vous devez être très travailleur, et vous ne pouvez pas permettre que les risques potentiels ou les réponses négatives de certaines personnes vous démoralisent.”

Le monde est confronté aujourd'hui à de sérieux défis – les conflits et le changement climatique occupant les deux premières places de la liste. Les vies des familles, des communautés et des pays sont perturbées, entraînant des déplacements massifs de personnes vulnérables. Les ruraux, femmes et hommes, que ce rapport place sous les projecteurs sont prêts et résolus à transformer les lieux où ils vivent afin de créer un monde meilleur et plus durable. Le FIDA ne manquera pas d'être à la hauteur de leur détermination en leur apportant les investissements et l'appui dont ils ont cruellement besoin.



KANAYO F. NWANZE
Président du FIDA



Programme de travail en 2015

Afrique de l'Ouest et du Centre

24 pays: Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo

Vue d'ensemble

L'économie de l'Afrique de l'Ouest et du Centre a connu une croissance remarquable de 6,2% en 2014. La croissance a été plus lente que l'année précédente, mais elle est néanmoins demeurée supérieure à celle de l'Afrique subsaharienne dans son ensemble. Toutefois, tous les groupes sociaux n'ont pas perçu les avantages de cette croissance, et les efforts de réduction de la pauvreté n'ont connu qu'un succès mitigé dans l'ensemble de la région.

Pour ce qui concerne les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), neuf pays ont atteint leur objectif de réduire de moitié la pauvreté entre 1990 et 2015, et cinq autres pays ont réalisé des progrès sensibles dans ce domaine. En revanche, dans six autres pays, les niveaux de pauvreté et d'insécurité alimentaire ont en fait augmenté. Les gouvernements semblent davantage intéressés par les industries extractives, qui n'appuient pas une croissance inclusive, que par l'agriculture, dont il a

été établi qu'elle est le moteur de la réduction de la pauvreté et qu'elle renforce la sécurité alimentaire.

La région compte quelque 457 millions d'habitants, dont 31% ont moins de 14 ans, et 29% se situent dans la fourchette des 15-35 ans. Comme dans d'autres régions, le chômage des jeunes demeure un grave problème économique. Compte tenu de l'absence de débouchés sur le marché formel de l'emploi, de la hausse des prix alimentaires et de l'accès relativement facile à la terre, l'agriculture est devenue une source croissante de possibilités d'emplois informels pour de nombreux jeunes. Afin d'encourager cette croissance et en optimiser le potentiel, les jeunes – femmes et hommes – doivent avoir un meilleur accès au crédit, aux infrastructures rurales et à la formation pour développer leurs compétences.

Le changement climatique continue d'affecter les économies rurales. Dans le cadre d'une étude récente, les ménages ruraux ont répondu que la probabilité et l'impact d'événements climatiques comme les sécheresses et les inondations leur paraissent supérieurs à la probabilité et l'impact de la maladie et de la mort. L'utilisation persistante des pratiques agricoles traditionnelles accentue la pression sur l'environnement, à cause de plusieurs facteurs: croissance démographique, évolution vers une production axée sur le marché, fragilité des sols et variabilité croissante du climat. Il est probable que les phénomènes climatiques extrêmes deviendront plus fréquents et que leur variabilité s'intensifiera.

Dans l'ensemble, il serait avantageux pour la région de s'attacher davantage à développer les marchés nationaux et régionaux, à attirer les investissements privés et les investissements étrangers directs, à créer des emplois pour les jeunes dans les zones rurales, et à accentuer les efforts d'adaptation au changement climatique.

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 47 programmes et projets en cours à la fin de 2015, en partenariat avec 22 gouvernements bénéficiaires dans la région;
- 1 270,7 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 184,4 millions d'USD approuvé en 2015 pour 7 nouveaux programmes et projets au Bénin, au Congo, en Guinée-Bissau, au Libéria (2 projets), au Niger et en République démocratique du Congo, et pour un financement additionnel accordé à des projets en cours en Gambie et au Sénégal.

Travaux et résultats en 2015

En 2015, notre programme de travail dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre a été principalement axé sur les secteurs suivants:

- filières inclusives;
- finance rurale;
- gestion des ressources naturelles et adaptation au changement climatique;
- autonomisation des jeunes.

L'objectif est d'intégrer ces quatre thèmes dans des programmes et projets de portée générale.

Filières inclusives

Le FIDA intervient pour renforcer les filières qui relient les producteurs et leurs organisations aux marchés et aux consommateurs. Disposer d'un accès aux marchés, dans le pays et à l'étranger, permet aux producteurs de vendre les produits au juste prix, d'augmenter la production et d'accroître les revenus. Donner aux petits producteurs la possibilité de "grimper des échelons" dans la filière – en entreposant ou en transformant eux-mêmes leurs produits, par exemple – signifie qu'ils obtiennent une part accrue du prix final.

Au Sénégal, un projet appuyé par le FIDA a contribué à l'établissement, entre les organisations de producteurs et les acheteurs, d'un système de contrats qui donne aux petits exploitants et aux producteurs familiaux du bassin arachidier un accès plus durable aux marchés. Le projet a eu un impact particulièrement positif sur les ventes de mil, de sésame, de niébé et de maïs: baisse des coûts de transaction et augmentation des quantités échangées et des revenus obtenus. (Voir, pour plus de détails, le récit recueilli sur le terrain.)

À Sao Tomé-et-Principe, le FIDA contribue, avec des partenaires, à l'établissement d'"indications d'origine géographique" pour le cacao, le café et le poivre – qui

sont tous trois des produits clés. En collaboration avec des institutions comme l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, le projet donnera à ces trois produits un label les décrivant comme originaires de ce pays insulaire. En forgeant une identité nationale distincte pour ces produits d'exportation, le projet vise à améliorer l'accès des producteurs aux marchés internationaux.

En Mauritanie, un programme financé par le FIDA établit une liaison entre les producteurs, les transporteurs et les négociants. En collaboration avec les autorités locales, ces différents acteurs sont convenus d'un prix fixe pour chaque maillon de la filière, stabilisant ainsi les prix de produits comme les carottes pour les producteurs et les consommateurs. Le programme a aussi permis aux maraîchers, aux éleveurs de volaille et aux producteurs de lait de chèvre de donner un caractère officiel aux partenariats avec le secteur privé pour la transformation et la commercialisation. Des groupes de producteurs et des petits et moyens acteurs du secteur privé constituent des coopératives disposant d'actifs tels que des installations d'entreposage et de transformation. Les coopératives partagent les risques et les bénéfices dans le cadre d'un système d'actionnariat.

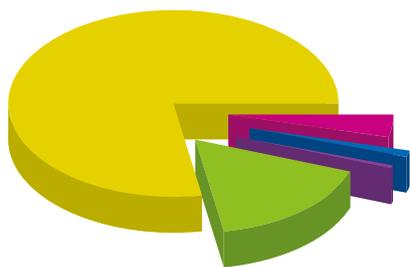
Finance rurale

Les zones rurales des pays en développement sont très peu desservies par les institutions financières.

AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

GRAPHIQUE 1a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2015^a

Sur un montant total de 3 012,6 millions d'USD

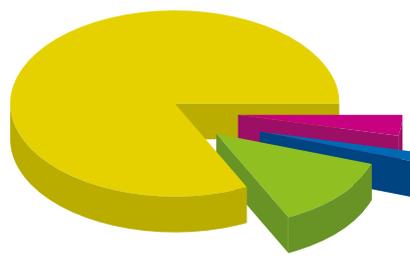


- Prêts à des conditions particulièrement favorables
2 323,9 millions d'USD - 77,1%
- Prêts à des conditions intermédiaires
105,2 millions d'USD - 3,5%
- Prêts à des conditions ordinaires
21,3 millions d'USD - 0,7%
- Prêts à des conditions mixtes
7,7 millions d'USD - 0,3%
- Dons au titre du CSD
554,5 millions d'USD - 18,4%

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 1b
Décaissement des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2015^a

Sur un montant total de 1 680,9 millions d'USD



- Prêts à des conditions particulièrement favorables
1 392,4 millions d'USD - 82,8%
- Prêts à des conditions intermédiaires
60,3 millions d'USD - 3,6%
- Prêts à des conditions ordinaires
17,4 millions d'USD - 1,0%
- Dons au titre du CSD
210,7 millions d'USD - 12,5%

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

En renforçant les réseaux de microfinance dans les zones rurales de la région, les projets appuyés par le FIDA permettent aux agriculteurs de renforcer leurs entreprises et de gérer les risques.

Au Tchad, le FIDA a contribué à renforcer la gouvernance d'une institution de microfinance de la région de Guéra en la faisant évoluer vers un plus grand professionnalisme et une gouvernance autonome. Depuis 2013, la performance s'est améliorée, sur le plan financier comme sur le plan organisationnel. Entre 2010 et 2015, le volume de crédit disponible a bondi de 11 millions de XAF (approximativement 18 000 USD) à plus de 300 millions de XAF (approximativement 484 000 USD).

Au Nigéria, où le secteur de la microfinance connaît un essor rapide, un programme appuyé par le FIDA renforce la capacité des institutions financières rurales d'atteindre les ménages pauvres, en particulier ceux dirigés par des femmes, les jeunes et les porteurs de handicaps physiques, en introduisant l'approche du Plan d'activités rurales. Le programme a créé une plateforme commune à partir de laquelle les partenaires coopèrent pour atteindre le but partagé qui est d'étendre leur champ d'action dans les zones rurales. Au cours du dernier trimestre de 2015, 245 banques et institutions de microfinance, dans 12 États participants, ont élaboré des plans d'activités rurales. Quatre institutions pilotes ont obtenu des résultats particulièrement prometteurs. Ainsi, la Trustfund MicroFinance Bank a ouvert une agence rurale dont les services ciblant les femmes ont attiré près de 7 500 clients – 6 000 de plus que prévu. Le but est maintenant de reproduire cette approche avec le plus grand nombre possible d'institutions.

Au Mali, un projet de finance rurale appuyé par le FIDA montre, après quatre années d'activité, de bons résultats. Environ 200 000 ruraux pauvres ont un meilleur accès aux services financiers, ce qui leur permet de développer des activités économiques viables. Le champ d'action de la microfinance dans les zones rurales s'est accru de 10%, tandis que l'épargne et les prêts augmentaient, respectivement de 30% et de 60%. Quatre robustes réseaux de microfinance autonomes opèrent actuellement dans la zone du projet. Également au Mali, un nouveau projet appuyé par le FIDA et axé sur la jeunesse donnera à plus de 15 000 jeunes un accès à des services financiers.

Gestion des ressources naturelles et adaptation au changement climatique

Le changement climatique aggrave les sévères défis que rencontre la région sur le plan des ressources naturelles, notamment l'appauvrissement de la fertilité des sols et la désertification. Les producteurs

pauvres ont un besoin urgent d'appui pour s'adapter à des conditions en mutation et pour adopter de nouvelles pratiques qui protégeront les ressources naturelles dont dépendent leurs moyens d'existence. En coopération avec ses partenaires, le FIDA appuie un ensemble d'approches, traditionnelles et innovantes, pour aider les petits exploitants agricoles à renforcer leur résilience.

Les techniques de régénération naturelle assistée, mises au point à l'origine au Burkina Faso, sont en cours de reproduction à plus grande échelle dans l'ensemble de la région. Ces techniques peuvent inverser une extrême dégradation du sol, augmenter la superficie arable et accroître le rendement des cultures et la sécurité alimentaire. Elles vont des cuvettes de plantation améliorées – désignées sous les noms de *tassa* ou de *zai* – aux demi-lunes, diguettes en pierre en courbes de niveau, barrières végétales et barrages de pierre perméables. Entre 2005 et 2013, ces techniques ont été mises en œuvre pour contribuer à la régénération de près de 63 000 hectares.

Dans la région de Maradi, au Niger, un projet financé par le FIDA contribue à la régénération et la protection des savanes-parcs exploitées par les paysans pratiquant une agriculture de subsistance et les pasteurs. Le projet permet à ces populations de développer des entreprises à assise communautaire qui commercialisent des produits arboricoles. Il appuie aussi les activités visant à améliorer les pratiques de gestion des ressources naturelles en rapport avec la conservation du sol et de l'eau et à diversifier, adapter et conserver les arbres d'espèces prioritaires.

Au Togo, à l'appui des efforts déployés par le gouvernement pour accroître la productivité agricole, un projet financé par le FIDA contribue à diffuser les techniques d'amélioration de la fertilité des sols par le biais des fermes-écoles. À ce jour, plus de 600 écoles ont formé plus de 14 000 producteurs, dont 95% ont adopté les nouvelles pratiques, avec pour résultat une augmentation de 87% à 100% de la production de maïs.

Au cours de l'année 2015, des dons d'un montant de 27,0 millions d'USD ont été approuvés au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) du FIDA, portant à 73,9 millions d'USD, à la fin de l'année, la valeur totale du financement de l'ASAP dans la région. Des dons ont également été approuvés au titre du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) d'un montant de 7,3 millions d'USD, portant à 44,0 millions d'USD la valeur totale du financement du FEM dans la région.

Récit recueilli sur le terrain

Des marchés plus solides pour les produits agricoles locaux transforment l'économie rurale du Sénégal

Alors qu'il devait jadis lutter pour nourrir sa famille, Coumba Ndoffen Sene est un paysan qui peut maintenant payer les frais de scolarité de ses enfants et même leur acheter des habits neufs. Il s'est également lancé dans une activité d'élevage de poulets.

Coumba Ndoffen Sene participe au Projet d'appui aux filières agricoles, financé par le FIDA au Sénégal. L'une des idées à l'origine de ce projet était d'encourager les personnes à cultiver, manger et vendre des produits agricoles locaux plutôt que de consommer des céréales importées comme le riz. En changeant la manière de penser des personnes vis-à-vis de la nourriture, et en leur permettant d'avoir accès aux marchés, le projet a contribué à transformer les communautés dans lesquelles il intervient.

Coumba Ndoffen Sene fait partie des 9 000 paysans environ qui ont bénéficié d'une formation aux pratiques agricoles améliorées rendant possibles des rendements plus élevés et des récoltes de meilleure qualité.

“Avant, nous n'arrivions même pas à obtenir une tonne de mil”, dit-il. “Maintenant, nous en produisons deux à trois tonnes par an.”

Avec l'appui du projet, les organisations de producteurs ont négocié des contrats avec les acheteurs. Les coûts de transaction sur les ventes de mil, de sésame, de niébé et de maïs ont sensiblement diminué, augmentant ainsi les bénéfices. Les petits producteurs gagnent aujourd'hui davantage et consomment et vendent plus de produits cultivés localement, et la région dépend moins des importations.

La durée de la période de soudure a été raccourcie, passant de six mois à moins d'un mois. Plus de 5 000 chômeurs ont trouvé des emplois, et 250 000 personnes ont appris à cultiver, manger et vendre des aliments locaux.

Les femmes participent aux activités de production, de transformation et de commercialisation des produits agricoles et ont plus facilement accès à la terre. Plus de 800 femmes – et chefs dans des hôtels locaux – ont appris à cuisiner des aliments cultivés localement, plus nourrissants que des produits importés comme le riz. Les femmes lancent de nouvelles entreprises, conditionnant des produits – comme de la bouillie pour bébés – vendus sur le marché local et national. En reconnaissance de ses réalisations, ce projet a reçu en 2015 un Prix du FIDA pour l'égalité entre les sexes, mettant en lumière ses meilleures pratiques en matière d'autonomisation des femmes.

De nombreux restaurants de la zone du projet proposent désormais uniquement des produits alimentaires cultivés localement. Aissatou Cisse, qui gère un restaurant, voit dans cette tendance l'avenir du pays.

“Notre économie ne peut pas se développer si nous continuons à importer”, dit-elle. “Nous devons consommer ce que nous produisons ici, au Sénégal.”

Aissatou Cisse a remporté en 2015 le Prix du Président du Sénégal pour l'innovation.

L'agriculteur Coumba Ndoffen Sene a suivi une formation pour améliorer ses rendements et accroître le revenu de sa famille
Sénégal: Projet d'appui aux filières agricoles

©FIDA/Horaci Garcia Marti



Autonomisation des jeunes

Comme on l'a noté dans la vue d'ensemble, le chômage des jeunes est un problème majeur, et l'agriculture une source croissante d'emplois informels. Afin que les jeunes soient davantage capables de tirer parti des possibilités, les programmes financés par le FIDA s'attachent à améliorer leurs compétences et à renforcer les organisations et l'infrastructure qui les appuient.

Au Bénin, un programme appuyé par le FIDA a noué un partenariat avec un centre de formation agricole destiné aux jeunes agriculteurs et entrepreneurs, mettant particulièrement l'accent sur les femmes. Le centre a formé 590 jeunes entrepreneurs à des techniques parmi lesquelles la conservation de semences, le compostage, et la transformation du soja en lait et en fromage.

Au Nigéria, un programme financé par le FIDA contribue à réduire les tensions dans le delta du Niger en améliorant les perspectives d'emploi pour les jeunes et en créant des institutions rurales qui appuient le développement participatif et le partage des savoirs. Il a contribué, à ce jour, à la création de 9 200 micro ou petites entreprises rurales le long de diverses filières agricoles – avec notamment des activités agricoles et agroalimentaires et des entreprises hors exploitation. Les activités les plus rentables sont observées dans la filière du manioc. Dans l'ensemble, près de 60 000 emplois ont été créés, et les revenus ont augmenté d'environ 60%.

En Sierra Leone, le FIDA appuie le développement d'associations de services financiers et de banques communautaires. Le Programme de finance rurale et d'amélioration communautaire – Phase II fait fond sur les réalisations de sa première phase. Il a contribué à l'établissement d'une banque faitière qui fournit des services essentiels à un réseau d'associations de services financiers et de banques communautaires pour en assurer la viabilité, l'efficacité et la rentabilité. Afin de garantir l'inclusion des jeunes, chaque association recrute un gestionnaire et un caissier âgés de 21 à 29 ans parmi les membres de la communauté locale, et le programme prend en charge leur formation.

Un important programme régional financé par un don et ayant pour but de créer des possibilités pour la jeunesse dans les zones rurales met actuellement au point une application mobile de financement participatif pour aider de jeunes entreprises agroalimentaires à voir le jour. Trente-deux facilitateurs ont été formés au niveau du pays. Ils formeront à leur tour 600 jeunes ruraux et mettront en place une plateforme web/SMS fournissant un accès à de multiples ressources d'appui à l'entrepreneuriat.

Afrique orientale et australe

22 pays: Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Comores, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Seychelles, Soudan du Sud, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.

Vue d'ensemble

Selon les prévisions, la forte croissance économique de la région Afrique orientale et australe se poursuivra au cours des deux prochaines années. Le Fonds monétaire international prévoit une croissance réelle du PIB d'environ 6,6% dans les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est tout comme dans ceux du Marché commun de l'Afrique orientale et australe. Il y a aussi d'autres facteurs positifs, notamment un fort flux d'investissements étrangers et nationaux, une classe moyenne croissante, et une augmentation des envois de fonds en direction des zones rurales, provenant de sources nationales et étrangères. Pour les interventions du FIDA, un élément particulièrement pertinent est à trouver dans les importantes possibilités de renforcement de la production alimentaire nationale, dont bénéficient les petits exploitants agricoles et qui réduit sensiblement les importations des principales denrées alimentaires de base, en particulier le sucre et les huiles comestibles.

Comme dans de nombreuses autres régions, toutefois, la croissance économique ne bénéficie pas à tous les secteurs de la société. À l'échelle mondiale, les zones rurales continuent de présenter les plus fortes concentrations de pauvreté, et les femmes risquent davantage que les hommes d'être pauvres.

Malgré l'essor de la classe moyenne, le progrès est douloureusement lent. En fait, le nombre absolu de personnes vivant sous le seuil de pauvreté en Afrique orientale et australe est en augmentation, tout comme l'inégalité de revenu. En outre, la région présente les taux de natalité les plus élevés du monde, ce qui continuera à y faire augmenter le nombre des demandeurs d'emploi au cours des quelques prochaines décennies. Le défi, pour les gouvernements des pays et leurs partenaires de développement, consiste à transformer le potentiel significatif que possède la région en une croissance équitable et à large base dont ne seront exclus ni les femmes et les hommes des zones rurales, ni les groupes particulièrement vulnérables comme les jeunes et les minorités ethniques.

Cinq pays de la région ont atteint la cible de l'OMD1 – réduire de moitié l'extrême pauvreté – et deux autres pays ont réalisé des progrès substantiels. Onze pays demeurent loin de la cible.

La performance relative à l'objectif de réduction de moitié du pourcentage de personnes souffrant de la faim a également été une importante source de préoccupation. Trois pays seulement y sont parvenus, un autre a réalisé des progrès suffisants, et 14 pays sont encore plutôt ou sérieusement loin de la cible.

Travaux et résultats en 2015

En 2015, notre programme de travail dans la région Afrique orientale et australe a été principalement axé sur les secteurs suivants:

- technologies agricoles et sécurité alimentaire;
- finance rurale;
- autonomisation des femmes et des jeunes;
- concertation sur les politiques et participation à leur élaboration;
- gestion des ressources naturelles et adaptation au changement climatique.

Technologies agricoles et sécurité alimentaire

Donner aux petits exploitants agricoles la possibilité d'avoir accès à des technologies agricoles améliorées constitue un chemin direct vers l'augmentation de la production, la diversification des cultures, de meilleurs revenus et un renforcement de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Vingt et un projets appuyés par le FIDA dans la région ont formé plus de 385 000 personnes à la production végétale. Un tiers de ces personnes participent au projet de revenu rural au Rwanda, dont les activités ont débuté en 2011. L'initiative se concentre sur l'amélioration de la qualité de la production de thé, de café, de fruits, de légumes et de soie pour permettre aux agriculteurs de rejoindre les marchés d'exportation.

L'expansion de la production de café et de thé s'est traduite par des résultats particulièrement bons.

Le projet touche un nombre croissant de femmes, spécialement dans le secteur de la sériciculture. Les femmes commencent aussi à occuper des postes dirigeants au sein de groupes de divers types.

Le petit et le gros bétail jouent un rôle important dans les moyens d'existence des populations rurales pauvres. Douze projets ont formé environ 230 000 personnes dans le domaine de la production animale – dont la moitié en République-Unie de Tanzanie. Au Burundi, sur les 15 000 ménages ayant adopté les pratiques d'insémination artificielle, 90% d'entre eux ont observé une augmentation de la productivité du bétail. Les petits producteurs laitiers du Kenya ont également été formés à la pratique de l'insémination artificielle et à la vaccination de leur bétail.

Finance rurale

La possibilité d'accès à des services financiers permet aux petits producteurs et aux microentrepreneurs de développer leurs entreprises, d'acquérir les intrants essentiels et de se prémunir contre le risque. Dans les pires scénarios, les pauvres deviennent la proie des prêteurs, parce qu'ils n'ont aucune autre solution. Dans les pays en développement, les zones rurales sont particulièrement mal desservies: seulement 10% environ des communautés rurales ont accès à des services financiers de base.

Quatorze projets financés par le FIDA dans la région sont axés sur la finance rurale. Ils apportent un appui aux organisations qui répondent spécifiquement aux besoins des petits producteurs et des microentrepreneurs, notamment les banques communautaires, les institutions de microfinance et les coopératives d'épargne et de crédit. Le FIDA collabore également avec les institutions gouvernementales de plus haut niveau pour renforcer le cadre d'action des pouvoirs publics dans le domaine de la finance rurale (voir la section relative à la concertation sur les politiques et à la participation à leur élaboration).

Le nombre des emprunteurs actifs dépasse les trois millions de personnes, et plus de quatre millions participent à des opérations formelles d'épargne. Un projet en Éthiopie est responsable de 90% de cette activité. La deuxième phase de ce projet national appuie plus de 10 000 coopératives rurales d'épargne et de crédit et plus de 30 institutions de microfinance, en renforçant leur capacité organisationnelle et leurs compétences professionnelles. Les femmes ont un accès croissant aux services et représentent désormais près de la moitié de la base de clients.

Au Rwanda, où les vaches laitières jouent un rôle de premier plan dans les moyens d'existence ruraux, et où les médicaments vétérinaires sont extrêmement coûteux, un projet financé par le FIDA a élaboré un système innovant d'assurance santé

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 46 programmes et projets en cours à la fin de 2015, en partenariat avec 17 gouvernements bénéficiaires dans la région;
- 1 463,1 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 399,4 millions d'USD approuvé en 2015 pour 7 nouveaux programmes et projets en Angola, au Burundi, au Kenya, à Madagascar, au Malawi, en République-Unie de Tanzanie et au Swaziland, et pour un financement additionnel accordé à des projets en cours au Burundi, en Éthiopie, au Kenya, à Madagascar, au Mozambique et en République-Unie de Tanzanie.

animale. Pour y adhérer, les paysans versent une cotisation initiale d'environ 15,50 USD. De petites primes mensuelles, de moins de 1 USD, sont ensuite déduites de leurs ventes mensuelles de lait. Avec cette assurance, les paysans peuvent acheter à moitié prix les médicaments prescrits pour leurs vaches.

Autonomisation des femmes et des jeunes

Le FIDA se concentre spécialement sur les femmes et les jeunes parce que ces deux groupes sont particulièrement vulnérables à la pauvreté et à l'exclusion économique. Le ciblage direct est très largement utilisé pour toucher les ménages dirigés uniquement par des femmes, et les projets dépassent de plus en plus souvent la cible de 30% de participation des femmes.

Ainsi, le rapport d'un programme de développement de filière au Burundi indique que 60% des membres du groupe d'épargne sont des femmes, et que 30% d'entre elles ont eu accès à au moins trois cycles de crédit, ce qui leur a permis de développer leurs entreprises et d'accroître leurs revenus.

Le FIDA et ses partenaires ont élaboré une méthode innovante d'intervention au niveau des ménages, qui permet aux membres de la famille de réexaminer les normes enracinées qui définissent les responsabilités, possibilités et rôles respectifs des femmes et des hommes. Désignée sous le nom de méthode d'encadrement des ménages, cette approche utilise des outils tels que la visualisation et le mentorat pour aider les familles à décrire clairement leur situation actuelle et à élaborer un plan partagé

pour l'avenir. Dans le cadre de ce processus, l'inégalité entre les sexes – qui, dans la plupart des cas, surcharge les femmes de travaux non rémunérés et limite leur liberté de mouvement et leur capacité d'obtenir des revenus – est souvent reconnue comme l'un des facteurs qui maintiennent les ménages dans la pauvreté. La nouvelle méthode touche actuellement entre 75 000 et 100 000 ménages pauvres en Afrique subsaharienne.

Un projet de gestion des ressources naturelles en Éthiopie a reçu en 2015 un Prix du FIDA pour l'égalité entre les sexes, récompensant son action en faveur du renforcement de l'accès des femmes à la terre. Dans la zone cible, toutes les femmes chefs de ménage ont reçu des titres de propriété; pour les terres familiales, les titres de propriété sont enregistrés au nom du mari et de la femme, désignés comme copropriétaires. Les femmes commencent aussi à recevoir une formation dans le domaine du leadership et jouent un rôle croissant dans la prise des décisions au niveau communautaire.

Concertation sur les politiques et participation à leur élaboration

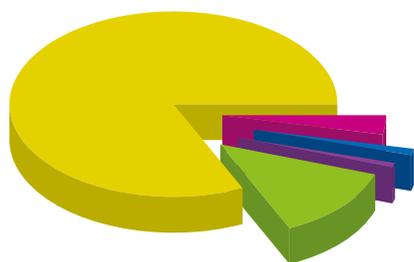
Les politiques façonnent le monde dans lequel vivent les populations rurales et définissent les possibilités économiques qui leur sont offertes. Des politiques de soutien ouvrent des portes qui peuvent permettre aux personnes de s'extraire elles-mêmes de la pauvreté. Des politiques défavorables créent des obstacles et profitent souvent à certains groupes sociaux au détriment d'autres. Les projets appuyés par le FIDA

AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE

GRAPHIQUE 2a

Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2015^a

Sur un montant total de 3 331,3 millions d'USD



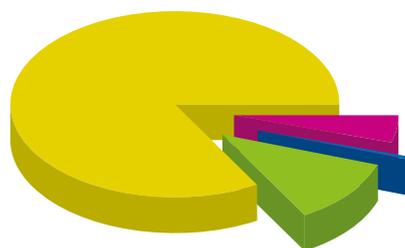
- Prêts à des conditions particulièrement favorables
2 745,2 millions d'USD - 82,4%
- Prêts à des conditions intermédiaires
108,9 millions d'USD - 3,3%
- Prêts à des conditions ordinaires
23,3 millions d'USD - 0,7%
- Prêts à des conditions mixtes
11,1 millions d'USD - 0,3%
- Dons au titre du CSD
442,7 millions d'USD - 13,3%

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 2b

Décaissement des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2015^a

Sur un montant total de 2 123,0 millions d'USD



- Prêts à des conditions particulièrement favorables
1 781,4 millions d'USD - 83,9%
- Prêts à des conditions intermédiaires
100,7 millions d'USD - 4,7%
- Prêts à des conditions ordinaires
4,1 millions d'USD - 0,2%
- Dons au titre du CSD
236,8 millions d'USD - 11,2%

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Récit recueilli sur le terrain

Améliorer la nutrition des personnes touchées par le VIH/sida au Mozambique

Dans le nord du Mozambique, un projet appuyé par le FIDA a contribué à enseigner aux personnes à mieux se nourrir, et leur a permis de vivre plus longtemps et en meilleure santé.

Le Projet de prévention du VIH/sida et d'amélioration de la nutrition en zones côtières (CHAPANI), cofinancé par le Fonds belge pour la sécurité alimentaire, est intervenu aux côtés des communautés de pêcheurs dans les zones côtières du Nord pour lutter contre la double menace du VIH/sida et de la malnutrition. Du fait de leurs régimes alimentaires pauvres, souvent limités à du poisson et de la bouillie de manioc, les personnes parviennent difficilement à lutter contre la maladie.

Sur le terrain, les agents locaux du projet CHAPANI ont apporté jusque dans les maisons des informations sur la prévention et le traitement du VIH et enseigné aux personnes à préparer des aliments nutritifs.

Le projet a organisé des démonstrations culinaires utilisant des plantes cultivées localement, comme le moringa. Avant l'introduction, par le personnel du projet, de recettes à base de moringa, les familles de pêcheurs ne consommaient pas cette plante, qui contient des protéines, des vitamines et des minéraux. Le moringa est désormais un ingrédient populaire dans la cuisine locale.

Lorsque Alima Artur, alors âgée de 21 ans, a commencé à se sentir malade il y a quelques années, un agent de terrain de CHAPANI l'a encouragée à effectuer un test de dépistage du VIH, dont le résultat s'est révélé positif.

“J'étais très triste et désespérée”, dit-elle. “Ma vie se résumait à pleurer et à penser que j'allais mourir.”

Le projet a aidé Alima Artur à trouver un appui au sein de sa famille et à demeurer optimiste. Il lui a enseigné à enrichir son régime alimentaire de manière à stabiliser ses niveaux d'hémoglobine, et aujourd'hui elle est heureuse et en bonne santé.

“Quelqu'un peut me regarder et ne jamais imaginer que j'ai ce genre de problème. Je me sens réellement bien.”

Alima Artur a adhéré à un groupement volontaire, “Vivre de manière positive”, qui utilise des chansons pour apprendre aux gens comment prévenir le VIH/sida, comment mieux se nourrir et comment bien vivre avec la maladie. Elle se décrit elle-même comme une preuve vivante de la différence qui peut résulter d'une vie saine.

Plus de 6 000 familles de la zone du projet ont commencé à cultiver un potager pour faire pousser leur propre nourriture. Les nouvelles connaissances se sont rapidement diffusées, grâce à des volontaires formés localement qui pilotent le processus.

Robson Mutandi, Directeur du FIDA dans le pays et représentant du FIDA au Mozambique, a observé l'appropriation par les communautés des activités du projet.

“Tout le monde est excité, et c'est pour nous la clé. Une fois que la communauté s'empare du processus, elle n'a plus besoin de personnes extérieures pour lui dire comment cuisiner ses aliments. Elle le fait elle-même.”

Alima Artur (à gauche), volontaire au sein du groupement “Vivre de manière positive”, partage le savoir nouvellement acquis en matière d'alimentation saine
Mozambique: Projet de prévention du VIH/sida et d'amélioration de la nutrition en zones côtières

©FIDA/Jonathan Crawford



interviennent en partenariat avec les gouvernements des pays pour élaborer des politiques qui favorisent la réduction de la pauvreté et sont les éléments moteurs d'une croissance économique inclusive.

En Afrique orientale et australe, les projets que nous appuyons et les politiques nationales du secteur de la finance rurale sont étroitement liés. En Ouganda, les travaux sur les questions de fond ont abouti à la mise en œuvre du cadre de régulation du niveau 4 pour les coopératives d'épargne et de crédit, fondé dans une large mesure sur les données de fait tirées du Programme relatif aux services financiers ruraux appuyé par le FIDA et clôturé en 2011.

Au Swaziland, un projet de finance rurale a contribué à l'élaboration de plusieurs politiques de modernisation des conditions d'exercice de l'activité des entreprises, notamment la Politique relative aux petites, micro et moyennes entreprises, la Politique relative à la microfinance, la Loi sur le crédit à la consommation et une stratégie d'inclusion financière. En République-Unie de Tanzanie, un projet axé sur l'infrastructure de marché et l'ajout de valeur a joué un rôle dans l'élaboration de réglementations destinées au secteur de la microfinance.

Gestion des ressources naturelles et adaptation au changement climatique

Les ressources naturelles telles que la terre et l'eau sont fondamentales pour les moyens d'existence des populations rurales. L'érosion du sol constitue un problème de première importance dans la région – l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que 40% des ressources en terre de l'Afrique sont actuellement dégradées.

Grâce à dix projets appuyés par le FIDA en Afrique orientale et australe, près de 180 000 hectares bénéficient actuellement de pratiques améliorées de gestion des terres, et des périmètres d'irrigation ont été mis en place pour 62 000 hectares. Plus de 1 000 groupes communautaires gérant des ressources naturelles reçoivent un appui. Les membres de ces groupes ont bénéficié d'une formation concernant la maintenance de l'infrastructure d'irrigation et l'élaboration de plans de gestion environnementale.

Dans l'État insulaire des Comores, plus de 450 hectares de terres ont été reboisés et plus de 450 000 jeunes plants ont été plantés – dont 15% d'espèces endémiques protégées. Des campagnes publiques de sensibilisation à la gestion intégrée des écosystèmes, portant également sur la protection des mangroves, ont été menées par le biais de la radio, de programmes télévisés, de sessions de formation et d'ateliers de concertation sur les politiques.

Les interventions financées par le FEM et l'ASAP sont de plus en plus intégrées aux programmes appuyés par le FIDA dans la région, et la résilience face

au changement climatique est en cours d'intégration aux projets et aux programmes d'options stratégiques pour le pays. Au cours de l'année 2015, des dons d'un montant de 38,0 millions d'USD ont été approuvés au titre de l'ASAP, portant à 66,8 millions d'USD, à la fin de l'année, la valeur totale du financement de l'ASAP dans la région. La valeur totale du financement du FEM sous forme de dons dans la région a été de 20,9 millions d'USD.

Des projets financés par le FIDA appuient des systèmes d'alerte précoce et de prévision climatique et météorologique au Burundi, en Éthiopie, au Mozambique et au Rwanda. Des activités de conservation du sol et de l'eau, en cours au Kenya, au Rwanda et au Swaziland, ont pour but de minimiser le ruissellement et de prévenir l'érosion du sol.

Asie et Pacifique

33 pays: Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Kiribati, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Nioué, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Sri Lanka, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu, Vanuatu et Viet Nam.

Vue d'ensemble

Entraînée principalement par la Chine et l'Inde, l'économie de la région Asie et Pacifique a connu une croissance de 6% en 2013/2014, consolidant son rôle moteur dans la croissance mondiale. De manière générale, les pays à revenu moyen inférieur progressent vers un statut de pays à revenu supérieur. Même si 560 millions de personnes, dans la région, vivaient encore, en 2011, sous le seuil de pauvreté de 1,25 USD par jour, les taux de pauvreté continuent à décliner.

La réduction de la pauvreté dans la région Asie et Pacifique va de pair avec une rapide réduction du pourcentage de personnes souffrant de la faim. Entre 1990 et 2013, en effet, la faim a été réduite de moitié, pour atteindre le chiffre de 12%, correspondant à la cible de l'OMD. Au sein de la région, c'est l'Asie du Sud-Est et l'Asie de l'Est qui ont montré la voie, tandis que l'Asie du Sud rattrape son retard, encore qu'à un rythme moins soutenu.

Cependant, et malgré tous les progrès, 490 millions de personnes en Asie souffrent encore de la faim de manière chronique – soit environ 62% du total mondial de personnes souffrant de la faim. En outre, comme dans d'autres régions, les avantages de la croissance économique ne sont pas

également partagés, ce qui compromet le rythme de la réduction de la pauvreté. Les inégalités affectent de manière disproportionnée les femmes, les peuples autochtones et les minorités ethniques, et ont un impact sur l'accès à la terre, au crédit, à l'éducation, aux services de santé et à d'autres actifs productifs. La pauvreté est aussi un phénomène principalement rural, puisque 76% des pauvres de la région vivent dans les zones rurales.

Dans l'ensemble de l'Asie, du fait de la mondialisation, de l'expansion du capital, de la libéralisation des échanges et de la transformation du rapport milieu rural-milieu urbain, le secteur agroalimentaire a connu, depuis les années 1980, de profonds changements. Tout en contribuant directement à la réduction de la pauvreté, l'agriculture appuie aussi la croissance économique de manière indirecte par le biais de liaisons accrues avec le secteur agroalimentaire au sens large. Dans la plupart des pays, plus de la moitié du revenu rural provient d'emplois hors exploitation, comme les activités de transformation, de conditionnement et de distribution. L'agriculture est également responsable de la qualité et de l'ampleur des services environnementaux dont jouit la société dans son ensemble, et la recherche de filières plus durables et inclusives devient une des grandes priorités partout en Asie.

Le changement climatique continue d'exercer une pression sur le secteur des exploitations agricoles – et sur les petits exploitants en particulier. En outre, de

nombreux petits exploitants sont contraints de gérer des risques croissants, dans la production comme dans la commercialisation. Leur résilience pourrait être renforcée par un recours accru à la technologie de l'information et de la communication, ainsi que par un meilleur accès à l'assurance et au crédit.

Travaux et résultats en 2015

En 2015, notre programme de travail dans la région Asie et Pacifique a été principalement axé sur les secteurs suivants:

- adaptation au changement climatique;
- autonomisation des femmes et des hommes;
- accès au marché et finance rurale;
- reproduction à plus grande échelle de nouvelles technologies.

Adaptation au changement climatique

Au Bhoutan, où les moyens d'existence de plus de 60% de la population dépendent de l'agriculture, on prévoit que le changement climatique aura des effets négatifs sur la disponibilité en eau et la fertilité du sol, et augmentera l'incidence des parasites et des maladies. Intervenant au cours de la phase initiale dans six districts du Sud et de l'Est, le FIDA a commencé à aider les communautés rurales dans le cadre d'un programme visant à renforcer la production agricole et à faire face plus efficacement aux chocs climatiques. Le programme aidera aussi les agriculteurs à passer d'une situation où les produits laitiers et les légumes qu'ils produisent sont principalement destinés à leur subsistance à une situation où ils pourront vendre leurs produits sur les marchés. En fin de compte, le programme vise à toucher près de 29 000 ménages de petits exploitants agricoles.

Aux Philippines, le FIDA appuie une activité visant à faire en sorte que les petits exploitants soient au centre de la stratégie d'action des pouvoirs publics, y compris pour les questions relatives au changement climatique, par le biais d'une initiative connue sous le nom de Salon des savoirs et de l'apprentissage – Participation à l'élaboration des politiques (KLMPE). Au mois de novembre, le neuvième atelier annuel du KLMPE a produit des recommandations qui doivent aider les petits exploitants à renforcer leur résilience face au changement climatique tout en augmentant leur pouvoir de marché. Dans le cadre de cette manifestation, les exposants, les paysans et les praticiens du développement venus de différentes régions du pays ont présenté leurs meilleures pratiques en matière d'agriculture familiale et de plaidoyer en faveur des petits exploitants.

Avec l'appui de l'ASAP, la région a commencé à intégrer de manière plus systématique les considérations relatives au changement climatique

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 66 programmes et projets en cours à la fin de 2015, en partenariat avec 21 gouvernements bénéficiaires dans la région;
- 2 142,2 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 552,2 millions d'USD approuvé en 2015 pour 14 nouveaux programmes et projets en Afghanistan, au Bangladesh, au Bhoutan, en Chine, aux Fidji, aux Îles Salomon, en Inde, en Indonésie, au Myanmar, au Népal, au Pakistan, aux Philippines (2 projets) et à Sri Lanka, et pour un financement additionnel accordé à des projets en cours au Bangladesh, au Cambodge, en Inde, au Pakistan, en République démocratique populaire lao et au Viet Nam;
- 1 nouveau programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) pour Sri Lanka.

dans les projets de gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Au cours de l'année 2015, des dons d'un montant de 10,0 millions d'USD ont été approuvés au titre de l'ASAP, portant à 67,1 millions d'USD, à la fin de l'année, la valeur totale du financement de l'ASAP dans la région. Au Cambodge, par exemple, le FIDA a aidé les petits exploitants agricoles à tirer parti des débouchés offerts sur le marché, à renforcer leur résilience face au changement climatique et à d'autres chocs, et à obtenir un meilleur accès aux services.

Au Bangladesh, les fonds octroyés par l'ASAP ont été intégrés à un projet conduit dans le lointain Nord-Est, une zone de basse altitude complètement inondée jusqu'à six mois par an. Outre la collaboration avec les communautés pour protéger l'infrastructure des dégâts des inondations, le projet a commencé à installer un système d'alerte précoce qui permettra aux paysans de récolter la plus grande partie possible de leur production avant que l'inondation n'atteigne leurs parcelles.

Outre les fonds de l'ASAP qu'il mobilise, le FIDA intègre également le financement du FEM pour renforcer sa réaction au changement climatique dans la région. À la fin de l'année, la valeur totale du financement du FEM était de 2,2 millions d'USD. En Mongolie, 60 groupements d'éleveurs, travaillant avec un projet appuyé par le FIDA et le FEM, ont élaboré des plans de gestion des terres en vue de renforcer leur résilience face au changement climatique. Les ménages d'éleveurs obtiennent aussi un meilleur accès aux services financiers et à la formation. Ainsi, quelque

250 groupes de femmes ont acquis des compétences en matière de gestion, apprenant par exemple à préparer des plans d'activité, à demander des prêts et à gérer des coopératives. Elles ont aussi reçu une formation technique à des activités telles que la couture, l'artisanat, la broderie et la transformation du feutre, des légumes et du lait.

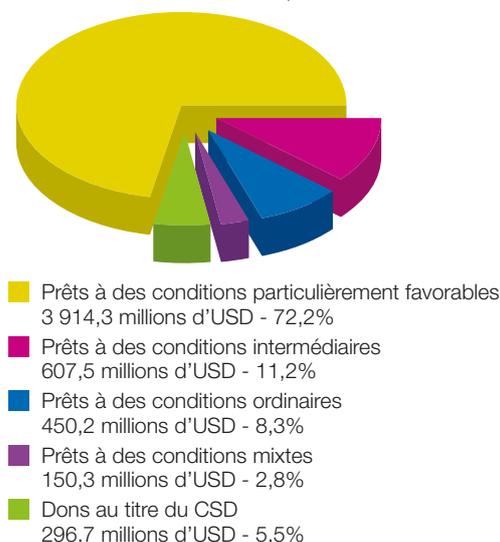
Autonomisation des femmes et des hommes

Partout dans la région, le FIDA appuie l'autonomisation économique et sociale, en particulier celle des femmes, en mettant en œuvre des stratégies telles que la microfinance, les groupes d'épargne et de crédit, le développement de petites et de microentreprises, et le renforcement des capacités.

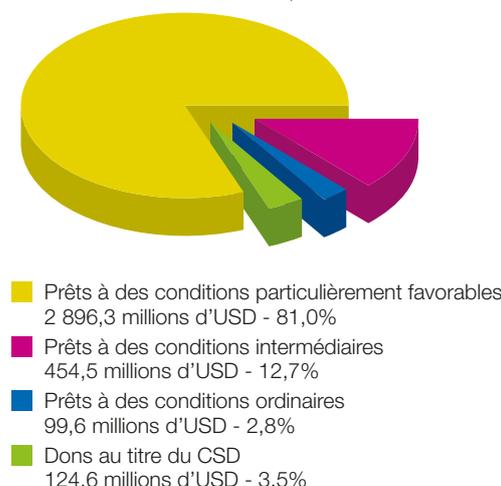
En Inde, le Programme d'autonomisation des femmes rurales (Tejaswini) conduit dans l'État de Maharashtra a reçu en 2015 un Prix du FIDA pour l'égalité entre les sexes, récompensant son travail sur diverses formes d'autonomisation et d'inclusion financière. Plus de 75 000 groupes d'auto-assistance en matière d'épargne et de crédit ont été constitués, réunissant plus de un million de femmes. Des comités villageois et des centres de ressources communautaires abordent les questions sociales et encouragent les approches fondées sur les filières et les partenariats avec des prestataires de services financiers. Le programme fait également participer les hommes à l'examen des questions d'inégalité entre les sexes, avec notamment la prévention des violences domestiques et du mariage des enfants, et en encourageant la propriété conjointe.

ASIE ET PACIFIQUE

GRAPHIQUE 3a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2015^a
Sur un montant total de 5 418,9 millions d'USD



GRAPHIQUE 3b
Décaissement des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2015^a
Sur un montant total de 3 575,0 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Dans les provinces de Ha Tinh et Quang Binh, au Viet Nam, le FIDA cible les ménages ruraux vulnérables, notamment ceux comprenant des membres non qualifiés et chômeurs, les minorités ethniques et les paysans sans terre. Parmi les réalisations récentes, on relève l'autonomisation des ruraux pauvres, femmes et hommes, qui ont pu participer à la prise de décisions au niveau communautaire et renforcer leur accès aux marchés.

En Indonésie, le FIDA intervient dans cinq districts de la région centrale de Sulawesi pour renforcer les capacités des communautés rurales et accroître la productivité agricole. Dans le cadre de l'un des premiers partenariats public-privé dans le secteur agricole du pays, la société Mars, Inc. – société internationale du secteur du chocolat – a apporté un appui technique aux producteurs de cacao et a formé des "docteurs du cacao" comme sources de savoirs sur les nouvelles techniques agricoles à la disposition de leurs pairs.

La production de cacao a augmenté de plus de 190%, ce qui a considérablement accru les revenus des paysans participants et en a convaincu d'autres de conserver leurs plantations de cacao et d'y investir. Compte tenu du succès du programme, le Gouvernement indonésien prévoit de reproduire ce modèle à plus grande échelle dans toute l'île de Sulawesi, l'une des principales zones de production de cacao du pays.

Accès au marché et finance rurale

Tandis que la mondialisation continue de transformer les marchés agricoles dans la région Asie et Pacifique, les petits exploitants et les producteurs familiaux peuvent lutter pour avoir accès aux débouchés émergents. En réponse, le FIDA renforce les filières et offre un accès à la formation, ainsi qu'aux intrants tels que les engrais et les semences. Nous développons aussi l'accès aux services financiers essentiels, et nous facilitons, pour les migrants, les envois de fonds à leurs familles.

Selon des résultats relatifs à 2015, près de un million de personnes ont obtenu un accès aux services financiers ruraux, particulièrement nécessaires dans la région, soit par le biais d'institutions formelles de microfinance, soit par l'intermédiaire de groupes d'auto-assistance. En outre, près de 180 000 bénéficiaires ont obtenu un appui pour la création et le fonctionnement de groupes de commercialisation; 77 000 personnes ont été formées aux techniques de post-production et de transformation, et plus de 1 300 kilomètres de routes d'accès aux marchés ont été construits ou remis en état.

Reproduction à plus grande échelle de nouvelles technologies

Au cours des dernières années, le FIDA s'est attaché à transposer les résultats de projets réussis au sein d'une communauté et à les appliquer à plus grande échelle dans un pays ou une région, voire au-delà. Les processus de partage des savoirs ou d'élargissement de la portée vont de l'utilisation des approches traditionnelles, comme l'apprentissage par les pairs, à l'expansion de la portée par le recours aux nouvelles technologies.

Au Népal, dans le cadre de l'approche plus générale de l'amélioration des rendements agricoles dans les petites exploitations rurales, le FIDA, Intel et la société Grameen Intel Social Business Ltd. œuvrent de concert pour promouvoir l'"e-agriculture". Les entrepreneurs ayant accès à un ordinateur portable ou des dispositifs informatiques mobiles utilisent des logiciels spécialisés pour effectuer des tests à distance de la qualité du sol, de la germination des semences et de l'application des pesticides. Grâce à ce logiciel, qui a été traduit dans les langues locales, ils peuvent recommander l'adoption, par les paysans, de semences ou d'engrais particuliers appropriés à la chimie du sol. En 2015, cette approche a fait l'objet d'essais pilotes au Népal, et les résultats obtenus ont été partagés avec un projet du même type financé par le FIDA, focalisé sur le développement agricole et l'autonomisation économique au Cambodge.

Le même projet, au Cambodge, travaille en partenariat avec le FEM pour promouvoir les technologies d'énergie renouvelable comme alternative à l'utilisation des ressources de la biomasse ou du kérosène, tous deux nuisibles à la santé. En outre, afin de réduire le déboisement et la dégradation des terres, l'énergie solaire et d'autres sources renouvelables seront utilisées pour faire fonctionner de petits périmètres d'irrigation. Ces interventions amélioreront l'efficacité de l'usage de l'eau pour produire des légumes de contre-saison de grande valeur.

Récit recueilli sur le terrain

Donner un avenir aux familles de pêcheurs pauvres en Indonésie

Il n'y a pas si longtemps, Ratna Sari Dewi Bani restait au foyer et s'occupait de son mari et de ses deux enfants, dans une communauté côtière de Macassar, en Indonésie. Le revenu des activités de pêche de son mari suffisait à peine à couvrir les besoins fondamentaux du ménage. La famille de Ratna Sari Dewi Bani était une parmi les huit millions environ de familles de pêcheurs vivant, dans le pays, dans une situation d'extrême pauvreté.

Leurs vies se sont améliorées lorsque Ratna Sari Dewi Bani a rejoint le Projet de développement des communautés côtières (CCDP), appuyé par le FIDA et intervenant auprès de 70 000 ménages de pêcheurs dans des zones de forte pauvreté de l'est de l'Indonésie.

Aujourd'hui, Ratna Sari Dewi Bani est une entrepreneure bien établie. Grâce à un prêt et un appui technique du projet, elle et d'autres membres de son groupe ont créé une petite entreprise de transformation qui produit du fish floss (un produit dérivé du poisson séché), des croquettes de poisson et des crackers au poisson.

“Avant de lancer notre entreprise, je produisais habituellement entre cinq et dix kilos de *fish floss* par mois”, dit-elle. “Aujourd'hui, je dirige un groupe d'entrepreneures et je gagne 200 USD par mois.”

Les femmes qui constituent ce groupe n'avaient auparavant que peu ou pas de possibilités de gagner de l'argent. Aujourd'hui, elles transforment ensemble le poisson. Les revenus des participantes au projet ont augmenté, en moyenne, de près de 60%. Une partie des bénéfices est réinvestie dans l'entreprise, et le reste est partagé entre les membres du groupe.

Au moins 200 nouveaux groupes de transformation semblables à celui de Ratna Sari Dewi Bani sont actifs aujourd'hui. Ils constituent l'un des éléments de l'approche du CCDP, qui autonomise les communautés afin qu'elles puissent participer à la planification et l'exécution d'activités qui augmentent les revenus et les moyens d'existence possibles. Le projet renforce aussi la capacité des groupes de gérer les ressources côtières, y compris par le suivi des prises, la réhabilitation des mangroves et l'écotourisme.

À mi-parcours dans l'exécution du projet, des familles de 108 villages participent à des activités du même ordre dans 12 districts de l'est de l'Indonésie – une vaste zone s'étendant sur trois fuseaux horaires.

Les résultats contenus dans le rapport 2015 montrent que le bien-être des ménages s'est considérablement amélioré depuis 2013. De plus nombreuses personnes ont diversifié leurs revenus, leurs actifs et leur épargne, et emploient d'autres personnes, contribuant ainsi à la croissance économique d'ensemble. La sécurité alimentaire est accrue, la base de ressources naturelles est améliorée, et la dépendance est moindre à l'égard des prêteurs. En 2016, les activités du projet seront étendues à 72 villages supplémentaires.

Ratna Sari Dewi Bani (à droite) au travail avec des membres de son groupe de transformation du poisson
Indonésie: Projet de développement des communautés côtières
©FIDA/Susan Beccio



Amérique latine et Caraïbes

33 pays: Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du).

Vue d'ensemble

La croissance économique de la région Amérique latine et Caraïbes s'est ralentie en 2014, passant de 2,7% en 2013 à 0,9%. Exception faite de la récession de 2009, ce taux de croissance annuelle est le plus faible enregistré dans la région depuis 13 ans. Les chiffres masquent toutefois de fortes différences sous-régionales. En Amérique du Sud, la croissance a été pratiquement nulle, tandis qu'en Amérique centrale et aux Caraïbes l'économie était en expansion. Selon les prévisions, la croissance de 2015 devrait encore fléchir pour tomber à environ 0,4%.

Les niveaux de pauvreté sont en recul dans la région depuis 2000, mais le rythme de cette diminution s'est récemment ralenti. Si l'on y ajoute la croissance démographique, cela signifie que le nombre réel de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté ces dernières années.

Les statistiques pour l'année 2013 montrent qu'environ 28% de la population – 165 millions de personnes – vivent dans la pauvreté, et que 11,7% – 69 millions – sont considérées comme extrêmement pauvres. Les taux de pauvreté des zones rurales demeurent sensiblement supérieurs à ceux des centres urbains. Les statistiques montrent aussi que les femmes constituent la grande majorité des pauvres de la région. Les transferts monétaires soumis à conditions et les programmes de protection sociale continuent de jouer un rôle dans la réduction du nombre de pauvres.

La région prise dans son ensemble a atteint les cibles de l'OMD1 relatives à la faim et la pauvreté, réduisant de plus de moitié, entre 1990 et 2015, le pourcentage de personnes souffrant de la faim et de la pauvreté.

Malgré des améliorations récentes, les inégalités demeurent, en Amérique latine, à des niveaux parmi les plus élevés au monde. La région est caractérisée par une répartition nettement inégale des actifs, des possibilités et des droits. Surmonter l'inégalité dans ses multiples dimensions constitue un défi de première importance, et est essentiel pour parvenir à une croissance économique robuste et inclusive.

L'agriculture familiale est une activité économique importante dans l'ensemble de la région. Depuis le début du millénaire, la demande de produits agricoles a fortement augmenté. L'accès à de nouveaux marchés en Chine, en Inde et dans des pays de diverses régions d'Afrique, combiné à la hausse des prix sur les marchés internationaux, a créé un contexte favorable à l'investissement et à l'expansion du secteur agroalimentaire. Un effort concerté s'impose pour s'assurer que les personnes pauvres et marginalisées de la région ne sont pas exclues des avantages de la croissance économique dans les zones rurales.

Travaux et résultats en 2015

En 2015, notre programme de travail dans la région Amérique latine et Caraïbes a été principalement axé sur les secteurs suivants:

- autonomisation des femmes et de la jeunesse;
- accès au marché;
- innovation, gestion des savoirs, et coopération Sud-Sud et triangulaire;
- promotion de l'agriculture familiale par le biais de la concertation sur les politiques;
- reproduction à plus grande échelle.

Autonomisation des femmes et de la jeunesse

L'augmentation des revenus et le renforcement des capacités des femmes et des jeunes dans les zones rurales figurent parmi les priorités du FIDA dans cette région, comme dans les autres. Au Belize, un programme de finance rurale a reçu en 2015 un Prix du FIDA pour l'égalité entre les sexes, récompensant le travail accompli pour assurer aux femmes l'égalité d'accès aux services financiers. Un module de formation préfinancière constitue pour les femmes une initiation de base aux questions financières et les encourage à adhérer aux caisses de crédit mutuel.

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 36 programmes et projets en cours à la fin de 2015, en partenariat avec 20 gouvernements bénéficiaires dans la région;
- 535,8 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 116,6 millions d'USD approuvé en 2015 pour 7 nouveaux programmes et projets en Argentine, en Bolivie, en El Salvador, en Équateur, au Mexique, au Paraguay et au Venezuela;
- 3 nouveaux programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats (COSOP-AR) pour la Bolivie, El Salvador et le Paraguay.

Depuis 2011, les caisses de crédit mutuel ont accordé plus de 2 800 prêts, dont 60% à des femmes, d'une valeur d'environ 2,7 millions d'USD.

En Colombie, un programme récemment clôturé s'était attaché à cultiver la créativité et l'esprit d'initiative chez les jeunes pour les aider à trouver un emploi et à lancer des entreprises. Connu localement sous le nom de Oportunidades Rurales, le projet ciblait les peuples autochtones, les Colombiens d'ascendance africaine et les jeunes. Il a fourni une formation, une assistance technique et des services commerciaux et financiers, et a utilisé la formule des concours pour encourager la participation. Les bénéficiaires potentiels devaient gagner des fonds de démarrage dans le cadre de concours dont les juges étaient des microentrepreneurs expérimentés.

Le projet a touché environ 47 000 familles propriétaires de petites entreprises – dont 40% dirigées par des femmes. Le gouvernement intègre désormais le programme Oportunidades Rurales dans le cadre des opérations ordinaires du Ministère de l'agriculture, et lui a affecté un budget annuel de 20,0 millions d'USD, investissant en un an l'équivalent du prêt du FIDA pour un programme quinquennal.

Accès au marché

Le renforcement de l'accès des petits producteurs aux marchés enclenche un cycle vertueux dans les zones rurales, avec une augmentation de la production et des quantités commercialisées, une hausse des

revenus, une prospérité accrue des familles et des communautés florissantes.

Un projet de filière et d'accès au marché appuyé par le FIDA, au Nicaragua, intervient aux côtés des paysans dans trois des départements les plus pauvres du pays afin de renforcer les liaisons avec les marchés et d'accroître les revenus. Le projet a appuyé 57 000 bénéficiaires – dont 46% de femmes – en les reliant aux filières commerciales. Il a également favorisé une hausse générale des salaires et de la productivité, et créé plus de 5 900 emplois. Il a en outre renforcé la capacité de gestion de plus de 360 organisations de producteurs.

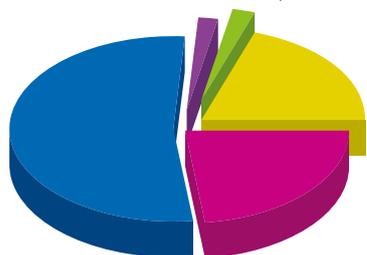
Face à une déforestation croissante dans les États du sud du Mexique, le FIDA collabore avec la Commission nationale mexicaine des forêts et avec le FEM pour aider les communautés à établir des moyens d'existence durables en liaison avec les marchés et pour protéger les ressources naturelles. L'écotourisme en constitue un exemple, où les touristes deviennent un marché naturel pour les artisans qui leur vendent des produits traditionnels. Avec l'appui du FIDA, les femmes locales ressuscitent l'art traditionnel de production de la soie. Le projet contribue aussi à la création de nouveaux systèmes de foresterie durable et de piégeage du carbone. Il vise à toucher 18 000 familles dans les régions de Campeche, d'Oaxaca et du Chiapas.

En Argentine, un projet de développement rural appuyé par le FIDA en Patagonie et clôturé à la fin de 2014 a permis à plus de 11 000 familles d'établir

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

GRAPHIQUE 4a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2015^a

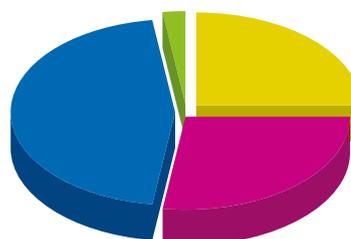
Sur un montant total de 2 128,9 millions d'USD



- Prêts à des conditions particulièrement favorables
411,4 millions d'USD - 19,3%
- Prêts à des conditions intermédiaires
488,0 millions d'USD - 22,9%
- Prêts à des conditions ordinaires
1 146,1 millions d'USD - 53,8%
- Prêts à des conditions mixtes
32,2 millions d'USD - 1,5%
- Dons au titre du CSD
51,2 millions d'USD - 2,4%

GRAPHIQUE 4b
Décaissement des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2015^a

Sur un montant total de 1 517,4 millions d'USD



- Prêts à des conditions particulièrement favorables
381,8 millions d'USD - 25,2%
- Prêts à des conditions intermédiaires
412,2 millions d'USD - 27,2%
- Prêts à des conditions ordinaires
694,2 millions d'USD - 45,8%
- Dons au titre du CSD
29,2 millions d'USD - 1,9%

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

des liaisons avec les marchés et de développer leurs actifs productifs. La proportion de biens produits et ensuite commercialisés est passée de 57% à 71%. Il est important de noter que près d'un tiers de cette production était transformée, apportant une valeur ajoutée au producteur.

Au Honduras, une coopérative féminine de transformation des noix de cajou a accru sa production de 50% avec l'appui du FIDA. La Cooperativa Regional de Producción Agropecuaria La Sureñita est rattachée à une filière comprenant des producteurs, des transformateurs et des vendeurs de noix de cajou sur les marchés national et international, principalement en Allemagne.

Innovation, gestion des savoirs, et coopération Sud-Sud et triangulaire

Les activités hors prêts telles que l'innovation, la gestion des savoirs et la coopération Sud-Sud apportent une contribution significative à la transformation du monde rural. Elles constituent d'importants éléments du portefeuille du FIDA dans la région, et nous permettent de plaider en faveur des producteurs familiaux et d'appuyer, de diverses manières, le développement rural.

Les innovations consistent, entre autres, en de nouvelles approches des défis concrets, et en de nouvelles manières de s'engager aux côtés des participants au projet et des parties prenantes locales. Au Mexique, par exemple, le partenariat du FIDA avec le plus important programme gouvernemental de transferts monétaires – Prospera – a conduit à la conception d'un programme pilote innovant qui aide les bénéficiaires de ces transferts à améliorer leurs moyens d'existence.

En République dominicaine, la stratégie actuelle du FIDA comprend plusieurs éléments innovants, notamment une approche sensible à l'égalité entre les sexes et rattachant les zones rurales aux circuits touristiques. Une stratégie détaillée de finance rurale est aussi en cours d'élaboration, sur la base d'une combinaison de prêts, de dons de contrepartie et de mécanismes pilotes de partage du risque.

La gestion efficace des savoirs garantit le partage des nouveaux apprentissages et expériences, et sert de moteur aux innovations réussies. En février, en El Salvador, un important groupe de jeunes ruraux a participé à un "itinéraire d'apprentissage" – une forme de gestion des savoirs en immersion totale, dans laquelle les participants voyagent et apprennent ensemble. Quarante jeunes, femmes et hommes, y ont participé, en compagnie de personnel technique

d'institutions de développement rural de plusieurs pays: Belize, Brésil, El Salvador, Haïti, Honduras, Nicaragua et Venezuela.

Le FIDA appuie le recours aux activités de coopération Sud-Sud et triangulaire pour recenser, fournir et exécuter des solutions à des défis courants en matière de développement. Au Brésil, le Marché des innovations agricoles, cofinancé par un don du FIDA, a mis à la disposition des petits exploitants agricoles du Brésil, de dix autres pays de la région et de 12 pays africains des technologies testées par la Société brésilienne de recherche agricole (Embrapa) – la principale agence nationale de recherche agricole. Compte tenu du succès du premier don, un second don a été approuvé; il mettra l'accent sur la reproduction et l'adaptation de la technologie, et sur l'apprentissage et le partage des savoirs entre Embrapa, les organisations participantes et les bénéficiaires.

Promotion de l'agriculture familiale par le biais de la concertation sur les politiques

Comme indiqué dans la vue d'ensemble, l'agriculture familiale constitue une importante activité économique dans la région. Le FIDA a entrepris une concertation à long terme sur les politiques avec les gouvernements et les organismes régionaux, afin de promouvoir l'agriculture familiale et de faire en sorte que les producteurs pauvres des zones rurales, où la pauvreté est enracinée, soient traités sur un pied d'égalité. L'expérience a montré qu'une concertation effective sur les politiques – allant au-delà des ministères de l'agriculture pour inclure d'autres parties prenantes clés, publiques ou non – joue un rôle important dans la performance du projet.

Au Nicaragua, par exemple, des interventions de développement alternatif soutenues par deux projets appuyés par le FIDA ont influencé les politiques publiques à l'échelle nationale. Un projet de filière est devenu un modèle pour la promotion de l'adaptation au changement climatique, et a été étendu de 3 à 12 départements. Au Guyana, le FIDA a contribué à l'évolution de la politique relative à la gestion de l'eau, dont l'importance pour le pays est capitale. À la Grenade, le gouvernement a adopté l'approche du FIDA en matière d'égalité entre les sexes.

Reproduction à plus grande échelle

Pour le FIDA, la reproduction à plus grande échelle consiste à étendre, adapter et appuyer les politiques, programmes et savoirs couronnés de succès, afin de mobiliser des ressources et des partenaires en vue de

Récit recueilli sur le terrain

Semer les germes de la bonne vie en Équateur

L'achiote est un condiment préparé à partir des graines rouges de l'arbuste *Bixa orellana*. Les populations d'Amérique latine l'utilisent depuis longtemps, dans les plats traditionnels et comme teinture. Il est très recherché aujourd'hui sur le plan international comme colorant alimentaire industriel pour les fromages, les amuse-gueules et les saucisses.

La municipalité 24 de Mayo, dans la province de Manabí, en Équateur, était jadis un important producteur d'achiote, mais les rendements ont décliné au fil des ans. Maintenant, avec l'aide du Programme d'appui aux territoires ruraux Buen Vivir (Bien vivre), soutenu par le FIDA, la communauté relance l'activité liée à l'achiote.

Depuis 2014, le Centre de gestion communautaire de San Jacinto de la Mocora Grande – une association de producteurs locaux regroupant 99 familles – a formé dix jeunes comme agents de vulgarisation. Ces jeunes ont ensuite commencé à enseigner aux petits exploitants comment utiliser les engrais organiques et la lutte biologique contre les ravageurs pour améliorer la qualité et la quantité de la production d'achiote.

En conséquence, 400 ménages ont amélioré leurs rendements. Certains ont doublé leur productivité, passant de 15 à 30 quintaux/hectare. Leur revenu mensuel moyen est passé de 175 USD à plus de 280 USD.

Ils ont, parallèlement, créé l'ASOAM – une entreprise commerciale qui vend de l'achiote et des produits dérivés – et construit une usine de transformation. Ils ont fixé à 80 USD le prix du quintal (environ 46 kilos) d'achiote, ce qui laisse aux paysans une marge bénéficiaire de 50%. Auparavant, les agriculteurs

étaient obligés de passer par des intermédiaires pour écouler leur production.

“Les intermédiaires avaient l'habitude de nous escroquer, non seulement sur le prix mais aussi sur le poids de la marchandise”, déclare Victor Bailes, un ingénieur travaillant pour l'ASOAM.

“Les paysans ne réalisaient aucun bénéfice, ce qui a conduit au recul de la production. Fort heureusement, tout cela appartient à l'histoire.”

Le groupe vend maintenant de l'achiote à de grandes sociétés comme La Fabril, l'un des principaux producteurs d'huile de cuisson et de condiments de l'Équateur.

Les 99 familles ne représentent qu'une faible proportion de ceux qui bénéficient de l'appui du programme Buen Vivir, qui s'étend sur neuf provinces. Les personnes engagées dans plus de 160 initiatives de moindre importance au titre du programme ont mis en place des systèmes d'irrigation, des prairies améliorées pour le bétail, et ont construit des installations de transformation pour les haricots, le maïs et le café. Exactement à mi-parcours de l'exécution du programme, plus de 12 000 familles en ont déjà tiré profit.

Juan Ponce, l'un des jeunes travaillant dans l'installation de transformation de l'ASOAM, tient une grappe de fruits d'achiote Équateur: Programme d'appui aux territoires ruraux Buen Vivir
©FIDA/Juan Ignacio Cortés Carrasbal



l'obtention de résultats plus significatifs pour un plus grand nombre d'habitants des zones rurales.

Le Pérou et le Venezuela offrent deux exemples remarquables d'une reproduction à plus grande échelle réussie dans la région. Le FIDA coopère depuis 20 ans avec le Gouvernement péruvien pour agrandir l'échelle des investissements consacrés au développement agricole et rural dans les zones pauvres des Andes. Maintenant, les résultats préliminaires du Projet de renforcement des marchés et de diversification des moyens d'existence dans la sierra méridionale – Phase II montrent une continuation du succès en termes d'accroissement des revenus et d'amélioration de la nutrition et de la sécurité alimentaire dans la zone du projet.

Au Venezuela, la seconde phase d'un projet réalisé dans les zones semi-arides a fait fond sur les réalisations de la première phase pour réduire de 42% les taux de pauvreté. Intervenant aux côtés des petits producteurs dans des zones peu hospitalières, où la gestion de l'eau est un problème majeur, le projet a construit ou réparé plus de 100 systèmes d'approvisionnement en eau. En conséquence, on a pu observer des économies d'eau allant jusqu'à 60%, une augmentation de la production de légumes et une amélioration de l'état du sol. À la clôture du projet, en 2014, 66 entreprises avaient été créées par des jeunes, et près de la moitié de ces jeunes entrepreneurs étaient des femmes. L'expansion des possibilités d'emploi pour les jeunes dans la zone du projet a été l'un des facteurs clés de son succès.

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

24 pays et Gaza et la Cisjordanie: Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Djibouti, Égypte, Géorgie, Iraq, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Liban, Maroc, Monténégro, Ouzbékistan, République arabe syrienne, République de Moldova, Somalie, Soudan, Tadjikistan, Tunisie, Turquie et Yémen

Vue d'ensemble

Les pays couverts par la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe du FIDA font face, sur le plan du développement, à des défis de grande ampleur. La situation prolongée de conflit et d'instabilité politique qui affecte l'Iraq, la Libye, la Somalie, la République arabe syrienne et le Yémen entraîne de graves perturbations pour les vies et les moyens d'existence des populations du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord. Au Yémen, près de 13 millions de personnes sont confrontées à une urgence alimentaire.

Le nombre de personnes sous-alimentées au Proche-Orient et en Afrique du Nord a doublé au cours des 25 dernières années, passant de 16,5 millions à 33 millions. Les prévisions relatives à la croissance économique de l'ensemble de la région font état d'un ralentissement d'environ 3% en 2016, imputable à la situation de conflit, à la faiblesse des cours du pétrole et à la lenteur des réformes structurelles.

Selon les données récentes du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le conflit en République arabe syrienne a contraint, à lui seul, plus de 11 millions de personnes à quitter leur maison, et plus de 4 millions d'entre elles ont cherché refuge en Égypte, en Iraq, en Jordanie, au Liban et en Turquie. Ces soudaines augmentations de la population – 23,5% pour le Liban et près de

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 36 programmes et projets en cours à la fin de 2015, en partenariat avec 18 gouvernements bénéficiaires dans la région;
- 773,7 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 78,0 millions d'USD approuvé en 2015 pour 4 nouveaux programmes et projets en Bosnie-Herzégovine, en Ouzbékistan, au Tadjikistan et en Turquie.

10% pour la Jordanie – mettent à rude épreuve les ressources naturelles et la sécurité alimentaire de ces pays.

La situation de conflit a accru la vulnérabilité des femmes et des jeunes filles, aggravant l'inégalité entre les sexes dans la région. Le taux de chômage de la jeunesse y est le plus élevé au monde: 29,5% en 2014, plus du double de la moyenne mondiale de 13%. Il est essentiel, pour l'équité et la stabilité sociales, de faire en sorte que les femmes et les hommes aient des emplois décents. L'investissement dans l'agriculture – qui est de deux à quatre fois plus efficace pour la réduction de la pauvreté que l'investissement dans d'autres secteurs – peut endiguer la migration de la main-d'œuvre en permettant aux jeunes ruraux de trouver du travail dans leurs régions d'origine.

Le changement climatique et la dégradation des ressources naturelles présentent d'autres défis. Les pays du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord ont la plus faible part par habitant des ressources mondiales disponibles en eau douce, et la plupart de leurs ressources en eau douce sont transfrontalières. Le changement climatique pourrait réduire de 30% à 50%, d'ici à 2050, les disponibilités en eau.

En Europe centrale et orientale et dans les nouveaux États indépendants, les pays effectuent lentement leur transition d'un système d'économie centralement planifiée à celui d'une économie de marché. Le fléchissement économique de la Fédération de Russie, déclenché par la chute des

prix du pétrole et les sanctions économiques, a des répercussions dans l'ensemble de l'Europe centrale et orientale et des nouveaux États indépendants. La baisse des revenus des exportations agricoles à destination de la Fédération de Russie, les dévaluations des monnaies et la contraction des envois de fonds touchent durement certains de ces pays.

Travaux et résultats en 2015

En 2015, notre programme de travail dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe a été principalement axé sur les secteurs suivants:

- gestion des ressources naturelles et adaptation au changement climatique;
- productivité agricole et sécurité alimentaire;
- finance rurale et appui aux entrepreneurs;
- accès au marché et développement des filières;
- autonomisation des jeunes et des femmes.

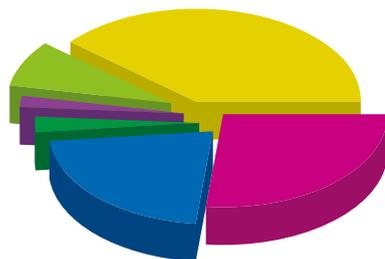
Gestion des ressources naturelles et adaptation au changement climatique

Il est essentiel, pour pouvoir prendre des décisions et gérer le programme de pays de manière efficace, de disposer en temps opportun d'informations fiables sur les ressources naturelles et l'impact du changement climatique. Le FIDA promeut, dans plusieurs pays de la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe, un outil de cartographie terrestre pour améliorer le ciblage des projets.

PROCHE-ORIENT, AFRIQUE DU NORD ET EUROPE

GRAPHIQUE 5a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2015^a

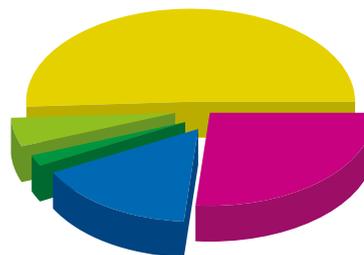
Sur un montant total de 2 477,3 millions d'USD



- Prêts à des conditions particulièrement favorables
979,0 millions d'USD - 39,5%
- Prêts à des conditions intermédiaires
665,0 millions d'USD - 26,8%
- Prêts à des conditions ordinaires
531,9 millions d'USD - 21,5%
- Prêts à des conditions durcies
59,1 millions d'USD - 2,4%
- Prêts à des conditions mixtes
48,2 millions d'USD - 1,9%
- Dons au titre du CSD
194,1 millions d'USD - 7,8%

GRAPHIQUE 5b
Décaissement des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2015^a

Sur un montant total de 1 674,7 millions d'USD



- Prêts à des conditions particulièrement favorables
862,2 millions d'USD - 51,5%
- Prêts à des conditions intermédiaires
439,8 millions d'USD - 26,3%
- Prêts à des conditions ordinaires
267,1 millions d'USD - 15,9%
- Prêts à des conditions durcies
25,0 millions d'USD - 1,5%
- Dons au titre du CSD
80,6 millions d'USD - 4,8%

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

À Djibouti, par exemple, des outils géospatiaux ont fourni une image plus précise des mangroves du pays, qui protègent les communautés côtières des risques climatiques. Cette information est exploitée par un projet qui cherche à renforcer la filière de la pêche à Djibouti par le biais de la réhabilitation des mangroves et des aires de reproduction du poisson, et à mettre à la disposition des communautés de pêcheurs du crédit pour l'acquisition de bateaux et d'équipement. Le but du FIDA est de faire en sorte que tous les pays de la région utilisent, d'ici à 2018, le système de cartographie géospatiale.

Le FIDA appuie la formation des petits exploitants agricoles à l'agriculture de conservation en République de Moldova, où sécheresses et inondations sont devenues fréquentes. Les techniques d'agriculture de conservation ont permis aux agriculteurs moldaves qui les appliquent d'accroître leurs rendements de 20% en moyenne et d'observer une amélioration de la qualité de leurs parcelles. La superficie cultivée suivant ces techniques est passée de 40 000 hectares en 2011 à 151 000 hectares en 2015. L'utilisation de machines pour le travail minimum du sol a réduit les coûts de production de 37% pour le maïs, de 7% pour l'orge d'hiver et de 8% pour le tournesol.

Outre les ressources de base du FIDA investies en 2015, des dons d'un montant de 5,0 millions d'USD ont été approuvés au titre de l'ASAP, portant à 45,2 millions d'USD la valeur totale du financement de l'ASAP dans la région. Des dons d'un montant de 32,1 millions d'USD ont aussi été approuvés au titre du FEM, portant à 68,2 millions d'USD la valeur totale du financement du FEM. Huit projets dans le cadre de l'ASAP et 15 projets dans le cadre du FEM sont en cours dans 13 pays, pour un investissement total de 113,4 millions d'USD consacré, dans la région, à l'environnement et au climat.

Productivité agricole et sécurité alimentaire

Il est essentiel de donner une impulsion à la productivité des cultures, de l'élevage et de la pêche pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle du nombre croissant de personnes souffrant de la faim dans la région.

Dans les provinces orientales de la Turquie, un projet appuyé par le FIDA intervient pour améliorer la production de bétail, de fruits et de légumes, et pour aider 42 000 petits producteurs à accroître leurs bénéfices. Plus de 700 agriculteurs des régions de Diyarbakir, Batman et Siirt cultivent maintenant des fraises sur des champs de blé en jachère et des terres inutilisées, qui ont été dotés de systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte. Ils gagnent 1 045 USD par 0,1 hectare – 30 fois plus que le revenu procuré par la culture de blé sur la même terre.

Au Tadjikistan, dans la région de Khatlon, le FIDA aide 22 400 ménages de paysans pauvres à avoir accès à des technologies agricoles améliorées, des intrants et une formation pour développer la production. Bien que les activités soient axées sur l'élevage, le projet aide aussi les agriculteurs à pratiquer des cultures vivrières, comme les fruits ou le quinoa, afin de diversifier leurs régimes alimentaires. Le pâturage en rotation a accru de 25% la production de lait, tandis que le poids moyen des ovins passait de 40 à 50 kilos, et le poids des bovins de 250 à 260-270 kilos.

Finance rurale et appui aux entrepreneurs

Le FIDA s'attache à rendre les services financiers plus accessibles et plus efficaces pour les communautés rurales. Au Soudan, des projets financés par le FIDA appuient trois modèles de microfinance: Initiative de microfinance de la Banque agricole du Soudan (ABSUMI), institutions faitières appartenant à la communauté, et groupes d'épargne et de crédit.

Dans les régions du Grand Kordofan, de Sennar et du Butana, 36 000 personnes – en majorité des femmes – ont adhéré à près de 2 000 nouveaux groupes d'épargne et de crédit. L'épargne ainsi constituée atteint un total de 6,0 millions de SDG (près de 1,0 million d'USD) répartis sur 430 communautés. L'ABSUMI a octroyé 86 400 prêts, d'une valeur de 105,0 millions de SDG (près de 16,0 millions d'USD). Sur une période de huit ans, l'ABSUMI et d'autres projets financés par le FIDA dans le Kordofan ont contribué à réduire de 45% l'extrême pauvreté dans la zone du projet.

Un projet financé par le FIDA en Azerbaïdjan a amélioré l'accès des populations rurales pauvres aux services financiers. Le FIDA a noué un partenariat avec deux institutions de financement qui ont accordé des prêts individuels à plus de 100 emprunteurs, et plus de 2 600 prêts de groupe à plus de 10 300 emprunteurs, dont 68% de femmes. Les bénéficiaires de ces prêts ont utilisé les fonds pour investir dans la production animale (70%), la production commerciale de légumes et d'arbres fruitiers (29%) et une boulangerie. Ces activités, ainsi que d'autres composantes du projet, ont contribué à accroître de 30% les revenus des ménages, comme en témoigne l'étude d'impact finale. Tous les prêts ont été remboursés, et les paiements versés sur un fonds de crédit renouvelable géré par l'Agence d'État pour les crédits agricoles.

Accès au marché et développement des filières

Dans les zones rurales de la Bosnie-Herzégovine, la pauvreté est largement répandue et le chômage touche, en moyenne, 40% des jeunes. Le FIDA s'attache à associer un plus grand nombre de personnes – spécialement les femmes et les jeunes – aux filières du lait, des fruits et des légumes. Cette activité est axée sur le renforcement de la participation des producteurs au sein de 45 organisations paysannes. Elle se propose d'améliorer la capacité de commercialisation collective des producteurs et de promouvoir des relations plus équitables d'agriculture sous contrat avec le secteur privé.

Grâce aux dons de contrepartie mis à disposition par le projet, environ 6 000 producteurs ont été en mesure d'acquérir des planteuses de pommes de terre, des séchoirs à fruits, des serres, des chambres de refroidissement et des installations de pasteurisation du lait pour améliorer la production, l'entreposage et la transformation. Selon les prévisions, les agriculteurs devraient accroître leurs revenus de 40% sur trois ans.

Le programme de pays du FIDA au Maroc vise à réduire la pauvreté de 30% d'ici à 2030 et à améliorer les conditions de vie des populations rurales. L'approche pleinement participative suivie contribue à transformer les communautés rurales des zones montagneuses du pays, où la pauvreté est élevée, et qui n'ont qu'un accès limité à l'infrastructure, aux services et aux marchés.

L'investissement dans le développement du secteur agroalimentaire dans 17 communes éloignées de la province d'Al-Haouz a eu pour bénéficiaires, à ce jour, près de 33 000 ménages ruraux. En passant à des cultures à haute valeur commerciale et en intensifiant la production (principalement de pommes et d'olives), les agriculteurs ont obtenu un accroissement moyen de 30% de leurs rendements et de leurs revenus. Les membres du Conseil d'administration du FIDA ont visité le projet en 2015 pour en observer directement les réalisations.

La seconde phase de ce projet fait fond sur ces résultats tout en aidant le Gouvernement du Maroc à intégrer l'approche participative du développement des filières dans son Plan Maroc vert, qui expose la stratégie globale de développement agricole du

pays. Le FIDA plaide pour que les petits exploitants agricoles marocains, y compris les femmes et les jeunes chômeurs ruraux, demeurent au centre du développement dans le deuxième pilier du Plan.

Autonomisation des jeunes et des femmes

Un programme appuyé par un don du FIDA mobilise des approches innovantes en vue d'augmenter les possibilités d'emploi pour les personnes de 15 à 35 ans en Égypte, au Maroc, en Tunisie et au Yémen. Par l'intermédiaire de cette initiative, les institutions locales sont renforcées afin qu'elles puissent offrir des services d'épargne et de prêt, ainsi qu'une formation aux questions financières, à l'entrepreneuriat et à la gestion commerciale.

La banque Al Barid, au Maroc, a ouvert plus de 45 000 nouveaux comptes d'épargne pour les jeunes. En Égypte, plus de 580 groupes d'épargne ont été créés à l'intention des jeunes, et plus des deux tiers de leurs 7 800 membres sont des femmes. Le programme aide la Tunisie à mettre en place ses premiers prêts de démarrage pour des petites entreprises. Ces prêts sont conçus pour les jeunes ruraux qui cherchent à financer des activités commerciales dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la production de fruits et de légumes, et de l'artisanat. L'utilisation d'une application pour téléphone mobile aide les jeunes ruraux propriétaires de boutiques, en Tunisie, à surmonter les goulets d'étranglement avec les fournisseurs et les distributeurs et à établir des historiques formels des transactions et du crédit.

Appuyé par le FIDA, un programme de don pour la coopération Sud-Sud et triangulaire touche plus de 1 000 femmes et jeunes actifs dans le secteur de l'agriculture en Algérie, au Maroc, en Ouzbékistan et en Turquie. La Banque islamique de développement cofinance ce programme et élargira probablement ses opérations au Kirghizistan, au Soudan, au Tadjikistan et à la Tunisie. Les participants échangent des savoirs et partagent des solutions innovantes sur des questions telles que les cultures peu exigeantes en eau et l'élevage bovin pour accroître la production alimentaire et les revenus.

Récit recueilli sur le terrain

Financer les jeunes agriculteurs en République de Moldova

Les jeunes, femmes et hommes, des zones rurales de la République de Moldova mettent à profit les lignes de crédit avantageuses et les autres avantages que leur offre un projet appuyé par le FIDA.

Âgée de 19 ans, Anastasia Gilca est l'une des plus de 700 femmes qui ont contracté un emprunt. Elle gère maintenant les 3 hectares de sa propre plantation rentable de mûres. Suivant les conseils de sa mère, Anastasia Gilca a lancé son entreprise il y a deux ans. Lorsqu'elle a entendu parler du programme pour les jeunes entrepreneurs géré par le Projet de développement des services financiers ruraux et des entreprises agroalimentaires, elle s'est inscrite à une formation en développement des entreprises, gestion financière et comptabilité.

Avec son premier prêt, Anastasia Gilca a acheté et installé un système d'irrigation au goutte-à-goutte, ce qui a doublé sa récolte et accru son revenu. Aujourd'hui, cette remarquable jeune femme emploie six personnes et possède son propre matériel – tracteur, motoculteur et tête de coupe. Elle loue également un véhicule réfrigéré pour le transport des mûres fraîches jusqu'à la capitale, Chisinau, où elle vend sa production à des magasins internationaux à succursales multiples et à des grossistes – notamment Linella, Fourchette et Metro.

Durant la saison des mûres, de juin à septembre, le kilo de baies se vend entre 40 et 60 leu moldoves (2-3 USD).

Le prochain objectif d'Anastasia Gilca est d'étendre son exploitation en plantant 6 hectares supplémentaires de mûres de ronce et en passant de la taille de

petite exploitation à celle d'exploitation commerciale. Elle prévoit aussi d'acheter un camion réfrigéré et de concevoir son propre nom de marque, son logo et son conditionnement.

“Quiconque veut lancer sa propre entreprise doit être très déterminé”, déclare-t-elle. “Vous devez être très travailleur, et vous ne pouvez pas permettre que les risques potentiels ou les réponses négatives de certaines personnes vous démoralisent.”

En 2015, le projet a reçu un Prix du FIDA pour l'égalité entre les sexes, récompensant son travail en faveur de l'autonomisation des femmes. Bien que les femmes ne représentent que 35% des personnes contractant un emprunt, la plupart des stagiaires dans les domaines de la gestion financière, de l'entrepreneuriat commercial et des techniques de production des légumes et du bétail sont des jeunes femmes. En outre, les entreprises des femmes obtiennent de meilleurs résultats que celles de leurs homologues masculins en termes de rentabilité et d'accumulation d'actifs. Les femmes sont de plus en plus nombreuses à occuper des fonctions de décision au sein des organes directeurs publics à l'échelon local, et plusieurs d'entre elles dirigent maintenant des périmètres d'irrigation.

Anastasia Gilca, une ambitieuse jeune agricultrice, prépare les mûres de sa plantation en vue de leur transport vers le marché République de Moldova: Projet de développement des services financiers ruraux et des entreprises agroalimentaires

©FIDA/Igor Spivacenco





Principales initiatives et nouveaux programmes

Principales initiatives L'année de la décision

L'année 2015 a été capitale pour la communauté internationale du développement: elle était confrontée à l'expiration des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et elle souhaitait élaborer un nouvel ensemble universel d'objectifs de développement durable (ODD) et cherchait à résoudre la question du changement climatique. Le FIDA s'est associé à une série d'initiatives mondiales qui façonneront, au cours des prochaines années, le paysage du développement. Nous avons fait entendre avec succès les préoccupations et les intérêts des petits exploitants agricoles et d'autres membres des populations rurales dans le contexte du nouveau programme, et le FIDA a été distingué pour son rôle en faveur de l'investissement dans les populations rurales.

Le Programme 2030

Au mois de septembre, les dirigeants du monde ont adopté le Programme 2030 et ses 17 ODD mondiaux, parmi lesquels un objectif consacré à l'agriculture familiale. Au cours de la période précédant le sommet de septembre, le FIDA a participé activement à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est déroulée à Addis-Abeba au mois de juillet, et durant laquelle il a organisé plusieurs débats et manifestations parallèles de haut niveau, et y a participé. Les questions de l'inclusion financière, de l'investissement dans l'agriculture familiale et le secteur rural, et de l'appui aux petites et moyennes entreprises ont été mises en relief dans le document final de la conférence, le Programme d'action d'Addis-Abeba. Le document a distingué le FIDA et rendu hommage aux efforts que nous menons dans la mobilisation d'investissements qui "permettent aux populations des zones rurales vivant dans la pauvreté d'améliorer leur sécurité alimentaire, leur nutrition et leurs revenus et de renforcer leur résilience". Le document affirme, en outre, que le développement rural peut générer d'"importants avantages en relation avec tous les objectifs de développement durable". Le FIDA a

également coprésidé le groupe de travail sur les cibles et les politiques en rapport avec l'augmentation de la productivité et des revenus des petits exploitants, l'un des piliers fondamentaux de l'initiative "Défi Faim zéro" lancée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Le cinquième Cadre stratégique du FIDA, élaboré en 2015, est cohérent avec la contribution du Fonds au Programme 2030. Le Cadre stratégique présente l'objectif général, les principes d'action, les objectifs stratégiques, les effets et les piliers pour l'obtention des résultats qui guideront les opérations du FIDA durant la période 2016-2025, et situe le FIDA au sein du contexte mondial en mutation. Les quatre piliers qui sous-tendent l'action menée par le FIDA pour obtenir des résultats en matière de développement sont les suivants: les programmes de pays; l'acquisition et la diffusion des savoirs, et la participation à l'élaboration des politiques; la capacité et les instruments financiers; et les fonctions, services et systèmes institutionnels.

Le changement climatique et la COP21

Les enfants, les femmes et les hommes des zones rurales représentent plus de 70% des populations les plus pauvres et les plus sous-alimentées du monde, et dépendent, pour la plupart d'entre eux, de l'agriculture familiale pour leurs moyens d'existence et de subsistance. Ils sont aussi extrêmement vulnérables au changement climatique. En décembre, le FIDA a présenté, à Paris, le point de vue des petits exploitants agricoles à la vingt et unième session de la Conférence des Parties (COP21) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), insistant pour que soit reconnue, dans l'accord sur le changement climatique, l'importance de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Il a aussi lancé, à l'occasion de la COP, sa publication *L'avantage de mettre en place des politiques: Prendre en compte les priorités des petits exploitants en matière d'adaptation*, dans laquelle il attire l'attention sur l'importance d'associer les petits exploitants à la formulation des réponses, en termes de politiques, au changement climatique

et sur la nécessité de faire parvenir davantage de financement climat aux populations rurales. Une manifestation a été organisée pour mettre en évidence l'impact des programmes de recherche appliquée utiles aux pauvres dirigés par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) sur l'adaptation des petits exploitants et sur l'atténuation des effets du changement climatique. Ces programmes ont été financés par des fonds de la Commission européenne gérés par le FIDA, et dont le total, depuis 2007, s'élève à 233 millions d'EUR. Le FIDA a apporté une contribution de 12 millions d'EUR à titre de cofinancement pour des programmes définis, conçus et financés conjointement avec la Commission européenne.

Au cours de l'année 2015, le FIDA a poursuivi la mise en œuvre de son plan d'intégration des questions climatiques dans l'ensemble de son portefeuille. La République de Corée est devenue le neuvième pays contributeur au Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), dont le financement total a dépassé 366,0 millions d'USD. En juin, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a lancé les programmes pilotes fondés sur une approche intégrée, qui visent à promouvoir la gestion et la résilience durables des écosystèmes et de leurs différents services (terre, eau, biodiversité, forêts) comme moyen de lutter contre l'insécurité alimentaire. Le FIDA sera le chef de file de ces programmes et exécutera sept des 12 projets prévus.

Le FIDA mesure ses propres émissions de gaz à effet de serre et en rend compte, conformément au cadre général des Nations Unies. Grâce à la réduction de sa consommation d'énergie, au recours aux téléconférences à la place des déplacements professionnels et à l'acquisition d'énergie certifiée renouvelable, les émissions de CO₂ du FIDA sont tombées de 5 579 tonnes à 3 930 tonnes entre 2010 et 2014. Conformément au cadre général agréé des Nations Unies, le FIDA a compensé ses émissions restantes pour 2013 et 2014 par l'intermédiaire du Fonds pour l'adaptation de la CCNUCC. À la COP21, à Paris, le FIDA a été cité parmi les institutions des Nations Unies climatiquement neutres. Nous sommes devenus, en août, la première entité des Nations Unies à se voir attribuer une certification platine dans la catégorie "Bâtiments existants: fonctionnement et maintenance" par le programme de certification Leadership in Energy and Environmental Design (LEED) (voir page 62).

Expo Milano

Coïncidant avec le point culminant des travaux visant à définir un nouveau programme de développement, l'Expo Milano 2015 a focalisé l'attention mondiale

sur les défis relatifs à l'alimentation et aux ressources naturelles. La participation du FIDA à l'Expo avait pour principal objectif de donner une visibilité accrue au rôle que jouent l'agriculture familiale et les petits exploitants agricoles dans la production durable de nourriture pour les habitants de la planète, aujourd'hui et à l'avenir. Le FIDA a partagé ses expériences et ses points de vue par le biais de quelque 120 produits de communication présentés dans 18 espaces spécifiques des Nations Unies répartis sur l'ensemble du site de l'Expo, et par la participation à une trentaine de manifestations.

En juin, agissant en coordination avec la Banque mondiale et la Commission européenne, le FIDA a organisé le cinquième Forum mondial sur les envois de fonds et le développement (GFRD), qui a réuni plus de 400 experts et praticiens des secteurs public et privé et de la société civile pour débattre des questions qui se posent à l'échelle mondiale en rapport avec les envois de fonds et pour chercher des solutions qui optimisent leur impact sur le développement. En octobre, il a organisé conjointement avec le Gouvernement italien un débat de haut niveau sur le thème "Financer l'alimentation: investir dans l'agriculture pour un avenir durable", auquel ont participé le Président de la République italienne, Sergio Mattarella, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-moon, et d'autres personnalités. La présentation du FIDA sur le système d'intensification de la production rizicole a remporté le concours, organisé dans le cadre de l'Expo, de la meilleure pratique pour le développement durable dans la sécurité alimentaire, attirant l'attention sur l'impact des investissements du FIDA.

Comité de la sécurité alimentaire mondiale

Le FIDA a participé activement, tout au long de l'année 2015, au Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), faisant en sorte que ses connaissances opérationnelles et les préoccupations des petits exploitants agricoles soient prises en compte dans la préparation des politiques et des initiatives du CSA. Le FIDA a fait partie de l'équipe technique des institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome qui a préparé le Cadre d'action du CSA visant à favoriser la sécurité alimentaire et la nutrition dans les situations de crise prolongée, adopté en octobre 2015. Il a aussi joué un rôle actif au sein du Groupe consultatif du CSA et dans les délibérations portant sur un processus de suivi du CSA, sur la définition d'un nouveau programme de travail pluriannuel, et sur la détermination d'éléments d'un rôle qui pourrait être attribué au CSA dans la mise en œuvre des ODD.

Envois de fonds

Le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds (MFEF) du FIDA, mécanisme multidonateur doté de 36,0 millions d'USD, conduit des opérations dans 40 pays, avec 50 initiatives pilotes innovantes visant à améliorer l'accès aux envois de fonds et leur utilisation, et également à autonomiser la diaspora. Le MFEF est reconnu comme leader mondial dans le domaine des envois de fonds, des migrations et du développement. Outre sa dimension opérationnelle, il poursuit d'importantes activités, à l'échelle mondiale, pour ce qui est du plaidoyer et des politiques.

L'année 2015 a été historique pour l'action du FIDA en matière d'envois de fonds, puisque le Conseil des gouverneurs a proclamé le 16 juin Journée internationale des envois de fonds familiaux. Cette journée a été célébrée pour la première fois à Milan dans le cadre du cinquième GFRD. Dans ce contexte, le FIDA a diffusé le document *Travailleurs migrants et transferts de fonds: Marchés et flux européens – premier rapport* à explorer les flux d'envois de fonds et les questions connexes spécifiques au continent européen et aux pays et régions bénéficiaires dans le monde en développement. Également en 2015, en sa qualité de partenaire officiel d'exécution du Partenariat mondial pour l'inclusion financière et du Groupe des 20 (G20), le MFEF a préparé une étude sur l'utilisation des envois de fonds et l'inclusion financière, qui a été entérinée au mois de novembre par les dirigeants du G20 à leur sommet d'Antalya, en Turquie.

Agriculture sensible aux enjeux nutritionnels et développement rural

L'approbation, en 2015, d'un plan d'action pour l'intégration de la nutrition au cours de la période 2016-2018 a constitué un pas important dans le travail mené par le FIDA pour améliorer la nutrition. Ce plan comprend des mesures dans cinq domaines interconnectés: concevoir et exécuter des projets, stratégies de pays et dons sensibles aux enjeux nutritionnels; renforcer les capacités techniques, analytiques et de gestion des partenaires d'exécution, y compris les institutions gouvernementales; améliorer la participation à l'élaboration des politiques et les partenariats aux niveaux mondial, régional et national pour une meilleure gouvernance de la nutrition et créer un contexte porteur; constituer et gérer une base de données de fait pour appuyer la conception et l'exécution des projets, par le biais de recherches, études, suivi et évaluation, et communications pour en encourager l'adoption et l'utilisation; et garantir la capacité interne du

FIDA d'exécuter efficacement le plan d'action en lui assurant des ressources financières et humaines suffisantes et des orientations techniques et un appui adéquats.

Le FIDA a été invité, en septembre, au Forum mondial sur la protection sociale sensible aux enjeux nutritionnels, organisé conjointement par la Fédération de Russie et la Banque mondiale. Le FIDA a joué un rôle de premier plan dans les débats en tables rondes sur la nutrition, la protection sociale, l'autonomisation des femmes, la passation des marchés au niveau local, les contextes affectés par un conflit, et les solutions pour remédier à la malnutrition par le biais des programmes de protection sociale.

La Plateforme pour la gestion des risques agricoles

Le renforcement de la résilience est une composante essentielle de l'objectif primordial du FIDA, qui est d'autonomiser les populations rurales. Le FIDA héberge la Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM), une initiative lancée par le G20 en 2013. La PARM se concentre sur neuf pays d'Afrique subsaharienne et prend pour point de départ les initiatives de gestion des risques agricoles qui existent déjà au niveau des pays. En coopération avec le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et d'autres institutions comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Banque mondiale, la PARM procède actuellement à des évaluations de la gestion des risques agricoles en Éthiopie, au Niger et en Ouganda, et cherche, avec les Gouvernements éthiopien et ougandais, à traduire les résultats de l'évaluation en outils spécifiques. La PARM a également débuté, en 2015, des opérations au Cabo Verde, au Cameroun, au Mozambique et au Sénégal.

En 2014-2015, l'accent a été mis sur la visibilité de la PARM avec le lancement de son site web (www.p4arm.org), le début d'études et l'évaluation des besoins. Une stratégie de gestion des savoirs de la PARM a été lancée au mois de mars. Durant l'année, la PARM a participé activement à plusieurs initiatives dirigées par divers organismes et parties prenantes, notamment le Forum pour la gestion des risques agricoles dans le développement (FARMD), la Banque mondiale, l'Association africaine du crédit rural et agricole (AFRACA), AGRINATURA (l'Alliance européenne dans le domaine des connaissances agricoles pour le développement), la FAO, l'Union africaine et le NEPAD.

L'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones

La collaboration avec les peuples autochtones et leurs organisations est essentielle pour stimuler une transformation inclusive du monde rural. Le FIDA a accueilli en février 2015 la seconde réunion mondiale du Forum des peuples autochtones, qui a abordé le thème des systèmes alimentaires et des moyens d'existence durables de ces peuples. Les recommandations issues de la réunion ont été adressées conjointement au FIDA, aux gouvernements et aux organisations des peuples autochtones elles-mêmes:

- adopter une approche holistique d'appui et de renforcement des systèmes alimentaires des peuples autochtones, de leurs pratiques assurant un mode de vie durable, de leurs systèmes de gouvernance et de leurs valeurs;
- sensibiliser davantage aux valeurs des systèmes alimentaires des peuples autochtones;
- faciliter la concertation avec le secteur privé pour respecter les systèmes alimentaires des peuples autochtones et leurs moyens d'existence durables.

En 2015, le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones du FIDA a approuvé 25 propositions de don pour un total de 1 050 000 USD en faveur de projets conçus et exécutés par les communautés et les organisations des peuples autochtones.

Le FIDA a aussi appuyé la seconde rencontre Indigenous Terra Madre (ITM 2015) qui s'est déroulée en novembre dans le nord-est de l'Inde. Cette manifestation a attiré 600 participants de 140 tribus réparties dans 58 pays pour débattre des moyens de façonner, pour les systèmes alimentaires locaux, un avenir durable qui soit plus juste et holistique et qui respecte la terre et ses ressources.

La Coalition internationale pour l'accès à la terre

La Coalition internationale pour l'accès à la terre est une alliance mondiale entre organisations de la société civile et organisations intergouvernementales hébergée par le FIDA. Son but est de répondre aux besoins des femmes, des hommes et des communautés qui vivent sur et de la terre, et de protéger leurs droits. En 2015, les membres de la Coalition ont mis en œuvre 79 politiques et programmes fonciers

nationaux, organisé 13 campagnes et mobilisé plus de 35 000 personnes pour plaider en faveur de modifications des politiques foncières dans leurs pays. Grâce à son action, plus de 84 000 paysans jouissent aujourd'hui d'une plus grande sécurité foncière. La Coalition a aussi promu l'inclusion des droits fonciers dans le Programme 2030, ainsi que les indicateurs permettant de les mesurer. Alors que les OMD ne faisaient aucune allusion aux droits fonciers, on trouve dans les ODD quatre cibles faisant référence au régime et aux droits fonciers. À la huitième réunion biennale du Forum foncier mondial et de l'Assemblée des membres de la Coalition, qui s'est tenue à Dakar, au Sénégal, une nouvelle stratégie a été adoptée, et plus de 50 nouveaux membres ont été admis, portant à 207 le nombre des membres, venant de 64 pays. (Pour plus d'informations: <http://www.landcoalition.org/en>)

Nouveaux programmes et projets Afrique de l'Ouest et du Centre

Moderniser l'agriculture familiale au Niger

Les exploitations familiales demeurent la principale source de production agricole au Niger, où elles sont essentielles à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à l'obtention de revenus.

Au cours des trois dernières décennies, le FIDA est intervenu dans les zones rurales du pays, où se concentre l'essentiel de la pauvreté. En 2015, nous avons lancé le Programme de développement de l'agriculture familiale dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder, également appuyé par l'ASAP. Ce programme intégrera des activités dans les quatre domaines prioritaires pour la région: intégration des paysans dans les filières; renforcement de la finance rurale; gestion des ressources naturelles et adaptation au changement climatique; et focalisation sur la jeunesse.

La nouvelle initiative aidera plus précisément les petits exploitants menant des activités agricoles, forestières et d'élevage à accroître et à diversifier leurs produits par l'adoption de nouvelles techniques de production et l'utilisation de petits systèmes d'irrigation. Elle investira, en outre, dans l'infrastructure rurale, notamment les routes, les centres de collecte et les marchés, développant ainsi des liaisons entre les zones de production et les consommateurs.

Il est prévu que 240 000 familles rurales bénéficieront du programme au cours de ses huit années d'activité, et que les femmes et les jeunes en seront les participants prioritaires.

Afrique orientale et australe

Stimuler la production de céréales et de légumineuses au Kenya

Au Kenya, un nouveau programme appuyé par le FIDA augmentera la production de céréales de base comme le maïs, le sorgo et le mil, pour accroître les revenus des agriculteurs et renforcer la sécurité alimentaire nationale. Les légumineuses comme le pois cajan, le haricot velu et le dolique seront aussi inclus dans le programme.

L'agriculture est le pilier principal de l'économie du pays; elle emploie 70% de la population rurale et représente 65% des recettes d'exportation. Le Kenya demeure toutefois un pays à déficit vivrier qui importe jusqu'à 20% de ses besoins annuels en céréales, même au cours des années où les récoltes sont bonnes. Approximativement 10 millions de Kenyans souffrent d'insécurité alimentaire chronique et de problèmes nutritionnels.

Le Programme de renforcement de la production céréalière au Kenya est un partenariat entre le Gouvernement kényan, le FIDA, l'Union européenne (UE), la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM). Mis en œuvre dans des zones semi-arides ayant un potentiel de productivité élevée, il a pour but de permettre aux petits agriculteurs de subsistance de se convertir à une agriculture commerciale. Il inclut aussi une composante axée sur le renforcement de la résilience des producteurs pauvres face au changement climatique.

Un système de bons, financé par l'UE, aidera les petits producteurs à acquérir des intrants agricoles – outils, engrais et semences améliorées. Le programme ciblera environ 100 000 petits agriculteurs et vise à affranchir de la pauvreté 80 000 d'entre eux.

Asie et Pacifique

Appui à plus grande échelle aux tribus vulnérables en Inde

Prenant appui sur les résultats d'un précédent programme, le FIDA améliore les pratiques agricoles des populations tribales vulnérables de l'État d'Odisha, dans l'est de l'Inde.

Plus de 104 millions de personnes en Inde appartiennent à des tribus qui vivent habituellement dans les forêts, les collines et d'autres zones rurales éloignées et inaccessibles. Dans les régions des Ghats orientaux et du plateau du nord de l'Odisha, couvertes de vastes forêts, les populations tribales tirent leurs moyens d'existence de cultures itinérantes, d'agriculture pluviale et de produits forestiers non ligneux. Les pratiques culturelles sont rudimentaires, et concernent principalement la culture de riz pluvial et de mil.

Lors de sa précédente intervention dans l'Odisha, le FIDA avait contribué à la création d'organes villageois et avait associé les groupes tribaux à la planification des projets de développement, et spécialement les projets en rapport avec les ressources naturelles. Encouragé par le succès de cette initiative, le Gouvernement de l'Odisha a demandé au FIDA de reproduire cette approche à plus grande échelle pour cibler les groupes tribaux particulièrement vulnérables. C'était la première fois que le gouvernement demandait à un partenaire extérieur d'intervenir dans ces zones éloignées et difficiles.

Le nouveau programme vise à améliorer les conditions de vie et à réduire la pauvreté de plus de 62 000 ménages vulnérables. Il renforcera la capacité des ménages ciblés, contribuera à sécuriser les titres fonciers sur la terre et la forêt, améliorera les pratiques agricoles, encouragera les microentreprises génératrices de revenus, garantira l'accès à des services comme l'éducation et la santé, et améliorera l'infrastructure communautaire.

Amérique latine et Caraïbes

Expérimenter de nouveaux moyens de réduire la pauvreté au Mexique

Un nouveau projet innovant appuyé par le FIDA a été approuvé au Mexique. Le Projet d'inclusion productive en milieu rural est un projet pilote conçu pour tester des moyens de mettre en œuvre la nouvelle politique sociale du gouvernement par le biais de la promotion d'activités productives parmi les bénéficiaires de transferts monétaires du programme Prospera. Prospera est le plus grand programme de transferts monétaires et d'inclusion sociale du Mexique.

Le Mexique est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Il se caractérise, toutefois, par une répartition inégale des revenus et une productivité stagnante, qui constituent d'importantes contraintes pesant sur la performance économique et la réduction de la pauvreté. Environ 53,3 millions de personnes vivent dans la pauvreté, dont 31% dans les zones rurales. Les exploitations familiales – exploitations de subsistance sans aucune liaison avec le marché – constituent près de la moitié des unités de production rurale.

Le projet prévoit de toucher environ 12 800 familles parmi les bénéficiaires actuels du programme Prospera. Il facilitera l'accès aux investissements productifs et à l'assistance technique fournie par les programmes gouvernementaux existants, permettant

ainsi aux bénéficiaires d'augmenter la quantité de leur production, et d'en améliorer la qualité, d'être intégrés aux marchés et d'accroître leurs revenus. Il formera aussi des membres du personnel de Prospera pour les doter des moyens de répondre au nouveau rôle clé du projet dans la mise en œuvre de la stratégie nationale d'inclusion productive. Le projet vise à améliorer l'initiation des familles agricoles aux questions financières et à les mettre en rapport avec les services financiers ruraux existants.

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

Filières laitières en Ouzbékistan

Un nouveau programme financé par le FIDA en Ouzbékistan renforcera et modernisera le secteur laitier, qui fournit revenu et nourriture à un grand nombre de petits agriculteurs des régions de Jizzakh et Kashkadarya. L'élevage joue un rôle capital dans l'économie et la société de ce pays enclavé, apportant une contribution importante à la sécurité alimentaire nationale et jouant, sur les plans économique et nutritionnel, le rôle de filet de sécurité pour les ménages ruraux.

La plus grande partie de la production du secteur de l'élevage provient des 4,7 millions de petites exploitations *dehkan*, dont la superficie moyenne est inférieure à 0,2 hectare. Les éleveurs *dehkan* possèdent environ 95% des bovins du pays et 83% des caprins et des ovins. Avec les exploitations *dehkan* comme pilier principal du marché laitier, la production de lait en Ouzbékistan est bien inférieure à son potentiel.

Le programme améliorera les moyens d'existence de 12 000 ménages ruraux qui produisent et transforment le lait, et des entrepreneurs sur le marché. Il renforcera les filières et créera des possibilités d'emplois décents sur les exploitations et au niveau de la transformation. Il développera aussi les compétences des agriculteurs et leur accès à la technologie. L'accent sera mis également sur le renforcement de la participation des femmes aux activités des filières laitières, en termes de transformation, de commercialisation ou de propriété, sur l'amélioration de l'accès des femmes au crédit et aux technologies, et sur l'offre d'une formation.



PRODUCE
VAC
KEEP A

Impact, et mesure et amélioration des résultats

Évaluation de l'impact

L'ambitieuse initiative du FIDA en matière d'évaluation de l'impact, lancée en 2012 en concrétisation d'un engagement pris au cours de la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9), a produit d'importants résultats en 2015. Afin d'évaluer l'impact de nos interventions, nous avons conçu et appliqué une méthodologie innovante associant une gamme d'outils, et qui a déjà attiré l'attention d'autres institutions.

Les résultats dont il a été rendu compte en 2015 ont révélé que la focalisation sur un indicateur unique, spécialement si cet indicateur utilise un paramètre monétaire, masque l'importance d'autres effets clés en matière de développement obtenus grâce aux interventions du projet appuyé par le FIDA, notamment la sécurité alimentaire, la productivité agricole et la résilience. Elle ne parvient pas non plus à saisir les avantages substantiels et importants, en termes de bien-être, transférés aux bénéficiaires du FIDA ou générés par ces bénéficiaires – les ruraux pauvres, femmes et hommes.

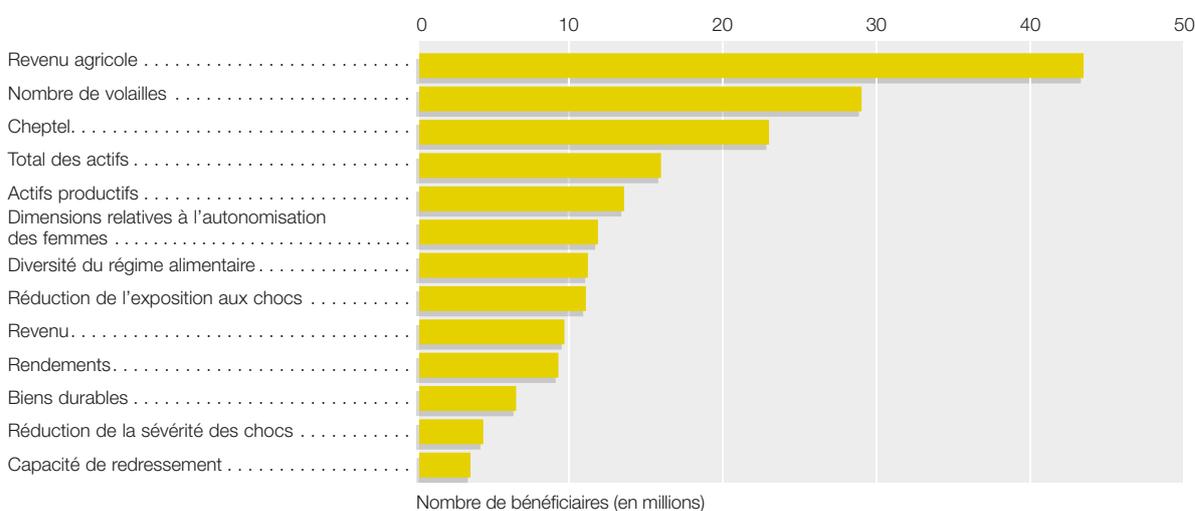
On note parmi les impacts relevés par l'évaluation que, pour l'ensemble des projets dont les activités ont débuté ou ont été clôturées entre 2010 et 2015,

quelque 139 millions de personnes ont bénéficié d'opérations appuyées par le FIDA. Si le regard se porte sur la totalité des projets en cours à la clôture de FIDA9 (projets en cours et nouveaux projets), nos opérations auront permis d'accroître de manière significative le revenu agricole de plus de 40 millions de personnes, et d'étendre leur appropriation et leur contrôle des actifs productifs, y compris le cheptel (graphique 6). Le FIDA continuera d'œuvrer vers la création d'un système pour concevoir des projets de développement judicieux, en suivre les progrès, et en mesurer les résultats et l'impact sur l'ensemble de la durée de vie du projet.

Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement

Le Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) est le principal mécanisme ayant pour objectif de rendre compte de la performance de l'organisation à ses organes directeurs. Le RIDE de cette année montre que, pour tous les indicateurs, la performance s'est améliorée par rapport aux valeurs de référence. Au total, 114 millions de personnes – chiffre largement supérieur à la cible de 90 millions fixée pour 2015 – ont bénéficié des

GRAPHIQUE 6
Bénéficiaires touchés, par indicateur
Projection de l'impact, 2010-2023



Source: Synthèse des enseignements tirés de l'Initiative d'évaluation de l'impact pour FIDA9.

services de programmes en cours appuyés par le FIDA en 2014. Les femmes représentent 49% du total des personnes touchées.

Le texte intégral du RIDE est disponible à l'adresse: <https://webapps.ifad.org/members/eb/116/docs/french/EB-2015-116-R-10.pdf>

Soutien de la qualité pour la conception des programmes

Au cours de la conception, le FIDA utilise un processus en deux étapes pour optimiser la qualité des programmes et projets: amélioration de la qualité et assurance qualité.

En 2015, 27 programmes et projets ont été soumis au processus d'amélioration de la qualité. Ce processus comprend la mobilisation précoce des compétences techniques du FIDA au sein des équipes de gestion des programmes de pays afin d'accroître notre efficacité opérationnelle. La participation de personnel technique aux missions de conception a augmenté de façon significative par rapport aux années précédentes, passant de 46 missions en 2013 à 62 missions en 2015.

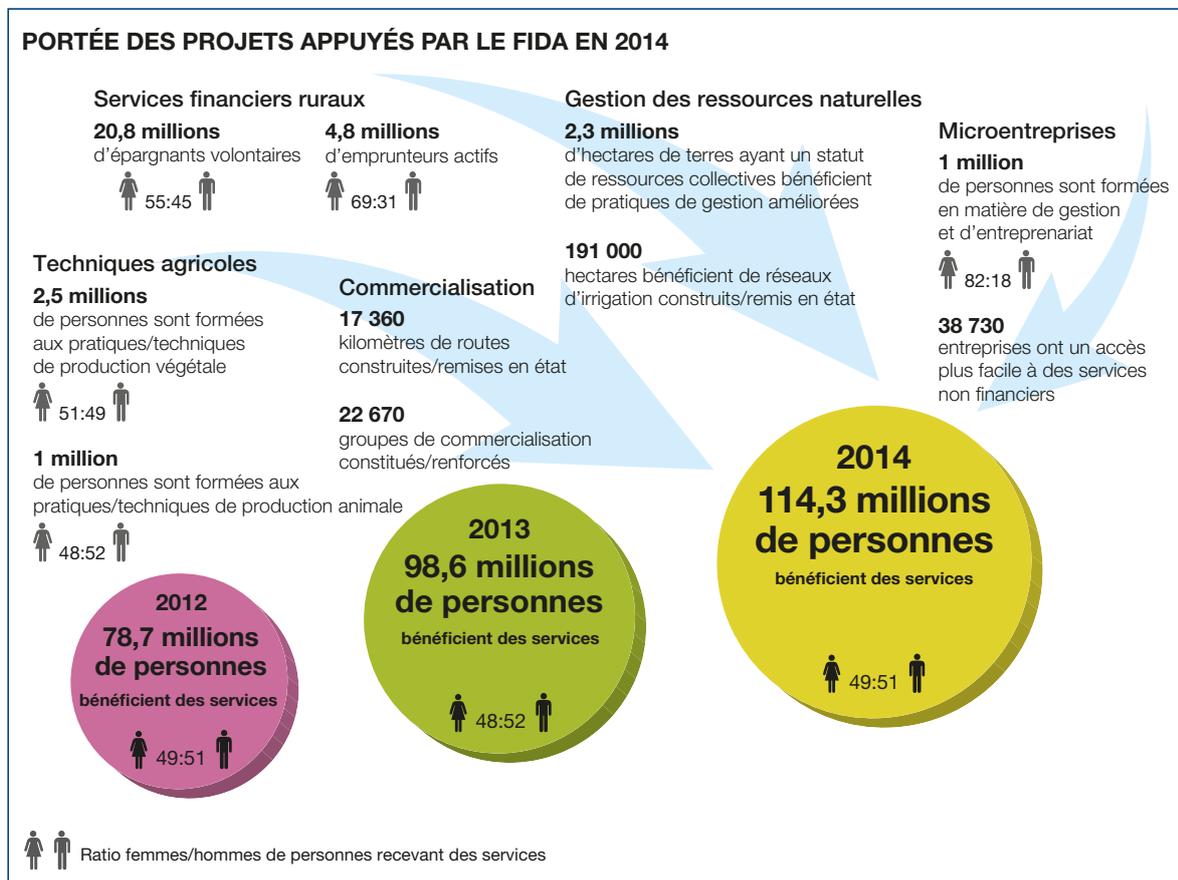
Le processus d'amélioration de la qualité a été lui-même évalué par le biais d'une enquête en ligne et de rencontres directes avec les directeurs régionaux

et les examinateurs de l'assurance qualité, et il a été reconnu que le processus contribue à améliorer la qualité de la conception. Un atelier, organisé au mois de juin pour examiner les résultats de l'enquête, a débouché sur de nouvelles améliorations du processus.

Le processus d'assurance qualité a été appliqué, au total, à 43 documents de conception de projets d'investissement – dont dix concernaient un financement additionnel pour des projets en cours –, ainsi que 19 notes conceptuelles de projet avant leur entrée dans la réserve, et quatre programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats (COSOP-AR). Conformément à la nouvelle Politique en matière de dons, 13 réunions d'assurance qualité se sont tenues pour examiner 58 dons.

Pour les 43 projets d'investissement examinés, la valeur totale du financement par le FIDA était de 1,1 milliard d'USD; ils visaient à toucher des ménages ruraux pauvres dans 38 pays, dont 16 classés dans la catégorie des États fragiles.

Le tableau 1 présente les notes attribuées à la qualité initiale en 2014 et 2015 par rapport à l'année de référence. Les cibles ont été dépassées pour pratiquement tous les indicateurs. Sur les 33 nouveaux projets dont la soumission au Conseil



d'administration a été approuvée, il a été estimé que 97% d'entre eux atteindraient probablement tous leurs objectifs.

Reproduction à plus grande échelle des résultats

L'objectif final des interventions financées par le FIDA n'est pas seulement de permettre aux populations rurales de se libérer de la pauvreté dans les limites temporelles et spatiales d'un projet donné. Notre but est aussi d'utiliser les résultats positifs obtenus pour inspirer d'autres acteurs et mobiliser les politiques, les ressources, les savoirs et les partenaires (privés, publics, et les communautés elles-mêmes) pour appliquer ces résultats à une plus grande échelle de manière durable. La reproduction à plus grande échelle des résultats correspond à une optimisation de l'impact des initiatives de développement réussies financées par le FIDA. Il s'agit ici d'une priorité fondamentale qui appuie directement la réalisation de notre mandat, et le FIDA est considéré comme un leader dans ce domaine.

L'organisation a élaboré, pour la reproduction à plus grande échelle des résultats, un nouveau cadre opérationnel qui propose une évolution où l'on renoncerait à privilégier l'exécution de projets pour s'orienter vers la mise en œuvre de programmes d'échelle nationale. De tels programmes intègrent mieux le financement des projets, les activités de participation à l'élaboration des politiques et de gestion des savoirs dans une approche à plus long terme du développement allant au-delà de la portée de projets limités dans le temps.

Nous avons élaboré un ensemble de documents pour orienter le personnel du FIDA et les partenaires sur la manière de pousser systématiquement la réflexion, dans la conception et l'exécution d'un programme, jusqu'à la reproduction à plus grande échelle. Ces documents sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.ifad.org/events/scalingup/index.htm>

Évaluation indépendante Vue d'ensemble du treizième Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA et de son thème d'apprentissage: durabilité des avantages

Le Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) de 2015 est le troisième et dernier rapport de ce type produit pendant la période 2013-2015, couverte par FIDA9. Il repose sur les évaluations relatives à des opérations achevées en 2014. Le rapport fait apparaître une image positive de la performance des opérations financées par le FIDA dans un certain nombre de domaines, notamment le revenu et les actifs, l'autonomisation du capital humain et social, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, et l'innovation et la reproduction à plus grande échelle. L'impact sur la pauvreté rurale obtient également une note positive, puisque 87% des projets en 2011-2013 sont jugés "plutôt satisfaisants" ou mieux.

Le RARI note que malgré les améliorations de la performance relevées au cours des dernières années, de nombreux projets parviennent seulement à une performance "plutôt satisfaisante" pour plusieurs

TABLEAU 1
Notes attribuées à la qualité initiale des projets et pourcentage de projets jugés plutôt satisfaisants ou mieux^a

Indicateur	Année de référence	Valeur de référence	Résultats 2014	Résultats 2015	Moyenne 2014-2015	Cible 2016
4.3 Pourcentage de projets notés 4 ou plus au stade initial/note moyenne						
4.3.1 Qualité globale de la conception	2010/2011	79	90	94	92	85
4.3.2 Qualité globale de la conception pour les projets à réaliser dans les États fragiles uniquement ^b	2010/2011	n.d.	86	94	90	80
4.3.3 Égalité entre les sexes	2010/2011	86	83	94	89	90
4.3.4 Suivi-évaluation	2010/2011	70	90	88	89	80
4.3.5 Reproduction à plus grande échelle ^c	2010/2011	72	89	100	94	80

Sources: Sur la base des notes attribuées à 33 nouveaux projets validés en vue de leur présentation au Conseil d'administration en 2015. Les projets ne sont notés qu'une fois cette validation obtenue.

^a Les notes évaluant la qualité initiale des projets sont attribuées en fonction d'un barème de 1 à 6, la note 1 correspondant à "très insuffisant" et la note 6 à "très satisfaisant". Le pourcentage indiqué correspond à la proportion de projets obtenant une note supérieure ou égale à 4 (autrement dit plutôt satisfaisant ou mieux) par rapport au nombre total de projets.

^b En 2015, les 17 projets validés en vue de leur présentation au Conseil d'administration étaient situés dans 16 États fragiles. Ces chiffres correspondent exclusivement aux projets réalisés dans ces pays.

^c Les notes pour 2015 portant sur la reproduction à plus grande échelle correspondent à 23 projets qui sont explicitement qualifiés d'activités de reproduction à plus grande échelle.

des critères d'évaluation utilisés par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE). Cela signifie qu'il existe encore une marge de progression pour porter les notes de "plutôt satisfaisant" à "satisfaisant" ou "très satisfaisant".

Par ailleurs, le RARI met en lumière plusieurs problèmes systémiques ayant eu une incidence sur la performance d'ensemble au cours de la période couverte par FIDA9:

- la nécessité de renforcer l'efficacité opérationnelle des programmes et projets appuyés par le FIDA;
- la nécessité de renforcer le suivi-évaluation en améliorant la qualité des enquêtes de référence et leur disponibilité en temps utile, en concevant des cadres logiques comportant des indicateurs plus faciles à suivre, et en mettant davantage l'accent sur les effets et l'impact;
- la nécessité d'accroître la performance dans le secteur des activités hors prêts en définissant des objectifs réalisables associés à des allocations de ressources appropriées et en renforçant les partenariats au niveau du pays;
- la nécessité de mettre l'accent sur la performance du gouvernement en renforçant les institutions nationales, en prenant en compte les limites sur le plan des ressources humaines, et en améliorant la connaissance des exigences du FIDA en termes de processus de passation des marchés, de gestion financière et de suivi-évaluation.

Dans l'ensemble, les évaluations confirment que le FIDA joue un rôle important dans l'architecture de l'aide au développement en aidant les États membres en développement à aborder les défis chroniques liés à la pauvreté rurale, la faim et la malnutrition. À cet égard, toutefois, l'analyse conduite dans le contexte du thème d'apprentissage retenu pour le RARI 2015 confirme que le Fonds doit se concentrer plus efficacement sur la durabilité des avantages après la clôture des projets. La durabilité peut être favorisée, par exemple, par la préparation de stratégies de sortie bien avant la date d'achèvement de chaque projet, en prenant en compte les investissements en cours et prévus par le FIDA dans le pays, en même temps que les activités hors prêts.

Réponse de la direction au RARI

La direction du FIDA a accueilli avec satisfaction le RARI, et noté qu'il constitue le dernier rapport institutionnel de l'évaluation indépendante produit pendant la période couverte par FIDA9, un cycle de reconstitution qui a été marqué par des résultats et des réalisations sans précédent, avec un portefeuille actif de 13,6 milliards d'USD au service de 114 millions

de personnes. La direction se félicite de l'évolution positive de la performance des projets, qui ne cesse de progresser depuis 2008, en particulier du point de vue de l'impact sur la pauvreté rurale. Environ 93% des opérations financées par le FIDA ont été notées positivement pendant la période FIDA9 (2013-2015).

La direction a pris note des premiers effets positifs de la décentralisation: les pourcentages de projets satisfaisants sont plus élevés dans les pays où ont été ouverts des bureaux de pays du FIDA.

Malgré la performance globalement positive de l'organisation, la direction est déterminée à continuer à "placer la barre de performance" plus haut. Bien que le RARI apporte des aperçus sur les domaines qui continuent à poser des problèmes, comme l'efficacité opérationnelle et la durabilité des avantages, la direction relève que les effets des solutions récemment mises en place ne sont pas encore perceptibles dans la cohorte des opérations analysées. Cette observation est particulièrement vraie en ce qui concerne l'efficacité.

La direction a également fourni des informations en retour sur les questions de méthodologie. Elle a suggéré, par exemple, que le RARI présente à l'avenir, afin de rendre les conclusions opérationnelles, une analyse plus nuancée de la fragilité. La direction a suggéré en outre que les futures éditions du RARI présentent une analyse plus poussée des aspects fiduciaires et des aspects liés à la passation des marchés, ainsi que de leurs incidences sur les résultats.

Autres activités d'évaluation en 2015

L'évaluation au niveau de l'institution de l'engagement du FIDA dans les États et contextes fragiles et touchés par un conflit a fait l'objet d'une publication. Cette évaluation a souligné que le FIDA doit élaborer, pour ses interventions dans des contextes fragiles, une stratégie qui inclurait un nouveau système de définition et de classification des États fragiles et qui tiendrait particulièrement compte du mandat du FIDA. L'évaluation a notamment insisté sur l'importance de la focalisation sur les contextes fragiles, où les capacités institutionnelles ne sont pas en mesure de répondre aux besoins spéciaux des populations rurales pauvres pour qu'elles puissent améliorer leurs moyens d'existence. L'évaluation a aussi recommandé que le FIDA adapte davantage dans les contextes fragiles son modèle opérationnel et ses approches de développement afin d'accroître son efficacité dans ce domaine.

Des évaluations de programme de pays ont été achevées pour le Bangladesh, le Brésil et la République-Unie de Tanzanie. Au Bangladesh, les projets de

développement appuyés par le FIDA réalisent des progrès sensibles dans l'aide qu'ils apportent à la réduction de la pauvreté rurale par l'amélioration de la productivité agricole, le renforcement du capital social et la promotion de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes. L'évaluation souligne, d'autre part, qu'il subsiste dans les zones rurales des poches où l'accès au crédit est encore limité et insiste sur la nécessité, pour le FIDA, d'élargir les partenariats au sein du gouvernement pour renforcer l'appui des politiques et des institutions au programme.

L'évaluation concernant le Brésil a conclu à l'amélioration de la performance depuis la précédente évaluation du programme de pays, en 2007, et a estimé que l'ouverture d'un bureau de pays du FIDA en 2011 a été l'un des facteurs clés contribuant à cette évolution. Le FIDA appuie le gouvernement pour la promotion de l'agriculture familiale et du développement au niveau des communautés de base comme moyen de renforcer la productivité, la sécurité alimentaire, la nutrition et les revenus des populations rurales pauvres. Il a aussi obtenu de bons résultats dans le domaine du partage des savoirs et entrepris un certain nombre d'activités en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire.

Un meilleur équilibre pourrait toutefois être réalisé à l'avenir au Brésil entre les activités agricoles et non agricoles, et entre les programmes d'investissement et les activités hors prêts. Cela supposerait que l'on mette davantage l'accent sur les composantes agricoles des programmes d'investissement. Il s'agirait aussi de porter une attention accrue aux activités hors prêts – comme la coopération Sud-Sud et triangulaire – et aux partenariats, y compris avec les institutions ayant leur siège à Rome. L'évaluation a recommandé le détachement au Brésil du chargé de programme de pays actuellement en poste au siège du FIDA, ce qui constituerait une mesure clé pour améliorer encore les résultats sur le terrain.

D'après l'évaluation concernant la République-Unie de Tanzanie, l'intervention la plus efficace du FIDA a été celle menée à l'appui du Programme de développement du secteur agricole sur le continent, et sur l'île de Zanzibar en particulier, qui a renforcé la capacité des services nationaux décentralisés de vulgarisation. Toutefois, alors que le portefeuille de projets dans le pays a produit une riche moisson d'expériences pratiques, les données recueillies n'ont pas fait l'objet d'une systématisation adéquate. Il a en outre été constaté que les objectifs en matière de concertation sur les politiques inscrits dans le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) de 2007 étaient trop ambitieux au regard des ressources limitées disponibles.

IOE a mené à terme, dans le courant de l'année, deux synthèses d'évaluations – exercice consistant à réunir, à partir de diverses sources, les savoirs issus d'évaluations. La première de ces synthèses a été réalisée conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et portait sur l'engagement de la FAO et du FIDA sur le thème du développement pastoral. La conclusion de la synthèse a été que le FIDA et la FAO ont réalisé, au cours de la décennie écoulée, des travaux significatifs dans la plupart des secteurs du développement en faveur des populations pastorales. Parmi les réalisations importantes, le document cite la reproduction à plus grande échelle de solutions innovantes en matière de gestion communautaire de la santé animale et des ressources naturelles. Dans l'ensemble, toutefois, l'engagement de la FAO et du FIDA sur le thème du développement pastoral traduit l'absence d'un cadre conceptuel cohérent et d'une orientation stratégique.

La seconde synthèse d'évaluations portait sur l'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones. L'étude a confirmé que, avec sa riche expérience acquise de longue date et son importante contribution aux processus et au plaidoyer au plan international, le FIDA est reconnu comme partenaire et comme pionnier dans l'action aux côtés des peuples autochtones, aussi bien par la communauté internationale que par les peuples autochtones eux-mêmes. Cela dit, il existe un potentiel de renforcement de l'exécution de la politique du FIDA concernant les peuples autochtones, en particulier au niveau des projets d'investissement.

Une évaluation de l'impact a aussi été publiée; elle concerne le Programme de développement tribal du Jharkhand Chattisgarh, en Inde. Sa conclusion est que le programme a eu un impact positif, avec une augmentation des revenus et de la productivité du riz au sein des groupes cibles. La conception du programme a toutefois été jugée excessivement complexe, englobant trop de nouvelles activités dans différents secteurs subsidiaires et couvrant, dans le cadre d'un seul prêt, deux États indiens fragiles et ne disposant que de faibles capacités institutionnelles.

Dans le contexte des initiatives organisées pour célébrer l'année 2015, proclamée Année internationale de l'évaluation, IOE a publié une brochure sur l'évolution de la fonction d'évaluation au FIDA. Cette publication retrace l'histoire de la fonction d'évaluation au FIDA depuis 1978, et met en lumière ses grandes contributions à l'amélioration de la transparence du Fonds et de l'apprentissage en vue d'une meilleure performance.

Manifestations internationales

IOE a organisé, dans le courant de l'année, des manifestations visant à promouvoir l'apprentissage et à partager les savoirs issus des évaluations avec les partenaires, à l'intérieur et à l'extérieur du FIDA. Les manifestations ont aussi traité de thèmes spécifiques comme "Renforcement de l'évaluabilité de l'objectif de développement durable numéro 2: éliminer la faim, parvenir à la sécurité alimentaire et à une meilleure nutrition, et promouvoir une agriculture durable". Ce séminaire technique a été organisé conjointement par les bureaux de l'évaluation du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), de la FAO, du Programme alimentaire mondial (PAM) et du FIDA. Le séminaire avait pour objectif de contribuer à une compréhension commune de la manière dont le progrès vers la réalisation de l'ODD2 pourrait être évalué. Il visait aussi à recenser les mesures nécessaires pour permettre des évaluations de l'ODD2 par l'intermédiaire du système des Nations Unies, d'autres organisations internationales ou des pays eux-mêmes.

Quatre manifestations ont été organisées conjointement, dans leur pays, avec les Gouvernements du Bangladesh, du Brésil, de l'Éthiopie et de la République-Unie de Tanzanie. Les principaux résultats des diverses évaluations des programmes de pays ont été examinés, en même temps que les questions clés pour les prochains COSOP-AR. Un atelier d'apprentissage a également été organisé en Inde pour y présenter les conclusions de l'évaluation de l'impact mentionnée ci-dessus.

Manuel de l'évaluation, deuxième édition

Conscient du contexte dynamique dans lequel intervient le FIDA, et en réponse à l'évolution des approches et des méthodes utilisées dans l'évaluation internationale du développement, IOE a révisé son Manuel de l'évaluation, dont la première édition remontait à 2009. Cette deuxième édition contient la méthodologie de base utilisée par IOE pour la conduite de ses évaluations, y compris celles qui n'avaient pas été envisagées dans la première édition, comme les évaluations au niveau de l'institution et les évaluations d'impact, ou les rapports de synthèse d'évaluations. Le manuel prend aussi en compte les nouvelles priorités stratégiques du FIDA et son nouveau modèle opérationnel, et adopte des approches méthodologiques plus rigoureuses, avec par exemple la promotion de meilleures techniques d'évaluation de l'impact, et la conception et l'utilisation de théories du changement. Le manuel contribuera à faire en sorte que les méthodes d'évaluation du FIDA continuent de correspondre à l'état actuel de la technique.

Lien vers la page web de l'évaluation: <http://www.ifad.org/evaluation/index.htm>

Déontologie, surveillance interne et lutte contre la corruption

Conscient que son personnel est son capital le plus précieux, le FIDA est déterminé à préserver un environnement de travail qui garantisse le bien-être et le respect de l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, et à encourager une culture organisationnelle dans laquelle les personnes exercent leurs responsabilités tout en respectant la dignité de leurs collègues. Il est essentiel, pour remplir cet engagement, de traiter rapidement et de façon confidentielle les cas de harcèlement, et de fournir des orientations sur la manière de prévenir ou de gérer les conflits d'intérêts et les comportements contraires à l'éthique sur le lieu de travail.

Durant l'année, le Bureau de la déontologie du FIDA a continué d'appuyer le Fonds en maintenant les normes déontologiques les plus exigeantes afin de protéger notre réputation et de maintenir un contexte de travail sûr et équitable. Il a porté une attention particulière à la prévention et au traitement en temps utile des cas de harcèlement, qui sont à l'origine de stress émotionnel, interfèrent avec la performance des tâches et peuvent compromettre la performance d'ensemble du FIDA. L'achèvement du code de conduite et une formation à la lutte contre le harcèlement ont été rendus obligatoires, soulignant à nouveau les attentes concernant le comportement sur le lieu de travail et l'importance du respect du code de conduite.

Durant l'année, 24 divisions et 600 membres du personnel ont suivi un cours de recyclage en matière de lutte contre le harcèlement, y compris dans sept bureaux de pays et un bureau de liaison du FIDA. Une autre formation a été assurée, lorsque c'était nécessaire, sur le code de conduite et sur des aspects ciblés.

Des membres du personnel ont sollicité des orientations à propos du code de conduite du FIDA, des conflits d'intérêts, des abus de pouvoir, du harcèlement et de diverses autres questions. Le nombre de consultations a diminué de façon notable – de 50 en 2014 à 25 en 2015 – en matière d'hypothèses de harcèlement ou d'abus de pouvoir. Ces consultations ont abouti, dans la majorité des cas, à une solution informelle ou n'ont pas donné lieu à une suite au-delà de la demande initiale de conseil. En 2015, le Bureau de la déontologie a transmis au Bureau de l'audit et de la surveillance, pour complément d'enquête, trois plaintes pour harcèlement reçues en 2014.

Le FIDA a adopté une politique de tolérance zéro à l'égard des pratiques irrégulières et s'est engagé à lutter contre la corruption, la fraude et la collusion, qui détournent des ressources de nos programmes et projets. À l'appui de cette politique, les processus d'enquête et de sanction du FIDA ont été évalués au dernier trimestre de 2014 par des experts externes. Les recommandations de ces experts, actuellement mises en œuvre par le biais d'un examen et d'une révision des règles pertinentes, contribueront à faire en sorte que les pratiques du FIDA en matière d'enquête et de sanction demeurent alignées sur les normes professionnelles les plus élevées et sur les meilleures pratiques.

Le Rapport annuel 2014 sur les activités d'enquête et de lutte contre la corruption, et les informations sur les rapports soumis sont disponibles sur le site web du FIDA: www.ifad.org/governance/anticorruption/report/2015/f.pdf. Le rapport 2015 sera publié en avril 2016.

Le plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA est fondé sur l'évaluation des risques institutionnels. En 2015, l'audit a traité des domaines essentiels pour l'intégrité financière du Fonds, son efficacité et son efficacité administratives, et l'évolution de son modèle décentralisé. Les audits ont apporté un appui aux efforts d'atténuation des risques dans des domaines tels que l'organisation, les responsabilités et les structures de soutien des bureaux de pays du FIDA, l'efficacité des processus de gestion des voyages, et le rôle et la charge de travail des chargés de programme de pays détachés dans les bureaux de pays du FIDA.

Onze des 12 recommandations prioritaires de l'audit devant être mises en application en 2015 l'ont été dans le courant de l'année. Cette réalisation met en évidence la ferme résolution du FIDA à gérer activement les risques institutionnels.

Communication et partage des savoirs

En 2015, le rapport de AidData intitulé *Listening to Leaders: Which Development Partners Do They Prefer and Why?* ("Écoutons les dirigeants. Quels sont leurs partenaires de développement préférés, et pourquoi?") affirmait que le FIDA était le plus communicatif des partenaires de développement dans le secteur de l'agriculture et du développement rural. Le rapport examinait le "jeu sur le terrain" des organisations de développement – la force de leur présence locale et leur contact direct avec les responsables du gouvernement hôte. Il s'interrogeait sur la façon dont ce jeu peut conditionner la manière dont les décideurs évaluent la loyauté, l'influence et la performance des partenaires de développement.

Sur plus de 50 partenaires de développement notés, le FIDA se place dans les dix premiers (sixième sur 57) pour la fréquence des communications avec ses homologues du gouvernement hôte. Il est également très bien classé (septième sur 51) pour l'aide apportée à la mise en œuvre des réformes. Le rapport observe que cette "obligance" est en étroite corrélation avec l'influence au stade de la définition du programme. Cette reconnaissance de l'efficacité de la communication du FIDA avec les partenaires du gouvernement confirme l'impact appréciable du mouvement lancé par l'organisation pour décentraliser son action et donner une importance accrue à la présence dans les pays et à la concertation sur les politiques.

Outre la priorité qu'il accorde à la communication avec les gouvernements, le FIDA porte une attention particulière au partage des savoirs et au débat avec toutes les catégories de partenaires. Lancées par l'organisation en 2014 et poursuivies en 2015, les conférences en ligne de la série AgTalks réunissent des experts et donnent lieu à des débats sur des questions telles que les femmes rurales, l'élevage et la pêche. Le FIDA a également accueilli, tout au long de l'année, des séminaires et des conférences sur une vaste gamme de sujets, notamment la nutrition, l'agriculture de conservation, les techniques ayant pour effet d'alléger le travail des femmes, la définition des appellations d'origine (AO), les transformations du rapport milieu rural-milieu urbain, le changement climatique, et bien d'autres encore.

Gestion des ressources humaines

Une gestion efficace des ressources humaines autonomise le personnel et les consultants pour une production constante d'excellents résultats.

Un dispositif de récompense et de reconnaissance lié au processus annuel de gestion de la performance prévoit l'attribution de récompenses, pécuniaires et autres, aux membres du personnel ayant d'excellentes performances. En 2015, le FIDA a affiné ce processus pour orienter une partie de ce financement vers des récompenses non pécuniaires sous forme de voyages tout en conservant la structure d'ensemble du mécanisme. Cette adaptation aligne notre gestion de la performance sur celle des autres institutions financières internationales, et à l'avant-garde de la pratique de l'ensemble des institutions des Nations Unies. Le mécanisme répond au besoin de récompenser l'excellence, tel qu'il avait été identifié par le Sondage mondial du personnel conduit en 2012, et il est conforme aux directives de la Commission de la fonction publique internationale.

Comme moyen supplémentaire de reconnaître et de récompenser la constance d'une bonne performance sur le long terme, le FIDA a rétabli, en 2013, un processus annuel de conversion des contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée. Dans le cadre de ce processus, 41 membres du personnel se sont vus attribuer des contrats à durée indéterminée au début de 2015.

Des perspectives de carrière sont indispensables pour que les compétences du personnel du FIDA demeurent à leur plus haut niveau. Afin de faciliter la mobilité et l'évolution de la carrière, tout en rationalisant les processus de recrutement et de classement des postes, le FIDA a élaboré des profils d'emploi génériques pour 95% des postes au sein de l'institution. Le groupe de travail sur les perspectives de carrière et la reconnaissance de la performance travaille actuellement à l'élaboration d'un cadre pour les perspectives de carrière, qui sera publié au début de 2016.

Dans le cadre de l'effort en cours pour automatiser les processus effectués sur support papier et pour rationaliser les activités, deux projets de grande ampleur sont devenus opérationnels en 2015:

- demande électronique d'action à l'intention du personnel (e-RPA): le module e-RPA de PeopleSoft a remplacé le formulaire imprimé par une version électronique intégrée;
- recrutement électronique: la totalité du processus de recrutement est désormais intégrée au système PeopleSoft, y compris aux modules Internet, intranet, courriel et autres modules PeopleSoft.

En 2015, nous avons conduit des processus de recrutement en vue de pourvoir 76 postes du cadre organique et de rang supérieur; le délai moyen de recrutement a été de 84 jours.

La présence du FIDA sur le terrain est en constante augmentation, et les pratiques de gestion des ressources humaines intègrent désormais les bureaux de pays. Un fonctionnaire a été spécialement désigné pour se consacrer exclusivement aux besoins en ressources humaines des bureaux de pays, en collaboration avec l'Unité d'appui sur le terrain. Au 31 décembre 2015, 26 membres du cadre organique recrutés sur le plan international, 5 cadres auxiliaires, 40 fonctionnaires recrutés sur le plan national et 21 membres de la catégorie des services généraux étaient en poste dans les bureaux de pays du FIDA à travers le monde (voir la carte à l'intérieur de la couverture).

Au 31 décembre 2015, les effectifs et les statistiques relatives au personnel étaient les suivants:

- le personnel comptait au total 593 membres, y compris les membres du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA et les cadres auxiliaires;
- sur ce total, 324 appartenaient au personnel du cadre organique et de rang supérieur, 40 à la catégorie des fonctionnaires recrutés sur le plan national, 21 à celle des employés des services généraux recrutés sur le plan national et 208 à celle des services généraux;
- les fonctionnaires recrutés sur le plan national, le personnel du cadre organique et de rang supérieur comprenaient des ressortissants de 87 États membres;
- les femmes représentaient 40% des Vice-Présidents adjoints, 48% du personnel du cadre organique et de rang supérieur, 23% de la catégorie des fonctionnaires recrutés sur le plan national, et 82% de la catégorie des services généraux;
- le pourcentage total de femmes fonctionnaires du FIDA était de 59%.



Données relatives au financement et mobilisation des ressources

Ressources en 2015

Le financement de base des opérations du FIDA provient de plusieurs sources. Il s'agit principalement des contributions des États membres et d'autres donateurs, du produit des placements et des remboursements des prêts. Les contributions des États membres nous parviennent dans le cadre des reconstitutions périodiques des ressources du FIDA, qui ont lieu tous les trois ans. Des États membres demandent également au FIDA d'administrer les dons qu'ils octroient à des tierces parties sous la forme d'apports de fonds supplémentaires.

Dans le cadre des efforts qu'elle a entrepris sous la direction de son Conseil d'administration pour tirer parti de nouvelles sources de financement et continuer à développer la base de ressources du FIDA au cours de la période couverte par la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9) (2013 à 2015), l'organisation a réalisé une avancée majeure avec la transformation de son modèle financier pour y inclure l'emprunt souverain comme instrument de mobilisation de ressources (on trouvera plus loin des informations complémentaires sur ce point). En 2015, cette transformation a trouvé sa conclusion avec l'approbation de prêts à des conditions ordinaires octroyés à des États membres, financés par un emprunt souverain auprès de la Banque allemande de développement KfW (graphique 7). En conséquence directe de ce nouveau mécanisme de mobilisation de ressources, l'organisation a approuvé en 2015 le programme de prêts et dons le plus important de son histoire – 1,4 milliard d'USD.

Avec son double statut d'institution spécialisée des Nations Unies et d'institution financière internationale, le FIDA occupait déjà une position unique. Notre nouvelle capacité de faire appel à des ressources sous la forme d'emprunts souverains nous ouvre la possibilité de mobiliser et de gérer les ressources avec une plus grande souplesse et d'accroître la taille de notre portefeuille.

Dixième reconstitution des ressources du FIDA (2016-2018)

La Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10) s'est tenue en

2014. Les États membres ont approuvé une cible de reconstitution de 1,44 milliard d'USD sous la forme de nouvelles contributions pour le financement de projets d'agriculture et de développement rural dans les diverses parties du monde en développement. Les membres ont aussi retenu quatre thèmes principaux pour les contributions complémentaires non affectées: intégration du changement climatique, agriculture sensible aux enjeux nutritionnels, renforcement de la coopération Sud-Sud et triangulaire du FIDA, et initiative de partenariats public-privé-producteur (4P).

Au 16 août 2015, soit six mois après l'adoption de la résolution par le Conseil des gouverneurs, les annonces de contribution de base atteignaient 1,07 milliard d'USD – le plus haut niveau de contributions de base jamais atteint à ce stade d'un cycle de reconstitution du FIDA. Malgré la difficile situation financière mondiale, le FIDA a reçu un solide appui financier de la part de ses États membres, y compris les pays emprunteurs. Compte tenu du léger déficit par rapport au niveau de 1,44 milliard d'USD fixé par les États membres, la cible pour FIDA10 a été révisée et établie à 1,353 milliard d'USD. Divers facteurs sont à l'origine de ce déficit, en particulier l'impact des variations des taux de change des devises.

Bien que la cible de la reconstitution ait été ajustée, celle du programme de prêts et dons de FIDA10 a été maintenue à un niveau allant jusqu'à 3,2 milliards d'USD pour la période triennale. FIDA10 a pris effet le 2 décembre 2015, date à laquelle le montant des instruments de contribution déposés et des versements non assortis d'un instrument de contribution atteignait l'équivalent de 50,8% du montant total des annonces de contribution. La prise d'effet constitue une base solide pour la réalisation de l'ambitieux programme de prêts et dons de FIDA10, puisque toutes les contributions versées à ce jour sont disponibles en vue d'engagements opérationnels.

Au 31 décembre 2015, 88 pays avaient annoncé des contributions au titre de FIDA10 pour un montant total de 1,17 milliard d'USD, représentant 87% de la cible révisée de 1,353 milliard d'USD. Les

TABLEAU 2
Tableau synoptique, 1978-2015^{a, b}

		2011	2012	2013	2014	2015	1978-2015
Activités opérationnelles^{c, d}							
Prêts et dons CSD approuvés							
Nombre de programmes et projets		34	33	25	26	39	1 013
Montant	Millions d'USD	947,2	960,7	731,1	625,8	1 227,6	16 369,0
Dons approuvés							
Nombre		83	90	63	64	70	2 685
Montant	Millions d'USD	50,4	71,5	50,0	50,6	73,6	1 043,7
Fonds fiduciaire de l'ASAP							
Nombre		-	1	10	10	15	36
Montant	Millions d'USD	-	4,9	103,0	83,0	94,1	285,0
Total des opérations de prêt et de don du FIDA							
	Millions d'USD	997,6	1 037,1	884,1	759,4	1 395,3	17 697,7
Cofinancement							
	Millions d'USD	412,2	420,3	329,8	238,4	1 063,6	11 162,8
Multilatéral		213,2	153,3	207,1	128,0	861,7	8 517,6
Bilatéral		159,4	183,0	87,8	4,5	21,2	1 749,4
ONG		-	3,5	-	0,9	-	52,0
Autres ^e		39,6	80,5	34,9	104,9	180,7	843,8
Contributions des pays	Millions d'USD	834,3	599,5	552,7	601,0	925,5	14 317,8
Coût total des programmes et projets^f							
	Millions d'USD	2 198,3	2 003,0	1 720,2	1 552,9	3 319,7	42 247,8
Programmes et projets							
Nombre de programmes et projets en cours d'exécution		238	256	241	224	231	-
Nombre de programmes et projets achevés		26	21	43	45	27	757
Nombre de programmes et projets approuvés dus à l'initiative du FIDA		32	32	24	26	36	846
Nombre de pays ou territoires bénéficiaires (portefeuille en cours)		97	99	98	99	98	-
Décaissement des prêts	Millions d'USD	549,6	534,5	482,6	484,7	486,6	9 889,1
Décaissement des dons au titre du CSD	Millions d'USD	76,3	118,6	142,6	157,4	125,6	682,1
Remboursement des prêts ^g	Millions d'USD	287,5	267,5	261,1	271,3	320,8	5 380,1
États membres et administration							
États membres – en fin de période		167	169	172	173	176	-
Cadre organique – en fin de période ^{h, i}		298	312	321	344	364	-

Sources: Système de projets d'investissement et de dons, états financiers du FIDA pour les exercices 1978 à 2015, et système comptable du FIDA.

^a Les prêts du FIDA et les dons consentis par le FIDA au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) en faveur de programmes et projets d'investissement sont libellés en droits de tirage spéciaux (DTS). Cependant, pour faciliter la lecture, les montants indiqués dans les tableaux et graphiques sont exprimés en équivalents USD, tels qu'ils figurent dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Les chiffres relatifs aux exercices 1986 à 1995 comprennent le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification.

^c Les programmes et projets intégralement annulés et ceux financés au titre du Mécanisme de financement du développement des programmes ne sont pas pris en compte.

^d Le Programme d'appui à la commercialisation de la production paysanne (Sierra Leone) approuvé en 2011 est supervisé par le FIDA et entièrement financé par un don du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire; il est compté dans les programmes et projets, mais ne bénéficie d'aucun financement de la part du FIDA.

^e Ce montant comprend les "paniers de financement" et autres dispositifs de financement analogues, les fonds provenant du secteur privé et des financements restant à confirmer à la date de l'approbation du Conseil d'administration.

^f Ce montant comprend les dons au titre du CSD et les dons au titre de composantes. Les dons ne se rapportant pas à des projets d'investissement ne sont pas pris en compte.

^g Le remboursement des prêts concerne les remboursements au titre du principal et inclut les remboursements au nom des pays bénéficiaires de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE).

^h Postes approuvés (les postes de Président et de Vice-Président ne sont pas compris).

ⁱ Comprend les administrateurs recrutés sur le plan national dans les bureaux de pays.

instruments de contribution déposés (y compris les versements non assortis du dépôt d'un instrument de contribution) s'élevaient à 681,0 millions d'USD, soit 58% du montant total des annonces de contribution.

Afin de répondre aux engagements pris au titre de FIDA10, un Plan à moyen terme (PMT) à horizon mobile a été mis en place pour la période 2016-2018, afin de traduire par des actions les objectifs dérivés du Cadre stratégique (voir page 29). L'allocation des ressources se fera conformément aux priorités définies dans le PMT, tout en poursuivant la recherche, par le Fonds, d'une plus grande efficacité.

Neuvième reconstitution des ressources du FIDA (2013-2015)

2015 était la troisième et dernière année de la période couverte par FIDA9. Au 31 décembre 2015, les instruments de contribution reçus (y compris les versements non assortis du dépôt d'un instrument de contribution) s'élevaient à plus de 1,423 milliard d'USD, représentant 99% des annonces de contribution reçues au 31 décembre 2015. Ce financement a permis au Fonds d'atteindre, pour la première fois, un volume total de 1,4 milliard d'USD de projets et de dons approuvés au cours d'une même année, et de 3,09 milliards d'USD pour le programme de prêts et dons pour la période de FIDA9, dépassant le niveau cible de 3,0 milliards d'USD.

Mobilisation de ressources supplémentaires

L'Initiative de mobilisation de ressources supplémentaires lancée par le FIDA offre une orientation stratégique pour l'exploration de nouvelles possibilités de financement. Les principales réalisations de 2015 sont notamment:

- la mise en place d'un cadre d'orientation pour les futurs emprunts souverains du FIDA;
- l'organisation d'une table ronde technique de deux jours consacrée aux tendances émergentes

en matière de mobilisation de sources de financement à des conditions favorables pour les institutions financières internationales (IFI), réunissant des participants provenant d'IFI, du secteur public, de groupes de réflexion et d'autres organismes des Nations Unies;

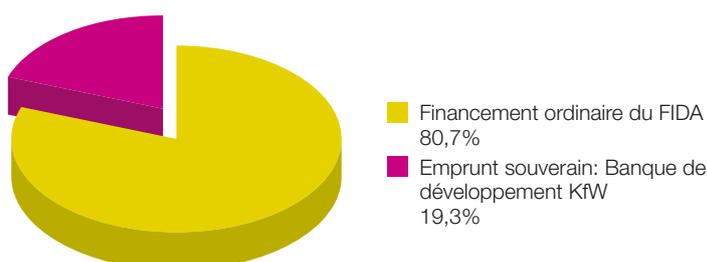
- l'exécution de projets financés par le premier prêt accordé au FIDA à des conditions favorables par la Banque allemande de développement KfW (voir la section suivante).

Emprunts auprès de sources souveraines

Le cadre mis en place pour orienter les futurs emprunts souverains représente un instrument unique et novateur de politique financière pour répondre au besoin croissant d'investissements destinés aux projets de développement agricole du Fonds. Il offre aussi un moyen de mobiliser un financement additionnel pour les interventions du FIDA dans des zones éloignées, où peu d'autres s'aventurent. Le FIDA estime que les outils de financement de ce type sont essentiels pour transformer les zones rurales en espaces dynamiques où les femmes et les hommes peuvent prospérer, spécialement en termes de financement du programme pour l'après-2015.

Dix projets financés à hauteur de 300 millions d'EUR au titre de l'accord-cadre avec la KfW ont été approuvés en 2015. L'accord prévoit la mise à la disposition du FIDA d'une ligne de crédit pouvant aller jusqu'à 400 millions d'EUR pour financer le programme de prêts et dons du FIDA. Cela nous a permis de mobiliser des ressources et d'étendre le programme de travail, d'accroître l'échelle des investissements en faveur d'une transformation rurale durable et inclusive, et de toucher un plus grand nombre de petits agriculteurs. En 2015, un second accord de prêt individuel a été signé avec la KfW, portant à 300 millions d'EUR le montant de l'emprunt du FIDA.

GRAPHIQUE 7
Prêts et dons au titre du CSD approuvés en 2015, par source de financement



Source: Système Oracle BI de rapport institutionnel du FIDA.

Nouveaux partenariats

L'année 2015 fera date quant à la coopération entre le FIDA et ses partenaires, traditionnels et nouveaux, qui contribuera au succès du nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030. Nous avons mené, dans le courant de l'année, une nouvelle collaboration stratégique avec la Banque de développement de l'Amérique latine (CAF) en vue d'élargir le cofinancement de programmes exécutés dans les États membres communs. Nous exploiterons également les avantages comparatifs respectifs du FIDA et de la CAF dans le développement de l'infrastructure sociale et économique en milieu rural, et nous investirons davantage dans la transformation inclusive et durable du monde rural en y faisant participer le secteur privé.

Notre collaboration avec de grands partenaires du secteur privé a continué d'enregistrer des progrès. Pour aider les petits exploitants à participer à une filière au Nigéria, le FIDA collabore avec une filiale d'Unilever, la marque de produits alimentaires Knorr, pour former des producteurs de manioc à l'utilisation de pratiques agricoles durables. Nous jouons également un rôle actif au sein de plateformes mondiales pour le secteur privé, notamment le nouveau partenariat Grow Asia, lancé par le Forum économique mondial et le Secrétariat de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

Dans le cadre de la stratégie de partenariat du FIDA, nous avons élaboré et mis en œuvre une série d'instruments, de formations et de procédures correspondant aux meilleures pratiques. Ces instruments ont accru la capacité du personnel de nouer des partenariats, renforcé le suivi-évaluation des partenariats, et amélioré les communications ciblées et les documents de sensibilisation du FIDA. Conformément à l'objectif de développement durable 17 (ODD17) sur les partenariats pour la réalisation des objectifs, le FIDA a lancé un processus interne visant à adapter sa stratégie de partenariat aux défis et aux possibilités découlant du nouveau paysage de développement.

Fonds supplémentaires

Les fonds supplémentaires sont des ressources apportées sous forme de dons et administrées par le FIDA à la demande de donateurs et au bénéfice des États membres en développement. Ils sont essentiellement affectés au cofinancement d'initiatives et de projets spécifiques, conformément aux indications contenues dans l'accord correspondant conclu entre le FIDA et le donateur concerné.

En 2015, le FIDA a signé des accords relatifs à des fonds supplémentaires avec la Commission européenne, l'Italie, la République de Corée et la Fondation Bill & Melinda Gates. Ces accords appuient des interventions dont les objectifs sont

divers: amélioration de la productivité du bétail; autonomisation des organisations paysannes et de leurs réseaux en Asie et dans le Pacifique; renforcement de l'impact des envois de fonds mondiaux dans les zones rurales; amélioration de la productivité agricole; accroissement des revenus, en particulier dans les contextes fragiles (comme en Somalie et dans les îles du Pacifique); et financement de recherches sur l'amélioration de la nutrition, de l'agriculture durable et de la résilience. L'Agence de coopération internationale de la République de Corée a signé son premier accord avec le FIDA, grâce auquel elle apporte des fonds supplémentaires au Fonds fiduciaire de l'ASAP. Le FIDA a aussi signé un accord avec le Fonds d'Abu Dhabi pour le développement en vue de la fourniture d'une assistance technique à la conception d'un projet en Guinée.

En outre, un accord de contribution a été signé par la FAO et le FIDA dans le cadre de l'exécution du programme Actions intégrées en nutrition et alimentation, à Madagascar. Ce programme est une composante de l'initiative lancée par l'Union européenne pour accélérer l'élimination de la pauvreté extrême et de la faim. Il est dirigé par la FAO et exécuté en partenariat avec le FIDA, le PAM et cinq ONG – HELVETAS Swiss Intercooperation, CARE International (Cooperative for Assistance and Relief Everywhere), GRET (Groupe de recherches et d'échanges technologiques), ICCO (Interchurch Organization for Development Cooperation) et Welthungerhilfe.

Le FIDA a mobilisé au total 62,6 millions d'USD de fonds supplémentaires durant l'année, et a reçu 83,8 millions d'USD au titre d'accords signés en 2015 et au cours d'années précédentes. Le tableau 3 présente les fonds supplémentaires reçus au cours de l'année 2015.

Portefeuille en cours

La valeur des investissements du FIDA dans son portefeuille de programmes et projets en cours dans les zones rurales était, en 2015, de 6,2 milliards d'USD (tableau 4). À la fin de l'année, on comptait dans les diverses régions du monde 231 programmes et projets en cours, financés par le FIDA en partenariat avec 98 gouvernements bénéficiaires. Les cofinancements externes et les fonds provenant de sources nationales pour le portefeuille en cours se sont élevés à 7,6 milliards d'USD, portant à 13,8 milliards d'USD la valeur totale de ces programmes et projets (voir la carte et le graphique à l'intérieur de la couverture).

Le portefeuille en cours d'opérations financées par des dons s'élevait, à la fin 2015, à 220,1 millions d'USD, avec 252 dons en cours d'exécution dans 112 pays. Les dons autonomes du FIDA appuient la recherche, l'innovation, le changement

institutionnel et les technologies utiles aux pauvres. Ils sont étroitement liés à nos programmes de pays, et apportent souvent un appui à l'établissement de liaisons entre différentes initiatives conduites dans un même pays. Les bénéficiaires des dons sont notamment des organismes de recherche, des centres d'excellence actifs dans le domaine de la réduction de la pauvreté rurale, des ONG, des gouvernements et des organisations du secteur privé et de la société civile. (Vous trouverez à la page 83 sur le CD-ROM davantage d'informations sur le programme de dons du FIDA, ainsi que des récits recueillis sur le terrain.)

Cofinancement des programmes et projets appuyés par le FIDA

Le cofinancement de nos partenaires a un effet multiplicateur sur la valeur des interventions de développement que nous appuyons. Il comprend les contributions nationales provenant des gouvernements bénéficiaires et des femmes et des hommes qui participent aux projets, ainsi que

les ressources apportées par les donateurs bilatéraux et multilatéraux.

De nombreux facteurs externes influent sur les niveaux de cofinancement, et les approbations peuvent varier considérablement d'une année à l'autre. En 2015, les contributions nationales aux projets nouvellement approuvés ont atteint 925,5 millions d'USD, en augmentation par rapport aux 601,0 millions d'USD de 2014 (tableau 2). Les niveaux des contributions nationales investies dans le portefeuille en cours ont connu une augmentation régulière au cours des dernières années, atteignant 4,7 milliards d'USD en 2015 (voir le graphique à l'intérieur de la couverture).

Le cofinancement multilatéral pour les projets nouvellement approuvés, qui était de 128,0 millions d'USD en 2014 est passé à 861,7 millions d'USD en 2015, et a apporté la plus grande partie du cofinancement externe pour les programmes et projets nouvellement approuvés (tableau 2 et graphique 8).

TABLEAU 3

Tableau récapitulatif des fonds supplémentaires au titre des études thématiques et de l'assistance technique, et des cofinancements reçus en 2015

Montants en millions d'USD, au taux de change fixe EUR/USD = 0,920556

Donateur	Études thématiques et assistance technique	Cofinancement (hors cofinancements parallèles)	Total
<i>CGIAR</i>	17,5	-	17,5
<i>Organisations paysannes</i>	4,7	-	4,7
<i>Coalition internationale pour l'accès à la terre</i>	-	1,6	1,6
<i>Envois de fonds</i>	3,6	-	3,6
<i>Mécanisme d'assistance technique</i>	0,1	-	0,1
<i>Burundi</i>	-	4,2	4,2
<i>Mozambique</i>	-	7,3	7,3
<i>Tunisie</i>	-	0,6	0,6
<i>Ouganda</i>	-	0,1	0,1
<i>Yémen</i>	-	6,9	6,9
Total Commission européenne	25,9	20,7	46,6
Fondation Bill & Melinda Gates	-	0,5	0,5
FAO	0,1	0,5	0,6
GAFSP: République démocratique populaire lao, Sierra Leone, Togo	-	21,9	21,9
Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires (RWEE)	1,0	-	1,0
Fonds saoudien de développement	-	0,7	0,7
Danemark	-	0,9	0,9
France	0,2	-	0,2
Allemagne	0,5	0,8	1,3
Luxembourg	0,5	-	0,5
Pays-Bas	4,0	2,1	6,1
Nouvelle-Zélande	-	0,4	0,4
République de Corée	1,5	-	1,5
Suisse	1,7	-	1,7
Autres	0,1	-	0,1
Total^a	35,5	48,5	83,8

Source: Systèmes financiers du FIDA.

GAFSP = Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire; RWEE = Autonomisation économique des femmes rurales.

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 4
Portefeuille de programmes et projets en cours par région^a
 À la fin décembre 2015

	Nombre de programmes et projets	Financement du FIDA ^b (millions d'USD)
Afrique de l'Ouest et du Centre	47	1 270,7
Afrique orientale et australe	46	1 463,1
Asie et Pacifique	66	2 142,2
Amérique latine et Caraïbes	36	535,8
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	36	773,7
Total^c	231	6 185,5

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Dans le portefeuille en cours figurent les programmes et projets approuvés, entrés en vigueur, et pas encore achevés.

^b Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils comprennent les prêts, les dons au titre du CSD, et les dons spécifiques à un pays en faveur de projets d'investissement. Les dons sans rapport avec les programmes et projets ne sont pas inclus.

^c Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 5
Financement des programmes et projets appuyés par le FIDA, 1978-2015
 Montants en millions d'USD

	1978-2006	2007-2009	2010-2012	2013-2015	2015	1978-2015
FIDA ^a	9 431,9	1 735,9	2 717,5	2 881,8	1 330,6	16 767,2
Cofinancements ^b	7 061,7	1 027,3	1 435,0	1 638,8	1 063,6	11 162,8
Contributions nationales	8 985,2	918,8	2 334,6	2 079,2	925,5	14 317,8
Total^{c, d}	25 478,8	3 682,1	6 487,1	6 599,8	3 319,7	42 247,8
Nombre de programmes et projets ^e	730	94	99	90	39	1 013

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils comprennent les prêts, les dons au titre du CSD, et les dons spécifiques à un pays en faveur de projets d'investissement. Les dons sans rapport avec les programmes et projets ne sont pas inclus.

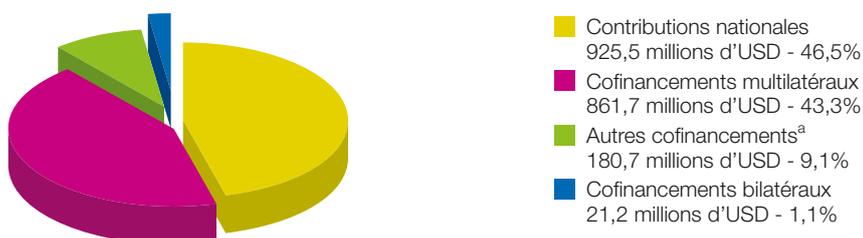
^b Ces chiffres prennent en compte les cofinancements restant à confirmer à la date d'approbation de l'opération par le Conseil d'administration.

^c Le montant total peut inclure un financement additionnel pour des programmes et projets précédemment approuvés.

^d Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^e Les programmes et projets intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

GRAPHIQUE 8
Cofinancement des programmes et projets appuyés par le FIDA, 2015
 Sur un montant total de 1 989,1 millions d'USD



Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a La catégorie "Autres cofinancements" inclut les financements utilisant un mécanisme de mise en commun de fonds ou autre mécanisme du même ordre, les financements provenant de ressources du secteur privé, et les financements restant à confirmer à la date d'approbation de l'opération par le Conseil d'administration.

Le graphique 9 présente la liste des 15 principaux cofinanceurs multilatéraux contribuant, à ce jour, aux programmes et projets dus à l'initiative du FIDA. Le Fonds de l'OPEP pour le développement international, la Banque africaine de développement, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (du groupe de la Banque mondiale) et le Fonds arabe de développement économique et social occupent les premières places de ce classement et représentent, ensemble, plus de 50% des 3,0 milliards d'USD du montant total du cofinancement multilatéral.

Le graphique 10 présente un classement des donateurs bilatéraux contribuant aux programmes et projets dus à l'initiative du FIDA; l'Espagne, les Pays-Bas, la Belgique, l'Allemagne et la France y occupent les premières places. Ensemble, ces pays ont fourni environ 70% du cofinancement bilatéral total aux projets dus à l'initiative du FIDA, soit 1,1 milliard d'USD depuis le début de nos activités en 1978.

Financement en faveur de pays et régions prioritaires

Le FIDA continue de privilégier l'aide aux pays les moins avancés et à ceux dont la sécurité alimentaire n'est pas assurée. Sur le total des financements accordés à des programmes et projets en 2015, 60% étaient destinés à des pays classés par la FAO dans

la catégorie des pays à faible revenu et à déficit vivrier, et 50% à des pays placés par l'Organisation des Nations Unies dans la catégorie des pays les moins avancés. Pour ce qui concerne la répartition régionale, les deux régions du FIDA couvrant l'Afrique subsaharienne ont reçu environ 44% des nouveaux financements pour les programmes et projets en 2015 (graphique 11). Le tableau 6 présente le financement par région depuis 1978.

Financement par secteur

Le graphique 12 montre la répartition par thème ou secteur du financement de notre portefeuille actuel. Un tiers environ des fonds du portefeuille va à l'appui de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles, donnant aux petits agriculteurs les moyens d'accroître leur production et d'utiliser les ressources naturelles de manière plus durable et plus efficiente. Environ 16% des fonds investis dans le portefeuille en cours appuient les activités de renforcement des marchés et de l'infrastructure connexe, facteurs essentiels pour que les populations rurales puissent être intégrées aux marchés et obtenir un revenu décent de leur production. La finance rurale représente 12% des fonds investis et permet aux femmes et aux hommes des zones rurales d'utiliser les services tels que le crédit, l'épargne et l'assurance afin de renforcer leurs entreprises et de gérer les risques.

TABLEAU 6
Financement du FIDA pour les programmes et projets par région, 1978-2015^{a, b}
Montants en millions d'USD

	1978-2006	2007-2009	2010-2012	2013-2015	2015	1978-2015
Afrique de l'Ouest et du Centre						
Montant total	1 660,8	265,4	592,3	587,1	184,4	3 105,5
Nombre de programmes et projets	162	20	21	18	7	221
Afrique orientale et australe						
Montant total	1 683,6	447,5	619,9	669,0	399,4	3 420,1
Nombre de programmes et projets	135	20	17	16	7	188
Asie et Pacifique						
Montant total	3 031,8	573,6	859,3	1 048,9	552,2	5 513,6
Nombre de programmes et projets	182	22	26	28	14	258
Amérique latine et Caraïbes						
Montant total	1 476,2	193,7	272,2	227,7	116,6	2 169,9
Nombre de programmes et projets	124	15	17	13	7	169
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe						
Montant total	1 579,5	255,8	373,8	349,2	78,0	2 558,2
Nombre de programmes et projets	127	17	18	15	4	177
Montant total du financement du FIDA^c	9 431,9	1 735,9	2 717,5	2 881,8	1 330,6	16 767,2
Nombre total de programmes et projets^d	730	94	99	90	39	1 013

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Le financement pour les programmes et projets comprend les prêts, les dons au titre du CSD, et les dons spécifiques à un pays pour des projets d'investissement.

^b Le montant total peut inclure un financement additionnel pour des programmes et projets précédemment approuvés.

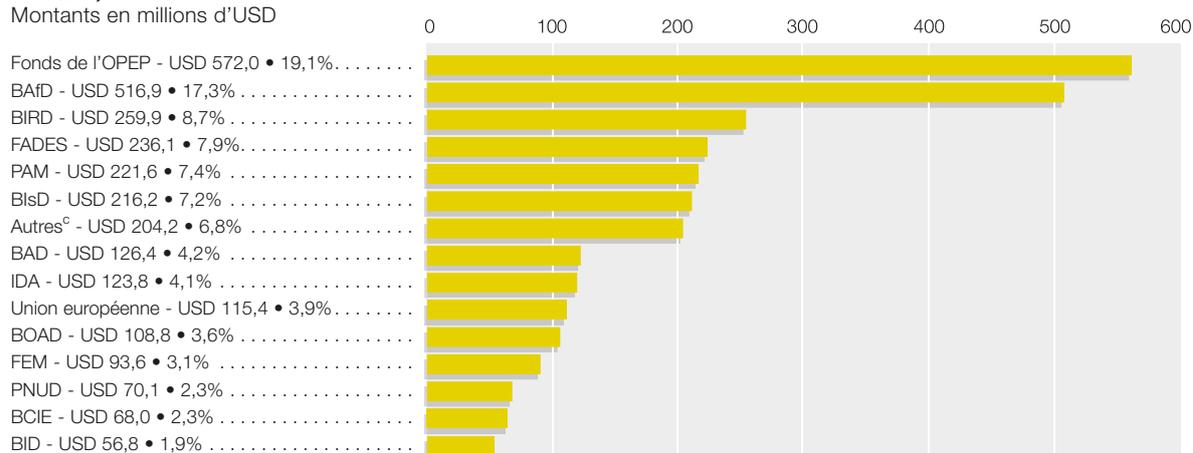
^c Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^d Les programmes et projets intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

GRAPHIQUE 9

Cofinancement par des donateurs multilatéraux des programmes et projets dus à l'initiative du FIDA, 1978-2015^{a, b}

Montants en millions d'USD



Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet soumis au Conseil d'administration. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Les montants et les pourcentages indiqués ici représentent la part de chaque donateur multilatéral dans le total du cofinancement multilatéral de 2 989,6 millions d'USD. Les chiffres ne prennent pas en compte les participations multilatérales à des financements utilisant un mécanisme de mise en commun de fonds ou autre mécanisme du même ordre.

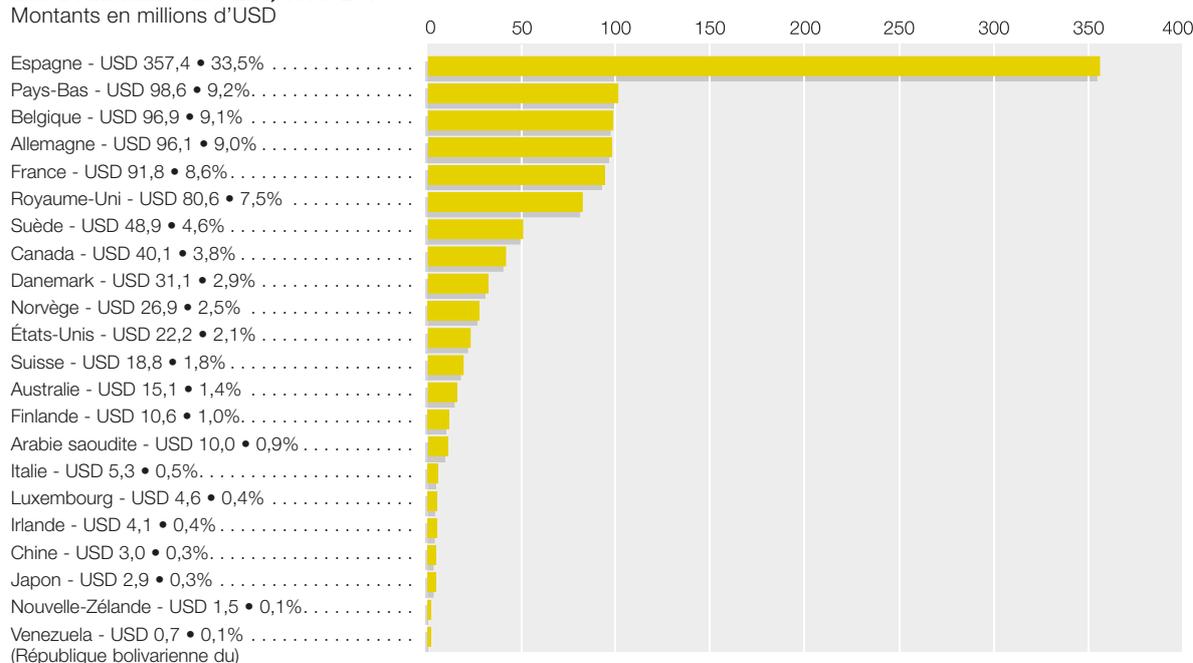
^b BAD = Banque asiatique de développement; BAfD = Banque africaine de développement; BCIE = Banque centraméricaine d'intégration économique (Banco Centroamericano de Integración Económica); BID = Banque interaméricaine de développement; BIRD = Banque internationale pour la reconstruction et le développement; BIsD = Banque islamique de développement; BOAD = Banque ouest-africaine de développement; FADES = Fonds arabe de développement économique et social; FEM = Fonds pour l'environnement mondial; IDA = Association internationale de développement; PAM = Programme alimentaire mondial; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement.

^c On compte parmi les autres cofinanciers les institutions suivantes: Société andine de développement (Corporación Andina de Fomento); Autorité arabe pour les investissements et le développement agricole; Fonds Africa; Banque arabe pour le développement économique en Afrique; Banque de développement des Caraïbes; Banque d'investissement et de développement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO); Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire; Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture; Société financière internationale; Organisation internationale du Travail; Fonds stratégique pour le climat; Fonds d'équipement des Nations Unies; Fonds des Nations Unies pour l'enfance; Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM, devenu l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes [ONU-Femmes]); Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues; Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues; et Fonds des Nations Unies pour la population.

GRAPHIQUE 10

Cofinancement par des États membres donateurs (bilatéraux) des programmes et projets dus à l'initiative du FIDA, 1978-2015^a

Montants en millions d'USD



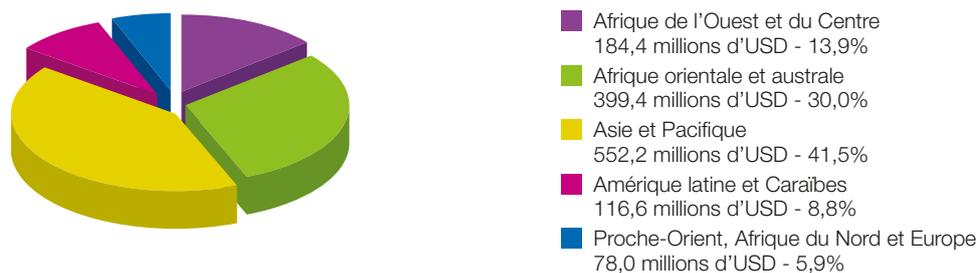
Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet soumis au Conseil d'administration. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Les montants et les pourcentages indiqués ici représentent la part de chaque donateur bilatéral dans le total du cofinancement bilatéral de 1 067,6 millions d'USD. Les chiffres ne prennent pas en compte les participations bilatérales à des financements utilisant un mécanisme de mise en commun de fonds ou autre mécanisme du même ordre.

GRAPHIQUE 11

Répartition régionale du financement des programmes et projets du FIDA approuvés en 2015^a

Sur un montant total de 1 330,6 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 12

Financement du portefeuille actuel du FIDA par secteur (fin 2015)



Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Le secteur de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles comprend l'irrigation, les parcours, la pêche, la recherche, la vulgarisation et la formation.

^b Les autres secteurs comprennent la communication, la culture et le patrimoine, l'atténuation des effets des catastrophes, la production d'énergie, le suivi-évaluation, la gestion et la coordination, et la gestion des situations d'après crise.

Répartition du financement des programmes et projets en fonction des instruments et des conditions de prêt

Les prêts assortis de conditions particulièrement favorables continuent de représenter la plus grande partie des financements destinés aux programmes et projets d'investissement (tableau 7)¹. Environ 44% des nouveaux financements approuvés au cours de l'année ont été accordés sous forme de prêts assortis de conditions particulièrement favorables – pour un montant total de 533,8 millions d'USD. Les prêts à des conditions ordinaires représentent 26,3% du total; viennent ensuite les dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD), avec 18,3%, et les prêts à des conditions mixtes, avec 11,9% (graphique 13).

En proportion de la valeur cumulée du portefeuille de financement du FIDA depuis 1978, les prêts assortis de conditions particulièrement favorables et les dons au titre du CSD représentent environ 73% du total, soit une part largement supérieure à l'objectif de deux tiers fixé dans les Principes et critères du FIDA en matière de prêts. Le tableau 8 indique la répartition des investissements en fonction des conditions de financement et par région.

Décaissements

Les décaissements au titre des prêts du FIDA et des dons au titre du CSD ont atteint, en 2015, 612,2 millions d'USD (tableaux 9 et 10). Au cours de la période 1979-2015, les décaissements au titre des prêts relevant du Programme ordinaire se sont élevés en valeur cumulée à 9 889,1 millions d'USD (soit 74% des engagements effectifs) à la fin de 2015 (tableau 11), contre 9 402,5 millions d'USD (76% des engagements effectifs) à la fin de 2014.

Gestion des liquidités, des flux de trésorerie et des politiques financières du FIDA

Le FIDA gère des liquidités et des investissements d'une valeur totale de 2,0 milliards d'USD: 1,5 milliard d'USD au titre du Programme ordinaire, et 0,5 milliard d'USD pour les programmes supplémentaires et les fonds d'affectation spéciale. En 2015, les investissements gérés en interne sont demeurés stables au niveau de 0,8 milliard d'USD, représentant 42% du total des fonds gérés. Ce montant inclut tous les fonds supplémentaires et les fonds empruntés, et une partie des ressources ordinaires.

Comme prévu, tous les types de ressources ont diminué au cours de l'année, en raison des sorties nettes, résultant d'un volume accru de décaissements et des variations de change.

En 2015, le volume des mouvements de trésorerie s'est accru, marquant une poursuite de la tendance apparue au cours de la période de FIDA8. Le volume total des mouvements de trésorerie s'est élevé à 6,8 milliards d'USD, en hausse de 13% par rapport à 2014. Le moteur principal de cette évolution réside dans l'augmentation notable des mouvements de trésorerie ne relevant pas du Programme ordinaire, qui ont atteint 3,0 milliards d'USD (alors qu'ils étaient de 2,0 milliards d'USD en 2014), tandis que les mouvements relatifs au Programme ordinaire demeuraient relativement stables à 3,8 milliards d'USD (4,0 milliards d'USD en 2014). Cette augmentation des mouvements de trésorerie ne relevant pas du Programme ordinaire résulte également d'une gestion interne plus active des placements.

Le FIDA a renforcé, à la suite d'un examen entrepris en 2014, sa gestion du risque lié aux mouvements de trésorerie en améliorant et en modernisant deux importants systèmes financiers utilisés pour la planification des ressources de l'organisation. La gestion de la trésorerie a également

¹ Les prêts actuellement accordés par le FIDA peuvent être assortis de trois types de condition: conditions particulièrement favorables (pas d'intérêt, commission de service de 0,75% et durée de remboursement de 40 ans); conditions mixtes (taux d'intérêt fixe de 1,25%, commission de service de 0,75% et durée de remboursement de 25 ans); et conditions ordinaires (taux d'intérêt variable et durée de remboursement de 15 à 18 ans).

TABLEAU 7
Récapitulatif des prêts du FIDA par conditions de prêt, et des dons au titre du CSD, 1978-2015^a

Montants en millions d'USD

	1978-2006	2007-2009	2010-2012	2013-2015	2015	1978-2015
Dons au titre du CSD						
Montant	-	401,5	680,7	457,0	224,9	1 539,2
Nombre de dons	-	43	50	33	12	126
Prêts à des conditions particulièrement favorables						
Montant	6 825,8	948,6	1 315,4	1 283,9	533,8	10 373,7
Nombre de prêts	545	55	61	62	28	723
Prêts à des conditions durcies						
Montant	-	8,5	50,6	-	-	59,1
Nombre de prêts	-	1	4	-	-	5
Prêts à des conditions intermédiaires						
Montant	1 605,8	171,4	197,4	-	-	1 974,7
Nombre de prêts	133	9	6	-	-	148
Prêts à des conditions mixtes						
Montant	-	-	-	249,5	145,9	249,5
Nombre de prêts	-	-	-	13	8	13
Prêts à des conditions ordinaires						
Montant	950,8	186,5	441,5	594,0	323,0	2 172,8
Nombre de prêts	69	17	24	25	14	135
Montant total	9 382,4	1 716,6	2 685,6	2 584,4	1 227,6	16 369,0
Nombre total de prêts, et de dons au titre du CSD^{b, c}	747	125	145	133	62	1 150

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

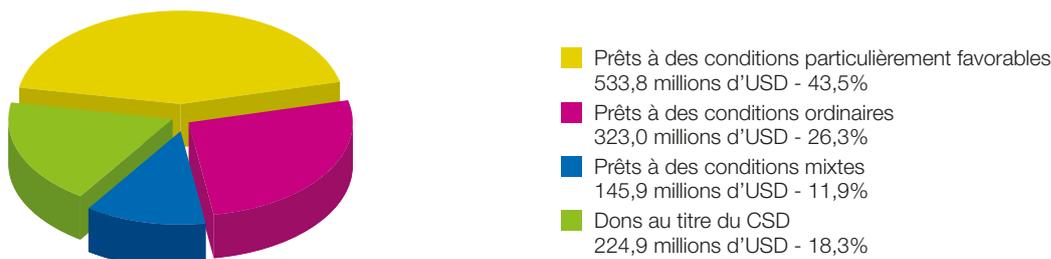
^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils comprennent les prêts au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification et les dons au titre du CSD, ainsi qu'un prêt à des conditions particulièrement favorables approuvé en 2005 en faveur de l'Indonésie et financé par le produit inutilisé d'un prêt à des conditions intermédiaires approuvé en 1997. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Un programme ou projet peut être financé par plus d'un prêt ou don au titre du CSD, ce qui explique que le nombre de prêts et de dons au titre du CSD ne correspond pas nécessairement à celui des programmes et projets figurant dans d'autres tableaux.

^c Les prêts intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

GRAPHIQUE 13
Prêts du FIDA par conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 2015^a

Sur un montant total de 1 227,6 millions d'USD



Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils incluent les prêts au titre du Programme ordinaire, ainsi que les prêts au titre du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification et les dons au titre du CSD.

été améliorée en négociant des arrangements plus favorables avec les banques du FIDA et en affinant les prévisions financières à court terme pour réduire les encaisses oisives.

Un examen indépendant de la répartition des actifs, mettant l'accent sur la gestion des liquidités, a été réalisé pour le portefeuille du FIDA à l'appui de l'examen annuel de la stratégie de placements. Cet examen a confirmé de manière générale la validité de la répartition actuelle des actifs, et déterminé qu'une diversification favorisant les actions offrirait un potentiel d'amélioration du rendement. Les recommandations ont été intégrées à l'examen annuel de l'Exposé de la Politique de placement du FIDA, approuvé par le Conseil d'administration à sa session de décembre.

En tant que coprésident, depuis 2008, du Groupe de travail du Réseau Finances et budget sur les services de trésorerie communs, le FIDA joue un rôle de chef de file dans les initiatives prises à l'échelle du système des Nations Unies en vue d'optimiser l'efficacité opérationnelle de ces services. Le FIDA héberge également le site web spécialisé, qui demeure la principale plateforme d'interaction entre ces services. La rencontre annuelle 2015 entre les membres du groupe s'est tenue au siège du FIDA, à Rome, en présence de représentants de 30 entités des Nations Unies.

Approche et soutien du FIDA en matière d'allégement de la dette et de gestion de la dette

L'allégement de la dette et la gestion de la dette apportent une importante contribution à la réduction de la pauvreté. Au cours de l'année 2015, nous avons

TABLEAU 8
Récapitulatif des prêts du FIDA par conditions de prêt et des dons au titre du CSD, par région, 1978-2015^a
Montants en millions d'USD

	Afrique de l'Ouest et du Centre	Afrique orientale et australe	Asie et Pacifique	Amérique latine et Caraïbes	Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	Total
Dons au titre du CSD						
Montant	554,5	442,7	296,7	51,2	194,1	1 539,2
Nombre de dons	41	31	25	9	20	126
Prêts à des conditions particulièrement favorables						
Montant	2 323,9	2 745,2	3 914,3	411,4	979,0	10 373,7
Nombre de prêts	207	177	212	41	86	723
Prêts à des conditions durcies						
Montant	-	-	-	-	59,1	59,1
Nombre de prêts	-	-	-	-	5	5
Prêts à des conditions intermédiaires						
Montant	105,2	108,9	607,5	488,0	665,0	1 974,7
Nombre de prêts	11	11	35	51	40	148
Prêts à des conditions mixtes						
Montant	7,7	11,1	150,3	32,2	48,2	249,5
Nombre de prêts	1	1	5	3	3	13
Prêts à des conditions ordinaires						
Montant	21,3	23,3	450,2	1 146,1	531,9	2 172,8
Nombre de prêts	3	5	11	80	36	135
Montant total	3 012,6	3 331,3	5 418,9	2 128,9	2 477,3	16 369,0
Pourcentage du total des prêts du FIDA et des dons au titre du CSD						
	18	20	33	13	15	100
Nombre total de prêts et de dons au titre du CSD^{b, c}						
	263	225	288	184	190	1 150

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils comprennent les prêts au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification et les dons au titre du CSD, ainsi qu'un prêt à des conditions particulièrement favorables approuvé en 2005 en faveur de l'Indonésie et financé par le produit inutilisé d'un prêt à des conditions intermédiaires approuvé en 1997. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Un programme ou projet peut être financé par plus d'un prêt ou don au titre du CSD, ce qui explique que le nombre de prêts et de dons au titre du CSD ne correspond pas nécessairement à celui des programmes et projets figurant dans d'autres tableaux.

^c Les prêts intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

poursuivi notre soutien total au travail mené, au niveau international, pour chercher à résoudre le problème de la dette actuelle des pays pauvres, par le biais de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE). Nous avons aussi continué à utiliser notre Cadre pour la soutenabilité de la dette afin de faire en sorte que les pays vulnérables n'accumulent pas, à l'avenir, une nouvelle dette.

Depuis le lancement de l'Initiative PPTE, de nombreux pays ont sensiblement progressé sur la voie de l'accès à l'allègement de la dette. Plus de 92% des pays répondant aux conditions requises (35 pays sur 38) ont franchi le point de décision, pouvant ainsi solliciter une aide du FIDA au titre de cette initiative, et ont atteint le point d'achèvement – stade auquel ils obtiennent une réduction complète et irrévocable de leur dette. Au total, nos engagements représentent à ce jour un allègement du service de la dette d'environ

639,4 millions d'USD en valeur nominale. Au 31 décembre 2015, le FIDA avait accordé aux 35 pays parvenus au point d'achèvement des allègements de dette d'un montant total de 439,9 millions d'USD en valeur nominale

Au cours de l'année 2015, les dons au titre du CSD ont représenté 18,3% de la valeur totale des financements approuvés pour des programmes et projets d'investissement (graphique 13). Douze dons ont été approuvés, pour un montant total de 224,9 millions d'USD (tableau 7).

TABLEAU 9
Montant annuel des décaissements des prêts au titre du Programme ordinaire, par région, 1979-2015^a
Montants en millions d'USD

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	1979-2015
Afrique de l'Ouest et du Centre	62,3	57,8	61,8	64,4	66,8	66,0	74,4	94,2	74,82	82,3	81,0	1 470,2
Afrique orientale et australe	75,9	88,6	89,4	85,4	106,4	99,4	104,3	140,4	136,19	99,1	99,2	1 886,2
Asie et Pacifique	93,1	127,2	122,0	99,1	129,2	158,0	230,7	172,2	148,02	180,6	201,5	3 450,4
Amérique latine et Caraïbes	42,3	57,4	63,4	79,1	61,6	64,0	72,9	65,7	54,21	63,5	51,2	1 488,2
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	68,0	55,9	62,1	96,1	73,5	70,1	67,3	61,9	69,35	59,3	53,7	1 594,1
Total^b	341,6	386,9	398,7	424,1	437,5	457,5	549,6	534,5	482,6	484,7	486,6	9 889,1

Source: Système prêts et dons.

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification, ni les financements sous forme de dons au titre du CSD.

^b Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 10
Montant annuel des décaissements des dons au titre du CSD, par région, 2007-2015
Montants en millions d'USD

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2007-2015
Afrique de l'Ouest et du Centre	-	0,9	1,9	9,1	23,8	36,7	49,2	46,9	42,1	210,7
Afrique orientale et australe	1,0	3,6	5,7	17,1	28,3	40,1	45,0	60,0	36,0	236,8
Asie et Pacifique	1,0	1,7	3,9	6,8	11,6	21,0	22,9	31,8	23,9	124,6
Amérique latine et Caraïbes	-	-	0,6	0,9	3,4	6,6	6,2	6,3	5,2	29,2
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	-	0,1	1,6	5,5	9,2	14,2	19,2	12,3	18,4	80,6
Dons au niveau mondial	-	0,1	-	-	-	-	-	-	-	0,1
Total^a	2,0	6,5	13,7	39,4	76,3	118,6	142,6	157,4	125,6	682,1

Source: Système prêts et dons.

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 11
Décaissement des prêts au titre du Programme ordinaire, par région et par conditions de prêt, 1979-2015^a
Montants en millions d'USD

	Conditions particulièrement favorables	Conditions intermédiaires	Conditions ordinaires	Conditions durcies	Total
Afrique de l'Ouest et du Centre					
Montant	1 392,4	60,3	17,4	-	1 470,2
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	73	89	97	-	74
Afrique orientale et australe					
Montant	1 781,4	100,7	4,1	-	1 886,2
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	72	88	18	-	73
Asie et Pacifique					
Montant	2 896,3	454,5	99,6	-	3 450,4
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	81	66	20	-	72
Amérique latine et Caraïbes					
Montant	381,8	412,2	694,2	-	1 488,2
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	94	88	68	-	79
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe					
Montant	862,2	439,8	267,1	25,0	1 594,1
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	92	72	53	52	76
Montant total	7 314,1	1 467,5	1 082,4	25,0	9 889,1
Pourcentage total de l'engagement effectif sous forme de prêts	78	75	52	52	74

Source: Système prêts et dons.

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification, ni les financements sous forme de dons au titre du CSD.



Récompenses

Réunion mondiale du personnel en 2016 et récompenses du personnel

Étant donné que l'organisation poursuit son élan décentralisateur et que ses fonctionnaires sont de plus en plus nombreux à travailler dans les bureaux de pays du FIDA à travers le monde, nous organisons tous les deux ans une réunion mondiale du personnel au siège. Le but est de permettre à toutes ces personnes de se rencontrer, de partager des idées et des expériences, et d'améliorer l'efficacité du FIDA en tant qu'organisation et en tant qu'équipe. Le slogan retenu pour la réunion mondiale du personnel 2016 était "Innover, Cibler, Agir, Oser" pour que le FIDA agisse encore plus, encore mieux et de manière encore plus avisée. Près de 600 membres du personnel étaient présents à cette réunion, parmi lesquels plus de 100 collègues venus des bureaux de pays.

Le programme des deux journées a été bien rempli: séances plénières, 45 séances thématiques en plus petits groupes et 15 stands, donnant aux participants l'occasion de recueillir des informations sur les bureaux de pays et d'autres domaines de travail, et de s'initier à de nouvelles compétences. Il y avait des jeux, et des concours à gagner. Les récompenses du personnel pour 2015 ont aussi été présentées au cours de la réunion, en reconnaissance d'un travail et d'un engagement exceptionnels à l'égard de la mission du FIDA. Les récompenses 2015 ont distingué le leadership, les projets novateurs et les initiatives extraordinaires, les facilitateurs du changement, et les collègues qui sont de remarquables représentants des valeurs fondamentales du FIDA.



Les lauréats des prix du personnel posent, lors de la réunion mondiale du personnel, avec le Président du FIDA, M. Kanayo F. Nwanze, et la Vice-Présidente adjointe, Mme Lakshmi Menon

Leadership

Shankar Achuthan-Kutty
Gernot Laganda

Projet novateur/initiative extraordinaire

Yolando Arban
Glayson Ferrari Dos Santos
Jacopo Monzini Taccone di Sitizano
Antonio Rota
Brian Thomson

Facilitation du changement

Équipe responsable des connexions pour les vidéoconférences des bureaux de pays du FIDA

Willy Ong, Chef d'équipe
Fabio Bencivenga
Roman Bezuszkó
Roberto De Tora
Francesca Garau
Matteo Giacobbe
Marco Nicotera
Luca Rotondo

Valeurs fondamentales du FIDA

Negussie Ayele
Marco Camagni
Sefika Kemura-Kulenovic
Birgit Plöckinger

Reconnaissance présidentielle

Thomas Bousios

Mention honorable

Fadi Daood

Récompenses obtenues par le FIDA

Au cours de l'année 2015, divers hommages ont été rendus au FIDA et au travail qu'il accomplit pour autonomiser les populations rurales et investir en leur faveur, et à son engagement pour un développement durable partout dans le monde et en son sein.

En janvier, le Président du FIDA, M. Kanayo F. Nwanze, s'est vu décerner le titre de Docteur ès sciences, honoris causa, par l'Université de Warwick, au Royaume-Uni, pour sa contribution significative à la réduction de la pauvreté par le biais de l'agriculture durable et du développement international. (Le texte de la conférence prononcée par M. Nwanze à l'Université de Warwick est disponible en ligne à l'adresse: http://www.ifad.org/events/op/2015/warwick_lecture.htm)

Nous avons remporté le Prix de la meilleure pratique de développement durable pour la sécurité alimentaire, attribué pour notre action de promotion du système d'intensification de la production rizicole à Madagascar. Ce système permet aux petits agriculteurs d'optimiser les rendements du riz tout en réduisant les quantités de semences, d'eau et de terre utilisées. En collaboration avec l'Université Cornell (New York, États-Unis d'Amérique) et le Ministère malgache de l'agriculture, le FIDA a commencé à promouvoir cette méthode en 1997. Le succès rencontré à Madagascar a conduit à l'adoption du système d'intensification de la production rizicole par 5 millions de petits agriculteurs dans au moins 50 pays à travers le monde. La cérémonie de remise de ce prix s'est déroulée au mois de juillet, à l'exposition universelle 2015, Expo Milano. Le concours avait été organisé par deux institutions italiennes, le Centre international des hautes études en agronomie méditerranéenne de Bari et l'École polytechnique de Milan.

Au mois d'août, une certification platine a été attribuée au FIDA dans la catégorie "Bâtiments existants: fonctionnement et maintenance" par le programme de certification Leadership in Energy and Environmental Design (LEED). Ce programme, conduit par le Green Building Council des États-Unis, est l'un des principaux systèmes mondiaux de notation pour la construction écologique. La certification platine en est le plus haut niveau et le FIDA est la première entité des Nations Unies à se voir attribuer cette certification dans la catégorie "Bâtiments existants: fonctionnement et maintenance". Dans l'esprit de l'initiative "Du

bleu au vert" lancée par les Nations Unies, nous avons entrepris, dès 2009, de rendre notre siège plus respectueux de l'environnement. Depuis lors, nous avons radicalement réduit notre consommation d'énergie, ainsi que nos émissions de carbone, qui sont passées de 5 579 tonnes à 3 930 tonnes.

En novembre, le Vice-Président du FIDA, M. Michel Mordasini, a été fait Chevalier de l'Ordre national par le Gouvernement de Madagascar, qui rendait ainsi hommage à l'engagement constant du FIDA en faveur de l'agriculture dans son pays, en particulier durant la période au cours de laquelle de nombreux autres donateurs s'étaient retirés.

Également en novembre, en Inde, la Direction de l'autonomisation des femmes du Gouvernement du Madhya Pradesh a reçu un prix Skoch pour le Programme d'autonomisation des femmes rurales (Tejaswini), dans l'État de Maharashtra, appuyé par le FIDA. Le programme intervient dans six districts ruraux du Madhya Pradesh et appuie les gouvernements des États pour l'amélioration des conditions sociales, économiques et politiques des femmes. Le Groupe Skoch est un groupe de réflexion basé en Inde et s'intéressant principalement aux questions socioéconomiques dans le cadre d'une croissance inclusive.

Le Prix du FIDA pour l'égalité entre les sexes récompense les programmes et projets innovants qui apportent des réponses à l'inégalité entre les sexes et autonomisent les femmes dans les cinq régions où intervient le FIDA. Les prix de cette année récompensent des opérations conduites au Belize, en Éthiopie, en Inde, en République de Moldova et au Sénégal (on trouvera des informations complémentaires dans les sections régionales).

Les prix 2015 ont été attribués aux programmes suivants:

- Programme de finance rurale, Belize;
- Projet communautaire de gestion intégrée des ressources naturelles, Éthiopie;
- Programme d'autonomisation des femmes rurales (Tejaswini), Inde;
- Projet de développement des services financiers ruraux et des entreprises agroalimentaires, République de Moldova;
- Projet d'appui aux filières agricoles, Sénégal.

À Sigatoka, les employés de la société Manasa Trading nettoient → et trient les aubergines avant leur exportation vers la Nouvelle-Zélande

Fidji: Projet de partenariat dans l'agriculture de haute valeur

©FIDA/Susan Beccio



RÉSUMÉ DES PROGRAMMES, PROJETS ET DONNS APPROUVÉS EN 2015

Programmes et projets

Afrique de l'Ouest et du Centre

BÉNIN: Projet d'appui au développement du maraîchage

Le Bénin connaît un déficit de production maraîchère, malgré le potentiel du pays et l'existence de débouchés commerciaux, aussi bien dans le pays que dans d'autres pays de la sous-région. Le projet, qui appuie le Plan stratégique de relance du secteur agricole, sera mis en œuvre dans les régions sud du Bénin et ciblera particulièrement des producteurs maraîchers exploitant des superficies de petite taille, des ménages agricoles vulnérables et d'autres acteurs de la filière. Il facilitera le développement de partenariats, le renforcement des capacités des parties prenantes et l'amélioration des infrastructures marchandes et de désenclavement. Il visera également à accroître la productivité et la résilience du maraîchage et à garantir l'accès aux technologies et à l'assistance technique nécessaires pour assurer la durabilité.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 16,8 millions de DTS (équivalant approximativement à 23,5 millions d'USD)

Montant approuvé du don du FIDA: 0,35 million de DTS (équivalant approximativement à 0,5 million d'USD)

Montant approuvé du don de l'ASAP: 3,2 millions de DTS (équivalant approximativement à 4,5 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 49,2 millions d'USD, dont 4,8 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 3,9 millions d'USD par les bénéficiaires et 12,0 millions d'USD par le Fonds de l'OPEP

Nombre approximatif de personnes concernées: 20 000 bénéficiaires directs

Supervision directe par le FIDA

CONGO: Projet de développement de la pêche et de l'aquaculture continentales

Le projet développera la filière de la pêche continentale pour permettre aux petits pêcheurs et aux pisciculteurs d'accroître leur marge bénéficiaire, améliorant ainsi les revenus et la sécurité alimentaire. Il apportera une contribution, sous la forme de ressources et de savoirs, pour appuyer la gestion durable des pêcheries et améliorer la productivité de la pêche, ainsi que la transformation et la commercialisation de ses produits. Il fournira aussi une assistance technique qui permettra aux petits pêcheurs de passer d'une activité de subsistance à une aquaculture plus rentable et axée sur le marché. Le projet renforcera la capacité du Ministère de la pêche et de l'aquaculture, par exemple par le biais d'une formation à la planification, à la gestion et au suivi-évaluation du secteur.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 5,5 millions de DTS (équivalant approximativement à 7,7 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 17,6 millions d'USD, dont 3,5 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 2,5 millions d'USD par les

bénéficiaires, 3,2 millions d'USD par le Fonds de l'OPEP et 0,2 million d'USD par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Nombre approximatif de personnes concernées: 5 600 ménages

Supervision directe par le FIDA

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO: Projet d'appui au secteur agricole dans la Province du Nord-Kivu (PASA-NK)

Le projet se concentre sur l'amélioration de la productivité et de la rentabilité de quatre cultures (maïs, riz, pommes de terre et café arabica) pratiquées par des petits agriculteurs dans le Nord-Kivu. Son appui renforcera les capacités des acteurs le long de différentes filières agricoles. Des plans d'affaires seront élaborés en vue d'améliorer les services fournis par les organisations de producteurs. On veillera, par exemple, à ce que les petits exploitants aient un meilleur accès aux intrants agricoles et aux marchés dont ils ont besoin pour accroître leur productivité et augmenter leurs revenus. Le PASA-NK améliorera aussi l'infrastructure rurale, en particulier par la remise en état des voies de desserte agricole en vue de réduire les coûts de transport des marchandises.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 12,1 millions de DTS (équivalant approximativement à 16,9 millions d'USD)

Montant approuvé du don du FIDA: 12,1 millions de DTS (équivalant approximativement à 16,9 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 53,0 millions d'USD, dont 5,9 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 3,5 millions d'USD par les bénéficiaires et 9,7 millions d'USD par le Fonds de l'OPEP

Nombre approximatif de personnes concernées: 28 400 ménages

Supervision directe par le FIDA

GUINÉE-BISSAU: Projet d'appui au développement économique des régions du Sud

Le projet a principalement pour but d'accroître la production agricole dans les régions de Quinara, Tombali et Bolama-Bijagos, afin d'assurer la sécurité alimentaire et la diversification des revenus. Il stimulera le potentiel de production rizicole de ces régions du Sud par la réhabilitation des ouvrages hydro-agricoles et la gestion adéquate des ressources en eau. Le projet développera en outre les activités d'élevage et de maraîchage et établira des liaisons entre les agriculteurs et les marchés grâce à la réhabilitation des pistes rurales. Il appuiera aussi des microprojets gérés par des entrepreneurs locaux (parmi lesquels plus de 40% de femmes) et générant une valeur ajoutée. Il renforcera les capacités des organisations paysannes locales, des groupes de jeunes et de femmes, et des institutions, qui joueront un rôle central dans la réalisation du projet.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 3,4 millions de DTS (équivalant approximativement à 4,7 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 19,0 millions d'USD, dont 2,3 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et 1,7 million d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 31 275 bénéficiaires directs

Supervision directe par le FIDA

LIBÉRIA: Projet de finance rurale à assise communautaire

En dépit des avancées considérables accomplies depuis la fin de la guerre civile, le Libéria demeure un État fragile qui présente des faiblesses en termes d'institutions, de politiques et de gouvernance. De plus, la flambée du virus Ebola a constitué une nouvelle cause de pression sur le pays, compromettant les gains réalisés après la fin de la guerre. Le projet a pour objectif d'améliorer durablement l'accès aux services financiers en milieu rural dans l'ensemble du pays, en particulier pour les petits entrepreneurs, les femmes et les jeunes. Il apportera un appui au redressement des institutions financières rurales à assise communautaire existantes, et à la création de plusieurs nouvelles institutions. La priorité sera accordée aux communautés à fort potentiel d'activités et déjà économiquement actives. La Banque centrale du Libéria bénéficiera aussi d'une assistance technique à l'appui de l'élaboration d'un cadre réglementaire – politiques et modèles de rapports – garantissant la participation des parties prenantes.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 4,0 millions de DTS (équivalent approximativement à 5,5 millions d'USD)

Montant approuvé du don du FIDA: 0,4 million de DTS (équivalent approximativement à 0,5 million d'USD)

Coût total du projet: estimé à 10,9 millions d'USD, dont 0,5 million d'USD seront apportés par le gouvernement national, 3,2 millions d'USD par les bénéficiaires, 1,1 million d'USD par les institutions financières rurales à assise communautaire et 0,1 million d'USD par la Banque centrale du Libéria

Nombre approximatif de personnes concernées: 24 000 bénéficiaires directs

Supervision directe par le FIDA

LIBÉRIA: Projet d'élargissement de l'arboriculture

Le secteur arboricole a longtemps été l'un des principaux pourvoyeurs d'emplois au Libéria, et il était un élément indissociable de son tissu social et de son économie. Pendant la guerre civile, le secteur arboricole a été dévasté et de nombreux exploitants ont été contraints de quitter leurs terres. Concentrant son intervention sur la filière du cacao, le projet régénérera les plantations de cacao, remettra en état les routes et améliorera la prestation de services dans le secteur, en renforçant par exemple les capacités des coopératives de producteurs et des départements ministériels. Le projet opérera dans le comté de Nimba et complétera le Projet de relance de l'arboriculture dans les petites exploitations en cours d'exécution dans le comté de Lofa. Il apporte un appui aux priorités du gouvernement et doit contribuer à l'amélioration des revenus des petits exploitants agricoles et de leurs ménages, en redynamisant l'économie rurale et en consolidant la paix.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 9,5 millions de DTS (équivalent approximativement à 13,0 millions d'USD)

Montant approuvé du don de l'ASAP: 3,3 millions de DTS (équivalent approximativement à 4,5 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 30,7 millions d'USD, dont 1,9 million d'USD seront apportés par le gouvernement national et 2,31 millions d'USD par les

bénéficiaires/le secteur privé, laissant un déficit de financement de 9,1 millions d'USD

Nombre approximatif de personnes concernées: 11 000 bénéficiaires directs

Supervision directe par le FIDA

NIGER: Programme de développement de l'agriculture familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder

L'objectif du programme est d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de renforcer la résilience face aux chocs extérieurs, et d'améliorer l'accès au marché dans les trois régions. Le ProDAF stimulera la productivité des exploitations familiales grâce à la réhabilitation et la gestion des bassins versants, aux fermes-écoles, et à l'amélioration de l'accès aux intrants agricoles (semences, engrais, matériel). Il assurera un renforcement des capacités des organisations et des institutions qui appuient le développement local participatif et les producteurs familiaux. Le ProDAF exécutera également des activités visant à élargir et sécuriser l'accès au marché grâce à un développement de l'infrastructure et de la logistique. Dans le même temps, le programme facilitera les échanges commerciaux transfrontaliers et contribuera à l'intégration des opérateurs économiques dans les plateformes de commercialisation.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 17,2 millions de DTS (équivalent approximativement à 24,2 millions d'USD)

Montant approuvé du don du FIDA: 17,2 millions de DTS (équivalent approximativement à 24,2 millions d'USD)

Montant approuvé du don de l'ASAP: 9,2 millions de DTS (équivalent approximativement à 13,0 millions d'USD)

Coût total du programme: estimé à 207,2 millions d'USD, dont 33,4 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 11,1 millions d'USD par les bénéficiaires, 8,0 millions d'USD par le FEM, 28,2 millions d'USD par la Coopération italienne, 6,0 millions d'USD par le Fonds de l'OPEP et 10,5 millions d'USD par des projets en cours du FIDA

Nombre approximatif de personnes concernées: 240 000 exploitations familiales

Supervision directe par le FIDA

Afrique orientale et australe

ANGOLA: Projet d'appui à la pêche artisanale et à l'aquaculture

Le projet sera mis en œuvre dans les provinces de Bengo, Cuanza Norte, Luanda et Malange, dans la région centre-nord de l'Angola. Il a pour principal objectif d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition parmi les ménages de pêcheurs artisanaux et de pisciculteurs. Le projet abordera aussi les questions relatives au changement climatique, d'une importance toute particulière pour les pêches et l'aquaculture. Un appui technique sera apporté aux aquaculteurs, qui seront encouragés à accroître leur production à mesure des progrès du projet. Il est prévu que certains pisciculteurs investiront leurs bénéfices dans leur ferme aquicole, et transformeront leur activité de subsistance en une entreprise plus commerciale.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 7,9 millions de DTS (équivalant approximativement à 11,1 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 12,1 millions d'USD, dont 1,0 million d'USD seront apportés par le gouvernement national

Nombre approximatif de personnes concernées: 15 800 ménages
Supervision directe par le FIDA

BURUNDI: Programme de développement des filières – Phase II (PRODEFI II)

PRODEFI II, dont le but est d'améliorer la sécurité alimentaire et augmenter les revenus des ménages, sera exécuté dans huit provinces. Le programme est conçu de manière à intensifier l'agriculture et l'élevage, de structurer les filières lait et riz, et de promouvoir l'emploi des jeunes. Il cherchera également à augmenter la résilience des systèmes locaux de production face au changement climatique. Le renforcement des capacités au sein du Ministère de l'agriculture et de l'élevage contribuera à améliorer le suivi et la planification des activités du programme. Intervenant en coopération avec des institutions tant publiques que privées, le programme contribuera à créer une organisation communautaire inclusive et des liens institutionnels appuyant les petits producteurs tout au long de la filière.

Montant approuvé du don du FIDA: 26,1 millions de DTS (équivalant approximativement à 36,6 millions d'USD)

Montant approuvé du don de l'ASAP: 3,51 millions de DTS (équivalant approximativement à 4,9 millions d'USD)

Coût total du programme: estimé à 44,8 millions d'USD, dont 3,1 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et 0,3 million d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 33 450 ménages
Supervision directe par le FIDA

KENYA: Programme de renforcement de la production céréalière au Kenya – Guichet d'appui à des moyens de subsistance agricoles résilients face au changement climatique

Le Kenya est un pays à déficit vivrier qui importe jusqu'à 20% de ses besoins annuels en céréales, et la sécurité alimentaire reste un défi majeur pour le gouvernement. Le programme abordera ce défi en renforçant la résilience des petits exploitants face au changement climatique et en développant leur capacité à gérer les ressources naturelles de manière durable afin d'accroître les niveaux de productivité. Il améliorera aussi la gestion post-production et l'intégration aux marchés et appuiera l'adoption de pratiques agricoles plus rentables et à plus forte orientation commerciale. Les agriculteurs bénéficieront d'un meilleur accès aux services financiers, ce qui accroîtra leur capacité d'acquérir des intrants agricoles de meilleure qualité et de réinvestir dans leurs propres entreprises.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 43,8 millions de DTS (équivalant approximativement à 61,8 millions d'USD)

Montant approuvé du don du FIDA: 2,0 millions d'USD

Montant approuvé du don de l'ASAP: 7,1 millions de DTS (équivalant approximativement à 10,0 millions d'USD)

Coût total du programme: estimé à 118,0 millions d'USD, dont 1,5 million d'USD seront apportés par le gouvernement national, 29,1 millions d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 9,5 millions d'EUR par l'Union européenne (équivalant approximativement à 11,9 millions d'USD) et 1,9 million d'USD par des institutions financières

Nombre approximatif de personnes concernées: 100 000 petits exploitants agricoles

Supervision directe par le FIDA

MADAGASCAR: Projet d'appui au développement de Menabe et Melaky – Phase II

La deuxième phase du projet poursuivra ses opérations dans les régions de Menabe et Melaky, et reproduira à plus grande échelle les systèmes performants de production des exploitations agricoles familiales, en particulier ceux qui ont acquis un certain degré de résilience au changement climatique. Le projet aménagera des périmètres hydro-agricoles et de nouvelles superficies de terres. Il améliorera aussi l'accès des producteurs aux marchés rémunérateurs dans les filières prioritaires. On prévoit que cette phase du projet mettra à profit l'important potentiel agroéconomique de la zone et l'utilisera comme moyen d'accroître les revenus et la sécurité alimentaire.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 24,5 millions de DTS (équivalant approximativement à 34,4 millions d'USD)

Montant approuvé du don de l'ASAP: 4,2 millions de DTS (équivalant approximativement à 6,0 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 56,7 millions d'USD, dont 7,7 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 1,2 million d'USD par les bénéficiaires et 7,5 millions d'USD à titre de cofinancement par le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID)

Nombre approximatif de personnes concernées: 57 000 ménages

Supervision directe par le FIDA

MALAWI: Programme de développement de l'irrigation dans les zones rurales

L'exécution du programme aura pour cadre deux pôles régionaux, dans les régions nord et sud du Malawi. Il se concentrera sur une amélioration d'ensemble de la sécurité alimentaire, qui passera par la mise au point de systèmes de conservation et de gestion de la terre et de l'eau. On prévoit que les systèmes améliorés, tant en mode irrigué qu'en mode pluvial, augmenteront de façon substantielle la productivité agricole, la sécurité alimentaire et les revenus. Le programme encouragera les bonnes pratiques agricoles intelligentes face au climat, telles que les systèmes d'information météorologique/climatique, la lutte intégrée contre les ravageurs et l'optimisation de l'irrigation. L'accès au marché sera élargi, et les liaisons avec le secteur privé seront établies ou renforcées.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 19,3 millions de DTS (équivalant approximativement à 26,5 millions d'USD)

Montant approuvé du don du FIDA: 19,4 millions de DTS (équivalant approximativement à 26,5 millions d'USD)

Montant approuvé du don de l'ASAP: 5,2 millions de DTS (équivalant approximativement à 7,0 millions d'USD)

Coût total du programme: estimé à 84,0 millions d'USD, dont 13,1 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 7,3 millions d'USD en nature par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 0,5 million d'USD par le Ministère britannique du développement international et 3,0 millions d'USD par le secteur privé

Nombre approximatif de personnes concernées: 17 500 ménages

Supervision directe par le FIDA

SWAZILAND: Projet d'appui à la production agricole familiale induite par le marché

Bien que le Swaziland soit classé parmi les pays à revenu intermédiaire, plus de 60% de la population vit sous le seuil de pauvreté. Ce projet contribuera à la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire parmi les petits exploitants agricoles des régions de Lumbombo et de Shiselweni. Il cherchera à établir, dans les chefferies concernées, des processus participatifs de planification et de prise de décisions. Il investira également dans les infrastructures de conservation des sols et de l'eau, par exemple en réhabilitant des barrages et en installant des équipements de collecte de l'eau de pluie. En leur apportant une assistance technique, le projet aidera les petits agriculteurs à accroître la productivité des cultures et de l'élevage.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 8,5 millions d'EUR (équivalant approximativement à 9,6 millions d'USD)

Montant approuvé du don du FIDA: 0,4 million de DTS (équivalant approximativement à 0,5 million d'USD)

Coût total du projet: estimé à 21,1 millions d'USD, dont 6,6 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 0,6 million d'USD par le secteur privé et 3,8 millions d'USD par des cofinanceurs

Nombre approximatif de personnes concernées: 55 250 ménages

Supervision directe par le FIDA

RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE: Programme de développement communautaire durable et d'appui à l'infrastructure sucrière de Bagamoyo

La canne à sucre est la deuxième culture la plus importante de la Tanzanie, et le secteur sucrier constitue l'une des plus importantes branches d'activité agroalimentaires. Néanmoins, le pays importe encore, chaque année, plus de la moitié de ses besoins en sucre. Ce programme permettra aux petits exploitants agricoles de Bagamoyo de participer de façon plus rentable aux systèmes de plantations satellites établis grâce à l'investissement étranger direct et à l'appui du gouvernement. Il appuiera également l'ensemble de la communauté ne participant pas au secteur sucrier et s'attachera à créer les conditions garantissant que les avantages découlant de l'investissement sucrier sont à la fois bien gérés et durables, et que l'ensemble du développement de la communauté est résilient face au climat.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 40,3 millions de DTS (équivalant approximativement à 56,6 millions d'USD)

Montant approuvé du don de l'ASAP: 7,1 millions de DTS (équivalant approximativement à 10,0 millions d'USD)

Coût total du programme: estimé à 136,5 millions d'USD, dont 15,4 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 4,6 millions d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 30,1 millions d'USD par la Banque africaine de développement et 19,9 millions d'USD par des banques privées
Nombre approximatif de personnes concernées: 90 000 bénéficiaires
Supervision directe par le FIDA

Asie et Pacifique

AFGHANISTAN: Appui en faveur du programme prioritaire national 2

Le programme sera initialement mis en œuvre dans trois provinces pilotes (Balkh, Herat et Nangarhar), avant d'être élargi à d'autres zones géographiques dans les phases suivantes. Son objectif principal est de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la situation économique des ménages ruraux pauvres vivant dans les trois provinces. Il est prévu que le programme parviendra à accroître durablement les revenus des petits agriculteurs et éleveurs, grâce à l'amélioration de la productivité, des infrastructures et de l'intégration aux marchés. Il développera également les capacités des institutions publiques et des organisations paysannes et supervisera la mise en œuvre des investissements stratégiques à l'appui du maraîchage et de l'élevage de bétail, ce qui devrait contribuer à renforcer la sécurité alimentaire.

Montant approuvé du don du FIDA: 34,5 millions de DTS (équivalent approximativement à 48,5 millions d'USD)

Coût total du programme: estimé à 54,8 millions d'USD, dont 1,7 million d'USD seront apportés par le gouvernement national (Ministère des finances), 2,1 millions d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 2,5 millions d'USD par le Mécanisme d'appui aux micro-investissements en Afghanistan

Nombre approximatif de personnes concernées: 57 000 ménages
Supervision directe par le FIDA

BANGLADESH: Programme national d'appui aux techniques agricoles – Projet phase II

Cette phase du programme sera exécutée dans 57 districts du Bangladesh, y compris ceux déjà couverts par la phase I. Le programme a pour objectif d'accroître la productivité des petits paysans, marginalisés ou sans terre, et spécialement les femmes. Il appuiera, par exemple, la mise au point de techniques agricoles par l'intermédiaire du Système national de recherche agricole du Bangladesh, et la création d'un fonds d'innovation agricole. Le programme encouragera le développement des cultures, notamment par la participation du secteur privé au secteur agroalimentaire et par des investissements dans les infrastructures. Dans le secteur des pêches, un appui sera fourni pour favoriser l'accroissement de la productivité, de la qualité et de la production et promouvoir la gestion communautaire des pêches.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 17,0 millions de DTS (équivalant approximativement à 23,8 millions d'USD)

Coût total du programme: estimé à 214,0 millions d'USD, dont 6,7 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 6,5 millions d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 176,0 millions d'USD par la Banque mondiale et 7,4 millions d'USD par l'Agence des États-Unis pour le développement international

Nombre approximatif de personnes concernées: 1 million de ménages

Institution coopérante: Banque mondiale

BHOUTAN: Programme d'amélioration de l'agriculture commerciale et de la résilience des moyens d'existence

Le programme sera, dans un premier temps, mis en œuvre dans six des districts les plus pauvres de l'est du Bhoutan puis, si les résultats sont positifs, étendu à d'autres districts du centre et du sud-ouest du pays. Le but du programme est d'accroître durablement les revenus des petits agriculteurs, en mettant l'accent sur les filières de production maraîchère et laitière, en développant la production végétale et animale résiliente face au climat, et en renforçant l'intégration dans les filières et les systèmes de commercialisation à l'échelle nationale. Les femmes et les jeunes seront encouragés à y participer. Le programme renforcera également la capacité des petits exploitants et de leurs organisations de commercialiser leur production dans le cadre des filières nationales.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 5,9 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,3 millions d'USD)

Montant approuvé du don du FIDA: 0,8 million de DTS (équivalant approximativement à 1,1 million d'USD)

Montant approuvé du don de l'ASAP: 3,6 millions de DTS (équivalant approximativement à 5,0 millions d'USD)

Coût total du programme: estimé à 31,6 millions d'USD, dont 5,8 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 0,7 million d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 4,8 millions d'USD par la société Food Corporation of Bhutan Ltd

Nombre approximatif de personnes concernées: 28 975 ménages

Supervision directe par le FIDA

CHINE: Projet de lutte contre la pauvreté dans la région montagneuse du Qinghai Liupan

Le projet sera exécuté dans sept cantons de la partie orientale de la province de Qinghai. Il se concentrera sur les petits exploitants agricoles pauvres qui ont la capacité potentielle de fournir des produits à haute valeur marchande et sur les personnes pauvres défavorisées mais économiquement capables, en particulier les femmes et les minorités ethniques. Le projet appuiera la création d'infrastructures résilientes face au climat, par exemple en améliorant les systèmes d'irrigation et l'utilisation de l'eau d'irrigation. Il contribuera au renforcement de l'agriculture orientée vers le marché par le développement des cultures commerciales, de la culture d'arbres d'intérêt économique, et de l'élevage, et en améliorant l'accès aux marchés. Le projet contribuera aussi à accroître la capacité des groupes défavorisés de participer à des activités extra-agricoles génératrices de revenus.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 38,8 millions d'EUR (équivalant approximativement à 42,5 millions d'USD)

Montant approuvé du don du FIDA: 0,7 million de DTS (équivalant approximativement à 1,0 million d'USD)

Coût total du projet: estimé à 125,3 millions d'USD, dont 42,5 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 13,6 millions d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancements attendus, 7,2 millions d'USD par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), 3,5 millions d'USD par des coopératives et des petites et microentreprises agricoles, et 15,1 millions d'USD par des banques et des institutions de financement

Nombre approximatif de personnes concernées: 128 000 ménages

Supervision directe par le FIDA

FIDJI: Projet en faveur des partenariats agricoles aux Fidji

Le projet entend bénéficier aux ménages agricoles se livrant à une exploitation à petite échelle ou de semi-subsistance des îles Fidji en améliorant les politiques, les procédures et services relatifs au secteur agroalimentaire, et en développant les services fournis par les prestataires privés (commerçants, transformateurs, transporteurs). Il visera à réduire les difficultés, particulièrement parmi les communautés les plus pauvres vivant dans les hautes terres éloignées de Viti Levu. Le projet appuiera les efforts du gouvernement visant à accroître la capacité du secteur public de promouvoir le secteur agroalimentaire, en assurant par exemple la formation de personnel et en favorisant la concertation entre les parties prenantes au sein des filières pertinentes. Il apportera aussi une assistance aux petites et moyennes entreprises travaillant avec des petits exploitants et encouragera l'agriculture en tant qu'activité commerciale viable pour les communautés des hauts plateaux.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 3,1 millions d'EUR (équivalant approximativement à 3,5 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 6,0 millions d'USD, dont 1,0 million d'USD seront apportés par le gouvernement national, 0,6 million d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 0,9 million d'USD par des institutions financières

Nombre approximatif de personnes concernées: 2 000 ménages

Supervision directe par le FIDA

INDE: Programme d'autonomisation et d'amélioration des moyens de subsistance des groupes tribaux particulièrement vulnérables dans l'État d'Odisha

Le programme s'appuie sur l'expérience du précédent Programme d'autonomisation et de promotion des moyens de subsistance des populations tribales de l'Orissa et sera exécuté dans 12 districts de l'État d'Odisha, où vivent de très nombreux groupes tribaux particulièrement vulnérables. Son objectif primordial est d'améliorer les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des ménages en assurant, par exemple, leurs droits sur la terre et la forêt, en améliorant leurs pratiques agricoles, et en garantissant leur accès à des services tels que la santé et l'éducation. Le programme contribuera également à l'autonomisation des communautés, à la gestion des ressources naturelles, et au développement de l'infrastructure communautaire pour appuyer les activités productives et l'accès au

marché, et pour améliorer l'accès à l'eau potable et les installations d'assainissement dans les villages participants.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 36,4 millions de DTS (équivalant approximativement à 51,2 millions d'USD)

Coût total du programme: estimé à 130,4 millions d'USD, dont 76,2 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et 3,0 millions d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 62 370 ménages
Supervision directe par le FIDA

INDONÉSIE: Projet intégré de développement et de gestion participatifs de l'irrigation

Le projet se concentrera initialement sur 16 provinces, réparties dans diverses régions de l'Indonésie. Il visera à promouvoir la durabilité de l'agriculture irriguée dans les zones cibles, contribuant ainsi à améliorer la sécurité alimentaire, les revenus et les moyens d'existence. Il apportera, par exemple, un appui aux améliorations de la productivité agricole et des services par la promotion de la diffusion des savoirs "de paysan à paysan", de l'intensification et de la diversification des cultures, et d'un meilleur accès à des semences de bonne qualité et aux moyens de les entreposer. Il établira un meilleur accès aux services financiers, donnera la priorité à l'innovation dans les filières locales et encouragera les partenariats avec des fournisseurs privés d'intrants agricoles. Le projet coopérera avec les associations d'usagers de l'eau pour améliorer le fonctionnement et la gestion des systèmes d'irrigation dans toutes les zones du projet.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 93,2 millions d'EUR (équivalant approximativement à 98,5 millions d'USD)

Montant approuvé du don du FIDA: 1,4 million d'EUR (équivalant approximativement à 1,5 million d'USD)

Coût total du projet: estimé à 802,4 millions d'USD, dont 102,4 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et, à titre de cofinancement, 600,0 millions d'USD par la Banque asiatique de développement

Nombre approximatif de personnes concernées: 900 000 ménages
Supervision directe par le FIDA

MYANMAR: Projet de promotion des agro-industries dans les États de l'Est

Le projet élaborera un modèle inclusif, durable et reproductible à plus grande échelle d'agriculture familiale et d'agroforesterie communautaire dans les États de Kayin et Shan, dans la partie orientale du pays. Il supervisera les investissements stratégiques en faveur de la mise en valeur des terres par le biais d'un processus participatif qui contribuera à l'autonomisation des agriculteurs. On prévoit que les investissements dans le secteur de l'agroforesterie communautaire réalisés dans le cadre du projet pourront améliorer les conditions de vie, générer des avantages économiques pour les villages des zones forestières et des hautes terres, et réduire l'empiètement sur la forêt primaire. Le projet améliorera aussi l'accès aux savoirs, aux technologies et aux services qui devraient contribuer à optimiser les avantages de ses investissements stratégiques.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 20,0 millions de DTS (équivalant approximativement à 27,6 millions d'USD)

Montant approuvé du don du FIDA: 1,1 million de DTS (équivalant approximativement à 1,5 million d'USD)

Coût total du projet: estimé à 65,2 millions d'USD, dont 4,9 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 2,0 millions d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 29,2 millions d'USD de l'Export-Import Bank of Korea (KEXIM)²

Nombre approximatif de personnes concernées: 62,400 ménages

Supervision directe par le FIDA

NÉPAL: Projet de promotion des entreprises rurales et des envois de fonds - Samriddhi³

Les activités du projet, qui seront concentrées dans 16 districts des régions de l'Est et du Centre, ont pour but principal de parvenir à une paix durable grâce à un développement économique équitable et inclusif. Le projet interviendra, dans les zones rurales, aux côtés des microentreprises, des entreprises artisanales et des petites entreprises, ainsi que des entrepreneurs potentiels, des ménages pauvres et migrants et des migrants en phase de réinsertion, pour établir des sources durables de revenus. L'expansion ou la création d'entreprises bénéficiera d'un appui. Des services financiers plus accessibles et inclusifs seront également mis à disposition, et des systèmes de partage du risque seront élaborés pour faire face à l'absence de garanties, qui constitue un facteur limitant très répandu parmi les petites entreprises.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 15,5 millions de DTS (équivalant approximativement à 21,8 millions d'USD)

Montant approuvé du don du FIDA: 12,0 millions de DTS (équivalant approximativement à 16,8 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 68,2 millions d'USD, dont 9,0 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 6,6 millions d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 13,7 millions d'USD par le secteur privé

Nombre approximatif de personnes concernées: 179 000 bénéficiaires

Supervision directe par le FIDA

PAKISTAN: Initiative de transformation économique – Gilgit-Baltistan

Le programme sera exécuté dans la région reculée de haute montagne du Gilgit-Baltistan, où la pauvreté persiste à cause des difficultés d'accès aux marchés, du manque d'accès au crédit, aux services d'appui et aux intrants agricoles, de la petite taille des exploitations, et de la rareté des possibilités d'emploi. Il a pour objectifs principaux d'améliorer l'infrastructure productive de la région, de développer des filières pour les principales productions agricoles, et d'appuyer l'introduction de politiques favorables. Le programme adoptera une approche impulsée par la communauté et sensible aux besoins des populations pauvres de la région, en particulier des jeunes. Les préoccupations relatives à l'égalité entre les

² Sous réserve de l'issue positive des négociations entre le Gouvernement de la République de l'Union du Myanmar et la KEXIM.

³ *Samriddhi* est un mot népalais qui signifie prospère ou économiquement aisé.

sexes et à la nutrition seront considérées comme prioritaires dans les processus de participation à l'élaboration des politiques.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 48,6 millions de DTS (équivalant approximativement à 67,0 millions d'USD)

Coût total du programme: estimé à 120,1 millions d'USD, dont 23,6 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 6,5 millions d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement – à déterminer – 23,0 millions d'USD

Nombre approximatif de personnes concernées: 100 000 ménages et 100 entrepreneurs

Supervision directe par le FIDA

PHILIPPINES: Projet relatif à la pêche, aux ressources côtières et aux moyens d'existence (FishCORAL)

Le projet interviendra dans des communautés côtières choisies dans 14 provinces des Philippines sur la base d'une approche écosystémique. Il aidera les communautés à adopter une gestion durable des ressources halieutiques et côtières, qui devrait entraîner une augmentation de l'ensemble des stocks et améliorer, par conséquent, les moyens d'existence. FishCORAL contribuera aux efforts visant à prévenir la surpêche et à proposer de nouveaux moyens maritimes et terrestres de génération de revenus, comme la production et la transformation d'algues. Les équipes chargées de faire respecter la loi sur la pêche bénéficieront aussi d'un appui. Les plans de gestion des ressources côtières seront actualisés dans le cadre d'un processus participatif associant les communautés de pêcheurs, les organisations populaires, les instances du secteur privé et les autorités locales.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 27,3 millions d'EUR (équivalant approximativement à 30,0 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 43,1 millions d'USD, dont 11,8 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et 1,3 million d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 188 000 ménages

Supervision directe par le FIDA

PHILIPPINES: Projet de convergence sur le renforcement des filières en faveur de la croissance et de l'autonomisation du milieu rural (CONVERGE)

Le projet ciblera un certain nombre de provinces de trois régions situées à l'ouest, au nord et au nord-est de l'île de Mindanao. Il s'adressera principalement aux travailleurs ruraux, aux bénéficiaires de la réforme agraire et à d'autres petits exploitants afin d'accroître leur productivité et leur compétitivité, avec pour but d'ensemble de leur donner les moyens de contribuer à la croissance économique des zones rurales. Le projet cherchera à inclure les jeunes chômeurs ou sous-employés, les femmes, les peuples autochtones, les partenaires pour le développement d'entreprises et les organisations populaires intervenant dans les filières choisies. Les plans de développement des entreprises participant aux filières seront élaborés suivant un processus participatif afin de déterminer les lacunes existantes et les investissements nécessaires. Une assistance technique sera également fournie pour appuyer des activités telles que les analyses du sol et les essais de produits, et pour faciliter l'adaptation au changement climatique, la sensibilisation aux questions environnementales, l'adoption de bonnes pratiques

agricoles, et l'actualisation de stratégies pour renforcer le développement d'entreprises. Le projet facilitera le financement des dépenses d'équipement nécessaires et l'amélioration des infrastructures en rapport avec les filières concernées.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 22,8 millions d'EUR (équivalant approximativement à 25,0 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 52,5 millions d'USD, dont 9,6 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et 17,9 millions d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 300 510 agriculteurs
Supervision directe par le FIDA

ÎLES SALOMON: Programme de développement rural – Phase II

La Phase II du programme continuera d'appuyer la mise en œuvre de la Stratégie de développement agricole et rural, et mettra l'accent sur l'amélioration de l'infrastructure et des services dans les zones rurales, et sur le renforcement des liaisons entre les ménages pratiquant une agriculture familiale et les marchés. Des dons en faveur du développement communautaire seront octroyés pour les infrastructures répondant à des besoins prioritaires (routes, ponts, jetées et installations d'entreposage) et pour le renforcement des capacités et la formation (par exemple à l'ingénierie et aux services techniques). Les communautés de Guadalcanal bénéficieront aussi d'un accès à des dons spéciaux destinés à la réparation ou la reconstruction des infrastructures touchées par les inondations d'avril 2014.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 1,6 million de DTS (équivalant approximativement à 2,3 millions d'USD)

Montant approuvé du don du FIDA: 1,6 million de DTS (équivalant approximativement à 2,3 millions d'USD)

Coût total du programme: estimé à 62,6 millions d'USD, dont 6,8 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 4,8 millions d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 5,0 millions d'USD par l'Association internationale de développement (IDA), 4,0 millions d'USD par le guichet de réponse aux crises de l'IDA, 13,3 millions d'USD par le Ministère des affaires étrangères et du commerce (Australie), et 13,0 millions d'USD par l'Union européenne/11^e Fonds européen de développement

Nombre approximatif de personnes concernées: 68 600 ménages
Supervision directe par le FIDA

SRI LANKA: Projet de relance des petites plantations de thé et de caoutchouc

La zone d'intervention du projet couvrira huit districts du centre et du sud de Sri Lanka et mettra l'accent sur les petits exploitants producteurs de thé ou de caoutchouc. L'objectif est de donner aux petits exploitants les moyens d'accroître leur productivité, leur rentabilité et leur résilience, et par conséquent leurs revenus et leur sécurité alimentaire. Le projet veillera à ce que 30% au moins des participants soient des femmes. Il encouragera une meilleure organisation des producteurs de thé et de caoutchouc, grâce à laquelle ils devraient améliorer leur productivité et leur commercialisation et, en fin de compte, leur durabilité. Des services financiers ruraux plus inclusifs seront proposés pour faciliter l'accès des

participants aux financements bancaires disponibles au profit de la production, de la récolte et de la commercialisation du thé et du caoutchouc.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 18,5 millions de DTS (équivalant approximativement à 25,8 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 65,4 millions d'USD, dont 32,8 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 3,6 millions d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 3,3 millions d'USD par la Banque de Ceylan et la Banque du peuple

Nombre approximatif de personnes concernées: 32 000 ménages

Supervision directe par le FIDA

Amérique latine et Caraïbes

ARGENTINE: Programme d'appui à l'intégration des producteurs familiaux du Nord de l'Argentine dans l'économie (PROCANOR)

Le programme a pour objectif d'intégrer les petits producteurs des régions du nord de l'Argentine dans des filières plus dynamiques et plus durables. Il s'attachera à développer des marchés plus inclusifs et à assurer une formation commerciale aux producteurs et à leurs familles. Le PROCANOR appuiera aussi la recherche et mettra au point des technologies à l'intention des petits exploitants. Il conduira une étude sur les marchés financiers ruraux dans la zone cible et mettra en œuvre une initiative pilote d'assurance pour les petits exploitants. Une approche participative sera adoptée pour le renforcement des organisations et l'amélioration des capacités de production des familles de producteurs afin qu'elles soient en mesure de participer plus efficacement et activement à tous les maillons de la filière.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 22,9 millions d'EUR (équivalant approximativement à 24,2 millions d'USD)

Montant approuvé du don du FIDA: 0,3 million d'EUR (équivalant approximativement à 0,3 million d'USD)

Coût total du programme: estimé à 39,2 millions d'USD, dont 11,5 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et 3,2 millions d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 8 000 familles

Supervision directe par le FIDA

BOLIVIE (ÉTAT PLURINATIONAL DE): Programme de renforcement intégral de la filière des camélidés dans le haut plateau bolivien

Le programme vise à améliorer les conditions de vie des familles en lien avec la production des camélidés dans un certain nombre de municipalités du haut plateau. Il contribuera à réduire la malnutrition des enfants et la pauvreté rurale. Le programme devrait également accroître les actifs productifs et financiers des participants et de leurs familles, et améliorer leur intégration dans les filières des camélidés. Les éleveurs de camélidés recevront un appui qui leur permettra d'améliorer la commercialisation des produits transformés (fibres, viande et peaux, par exemple). Le programme veillera également à ce que les ressources naturelles soient gérées de manière durable.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 12,9 millions de DTS (équivalant approximativement à 17,9 millions d'USD)

Coût total du programme: estimé à 38,8 millions d'USD, dont 16,5 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et 4,3 millions d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 64 000 familles rurales
Supervision directe par le FIDA

ÉQUATEUR: Projet de renforcement des acteurs ruraux de l'économie populaire et solidaire (FAREPS)

Le projet sera axé sur les familles du sud-est de l'Équateur, où les niveaux de besoins élémentaires non satisfaits, dans les domaines social, économique et de la vulnérabilité face au climat, sont particulièrement élevés. Le FAREPS vise à accroître l'emploi et augmenter les revenus dérivés des activités agricoles et non agricoles dans la zone du projet. Le projet renforcera les capacités des organisations de producteurs et s'attachera à améliorer les politiques régissant leur accès aux ressources, aux services et aux marchés qui leur sont nécessaires. Il comprendra aussi des activités appuyées par un don de l'ASAP et conçues pour améliorer la résilience face au climat, tant des bénéficiaires que des investissements.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 14,3 millions d'EUR (équivalant approximativement à 15,9 millions d'USD)

Montant approuvé du don de l'ASAP: 2,85 millions de DTS (équivalant approximativement à 4,0 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 36,0 millions d'USD, dont 12,0 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et 4,1 millions d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 20 000 familles rurales
Supervision directe par le FIDA

EL SALVADOR: Programme national de transformation économique des zones rurales pour "bien vivre" – Rural Adelante

La première phase du programme sera exécutée dans la région est d'El Salvador, qui fait partie du corridor sec et souffre de phénomènes cycliques de sécheresse. Les activités du programme sont conçues pour accroître la productivité et la résilience de la zone d'intervention, et comprendront un service d'information sur le changement climatique, des plans d'adaptation au changement climatique, et une formation technique proposée aux jeunes comme aux adultes. La priorité sera accordée aux femmes, aux jeunes et aux populations autochtones. Le programme a pour objectif de développer des filières compétitives, durables et inclusives en encourageant les parties concernées – fournisseurs d'intrants et prestataires de services financiers, par exemple – à nouer des partenariats stratégiques qui seront utiles à la coordination des services et d'autres liaisons. Le programme encouragera également la participation à l'élaboration des politiques en faveur du développement rural.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 10,9 millions d'EUR (équivalant approximativement à 12,1 millions d'USD)

Montant approuvé du don de l'ASAP: 3,6 millions de DTS (équivalant approximativement à 5,0 millions d'USD)

Coût total du programme: estimé à 18,7 millions d'USD, dont 0,5 million d'USD seront apportés par le gouvernement national et 1,1 million d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 8 300 personnes

Supervision directe par le FIDA

MEXIQUE: Projet d'inclusion productive en milieu rural

Ce projet sera exécuté dans trois États fédéraux du Mexique, choisis sur la base de critères tels que l'incidence de la pauvreté, la présence de populations autochtones et la proximité de centres peuplés susceptibles de devenir des marchés. Il ciblera les familles rurales qui participent déjà au programme Prospera, le plus grand programme national de transferts monétaires soumis à conditions. Le but principal du projet est de faciliter l'accès de ces familles aux programmes publics en faveur du développement productif et de l'inclusion financière, afin qu'elles puissent exercer des activités productives rentables et durables qui permettront aux participants d'accroître leurs revenus. Le projet contribuera aussi au renforcement institutionnel de Prospera afin qu'il soit capable de mettre en œuvre la stratégie nationale en faveur de l'inclusion productive et d'accroître, en conséquence, l'efficacité du programme gouvernemental de réduction de la pauvreté rurale.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 5,9 millions d'EUR (équivalant approximativement à 6,6 millions d'USD)

Montant approuvé du don du FIDA: 0,5 million d'USD

Coût total du projet: estimé à 19,5 millions d'USD, dont 11,4 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et 1,1 million d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 12 800 personnes

Supervision directe par le FIDA

PARAGUAY: Projet d'amélioration de l'agriculture familiale paysanne et autochtone dans des départements de la région orientale du Paraguay (PROMAFI)

Le projet appuiera la mise en œuvre de la stratégie nationale adoptée par le gouvernement en faveur de l'inclusion productive et de la réduction de la pauvreté rurale. Il renforcera la capacité des organisations et des familles rurales, dans des parties de l'est du Paraguay, de participer plus efficacement aux activités productives et de planifier leur propre développement communautaire. Le PROMAFI contribuera à la mise en place d'un service d'information climatique, qui fournira aux petits exploitants d'utiles alertes météorologiques. Un appui technique sera mis à la disposition des organisations rurales qui se préparent à mettre en œuvre des mesures d'atténuation ou d'adaptation pour faire face au changement climatique. Le projet établira également des services financiers ruraux qui devraient aider les organisations rurales à obtenir un meilleur accès au crédit pour leurs entreprises.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 15,8 millions d'EUR (équivalant approximativement à 17,4 millions d'USD)

Montant approuvé du don de l'ASAP: 3,7 millions de DTS (équivalant approximativement à 5,1 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 23,8 millions d'USD, dont 1,4 million d'USD seront apportés par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 14 000 ménages
Supervision directe par le FIDA

VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU): Projet de développement rural durable pour la sécurité alimentaire des zones semi-arides des États de Lara et de Falcón (PROSALAFI III)

Le projet sera axé sur une partie du nord-ouest du Venezuela, où les ressources naturelles sont peu abondantes et l'accès aux services publics limité. Il contribuera à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des familles de la région et les aidera à accroître leur capacité d'acquérir des aliments sûrs, sains et produits localement. Étant donné que la rareté de l'eau est le principal facteur limitant le développement dans cette zone, PROSALAFI III vise à promouvoir une gestion prudente de l'eau et à améliorer l'accès à l'eau potable. En outre, PROSALAFI III visera à réduire les inégalités entre les sexes et à créer des possibilités technologiques, financières et sociales, en particulier pour les jeunes.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 6,8 millions d'EUR (équivalant approximativement à 7,6 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 96,2 millions d'USD, dont 68,0 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et 6,6 millions d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 18 000 familles rurales
Supervision directe par le FIDA

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

BOSNIE-HERZÉGOVINE: Programme d'amélioration de la compétitivité des producteurs ruraux

Le programme sera mis en œuvre à l'échelle nationale par le biais de pôles de filières comprenant des municipalités où existent d'importantes poches de pauvreté et – en particulier – des agriculteurs pauvres qui ne sont pas encore solidement intégrés aux marchés. Il développera les sous-secteurs des fruits, des légumes et d'autres sous-secteurs potentiels, et fera entrer les petits exploitants, en particulier les femmes et les jeunes, dans des filières dynamiques. Il est prévu que le programme apporte une amélioration durable des perspectives économiques et sociales en milieu rural grâce à la mise en place d'un environnement porteur viable et la création d'environ 3 150 emplois. Il participera à la consolidation et au renforcement des capacités des petits exploitants et de leurs organisations, ce qui devrait contribuer à attirer de nouveaux investissements du secteur privé.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 11,1 millions d'EUR (équivalant approximativement à 12,3 millions d'USD)

Montant approuvé du don du FIDA: 0,5 million d'EUR (équivalant approximativement à 0,5 million d'USD)

Coût total du programme: estimé à 61,5 millions d'USD, dont 4,7 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 1,6 million d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 29,7 millions d'USD par le secteur privé, laissant un déficit de financement de 12,8 millions d'USD

Nombre approximatif de personnes concernées: 16 000 petits exploitants agricoles

Supervision directe par le FIDA

TADJIKISTAN: Projet de développement de l'élevage et des pâturages – Phase II

Le projet a pour but d'améliorer l'état nutritionnel des ménages dans le sud-ouest du Tadjikistan grâce à l'accroissement de la productivité de l'élevage et au renforcement de la résilience face aux effets du changement climatique. Les participants seront notamment des ménages de petits éleveurs, des prestataires privés de services vétérinaires, des petits entrepreneurs et des ménages ayant à leur tête une femme. Le projet coopérera avec les organisations du secteur public et communautaires en vue d'une efficacité accrue de la gestion des pâturages. Il facilitera l'accès aux services d'élevage et aux services vétérinaires et appuiera les efforts d'amélioration de la santé animale. La gestion communautaire des ressources naturelles devrait faciliter la diversification des possibilités de génération de revenus, ce qui contribuerait à réduire la vulnérabilité aux chocs extérieurs.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 6,2 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,7 millions d'USD)

Montant approuvé du don du FIDA: 6,2 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,7 millions d'USD)

Montant approuvé du don de l'ASAP: 3,6 millions de DTS (équivalant approximativement à 5,0 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 24,2 millions d'USD, dont 0,5 million d'USD seront apportés par le gouvernement national et 1,4 million d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 38 000 ménages

Supervision directe par le FIDA

TURQUIE: Projet de développement du bassin versant du Göksu Taşeli

Le projet sera axé sur la réduction de la pauvreté dans 212 villages sélectionnés de 11 districts des provinces de Konya et Karaman, en Anatolie centrale. Le but est de parvenir à un accroissement durable de la productivité agricole, d'augmenter les revenus des petits producteurs, et d'introduire dans la gestion des ressources naturelles des pratiques résilientes face au climat. Il mettra en œuvre, par exemple, des technologies et des techniques agricoles modernes, notamment dans le domaine de la collecte de l'eau et de l'irrigation, pour améliorer la productivité et la qualité des cerises, des raisins, des fraises et des plantes médicinales et aromatiques, cultures pratiquées par la plupart des petits agriculteurs dans la zone du projet. Il est prévu que le projet améliore également les niveaux de vie des tribus nomades yorük dans les monts Taurus.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 16,0 millions d'EUR (équivalant approximativement à 18,0 millions d'USD)

Montant approuvé du don du FIDA: 0,35 million d'EUR (équivalant approximativement à 0,38 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 25,0 millions d'USD, dont 3,9 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et 2,9 millions d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 32 000 ménages
Supervision directe par le FIDA

OUZBÉKISTAN: Projet de développement des filières laitières

Le projet se concentrera initialement sur la production laitière dans des districts choisis des provinces de Jizzakh et Kashkadarya. Une formation aux compétences techniques et commerciales sera proposée aux petits exploitants agricoles, aux fournisseurs, aux acteurs du secteur agroalimentaire et à d'autres intervenants le long de la filière, afin d'améliorer la productivité, la compétitivité et l'accès au marché des produits laitiers. Le projet sera fortement axé sur l'égalité entre les sexes et facilitera la participation des femmes aux filières laitières, par exemple en améliorant leur accès au crédit et en les autonomisant, comme propriétaires de bétail et comme gestionnaires. Il appuiera également la mise au point de technologies innovantes et impulsées par la demande pour la production et la transformation du lait et pour la sûreté alimentaire.

Montant approuvé du prêt du FIDA: 17,0 millions de DTS (équivalant approximativement à 23,9 millions d'USD)

Montant approuvé du don du FIDA: 0,5 million de DTS (équivalant approximativement à 0,7 million d'USD)

Coût total du projet: estimé à 39,4 millions d'USD, dont 0,3 million d'USD seront apportés par le gouvernement national, 7,3 millions d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 7,3 millions d'USD par les institutions financières participantes

Nombre approximatif de personnes concernées: 12 000 bénéficiaires
Supervision directe par le FIDA

Dons

Les dons constituent, pour le FIDA, un instrument essentiel. Ils servent de complément à notre programme d'investissement en appuyant la participation à l'élaboration des politiques, la recherche et les partenariats. Ils servent aussi à générer, mettre à l'essai et appliquer des idées et des approches innovantes, en coopérant non seulement avec les gouvernements partenaires, mais aussi avec les organisations de la société civile, les institutions de recherche, le monde universitaire, les acteurs du secteur privé et d'autres centres d'excellence jouant un rôle dans la réduction de la pauvreté rurale. Depuis 1978, le FIDA a engagé, sous forme de dons, environ 1 043,7 millions d'USD.

Marquée par l'approbation de notre nouvelle Politique en matière de dons et des procédures de mise en œuvre qui l'accompagnent, l'année 2015 a été une année charnière pour le programme de dons du FIDA. En vertu de cette nouvelle politique, le but assigné aux dons du FIDA est d'élargir sensiblement et d'ajouter de la valeur à l'appui apporté à l'agriculture familiale et à la transformation du monde rural, contribuant ainsi à l'élimination de la pauvreté rurale, au développement agricole durable et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde.

Le financement du FIDA sous forme de dons a pour objectifs:

- de promouvoir des démarches et des technologies innovantes, utiles aux pauvres et se prêtant à une reproduction à plus grande échelle pour accroître l'impact;
- de renforcer les capacités institutionnelles et politiques des partenaires;
- d'accentuer le plaidoyer et l'engagement dans les politiques;
- de générer des savoirs et les partager au profit de l'impact de développement.

Les populations rurales pauvres et leurs organisations sont au cœur de chaque proposition de don.

La Politique en matière de dons se concentre sur deux types de don, selon la nature de l'innovation et la portée de l'intervention: les dons régionaux et mondiaux, et les dons spécifiques à un pays. En 2015, le montant total des dons approuvés a été de 73,6 millions d'USD: 54,9 millions d'USD pour les dons régionaux et mondiaux; et 18,7 millions d'USD pour les dons spécifiques à un pays, incluant un montant de 0,5 million d'USD pour un petit don autonome octroyé au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) sans rapport avec les programmes et projets appuyés par le FIDA.

Les dons octroyés à des activités exécutées dans des pays spécifiques sont destinés à remédier au problème de la faible performance du gouvernement et d'autres partenaires nationaux en renforçant leurs capacités institutionnelles, opérationnelles et politiques, et en innovant dans des domaines thématiques. Ils utilisent aussi des approches et des méthodes susceptibles d'être reproduites ensuite à plus grande échelle par le biais des programmes de pays du FIDA.

Les dons régionaux et mondiaux obéissent à des priorités stratégiques, thématiques et régionales établies au niveau de l'institution et concernant le partenariat, la recherche, la participation à l'élaboration des politiques et le renforcement des capacités. Ils financent aussi la mise en œuvre de réponses innovantes aux défis agricoles et ruraux rencontrés par au moins trois pays partenaires. Les priorités thématiques sont déterminées dans le contexte du Plan triennal à moyen terme du FIDA et affinées en lignes d'action prioritaires par le biais des notes d'orientation annuelles. En conséquence, le FIDA a bénéficié, en 2015, d'une allocation plus stratégique des ressources destinées aux dons, conforme à des orientations stratégiques bien définies au niveau de l'institution.

La nouvelle Politique en matière de dons a eu pour conséquence, cette année, l'introduction d'un autre changement important, sous la forme de l'évolution vers le choix des bénéficiaires par des processus concurrentiels, y compris par le biais d'appels à manifestation d'intérêt. Nous encourageons fortement, maintenant, la mobilisation de cofinancements par les bénéficiaires des dons et d'autres partenaires de projets financés par un don du FIDA, afin de garantir une plus grande appropriation et de meilleures perspectives de reproduction des résultats à une plus grande échelle. Afin d'optimiser l'efficacité et l'efficacités, le FIDA favorise également une réduction du nombre de dons mais une augmentation de leur montant, de sorte que le nombre de dons d'un faible montant (inférieur à 500 000 USD) approuvés est passé de 33 en 2014 à 24 en 2015. Cette même

année, 33 dons d'un montant élevé ont été approuvés, pour une valeur totale de 54,8 millions d'USD.

Résumé des dons d'un montant élevé

Dans le courant de l'année 2015, le Conseil d'administration a approuvé 33 dons d'un montant individuel supérieur à 500 000 USD, pour un total de 54,8 millions d'USD.

Centre pour la recherche forestière internationale: Améliorer la sécurité alimentaire, les revenus et la parité hommes-femmes des petits exploitants à l'interface entre l'agriculture et la forêt en Afrique de l'Ouest (1,5 million d'USD). Le programme identifiera les pratiques et les interventions sur le plan des politiques susceptibles d'améliorer les revenus et la sécurité alimentaire de petits exploitants au Burkina Faso et au Ghana.

Centre pour le développement et l'environnement de l'Université de Berne pour le Programme de reproduction à plus grande échelle des pratiques de gestion durable des terres adoptées par des petits exploitants: collaborer avec les services de vulgarisation agricole pour identifier, évaluer et diffuser ces pratiques (2,0 millions d'USD).

Intervenant au Cambodge, en Ouganda et en République démocratique populaire lao, le programme renforcera la résilience des communautés et des petits exploitants face aux chocs du changement climatique, à la croissance démographique, à l'urbanisation rapide et au développement économique.

Centre international de la pomme de terre: Programme de renforcement de l'innovation pour améliorer les revenus, la sécurité alimentaire et la résilience des producteurs de pommes de terre (1,4 million d'USD). Le programme a pour objectif d'améliorer les rendements des ménages pauvres et d'accroître la valeur de la filière pomme de terre dans la région andine.

Columbia University/Association mondiale des Masters en pratiques du développement pour le partenariat mutuellement avantageux FIDA-universités: mettre des étudiants en rapport avec des opérations appuyées par le FIDA et avec des partenaires du FIDA (925 000 USD). Le programme permettra aux projets financés par le FIDA et aux partenaires de dresser les listes des propositions de recherches pour lesquelles ils demandent une aide, de sorte que les étudiants provenant d'États membres des Listes B et C préparant une maîtrise puissent consulter ces listes et faire part de leur intérêt et, le cas échéant, être retenus.

Farm Radio International: Fonds de stimulation des services de vulgarisation en informatique et en communications (TIC) de la Nouvelle Alliance (1,5 million d'USD). Le programme contribuera à accroître la production et la productivité agricoles en République-Unie de Tanzanie. Il fera en sorte que les petits exploitants reproduisent à plus grande échelle les innovations agricoles et les mécanismes de commercialisation, en utilisant à cet effet des approches de la vulgarisation agricole s'appuyant sur les technologies de l'information et des communications.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture: Programme de renforcement de la production céréalière au Kenya – Guichet d'appui à des moyens de subsistance agricoles résilients face au changement climatique (2,0 millions d'USD). Le don a pour but de renforcer la capacité des bureaux cantonaux de l'agriculture de planifier, d'exécuter et assurer le suivi des services et investissements agricoles dans le cadre du Plan de développement intégré des cantons au Kenya.

Fundação Arthur Bernardes: Programme d'adaptation des savoirs pour garantir une agriculture durable et un accès aux marchés (2,0 millions d'USD). Le programme contribuera à réduire la pauvreté parmi les petits exploitants agricoles de la région Amérique latine et Caraïbes. Il favorisera l'innovation agricole, stimulera la productivité et améliorera l'accès aux marchés et aux filières dynamiques.

Heifer International: Programme d'intégration du modèle de centres laitiers dans les projets financés par le FIDA (2,0 millions d'USD). Le programme contribuera à la durabilité des moyens d'existence des petits producteurs laitiers au Rwanda et en République-Unie de Tanzanie par le biais du renforcement des organisations paysannes et de l'amélioration de l'accès aux marchés.

Helvetas Swiss Intercooperation: Programme de formation sur la reproduction à plus grande échelle de filières favorables aux pauvres, mis en œuvre en Asie (2,0 millions d'USD). Le programme a pour objectif de déterminer, de concevoir, de mettre en œuvre et de reproduire à plus grande échelle des initiatives de développement de filières favorables aux pauvres, par le biais d'un dispositif autonome de formation à l'échelle régionale offrant l'expertise technique nécessaire.

Centre international de recherches agricoles dans les zones arides: Renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et améliorer les moyens de subsistance par l'intensification des systèmes de jachère des rizières pour la production de légumineuses à grains en Asie du Sud (Bangladesh, Inde et Népal) (2,5 millions d'USD). L'objectif du programme est de développer et d'expérimenter des technologies destinées à accroître la productivité et la production dans les jachères de rizières. Il favorisera les techniques agricoles pour la culture secondaire des lentilles, gesses et pois chiches, en vue d'améliorer la nutrition des ménages, leur revenu et la santé des sols.

Centre international d'agriculture biosaline: Régénération et gestion des sols affectés par le sel afin d'améliorer la productivité agricole en Éthiopie et au Soudan du Sud (2,0 millions d'USD). Le programme a pour objectif de mettre au point des tests et de promouvoir des techniques et des pratiques appropriées pour la régénération et la gestion durable de systèmes agricoles irrigués affectés par le sel, et d'en tirer des enseignements en vue de leur reproduction à plus grande échelle.

Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé: Accroître la productivité des petits producteurs de blé par l'intensification durable des systèmes de culture à base de blé au Rwanda et en Zambie (1,5

million d'USD). Le programme a pour objectif de déterminer le potentiel de production de blé par des petits producteurs pour accroître la sécurité alimentaire et nutritionnelle et réduire les importations de blé. Les enseignements tirés serviront à améliorer les systèmes de culture du blé.

Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides: Renforcer les filières du sorgho et du mil pour garantir la sécurité alimentaire, nutritionnelle et financière dans les terres arides et semi-arides du Kenya et de la République-Unie de Tanzanie (1,5 million d'USD). L'objectif est de recenser, mettre au point, tester et diffuser des techniques améliorées pour la culture du sorgho et du mil, afin d'augmenter la production et la productivité céréalières en conditions arides, tout en protégeant les environnements locaux.

Institut international de recherche sur les politiques alimentaires pour la transformation de l'agriculture et l'intégration dans le marché de la région de l'ASEAN: résoudre les problèmes d'insécurité alimentaire et d'inclusivité (2,5 millions d'USD). Le but est de promouvoir le rôle joué par les petits producteurs ruraux, notamment les petites exploitations et les petites entreprises agricoles, dans l'intégration au marché agroalimentaire et la transformation des systèmes agroalimentaires en Asie du Sud-Est.

Coalition internationale pour l'accès à la terre: Programme visant à promouvoir, avec les membres de la Coalition internationale pour l'accès à la terre, une gouvernance foncière centrée sur les personnes (2,0 millions d'USD). L'objectif du programme est de permettre aux femmes et aux hommes pauvres d'avoir un accès sûr et équitable à la terre. Cet objectif est en harmonie avec la Politique du FIDA relative à l'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière et avec l'appui que le Fonds prête à l'application des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.

Coalition internationale pour l'accès à la terre: Promouvoir une bonne gouvernance foncière au profit d'un développement agricole inclusif en République-Unie de Tanzanie (1,25 million d'USD). Le projet vise à garantir que les décisions ayant trait à la gouvernance foncière sont prises dans le respect des principes de concertation multipartite, des exigences d'inclusivité et de contrôle indépendant des investissements agricoles par des acteurs non étatiques. Il vise aussi à renforcer l'aptitude des parties prenantes à exiger et à entreprendre des processus inclusifs de planification de l'utilisation des terres et d'enregistrement des terres de parcours au niveau des villages.

International Livestock Research Institute: Écologiser l'élevage: interventions incitatives pour réduire les effets de la production animale sur le climat en Afrique orientale (2,0 millions d'USD). Intervenant au Kenya et en République-Unie de Tanzanie, le projet a pour but de soutenir les interventions des secteurs public et privé promouvant des systèmes d'élevage productifs tout en réduisant les émissions du secteur de l'élevage et en améliorant l'alignement de celui-ci sur les stratégies nationales de développement à faibles émissions.

Université McGill: Renforcement des capacités des acteurs locaux pour des filières agroalimentaires sensibles aux enjeux nutritionnels en Zambie et au Malawi (2,0 millions d'USD). L'objectif du programme est de promouvoir la mise à disposition, l'accessibilité et la consommation d'aliments diversifiés, sains et nutritifs afin d'améliorer la nutrition et la santé des ménages.

Fédération nationale des producteurs agricoles moldoves (AGROinform): Promouvoir le développement de filières horticoles inclusives en Arménie, en Géorgie, au Kazakhstan et en République de Moldova (1,5 million d'USD). Le programme a pour objectif d'améliorer les revenus des petits exploitants par l'intégration aux filières en apportant un soutien à des actions collectives durables.

Institut national de la recherche agronomique d'Algérie: Programme de développement de filières inclusives par le biais de la coopération Sud-Sud dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord (1,5 million d'USD). Le but du programme est d'améliorer durablement la production et la rentabilité des ménages ruraux et des opérateurs de petites et moyennes entreprises en Algérie, à Djibouti, au Soudan, et à Gaza et en Cisjordanie.

République de Cabo Verde: Renforcement du système national de suivi-évaluation à Cabo Verde (800 000 USD). L'objectif du projet est d'accroître l'utilisation de données factuelles pour la formulation des politiques et la gestion des projets et de comprendre quelles mesures sont efficaces pour réduire la pauvreté rurale, où et pourquoi elles fonctionnent, et dans quelles conditions. Pour ce faire, il sera nécessaire d'améliorer les capacités du gouvernement en matière de suivi-évaluation, de manière à générer des données factuelles fiables concernant les effets et l'impact des projets.

République du Cameroun: Projet de promotion de l'entrepreneuriat aquacole (1,0 million d'USD). L'objectif du projet est de promouvoir des entreprises aquacoles économiquement rentables et créatrices d'emplois pour un développement durable de l'aquaculture. Pour ce faire, le projet améliorera l'accès des aquaculteurs à des services de formation et d'appui-accompagnement, mettant ainsi en place un cadre général pour le développement de l'aquaculture.

Fondation PRISMA: Appui au Programme en faveur de la concertation régionale sur les questions rurales – Amérique centrale et République dominicaine (1,5 million d'USD). Le programme renforcera les capacités institutionnelles et la vision stratégique du Programme en faveur de la concertation régionale sur les questions rurales et des organisations qui travaillent sur le thème de l'agriculture familiale.

Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR): Programme de renforcement des capacités et des outils pour reproduire à plus grande échelle les innovations et les diffuser (3,5 millions d'USD). Le programme a pour objectif d'améliorer la performance des projets de développement dans les zones rurales en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Afrique subsaharienne. Cet objectif sera atteint par le biais d'une série d'initiatives d'apprentissage et de renforcement des capacités aux niveaux national, régional et transrégional.

République des Philippines: Projet relatif à la pêche, aux ressources côtières et aux moyens d'existence (690 000 USD). Le projet contribuera à réduire la pauvreté dans les communautés côtières ciblées. Il s'attachera à renforcer la capacité des communautés afin qu'elles parviennent à gérer durablement leurs ressources halieutiques et côtières, d'où découlera une amélioration des moyens d'existence des ménages ciblés.

Centre régional de l'Asie du Sud-Est pour les hautes études et la recherche en agriculture: Soutenir l'agriculture paysanne dans la région Asie et îles du Pacifique grâce au renforcement des services de conseil agricole (1,2 million d'USD). Le programme renforcera les capacités des parties prenantes en matière de services consultatifs agricoles dans les pays cibles aux niveaux régional et sous-régional. Il facilitera aussi l'accès à des savoirs à jour et à des éléments probants concernant les services consultatifs innovants.

Centre technique de coopération agricole et rurale: Exploitation des expériences aux fins de l'amélioration de l'impact sur le développement rural (1,5 million d'USD). L'objectif du programme réside dans l'adoption durable – par les communautés rurales et les professionnels du développement – d'une approche faisant fond sur les expériences pour permettre un processus continu d'apprentissage, d'amélioration et de reproduction à plus grande échelle dans les initiatives de développement rural.

Centre technique de coopération agricole et rurale: Faire du développement de filières locales pour les cultures vivrières et la pêche un levier afin d'améliorer la nutrition et de mettre en place des systèmes alimentaires durables dans les îles du Pacifique (2,0 millions d'USD). La finalité d'ensemble du programme est de renforcer les capacités des gouvernements, des institutions infrarégionales, et des organisations paysannes et du secteur privé d'élaborer des stratégies et des programmes capables d'accroître l'accès des populations rurales pauvres à une alimentation saine et nutritive.

Université des Andes (UNIANDES): Améliorer l'articulation entre les interventions de protection sociale et de développement rural dans les pays en développement: Enseignements dégagés de l'expérience en Amérique latine et en Afrique (1,5 million d'USD). L'objectif principal consiste à influencer sur l'action menée par les organismes publics dans le domaine du développement rural et de la protection sociale, en tirant parti des synergies entre les initiatives de protection sociale et de développement rural axé sur la production.

Institution flamande pour la recherche technologique: Utilisation des technologies d'observation de la Terre pour éclairer les décisions relatives à la transformation de l'agriculture paysanne en Afrique de l'Ouest et du Centre (1,5 million d'USD). Le programme vise à améliorer la connaissance des facteurs influant sur l'agriculture paysanne et à renforcer l'aptitude des programmes appuyés par le FIDA et des parties prenantes nationales à utiliser les systèmes d'observation de la Terre, les systèmes

d'information géographique et la télédétection pour la conception, l'exécution et le suivi des activités.

Centre mondial d'agroforesterie: Régénération de l'agrobiodiversité et des paysages au profit de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Afrique orientale (1,5 million d'USD). L'objectif est de recenser les portefeuilles d'arbres produisant des fruits comestibles et de cultures vivrières appropriés sur le plan écologique et socioéconomique en vue de les intégrer aux systèmes agricoles existants pour accroître la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et régénérer les paysages.

WorldFish Center: Améliorer le socle technologique de l'aquaculture pour la rendre durable (1,5 million d'USD). Le but du projet est de faire en sorte que les souches améliorées de poissons des systèmes aquatiques ciblés soient largement disponibles et utilisées de manière durable et équitable afin de fournir aux populations pauvres au Bangladesh, en Égypte, au Kenya et au Mozambique une alimentation nutritive et abordable et des revenus.

Forum rural mondial: "Au-delà de l'AIAF 2014: appui aux comités nationaux de l'agriculture familiale" (1,0 million d'USD). Le but du projet est de renforcer les cadres nationaux en termes de politiques et d'institutions dans une optique de développement de l'agriculture paysanne et familiale dans un certain nombre d'États membres emprunteurs du FIDA.

Récits recueillis sur le terrain

En Asie centrale, les petites entreprises des femmes prospèrent grâce aux partenariats public-privé

Un peu partout en Asie centrale, fileuses, tricoteuses, tisserandes et productrices de feutre augmentent leurs revenus en participant à une initiative financée par un don du FIDA à la Fondation Aga Khan (AKF).

Le programme de Mobilisation de partenariats public-privé à l'appui du développement de petites entreprises dirigées par des femmes reproduit à plus grande échelle un modèle opérationnel qui avait fait l'objet d'expériences pilotes dans le cadre de deux dons antérieurs du FIDA au Centre international de recherches agricoles dans les zones arides, une institution de recherche à but non lucratif membre du Consortium du CGIAR.

Le nouveau programme a été lancé en 2013 dans trois pays: Afghanistan, Kirghizistan et Tadjikistan. La participation des hommes, dans ce projet, concerne l'introduction de nouvelles pratiques de sélection des chèvres et de techniques améliorées d'élevage. Ces méthodes ont permis d'obtenir des fibres de qualité élevée pour les filés et pour les produits tricotés ou tissés par les femmes.

L'AKF a formé des femmes aux nouvelles techniques de transformation et à la gestion commerciale, et a aidé les groupes de femmes à planifier leurs activités et à avoir accès au crédit. Les groupes ont investi dans des machines à filer électriques, qui leur ont permis d'accroître leur production. Des unités de production d'énergie solaire ont été installées dans les ateliers, réduisant ainsi les pertes de production provoquées par les fréquentes coupures d'électricité.



Tulabibi Abdulazizova, responsable d'un groupe de fileuses du village de Markhamat, dans le nord du Tadjikistan, prépare les filés de haute qualité qui seront exportés aux États-Unis
Tadjikistan: Mobilisation de partenariats public-privé à l'appui du développement de petites entreprises dirigées par des femmes
©FIDA/Liba Brent

Le programme a aidé les femmes à fixer le statut juridique de leurs entreprises et a sollicité un appui institutionnel à leurs opérations. Il a ensuite donné aux femmes les moyens d'établir des liens avec les marchés, locaux et à l'exportation, et avec les fournisseurs de fibre brute.

De petits groupes exportent maintenant des produits filés, tissés et tricotés vers l'Europe et les États-Unis. La photo et le nom de chaque fileuse sont imprimés sur l'emballage de chaque produit, comme instrument de commercialisation et comme moyen, pour les femmes, de recevoir un éloge personnel pour le travail accompli.

L'AKF travaille actuellement avec environ 150 fileuses, 15 tricoteuses, 5 tisserandes et 90 productrices de feutre. Environ 200 hommes interviennent dans la sélection et l'élevage des chèvres, le tri et le cardage de la laine, et aident les femmes à l'entretien des ateliers et du matériel de transformation, et au transport des fibres et d'autres produits.

La plus grande partie des filés et des produits tissés et tricotés est exportée. Les produits à valeur ajoutée ont augmenté de manière significative non seulement le développement des communautés participantes, mais aussi la mobilité économique et sociale des femmes. Ces entreprises exportatrices ont créé une plateforme pouvant servir de base à des économies locales durables.

Les femmes qui ont participé au programme peuvent gagner de 100 USD à 150 USD par mois, pour un travail à temps partiel de filage et de transformation des fibres. À titre de comparaison, l'instituteur moyen, au Tadjikistan, gagne environ 70 USD par mois. Les femmes participant aux groupes de tissage et de tricotage qui ajoutent une valeur supplémentaire à leur produit final ont vu leurs gains supplémentaires atteindre jusqu'à 150 USD pour une activité à temps partiel. Ce supplément de revenu mensuel du ménage se traduit par de meilleures conditions de vie pour les familles et davantage de possibilités pour les femmes.

La valeur reconnue à la compétence des groupes de tricotage et de tissage a accru à la fois l'opinion qu'ont les femmes d'elles-mêmes et leur statut au sein de la communauté. Grâce à leur indépendance financière, ces femmes acquièrent aussi un sentiment d'indépendance sociale. Nombreuses sont celles qui expriment leur satisfaction de ne pas avoir à demander de l'argent à leur mari.

Avant la fin du projet, en 2017, l'AKF présentera les méthodologies et les enseignements qui en ont été tirés dans un manuel que pourront utiliser les partenaires et d'autres activités financées par le FIDA.

Une petite céréale apporte de grands bénéfices au Kenya et en République-Unie de Tanzanie

Le projet Sorgho pour un usage multiple, financé par la Commission européenne et géré par le FIDA, aide les agriculteurs au Kenya et en République-Unie de Tanzanie à accroître la production de cette importante céréale. Le projet est exécuté par l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides, une institution de recherche à but non lucratif membre du Consortium du CGIAR.

Approximativement 50% des habitants des régions arides et semi-arides de l'Afrique de l'Est vivent sous le seuil de pauvreté, et 30% des enfants souffrent de malnutrition. En Afrique subsaharienne, la rapide croissance démographique, dont on prévoit qu'elle sera la plus élevée du monde d'ici à 2050, augmentera la concurrence pour les sources de nourriture pour les êtres humains comme pour les animaux. Le changement climatique se traduit déjà par une pluviométrie limitée et variable, avec pour conséquence une diminution des rendements des cultures due à leur sensibilité à des conditions météorologiques erratiques.

Le sorgho pourrait apporter une réponse à ces défis. Il s'agit d'une céréale rustique, à croissance rapide, apportant protéines, vitamines et oligo-éléments aux personnes et au bétail. Grâce à sa résistance à la sécheresse et à la chaleur, il est résilient face au changement climatique. Toutefois, les agriculteurs ont rarement accès aux variétés à haut rendement, aux engrais ou aux marchés, et cette situation a été la cause de la faible production.

Depuis 2011, le projet a formé plus de 25 000 agriculteurs au Kenya et 20 000 en République-Unie de Tanzanie en vue d'accroître la productivité du sorgho. Les ateliers ont porté sur de nombreux thèmes: agronomie du sorgho, gestion des ravageurs et des maladies, récolte, manutention après récolte, gestion du crédit,

agriculture sous contrat et assurance-récolte. Le projet a également mis en place de solides filières qui aident les agriculteurs à répondre à la demande du marché et renforcent l'économie dans la zone du projet.

Quinze variétés améliorées, plus résistantes à la sécheresse, ont été introduites. Les rendements ont doublé, et dans certains cas triplé, passant de 800 à 2 000 kilos par hectare en moyenne, avec un recours minime aux intrants.

Les améliorations sur le terrain sont allées de pair avec de meilleurs niveaux de vie dans les foyers. Les ménages participant au projet ont pu accroître d'environ 250% leur approvisionnement alimentaire.



Des femmes suivent un cours de cuisine pour apprendre à utiliser le sorgho dans les plats traditionnels
Kenya: Projet Sorgho pour un usage multiple
©FIDA/Sam Cole

"Je préfère semer du Mtama (l'une des nouvelles variétés) parce qu'il a des rendements élevés", déclare Charles Wambua Mutisyu, habitant du village kényan de Kona Baridi. "Et la variété Gadam permet de préparer un excellent *ugali* (porridge), des beignets et des gâteaux."

Les femmes représentent 60% des petits exploitants agricoles participant au projet. L'équipe de projet a collaboré avec ces femmes pour la mise au point de nouveaux produits, comme la farine et les gâteaux de sorgho, à vendre sur les marchés locaux. Les femmes apprennent aussi à incorporer du sorgho dans les plats traditionnels afin d'accroître la valeur nutritionnelle des repas familiaux.

La participation des femmes à la filière a accru de façon significative l'activité économique au sein des communautés. Les bénéfices bruts des producteurs de sorgho dans la zone du projet ont atteint, depuis 2011, un montant total de

10,8 millions d'USD. Cet argent a servi à améliorer la sécurité alimentaire des ménages et à payer les frais de scolarité des enfants.

Le projet continue à mobiliser les agriculteurs et à renforcer la filière du sorgho afin de développer encore davantage l'économie locale. Il a noué des partenariats avec des institutions de prêt qui octroient aux agriculteurs des prêts leur permettant d'acheter des semences, des engrais et du matériel, et de contracter des assurances.

Pour les communautés participantes au Kenya et en République-Unie de Tanzanie, la production de sorgho est une solution durable et à long terme qui offre aux familles une vie meilleure. Cette simple céréale a contribué à reconstruire les économies locales, à améliorer l'égalité entre les sexes, et à rétablir les moyens d'existence des communautés rurales sur la ligne de front du changement climatique.

Investir dans les arbres des champs: une initiative intelligente face au climat en Asie du Sud-Est

En Asie du Sud-Est comme dans le reste de la région Asie et Pacifique, les petits exploitants agricoles sont confrontés à des pressions croissantes sur les précieuses ressources en terre. Avec l'augmentation des populations, les superficies agricoles cultivées ne sont plus restreintes aux basses terres et s'étendent vers les hautes terres. Les méthodes d'exploitation non durables utilisées dans ces zones ont accru l'érosion, réduit la capacité des sols en termes d'absorption de l'eau, et provoqué un déclin général de la productivité de la terre.

Les méthodes actuelles d'intensification utilisées pour améliorer les rendements ont de manière générale épuisé les ressources environnementales. En conséquence, les hautes terres déjà fragiles deviennent de plus en plus vulnérables aux menaces découlant du changement climatique.

Pour aggraver encore cette situation, les familles paysannes pauvres n'ont souvent pas accès au capital financier, social et naturel qui pourrait les aider à s'adapter à ces nouveaux défis. Ces agriculteurs nourrissent néanmoins quelques-unes des populations les plus nombreuses et à la croissance démographique la plus rapide de la planète.

Ce sont là les raisons pour lesquelles le FIDA appuie, avec un don sur trois ans, le Programme de co-investissement intelligent fondé sur l'arboriculture pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets (Smart-Tree-Invest). Ce programme de recherche et de formation est coordonné par le Centre mondial d'agroforesterie, une institution internationale de recherche à but non lucratif membre du Consortium du CGIAR.

Le programme Smart-Tree-Invest a pour but d'aider les petits exploitants agricoles à devenir plus résilients face au changement climatique, afin de pouvoir améliorer à la fois leurs moyens d'existence et l'environnement.

Le programme encourage une agriculture fondée sur l'arboriculture et intelligente face au climat en Indonésie, aux Philippines et au Viet Nam. Il évalue la vulnérabilité au changement climatique et les savoirs environnementaux des agriculteurs, femmes et hommes. Il élabore ensuite, avec les communautés locales, des plans d'action

fondés sur l'arboriculture et visant à atténuer les effets du changement climatique ou à s'y adapter.

Les utilisateurs en aval des services environnementaux améliorés investissent aussi dans des projets pour faire en sorte que chacun ait intérêt à leur succès. Le programme coopère avec les autorités locales, régionales et nationales afin d'inclure dans les politiques et les programmes des mesures sensibles à l'égalité entre les sexes et à la culture.

"Une agriculture fondée sur l'arboriculture et intelligente face au climat peut, dans le même temps, accroître la production agricole et améliorer la viabilité écologique", déclare Fabrizio Bresciani, responsable du don du FIDA.

"On trouve généralement, dans les paysages agricoles, une gamme variée d'espèces d'arbres. Ils constituent d'importants havres de biodiversité végétale et animale. Ils contribuent au maintien des connexions entre les terres agricoles et les forêts naturelles en jouant le rôle de corridors pour les animaux, les pollinisateurs et les semences. Les paysages boisés contribuent au maintien de la santé des bassins versants en jouant le rôle de tampons face aux variations des précipitations. Les arbres des champs préservent également les forêts, sur lesquelles plane la menace du changement climatique."



Des hommes au travail dans un jardin communautaire innovant à Huong Lam, où des cultures intercalaires de pomelo et d'aquilaria apportent un complément de revenu

Viet Nam: Programme de co-investissement intelligent fondé sur l'arboriculture pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets

©Centre mondial d'agroforesterie Viet Nam/Tran Ha My

En mars 2015, plus de 580 ménages avaient déjà participé au programme Smart-Tree-Invest, et 90 discussions de groupes thématiques ont réuni plus de 600 participants dans les trois pays. Ces discussions ont abordé des thèmes comme la biodiversité, l'utilisation de l'eau, le rôle des arbres et des cultures, et les moteurs du changement dans l'utilisation des sols.

Le programme prend en considération les différentes manières dont les femmes et les hommes s'adaptent au changement climatique et à d'autres chocs ayant une incidence sur leurs moyens d'existence. Les enquêtes auprès des ménages ont recensé les rôles sexospécifiques dans les activités domestiques, agricoles, de collecte d'aliments et de gestion des ressources naturelles.

Les résultats ont montré qu'avec leur plus grand nombre d'entreprises agroalimentaires et d'industries basées sur les ressources naturelles, les Philippines ont un potentiel économique supérieur à celui de l'Indonésie et du Viet Nam. Aux Philippines, le programme cible des fonds tant publics que privés pour des projets fondés sur la rémunération de services écosystémiques. En Indonésie et au Viet Nam, il sollicite des fonds publics et coopère avec les gouvernements pour inclure une planification ascendante dans les programmes de développement.

Tableau 12

Récapitulatif des financements sous forme de dons, 2011-2015Montants en millions d'USD^a

		2011	%	2012	%	2013	%	2014	%	2015	%	2011-2015	%
Dons mondiaux/régionaux													
	Montant	41,7	82,9	53,7	75,2	42,9	85,8	39,5	78,1	54,9	74,6	232,7	78,6
	Nombre de dons	68		70		48		45		43		274	
Dons spécifiques à un pays													
<i>Don autonome</i>	Montant	2,6	5,2	1,5	2,1	3,5	7,0	5,4	10,7	9,2	12,5	22,2	7,5
	Nombre de dons	5		4		8		11		14		42	
<i>Composante d'un prêt</i>	Montant	4,6	9,1	14,8	20,8	3,6	7,2	4,7	9,3	9,0	12,2	36,7	12,4
	Nombre de dons	6		14		7		6		12		45	
Total dons spécifiques à un pays	Montant	7,2	14,3	16,3	22,9	7,1	14,2	10,1	20,0	18,2	24,7	58,9	19,9
	Nombre de dons	11		18		15		17		26		87	
Autres dons au titre du CSD													
	Montant	1,5	3,0	1,4	2,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,5	0,7	4,4	1,5
	Nombre de dons	4		2		0		2		1		9	
Total de tous les guichets	Montant	50,4	100	71,5	100	50,0	100	50,6	100	73,6	100	296,0	100
	Nombre de dons	83		90		63		64		70		370	

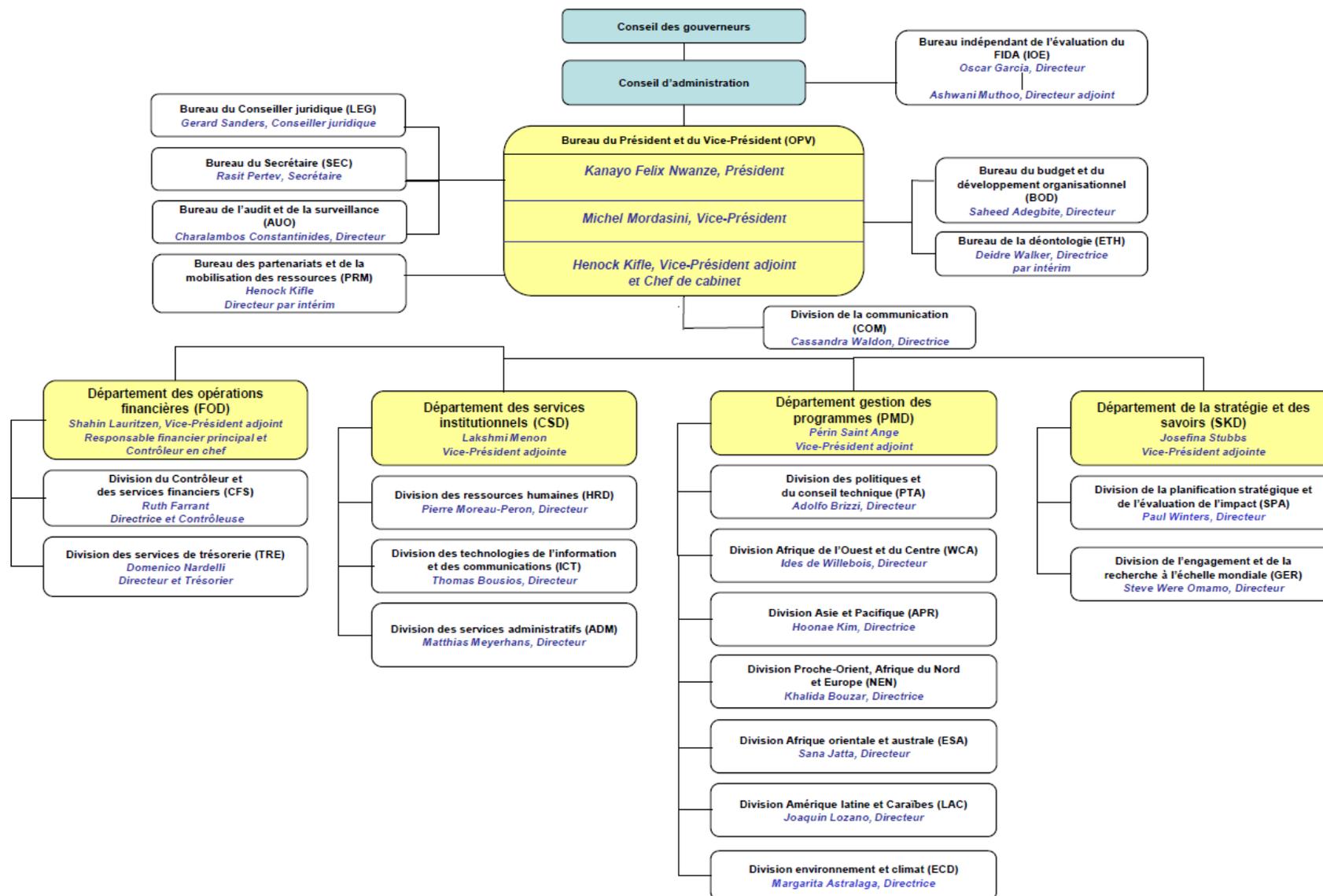
Source: Oracle Business Intelligence, Feuille de suivi du Groupe assurance qualité, Système de projets d'investissement et de dons.

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

ORGANISATION, ÉTATS MEMBRES ET REPRÉSENTATION

Organigramme du FIDA

(au 31 décembre 2015)



Membres et représentants

Au 31 décembre 2015, le FIDA comptait au total 176 pays membres – 25 pays de la Liste A, 12 de la Liste B et 139 de la Liste C (dont 50 appartenant à la Sous-Liste C1, 57 à la Sous-Liste C2 et 32 à la Sous-Liste C3).

Liste A

Allemagne
Autriche
Belgique
Canada
Danemark
Espagne
Estonie
États-Unis
Fédération de Russie
Finlande
France
Grèce
Hongrie
Irlande
Islande
Italie
Japon
Luxembourg
Norvège
Nouvelle-Zélande
Pays-Bas
Portugal
Royaume-Uni
Suède
Suisse

Liste B

Algérie
Arabie saoudite
Émirats arabes unis
Gabon
Indonésie
Iran (République islamique d')
Iraq
Koweït
Libye
Nigéria
Qatar
Venezuela (République bolivarienne du)

Liste C

Sous-Liste C1

Afrique

Afrique du Sud
Angola
Bénin
Botswana
Burkina Faso
Burundi
Cabo Verde
Cameroun
Comores
Congo
Côte d'Ivoire
Djibouti
Égypte
Érythrée
Éthiopie
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Kenya
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Maroc
Maurice
Mauritanie
Mozambique
Namibie
Niger
Ouganda
République centrafricaine
République démocratique du Congo
République-Unie de Tanzanie
Rwanda
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Seychelles
Sierra Leone
Somalie
Soudan
Soudan du Sud
Swaziland
Tchad
Togo
Tunisie
Zambie
Zimbabwe

Sous-Liste C2

Europe, Asie et Pacifique

Afghanistan
Albanie
Arménie
Azerbaïdjan
Bangladesh
Bhoutan
Bosnie-Herzégovine
Cambodge
Chine
Chypre
Croatie
Ex-République yougoslave de Macédoine
Fidji
Géorgie
Îles Cook
Îles Marshall
Îles Salomon
Inde
Israël
Jordanie
Kazakhstan
Kirghizistan
Kiribati
Liban
Malaisie
Maldives
Malte
Micronésie (États fédérés de)
Mongolie
Monténégro
Myanmar
Nauru
Népal
Nioué
Oman
Ouzbékistan
Pakistan
Palaos
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Philippines
République arabe syrienne
République de Corée
République démocratique populaire lao
République de Moldova
République populaire démocratique de Corée
Roumanie
Samoa
Sri Lanka
Tadjikistan
Thaïlande
Timor-Leste
Tonga
Turquie
Tuvalu
Vanuatu
Viet Nam
Yémen

Sous-Liste C3

Amérique latine et Caraïbes

Antigua-et-Barbuda
Argentine
Bahamas
Barbade
Belize
Bolivie (État plurinational de)
Brésil
Chili
Colombie
Costa Rica
Cuba
Dominique
El Salvador
Équateur
Grenade
Guatemala
Guyana
Haïti
Honduras
Jamaïque
Mexique
Nicaragua
Panama
Paraguay
Pérou
République dominicaine
Sainte-Lucie
Saint-Kitts-et-Nevis
Saint-Vincent-et-les Grenadines
Suriname
Trinité-et-Tobago
Uruguay

**Liste des Gouverneurs et des Gouverneurs suppléants⁴
des États membres du FIDA au 31 décembre 2015⁵**

Membre	Gouverneur	Gouverneur suppléant
AFGHANISTAN	Zia Uddin Nezam <i>(Janvier - Mars 2015)</i> — <i>(Mars 2015 -)</i>	—
ALBANIE	Shkelqim Cani	Alban Zusi
ALGÉRIE	Abdelwahab Nouri <i>(Janvier - Mai 2015)</i> Abdelkader Kadi <i>(Mai - Juillet 2015)</i> Sid-Ahmed Ferroukhi <i>(Juillet 2015 -)</i>	Rachid Marif
ANGOLA	Afonso Pedro Canga	Florêncio Mariano da Conceição de Almeida
ANTIGUA-ET-BARBUDA	—	—
ARGENTINE	Claudio Javier Rozencwaig	—
ARMÉNIE	Sergo Karapetyan	Zohrab V. Malek
AUTRICHE	Edith Frauwallner	Günther Schönleitner
AZERBAÏDJAN	Vaqif Sadiqov	—
BAHAMAS	V. Alfred Gray	Eldred Edison Bethel
BANGLADESH	Abul Maal Abdul Muhith	Monzur Hossain
BARBADE	—	—

⁴ La trente-huitième session du Conseil des gouverneurs, tenue les 16 et 17 février 2015, a été présidée par Son Excellence Luc Oyoubi (Gabon). Son Excellence Afonso Pedro Canga (Angola) et Son Excellence Pio Wennubst (Suisse) ont assuré la vice-présidence.

⁵ Les dates entre parenthèses sont celles de l'entrée en fonctions et du départ du représentant concerné. L'absence de date signifie que le représentant est resté en fonctions pendant toute l'année.

BELGIQUE	Vincent Mertens de Wilmars <i>(Janvier - Octobre 2015)</i>	—
	Patrick Vercauteren Drubbel <i>(Octobre 2015 -)</i>	
BELIZE	—	—
BÉNIN	El Hadj Issa Azizou <i>(Janvier - Juillet 2015)</i>	Rosemonde Deffon Yakoubou
	Rufin Orou Nan Nansounon <i>(Juillet 2015 -)</i>	
BHOUTAN	Yeshey Dorji	Daw Penjo
BOLIVIE (ÉTAT PLURINATIONAL DE)	Antolín Ayaviri Gómez <i>(Janvier - Août 2015)</i>	Eduardo Ugarteche Paz Soldán <i>(Janvier 2015)</i>
	— <i>(Août 2015 -)</i>	Roxana Oller Catoira <i>(Février 2015 -)</i>
BOSNIE-HERZÉGOVINE	Nerkez Arifhodzic <i>(Janvier - Juin 2015)</i>	Vesela Planinic
	— <i>(Juin - Octobre 2015)</i>	
	Željana Zovko <i>(Octobre 2015 -)</i>	
BOTSWANA	Patrick Pule Ralotsia <i>(Janvier - Mai 2015)</i>	Micus Chimbombi <i>(Janvier - Décembre 2015)</i>
	Fidelis Molao <i>(Mai - Décembre 2015)</i>	Biopelo Khumomathlare <i>(Décembre 2015 -)</i>
	Kgotla K. Autlwetse <i>(Décembre 2015 -)</i>	
BRÉSIL	Miriam Aparecida Belchior <i>(Janvier 2015)</i>	— <i>(Janvier 2015)</i>
	Nelson Henrique Barbosa Filho <i>(Février 2015 -)</i>	Claudio Alberto Castelo Branco Puty <i>(Février - Août 2015)</i>
		Maria Laura da Rocha <i>(Août 2015 -)</i>
BURKINA FASO	Jean Gustave Sanon	Lassané Kabore

BURUNDI	Tabu Abdallah Manirakiza	Odette Kayitesi <i>(Janvier - Août 2015)</i>
		Déo Guide Rurema <i>(Août 2015 -)</i>
CABO VERDE	Manuel Amante da Rosa	Sónia Cristina Martins
CAMBODGE	Ouk Rabun	—
CAMEROUN	Clémentine Ananga Messina	Dominique Awono Essama
CANADA	Diane Jacovella	Cheryl Urban <i>(Janvier - Décembre 2015)</i>
		Michel Gagnon <i>(Décembre 2015 -)</i>
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	David Banzoukou <i>(Janvier - Septembre 2015)</i>	Mahamat Yacoub Taïb
	Théotime Soule Balouwe <i>(Septembre - Novembre 2015)</i>	
	Marie-Noëlle Koyara <i>(Novembre 2015 -)</i>	
TCHAD	Amane Rosine Baïwong Djibergui	Lagnaba Kakiang
CHILI	Luis Fernando Ayala González	—
CHINE	Shi Yaobin	Yang Shaolin
COLOMBIE	Juan Sebastián Betancur Escobar	Adriana Isabel Vivas Rosero
COMORES	Abdou Nassur Madi <i>(Janvier - Juillet 2015)</i>	Mohamed Ali Soilihi
	Siti Kassim <i>(Juillet 2015 -)</i>	
CONGO	Rigobert Maboundou	Mamadou Kamara Dekamo
ÎLES COOK	—	—
COSTA RICA	—	—
	<i>(Janvier 2015)</i>	<i>(Janvier 2015)</i>
	Marco Vinicio Vargas Pereira <i>(Février 2015 -)</i>	Estela Blanco Solís <i>(Février - Août 2015)</i>

		— (Août - Octobre 2015)
		Miguel Ángel Obregón López (Octobre 2015 -)
CROATIE	Damir Grubiša	—
CUBA	Rodrigo Malmierca Díaz	Alba Beatriz Soto Pimentel
CHYPRE	George F. Poulides	Spyridon Ellinas
CÔTE D'IVOIRE	—	—
RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE	Kim Chun Guk	—
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	— (Janvier 2015)	Hubert Ali Ramazani
	Isidore Kabwe Mwewu Longo (Février - Novembre 2015)	
	Emile Christophe Mota Ndongo Kang (Novembre 2015 -)	
DANEMARK	Morten Jespersen	Vibeke Gram Mortensen
DJIBOUTI	Mohamed Ahmed Awaleh	—
DOMINIQUE	Matthew Walter	—
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	Mario Arvelo Caamaño (Janvier - Juillet 2015)	Mario Arvelo Caamaño (Juillet 2015 -)
	Antonio Vargas Hernández (Juillet 2015 -)	
ÉQUATEUR	— (Janvier - Mai 2015)	Javier Ponce Cevallos
	Fausto Eduardo Herrera Nicolalde (Mai 2015 -)	
ÉGYPTE	Adel Tawfek El-Beltagy (Janvier - Mars 2015)	Amr Mostafa Kamal Helmy

	Salah El Din Helal (Mars - Septembre 2015)	
	Essam Osman Fayed (Septembre 2015 -)	
EL SALVADOR	Aida Luz Santos de Escobar (Janvier - Août 2015)	María Eulalia Jiménez Zepeda
	— (Août 2015 -)	
GUINÉE ÉQUATORIALE	Alfredo Mitogo Mitogo Ada (Janvier - Mai 2015)	Salomón Nfa Ndong
	Francisco Mba Olo Bahamonde (Mai 2015 -)	
ÉRYTHRÉE	Arefaine Berhe	Fessehazion Pietros
ESTONIE	Ruve Šank	Siim Tiidemann
ÉTHIOPIE	Tefera Derbew	Gessese Mulugeta Alemseged
FIDJI	Inia Batikoto Seruiratu	Joeli Cawaki
FINLANDE	Anne Sipiläinen (Janvier - Octobre 2015)	Riikka Laatu
	Elina Kalkku (Octobre 2015 -)	
FRANCE	Anthony Requin (Janvier - Mai 2015)	—
	Guillaume Chabert (Mai 2015 -)	
GABON	Luc Oyoubi (Janvier - Septembre 2015)	Rachelle Ewomba-Jocktane
	Mathieu Mboumba Nziengui (Septembre 2015 -)	
GAMBIE	Solomon Owens (Janvier - Juillet 2015)	Lang Yabou
	— (Juillet - Août 2015)	
	Ousman Jammeh (Août 2015 -)	

GÉORGIE	Otar Danelia	Karlo Sikharulidze
ALLEMAGNE	Peter Failer	—
GHANA	Fifi Fiavi Franklin Kwetey	Molly Anim Addo
GRÈCE	Themistoklis Demiris	Nike Ekaterini Koutrakou <i>(Janvier - Avril 2015)</i> Alexios Marios Lyberopoulos <i>(Avril 2015 -)</i>
GRENADE	Roland Bhola	—
GUATEMALA	Stephanie Hochstetter Skinner-Klée	Sylvia Wohlers de Meie
GUINÉE	Jacqueline Sultan	— <i>(Janvier - Mai 2015)</i> Mohamed Chérif Diallo <i>(Mai 2015 -)</i>
GUINÉE-BISSAU	—	—
GUYANA	Leslie Ramsammy <i>(Janvier - Août 2015)</i> Noel Holder <i>(Août 2015 -)</i>	George Jervis
HAÏTI	— <i>(Janvier 2015)</i> Wilson Laleau <i>(Février 2015 -)</i>	—
HONDURAS	Jacobo Páz Bodden	—
HONGRIE	—	Zoltán Kálmán
ISLANDE	María Erla Marelsdóttir	Hermann Örn Ingólfsson <i>(Janvier 2015)</i> Jón Erlingur Jónasson <i>(Février - Avril 2015)</i> Auðbjörg Halldórsdóttir <i>(Avril 2015 -)</i>

INDE	Rajiv Mehrishi <i>(Janvier - Septembre 2015)</i>	Dinesh Sharma
	Shaktikanta Das <i>(Septembre 2015 -)</i>	
INDONÉSIE	Bambang Brodjonegoro <i>(Janvier 2015)</i>	Lukita Dinarsyah Tuwo <i>(Janvier - Novembre 2015)</i>
	Andin Hadiyanto <i>(Février 2015 -)</i>	— <i>(Novembre 2015 -)</i>
IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D')	Peiman Seadat	—
IRAQ	Falah Hassan Zeidan	Saywan Sabir Mustafa Barzani
IRLANDE	Bobby McDonagh	Damien Kelly
ISRAËL	—	—
ITALIE	Enrico Morando	—
JAMAÏQUE	— <i>(Janvier 2015)</i>	Donovan Stanberry <i>(Janvier 2015)</i>
	Derrick Kellier <i>(Février 2015 -)</i>	Wayne McCook <i>(Février 2015 -)</i>
JAPON	Kazuyoshi Umemoto	Masanori Yoshida <i>(Janvier - Octobre 2015)</i>
		Kenji Okamura <i>(Octobre 2015 -)</i>
JORDANIE	Ibrahim Saif <i>(Janvier - Mars 2015)</i>	Radi Al-Tarawneh
	Imad Fakhoury <i>(Mars 2015 -)</i>	
KAZAKHSTAN	Yermek Kosherbayev	Dina Sattybayeva
KENYA	Felix Kiptarus Koskei	Josephine Wangari Gaita
KIRIBATI	Tiarite George Kwong	Manikaoti Timeon <i>(Janvier 2015)</i>
		Timi Kaiekieki <i>(Février 2015 -)</i>
KOWEÏT	Anas K. Al-Saleh	Hesham I. Al-Waqayan

KIRGHIZISTAN	—	—
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO	Liane Thykeo	—
LIBAN	Gloria Abouzeid	Rania Khalil Zarzour
LESOTHO	Lits'oane Simon Lits'oane <i>(Janvier - Mai 2015)</i>	Mathoriso Molumeli
	'Mapalesa Mothokho <i>(Mai 2015 -)</i>	
LIBÉRIA	Florence Chenoweth <i>(Janvier - Décembre 2015)</i>	Peter Korvah
	Moses Zinnah <i>(Décembre 2015 -)</i>	
LIBYE	—	—
LUXEMBOURG	Romain Schneider	Manuel Tonnar
MADAGASCAR	Ravatomanga Rolland	—
MALAWI	Jermoth Ulemu Chilapondwa	Jeffrey H. Luhanga
MALAISIE	— <i>(Janvier 2015)</i>	— <i>(Janvier 2015)</i>
	Mohd Irwan Serigar Bin Abdullah <i>(Février 2015 -)</i>	Halimah Abdullah <i>(Février - Juin 2015)</i>
		— <i>(Juin - Septembre 2015)</i>
		Abdul Samad Othman <i>(Septembre 2015 -)</i>
MALDIVES	Mohamed Shainee	Abdulla Nashid
MALI	Bokary Treta	— <i>(Janvier 2015)</i>
		Bruno Maiga <i>(Février 2015 -)</i>
MALTE	Justin Zahra	Stefan Cachia
ÎLES MARSHALL	—	—

MAURITANIE	Sidi Ould Tah <i>(Janvier - Octobre 2015)</i>	Marièm Aouffa
	Sid Ahmed Rais <i>(Octobre 2015 -)</i>	
MAURICE	Mahen Kumar Seeruttun	Tej Asha Mudhoo <i>(Janvier - Mai 2015)</i>
		Pushpawant Boodhun <i>(Mai 2015 -)</i>
MEXIQUE	Miguel Ruiz Cabañas Izquierdo <i>(Janvier - Septembre 2015)</i>	—
	— <i>(Septembre 2015 -)</i>	
MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)	— <i>(Février - Juillet 2015)</i>	— <i>(Février - Juillet 2015)</i>
	Marion Henry <i>(Juillet 2015 -)</i>	Alissa Takesy <i>(Juillet 2015 -)</i>
MONGOLIE	Sharavdorj Tuvdendorj <i>(Janvier - Mars 2015)</i>	Shijeekhuu Odonbaatar
	Radnaa Burmaa <i>(Mars 2015 -)</i>	
MONTÉNÉGRO	— <i>(Février - Août 2015)</i>	— <i>(Février - Août 2015)</i>
	Petar Ivanović <i>(Août 2015 -)</i>	Nataša Božović <i>(Août 2015 -)</i>
MAROC	— <i>(Janvier - Novembre 2015)</i>	Ali Lamrani <i>(Janvier - Novembre 2015)</i>
	Mohammed Sadiki <i>(Novembre 2015 -)</i>	Mohamed El Gholabzouri <i>(Novembre 2015 -)</i>
MOZAMBIQUE	Aiuba Cuereneia <i>(Janvier 2015)</i>	Waldemar Fernando de Sousa
	Adriano Afonso Maleiane <i>(Février 2015 -)</i>	
MYANMAR	Hlaing Myint	Myint Naung
NAMIBIE	John Mutorwa	Petrus N. Iilonga

NAURU	Elkoga Gadabu <i>(Janvier - Décembre 2015)</i>	Michael Aroi
	Sasi Kumar <i>(Décembre 2015 -)</i>	
NÉPAL	Hari Prasad Parajuli <i>(Janvier - Août 2015)</i>	Jaya Mukunda Khanal <i>(Janvier - Août 2015)</i>
	Bam Dev Gautam <i>(Août - Décembre 2015)</i>	Uttam Kumar Bhattarai <i>(Août 2015 -)</i>
	Haribol Prasad Gajurel <i>(Décembre 2015 -)</i>	
PAYS-BAS	Lilianne Ploumen	Gerda Verburg
NOUVELLE-ZÉLANDE	— <i>(Janvier 2015)</i>	Anthe Crawley
	Patrick John Rata <i>(Février 2015 -)</i>	
NICARAGUA	Mónica Robelo Raffone	—
NIGER	Maïdagi Allambeye	Amadou Touré <i>(Janvier - Novembre 2015)</i>
		— <i>(Novembre 2015 -)</i>
NIGÉRIA	Akinwumi A. Adesina <i>(Janvier - Juin 2015)</i>	—
	— <i>(Juin 2015 -)</i>	
NIOUÉ	—	—
NORVÈGE	Leni Stenseth	Mariann Murvoll
OMAN	Isshaq Al-Roqqeishy	—
PAKISTAN	Sikandar Hayat Khan Bosan	Muhammad Saleem Sethi
PALAOS	— <i>(Février - Août 2015)</i>	— <i>(Février - Août 2015)</i>
	Fleming Umiich Sengebau <i>(Août 2015 -)</i>	Secilil Eldebechel <i>(Août 2015 -)</i>
PANAMA	Dulcidio de La Guardia	Iván Alexei Zarak Arias

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	Patrick Pruaitch	Simon Tosali <i>(Janvier 2015)</i>
		Dairi Vele <i>(Février 2015 -)</i>
PARAGUAY	Santiago Peña Palacios	Pedro Daniel Correa Ramírez
PÉROU	— <i>(Janvier - Juin 2015)</i>	—
	Eda Adriana Rivas Franchini <i>(Juin 2015 -)</i>	
PHILIPPINES	Cesar V. Purisima	—
PORTUGAL	Cláudia Isabel Anacleto Pereira da Costa de Cerca Coelho	Rosa Maria Fernandes Lourenço Caetano
QATAR	— <i>(Janvier - Mai 2015)</i>	—
	Abdulaziz Ahmed Al Malki Al-Jehani <i>(Mai 2015 -)</i>	
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	Bae Jae Hyun <i>(Janvier - Mai 2015)</i>	Lee Eun Jeong
	— <i>(Mai - Juin 2015)</i>	
	Lee Yong-joon <i>(Juin 2015 -)</i>	
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	Viorel Gutu <i>(Janvier 2015)</i>	Elena Matveeva
	Vlad Loghin <i>(Février 2015 -)</i>	
ROUMANIE	Achim Irimescu <i>(Janvier - Décembre 2015)</i>	Dana Manuela Constantinescu
	— <i>(Décembre 2015 -)</i>	
FÉDÉRATION DE RUSSIE	Andrey Bokarev	Vladimir Kuznetsov
RWANDA	Géraldine Mukeshimana	—

SAINT-KITTS-ET-NEVIS	Nigel Alexis Carty <i>(Janvier - Août 2015)</i>	Ashton Stanley
	Eugene Alistair Hamilton <i>(Août 2015 -)</i>	
SAINTE-LUCIE	Moses Jn Baptiste	Hurbert Emmanuel
SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES	—	—
SAMOA	Faumuina Tiatia Liuga	Tialavea F.T. Seigafolava Hunt
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	Américo D'Oliveira Ramos	Teodorico De Campos
ARABIE SAOUDITE	— <i>(Janvier - Avril 2015)</i>	Sulaiman al-Turki
	Abdulrahman bin Abdulmohsen Al-Fadhli <i>(Avril 2015 -)</i>	
SÉNÉGAL	Papa Abdoulaye Seck	Seynabou Badiane <i>(Janvier - Avril 2015)</i>
		— <i>(Avril - Juin 2015)</i>
		Mamadou Saliou Diouf <i>(Juin 2015 -)</i>
SEYCHELLES	Bernard Francis Shamlaye	—
SIERRA LEONE	Joseph Sam Sesay	Jongopie Siaka Stevens
ÎLES SALOMON	—	—
SOMALIE	Abdi Ahmed Mohamed <i>(Janvier 2015)</i>	Ibrahim Hagi Abdulkadir
	Ahmed Hassan Gabobe <i>(Février 2015 -)</i>	
AFRIQUE DU SUD	Nomatemba Tambo	Marc Jürgens <i>(Janvier - Septembre 2015)</i>
		— <i>(Septembre 2015 -)</i>
SOUDAN DU SUD	Beda Deng Machar	—

ESPAGNE	Francisco Javier Elorza Cavengt	Vicente Canelles Montero
SRI LANKA	Nawalage Bennet Cooray <i>(Janvier - Mars 2015)</i>	Dolugala Watte Jinadasa
	— <i>(Mars 2015 -)</i>	
SOUDAN	Ibrahim Mahmoud Hamed <i>(Janvier - Novembre 2015)</i>	Majdi Hassan Mohamed Yasin
	Ibrahim Adam Ahmed Al-Dukheri <i>(Novembre 2015 -)</i>	
SURINAME	Jaswant Sahtoe	Christopher Wilfred <i>(Janvier - Décembre 2015)</i>
		— <i>(Décembre 2015 -)</i>
SWAZILAND	Moses Vilakati	Bongani S. Masuku
SUÈDE	Ulrika Modéer	Per Örnéus
SUISSE	Pio Wennubst	Daniel Birchmeier
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	Ahmad Fateh Al-Qadery	—
TADJIKISTAN	Sulton Valiev <i>(Janvier - Novembre 2015)</i>	—
	Davlatali Hotamov <i>(Novembre 2015 -)</i>	
THAÏLANDE	Chavalit Chookajorn <i>(Janvier - Septembre 2015)</i>	Sompong Nimchuar
	Theerapat Prayurasiddhi <i>(Septembre 2015 -)</i>	
EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE	—	—
TIMOR-LESTE	Mariano Assanami Sabino <i>(Janvier - Mars 2015)</i>	—

	Estanislau da Silva (Mars 2015 -)	
TOGO	Ouro Koura Agadazi	Akla-Esso M'Baw Arokoum
TONGA	—	—
TRINITÉ-ET-TOBAGO	Devant Maharaj	John C.E. Sandy (Janvier - Octobre 2015)
		— (Octobre 2015 -)
TUNISIE	— (Janvier 2015)	— (Janvier - Mai 2015)
	Yassine Brahim (Février - Mai 2015)	Saad Seddik (Mai 2015 -)
	Yassine Brahim (Mai 2015 -)	
TURQUIE	Mehmet Mehdi Eker (Janvier - Septembre 2015)	Aydin Adnan Sezgin
	Kutbettin Arzu (Septembre - Novembre 2015)	
	Faruk Çelik (Novembre 2015 -)	
TUVALU	—	—
UGANDA	Maria Kiwanuka (Janvier - Mars 2015)	—
	— (Mars 2015 -)	
ÉMIRATS ARABES UNIS	Obeid Humaid Al Tayer	Younis Haji Al Khouri
ROYAUME-UNI	Neil Briscoe (Janvier - Novembre 2015)	Elizabeth Nasskau
	— (Novembre 2015 -)	
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE	Christopher Chiza (Janvier 2015)	James Alex Msekela
	Stephen Masato Wasira (Février 2015 -)	

ÉTATS-UNIS	Jacob J. Lew	—
URUGUAY	— <i>(Janvier - Octobre 2015)</i>	—
	Gastón Alfonso Lasarte Burghi <i>(Octobre 2015 -)</i>	
OUZBÉKISTAN	Ravshan Usmanov	Yashin Khidirov
VANUATU	Howard Aru	— <i>(Janvier - Juin 2015)</i>
		Esra Tekon Tumukon <i>(Juin 2015 -)</i>
VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU)	Simón A. Zerpa Delgado	Gladys Francisca Urbaneja Durán <i>(Janvier - Août 2015)</i>
		Elías Rafael Eljuri Abraham <i>(Août 2015 -)</i>
VIET NAM	Truong Chi Trung	Nguyen Thanh Do
YÉMEN	Farid Ahmed Mujawar <i>(Janvier - Novembre 2015)</i>	—
	Ahmed Ahmed Al-Maisari <i>(Novembre 2015 -)</i>	
ZAMBIE	—	—
ZIMBABWE	Joseph M. Made	—

**LISTE DES REPRÉSENTANTS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION
au 31 décembre 2015⁶**

MEMBRE		MEMBRE SUPPLÉANT	
Liste A			
CANADA	Michael Christian Gort <i>(Janvier - Août 2015)</i>	IRLANDE	— <i>(Mars 2015)</i>
	Karen Garner <i>(Août 2015 -)</i>		Earnán O'Cléirigh <i>(Avril 2015 -)</i>
FRANCE	Martin Landais	BELGIQUE	Guy Beringhs
ALLEMAGNE	Otmar Greiff	SUISSE	Christina E. Grieder <i>(Janvier - Août 2015)</i>
			— <i>(Août - Novembre 2015)</i>
			Liliane Ortega <i>(Novembre 2015 -)</i>
ITALIE	Adolfo Di Carluccio	AUTRICHE	Wolfgang Müller <i>(Mars - Août 2015)</i>
			Seena Garcia <i>(Août 2015 -)</i>
JAPON	Osamu Kubota	DANEMARK	Vibeke Gram Mortensen
PAYS-PAS	Wierish Ramsoekh	ROYAUME-UNI	Elizabeth Nasskau
SUÈDE	Erik Jonsson <i>(Janvier - Août 2015)</i>	NORVÈGE	Jostein Leiro <i>(Janvier - Septembre 2015)</i>
	— <i>(Août - Novembre 2015)</i>		Inge Nordang <i>(Septembre 2015 -)</i>
	Victoria Jacobsson <i>(Novembre 2015 -)</i>		
ÉTATS-UNIS	— <i>(Janvier - Septembre 2015)</i>	ESPAGNE	Francisco Capote <i>(Janvier - Août 2015)</i>
	John Hurley <i>(Septembre 2015 -)</i>		Juan Claudio de Ramón Jacob-Ernest <i>(Août 2015 -)</i>

⁶ Les dates entre parenthèses sont celles de l'entrée en fonctions et du départ du représentant concerné. L'absence de date signifie que le représentant est resté en fonctions pendant toute l'année.

Liste B

KOWEÏT	Yousef Ghazi Al-Bader	ÉMIRATS ARABES UNIS	Yousuf Mohammed Bin Hajar
NIGÉRIA	Yaya O. Olaniran	QATAR	—
ARABIE SAOUDITE	Bandar bin Abdel Mohsin Al-Shalhoob	INDONÉSIE	Hari Priyono
VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU)	Patricia Febles Montes (<i>Janvier - Juillet 2015</i>) Vanessa Rowena Avendaño (<i>Juillet 2015 -</i>)	ALGÉRIE	Nourdine Lasmi

Liste C

Sous-Liste C1

ANGOLA	Carlos Alberto Amaral	KENYA	— (<i>Mars - Août 2015</i>) Fabian Muya (<i>Août 2015 -</i>)
LIBÉRIA	— (<i>Mars - Décembre 2015</i>) Mohammed S.L. Sheriff (<i>Décembre 2015 -</i>)	ÉGYPTE	Abdelbaset Ahmed Aly Shalaby

Sous-Liste C2

CHINE	Zhang Zhengwei	PAKISTAN	—
INDE	Tarun Bajaj (<i>Janvier - Juillet 2015</i>) Raj Kumar (<i>Juillet 2015 -</i>)	RÉPUBLIQUE DE CORÉE	Lee Eun Jeong

Sous-Liste C3

BRÉSIL	Benvindo Belluco (<i>Janvier - Août 2015</i>) — (<i>Août - Décembre 2015</i>) Rafael Ranieri (<i>Décembre 2015 -</i>)	ARGENTINE	Gustavo O. Infante (<i>Janvier - Août 2015</i>) Claudio Javier Rozencwaig (<i>Août 2015 -</i>)
MEXIQUE	Miguel Ruiz Cabañas Izquierdo (<i>Janvier - Septembre 2015</i>) — (<i>Septembre 2015 -</i>)	RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	— (<i>Mars - Avril 2015</i>) Antonio Vargas Hernández (<i>Avril 2015 -</i>)

PUBLICATIONS EN 2015⁷

La présente bibliographie contient une sélection de publications. Les publications et les documents techniques portent sur des sujets spécialisés, apportent une contribution originale aux questions examinées et sont publiés par le FIDA. Les publications diffusées par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) présentent des évaluations indépendantes de nos résultats. Les documents d'orientation, les rapports techniques, les articles et les textes rédigés par le personnel et publiés en dehors du FIDA figurent aussi sur cette liste, ainsi qu'une sélection de publications externes avec l'appui du FIDA.

Enfin, nous indiquons des liens vers certains de nos supports de communication. La présente section offre un échantillon des différents types de support d'information et de plaidoyer que nous produisons afin de faire mieux connaître l'impact de l'action du FIDA et ses principaux domaines d'activité.

Publications techniques et rapports

Changement climatique

- Climate change risk assessments in value chain projects: How to do note
- Fisheries, aquaculture and climate change: How to do note
- Note pratique. Comment intégrer des systèmes portables de production de biogaz dans les projets appuyés par le FIDA
- Measuring climate resilience: How to do note
- Adaptation for Smallholder Agriculture Programme (ASAP). Progress review
- Climate-smart agriculture rapid appraisal (CSA-RA). A prioritization tool for outscaling CSA: step-by-step guidelines
- Avantage de l'atténuation. Maximiser les avantages connexes d'investir dans des initiatives d'adaptation des petits exploitants agricoles
- The policy advantage. Enabling smallholders' adaptation priorities to be realized

Contribution à l'élaboration des politiques au niveau des pays

- Côte d'Ivoire. Review of experience of the national rice strategy
- East African Community. Supporting public hearings on the East African Community Cooperative Societies Bill
- Indonesia. Policy study to add value to the project design process
- Lao People's Democratic Republic. Exchange on good practices for public policy consultations
- Mexico. Supporting design of a national programme as a policy solution for reducing rural poverty
- Tajikistan. Exchange on good practices for public policy consultations

Analyse économique et financière

- IFAD's internal guidelines: Economic and financial analysis of rural investment projects. Volume 1. Basic concepts and rationale

Égalité entre les sexes

- Beijing+20: IFAD's work to empower rural women
- Gender and rural development briefs:
Mercosur (Anglais | Espagnol)
Afrique de l'Ouest et du Centre (Anglais | Français)
- Changing lives through IFAD water investments. A gender perspective
- Promoting the leadership of women in producers' organizations: Lessons from the experiences of FAO and IFAD

⁷ Sauf indication contraire, toutes les publications sont rédigées dans la langue utilisée pour le titre.

Services financiers inclusifs

- Youth access to rural finance: Inclusive rural financial services toolkit: Teaser | How to do note | Lessons learned

Régime foncier

- Sécurité foncière et réduction de la pauvreté – note d’information (Anglais | Arabe | Espagnol | Français)

Nutrition

- Integrated homestead food production (IHFP). Food security and nutrition toolkit: Teaser | How to do note | Lessons learned

Partenariats

- A partnership for inclusive rural development – Japan and the International Fund for Agricultural Development (IFAD)

Envois de fonds

- Étude de référence sur l'utilisation des bureaux de poste ruraux pour les transferts de fonds en Afrique (Anglais | Français)
- Conférence africaine sur les transferts d'argent et les réseaux postaux. Rapport officiel (Anglais| Français)
- Travailleurs migrants et transferts de fonds: Marchés et flux européens (Anglais| Français)

Télédéttection

- Remote sensing for index insurance: Findings and lessons so far

Mobilisation des ressources

- Emerging trends in mobilizing concessional resources for international financial institutions. Synthesis report of the roundtable discussion 11-12 May 2015

Institutions rurales

- Delivering public, private and semi-private goods: Institutional issues and implementation arrangements
- Effective project management arrangements for agricultural projects: A synthesis of selected case studies and quantitative analysis
- Seeking free, prior and informed consent in IFAD investment projects: How to do note

Transformation du monde rural

Une nouvelle génération de transformation rurale. Le FIDA en Amérique latine et dans les Caraïbes (Anglais| Espagnol | Français| Portugais)

Reproduction à plus grande échelle

- Notes d’orientation thématiques sur la reproduction à plus grande échelle:
Scaling up results: overview
Agricultural water management
Climate-resilient agricultural development
Gender equality and women’s empowerment
Inclusive rural financial services
Land tenure security
Nutrition-sensitive agriculture and rural development
Smallholder livestock development
Supporting smallholder institutions and organizations
Sustainable inclusion of smallholders in agricultural value chains

Filières

- Brokering development: enabling factors for public-private-producer partnerships in agricultural value chains
- Summaries of case studies: Ghana | Indonesia | Rwanda | Uganda

Point de vue du FIDA

- Le prix du développement et le coût de l'inaction (Anglais | Arabe | Espagnol | Français)

Documents d'orientation

- Le FIDA et la mise en œuvre du programme pour l'après-2015. Notes d'orientation (Anglais | Arabe | Espagnol | Français)
Promouvoir les partenariats pour une transformation inclusive et durable du monde rural
Reproduire les résultats à plus grande échelle pour obtenir un impact en termes de transformation inclusive et durable du monde rural
Concertation sur les politiques, recherche et savoirs pour une transformation inclusive et durable du monde rural
Investir dans les populations rurales

Publications du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA

- 2015 Annual Report on Results and Impact of IFAD Operations (ARRI): Report | Issues Paper | Profile
- Manuel de l'évaluation, deuxième édition
- **Évaluations au niveau de l'institution**
- IFAD's engagement in fragile and conflict-affected states and situations: Report | Profile | Insights | Infographics
- Rapports de synthèse d'évaluations
- IFAD/FAO engagement with pastoral development 2003-2013 (jointly with the FAO Office of Evaluation) Report | Infographics
- IFAD's engagement with indigenous populations report | Infographics
- **Évaluations de programme de pays**
- Bangladesh
- État plurinational de Bolivie
- Brésil
- République-Unie de Tanzanie
- **Évaluations d'impact**
- Inde: Programme de développement tribal du Jharkhand Chhattisgarh Report | Profile | Infographics
- **Évaluations de la performance des projets**
- Albanie. Programme de développement durable des zones rurales de montagne
- Brésil. Gente de Valor: Projet de développement des communautés rurales dans les zones les plus pauvres de l'État de Bahia
- Inde. Projet d'amélioration des moyens d'existence dans l'Himalaya
- République démocratique populaire lao. Programme d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales dans les provinces d'Attapeu et de Sayabouri
- Pakistan. Programme de développement communautaire
- Rwanda. Projet d'appui au Plan stratégique de transformation de l'agriculture
- Turquie. Projet de développement dans la région de Sivas-Erzincan

Articles de périodiques et autres matériels publiés par les auteurs du FIDA

Delve, R. (FIDA) et Kaaria, S. (FAO). Healthy soils for healthy nutrition. Organisation mondiale des agriculteurs. F@rmlatters.

Felloni, F. et Somma, S. Impact evaluations in rural development: Opportunities and challenges. The emerging experience of IFAD's Independent Office of Evaluation. eVALUatiOn Matters, second quarter 2015 Impact Evaluation – Insights from Practitioners. Publication trimestrielle des savoirs du Bureau indépendant de l'évaluation du Groupe de la Banque africaine de développement (BAfD). Abidjan, Côte d'Ivoire.

- Garcia, O. Influential evaluations: Illustrations from multilateral development organizations. eVALUatiOn Matters, second quarter Evaluation Influence in Development Organizations, p. 21-26. Publication trimestrielle des savoirs du Bureau indépendant de l'évaluation du Groupe de la Banque africaine de développement (BAfD). Abidjan, Côte d'Ivoire.
- Gerli, B. Participation without representation: Why do we need women leaders in agriculture? *Eccellenze Italiane*, 9/10 (numéro special pour EXPO 2015): 110-113.
- Hussein, K. Implications for urbanisation for agricultural value chains and markets in sub-Saharan Africa: A review. *Agriculture for Development*, 25: 23-26.
- Maldonado, J.H, Gómez, J.A. et Rosada, T. Rural development programmes and conditional cash transfers: examining synergistic effects in Latin America. *Policy in Focus*, 12(2): 30-32.
- Maldonado, J.H. et Rosada, T. Conclusiones. In: J.H. Maldonado, R. del Pilar Moreno-Sánchez, J.A. Gómez et V.L. Jurado, éd. *Protección, Producción, Promoción: Explorando Sinergias entre Protección Social y Fomento Productivo en Latinoamérica*, p. 493-508. Ediciones Uniandes. Bogota, Colombie.
- Nwanze, K.F. After Ebola: Why rural development matters in a time of crisis. *Huffington Post*, 26 janvier 2015.
- Nwanze, K.F. Empowering families to finance development with remittances and diaspora savings. Brookings Institution Future Development Economics to End Poverty, 8 juillet 2015. (blog)
- Nwanze, K.F. It's not just about the money: To change the world we must change ourselves. *The Times of Africa*, 13 juillet 2015. (Publié de nouveau in *Farmer's Weekly*, *The World Post*, *allAfrica*, *The Namibian*, *Afropages*, *Thomson Reuters Foundation*, *Uncova*, *Daily Monitor*, *African Business*, *Africa News Hub*, *Graphic Online*, *The Guardian Nigeria*, *Informer East Africa*, *Ghana Business News*, *Jeune Afrique*.)
- Nwanze, K.F. La sécurité alimentaire doit être une priorité centrale pour la COP21. Tribune conjointe avec S. Le Foll, Ministre français de l'agriculture. *Huffington Post*, 27 novembre 2015.
- Nwanze, K.F. Let financing for development start on the farm. *Farming First*, 3 juillet 2015.
- Nwanze, K.F. Mapping the way to Zero Hunger, corédigé avec J.G. da Silva, Directeur général de la FAO, et E. Cousin, Directrice exécutive du PAM. *Food Tank*, 29 mai 2015.
- Nwanze, K.F. Money doesn't always talk: Africa needs much more than just resources and money. *New African*, 553 (session questions-réponses).
- Nwanze, K.F. Partner to feed the planet. *BRICS Magazine*, 6(10).
- Nwanze, K.F. Remittances can give migrants a better chance at home. *Reuters' Remittances Gateway*, juin 2015.
- Nwanze, K.F. Smallholders: a big opportunity. *G7G20 Insights*, 10 juin 2015.
- Nwanze, K.F. Sustaining our farmers. *Cairo Review of Global Affairs*, 18.
- Nwanze, K.F. The price of development and the cost of inaction. *Huffington Post*, 15 avril 2015.
- Nwanze, K.F. The world can reap the benefits of investing in rural communities. *The National*, 1^{er} mars 2015.
- Nwanze, K.F. Will Africa's growth help Africa's people? *Harvard Business Review*, 16 juillet 2015 (version révisée de: It's Not Just about the Money, publiée in *The Times of Africa*, 13 juillet 2015)
- Nwanze, K.F. Food System Transformation Goes Beyond the Farm. Rethinking the Rural-Urban Dichotomy. In: *African Farmers in the Digital Age*. Foreign Affairs/Fondation Bill et Melinda Gates (à paraître).
- Ssendiwala, E., Nzioki. A. et al. Youth and Agricultural Productivity in Sub-Saharan Africa. In: *Africa Agriculture Status Report 2015: Youth in Agriculture in Sub-Saharan Africa*, p. 36-61. Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA). Nairobi, Kenya.
- Stubbs, J. Small business finance. *Law in Transition Journal*, 2015: 18-19.

Publications conjointes et externes avec l'appui du FIDA

- ACUA. *Fortalecimiento y Desarrollo Rural Integral de Los Afrocolombianos*. Fundación Activos Culturales Afro.
- AFD, CTA et FIDA. *Study on appropriate warehousing and collateral management systems in Sub-Saharan Africa*. Volume I – Key findings. Agence française de développement (AFD), Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et les pays membres de l'Union européenne, et FIDA.
- AFD, CTA et FIDA. *Study on appropriate warehousing and collateral management systems in Sub-Saharan Africa*. Volume II – Technical country reports. Agence française de développement (AFD), Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et les pays membres de l'Union européenne, et FIDA.
- AFD, CTA et FIDA. *Study on appropriate warehousing and collateral management systems in Sub-Saharan Africa*. Volume III – Review of applicable laws. Agence française de développement (AFD), Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et les pays membres de l'Union européenne, et FIDA.
- Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement, Banque européenne pour la reconstruction et le développement, FIDA, Groupe de la Banque interaméricaine de développement, Groupe de la Banque islamique de développement et Groupe de la Banque mondiale. *The common performance assessment system of the multilateral development banks: Reporting by indicator, COMPAS indicators 2013-2014*. FIDA. Rome.
- Ágreda, R.F. *Malla curricular para el certificado de formación de líderes y lideresas del agro*. Document de travail n° 145, Groupe de travail: Impact à grande échelle. Centre latino-américain pour le développement rural (RIMISP). Santiago, Chili.
- Aldana, Ú. et Vásquez, T. El impacto del proyecto Sierra Sur en la población beneficiaria de Juntos. *Economía y Sociedad*, 86: 20-25.
- Breisinger, C. Ecker, O. et Trinh Tan, J.-F. 2015. Conflict and food insecurity: How do we break the links? In: 2014-2015 *Global Food Policy Report*, chap. 7, p. 51-59. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). Washington, D.C.
- de la Mora, D. et Ruiz, A.J. *Documento final de diagnóstico comisión de derechos humanos del grupo de diálogo rural México*. Document n° 162, Groupe de travail: Développement et cohésion territoriale. RIMISP. Santiago, Chili.
- FAO. *Perú: Estrategia Nacional de Agricultura Familiar 2015-2021*. FAO. Lima, Pérou.
- FAO, Banque mondiale et FIDA. Gender in climate-smart agriculture. In: FAO, Banque mondiale et FIDA, *Gender in Agriculture Sourcebook*, module 18. Rome et Washington, D.C.
- Gómez, L. et Rodríguez, T. *Informe de evaluación intermedia grupo de diálogo rural El Salvador*. Document de travail n° 5, Série rapport d'évaluation. RIMISP. Santiago, Chili.
- IASS. Pro-poor resource governance under changing climates: *Addressing rural vulnerabilities in rural Bangladesh, Bolivia, Brazil, Burkina Faso, Ecuador and India*, édité par M.A. Zanella, J. Rosendahl et J. Weigelt. Institute for Advanced Sustainability Studies (IASS), Potsdam, Allemagne/FIDA, Rome.
- IFAD MERCOSUR CLAEH Programme. *From vision to action. IFAD's contribution to the institutionalization and political visibility of family farming in the expanded Mercosur 2000-2014*. FIDA et Marché commun du Sud (MERCOSUR). Programme du Centre latino-américain pour l'économie humaine. La Pampa, Argentine.
- FIDA et Banque mondiale. *The use of remittances and financial inclusion*. FIDA. Rome.
- IPC-IG. *Atlas da extrema pobreza no Norte e Nordeste do Brasil em 2010: População residente em domicílios agrícolas, pluriativos, rurais não agrícolas e urbanos não*

- agrícolas*. Centre international de politiques pour une croissance inclusive (IPC-IG). Brasilia, Brésil.
- Labbé, J.F. *Informe de Evaluación Intermedia Grupo de Diálogo Rural Colombia*. Document de travail n° 4, Série rapport d'évaluation. RIMISP. Santiago, Chili.
- Labbé, J.F. *Informe de Evaluación Intermedia Grupo de Diálogo Rural Ecuador*. Document de travail n° 6, Série rapport d'évaluation. RIMISP. Santiago, Chili.
- Mattern, M. et Tarazi, M. *Designing digital financial services for smallholder families: Lessons from Zimbabwe, Senegal, Rwanda, and Cambodia*. Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP). Washington, D.C.
- Montes de Oca, R.E. et Brown, C. *Documento final de diagnóstico comisión de protección social del grupo de diálogo rural México*. Document n° 160, Groupe de travail: Développement et cohésion territoriale. RIMISP. Santiago, Chili.
- Navas, C. *Derecho a la tierra y empoderamiento económico de las mujeres rurales en El Salvador*. Document n° 146, Groupe de travail: Développement et cohésion territoriale. RIMISP. Santiago, Chili.
- Robles, H. et González, I. *Documento final de diagnóstico comisión de presupuesto y diseño institucional del grupo de diálogo rural México*. Document n° 161, Groupe de travail: Développement et cohésion territoriale. RIMISP. Santiago, Chili.
- Thierry, B. *Regenerating forests and livelihoods in Nepal: a new lease on life. Unfolding the experience of 20 years of poverty alleviation through leasehold forestry in the Himalayas*. Offices agricoles du CAB International, avec la FAO et le FIDA. Wallingford, Royaume-Uni.
- Thorpe, J. et Maestre, M. *Brokering development: Enabling factors for public-private-producer partnerships in agricultural value chains*. Institut d'études sur le développement et FIDA.
- ONU-Femmes, Union africaine, FAO, FIDA et PAM. *Technologies for rural women in Africa: Policy brief*.
- Valverde, I. *Documento final de diagnóstico comisión de mercados agrícolas del grupo de diálogo rural México*. Document n° 163, Groupe de travail: Développement et cohésion territoriale. RIMISP. Santiago, Chili.

Supports de communication

Le FIDA produit aussi un vaste éventail d'éléments d'information et de plaidoyer.

La **banque d'images** révèle les multiples visages de la vie rurale dans les pays en développement.

<http://photos.ifad.org/asset-bank/action/viewHome>

La **salle des dépêches** publie les communiqués les plus récents sur nos activités.

<http://www.ifad.org/media/index.htm>

Le **blog social** du FIDA permet de rester informé des événements et des faits nouveaux sur le terrain et au siège.

<http://ifad-un.blogspot.com>

Les **récits recueillis sur le terrain** présentent de façon vivante des projets réussis.

<http://www.ifad.org/story/index.htm>

Nos **vidéos** font connaître les succès et les activités que nous appuyons dans le monde entier.

<http://www.youtube.com/IFADTV>

Sans parler de notre page web **Documents et publications**.

<http://www.ifad.org/pub/index.htm>

États financiers consolidés

pour l'exercice clos le 31 décembre 2015*

Appendice A	Bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement)	1
Appendice B	État du résultat global (chiffres consolidés et FIDA seulement)	2
Appendice B1	État des bénéfices non distribués (chiffres consolidés et FIDA seulement)	4
Appendice C	État consolidé des flux de trésorerie	5
Appendice C1	État récapitulatif des autres entités consolidées	6
Appendice D	Notes relatives aux états financiers consolidés	7
Appendice D1	État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires et des montants non décaissés	24
Appendice E	État récapitulatif du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne	31
Déclaration de la direction sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière		34
Rapport du Commissaire aux comptes		39
Attestation du Commissaire aux comptes sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière		41
Appendice F	Bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconverti en droits de tirage spéciaux	43
Appendice G	État des contributions	44
Appendice H	État des prêts	53
Appendice H1	État des dons – FIDA seulement	60
Appendice H2	Cadre pour la soutenabilité de la dette – FIDA seulement	61
Appendice I	État récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés	62
Appendice J	État récapitulatif des opérations liées à l'initiative pour l'allégement de la dette d'Haïti	63
Appendice K	Analyse des dépenses d'exploitation (FIDA seulement)	64

Dans les présents états financiers, les codes utilisés pour les devises sont ceux établis par l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Les notes relatives aux états financiers consolidés (appendice D) font partie intégrante des états financiers.

* Tels que soumis pour approbation à la cent dix-septième session du Conseil d'administration, en avril 2016, lequel les soumettra ensuite à la quarantième session du Conseil des gouverneurs pour approbation, conformément à l'article XII, paragraphe 6, du Règlement financier du FIDA.

Bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement)*Aux 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers d'USD)

<i>Actifs</i>	<i>Montants consolidés</i>		<i>FIDA seulement</i>	
	<i>2015</i>	<i>2014</i>	<i>2015</i>	<i>2014</i>
Liquidités et avoirs en banque (note 4)	325 582	202 256	131 299	82 497
Placements au coût amorti	466 665	702 901	211 711	280 231
Placements à la juste valeur	1 267 133	1 403 002	1 182 151	1 327 630
Placements (note 4)	1 733 798	2 105 903	1 393 862	1 607 861
Billets à ordre à encaisser (note 5)	402 250	481 649	211 392	284 038
Contributions à recevoir (note 5)	969 784	568 823	618 384	226 684
À déduire: contributions à recevoir conditionnelles	(5 912)	(35 913)	(5 912)	(35 913)
À déduire: provisions (note 6)	(168 446)	(168 448)	(168 446)	(168 448)
Montant net des contributions à recevoir et billets à ordre à encaisser	1 197 676	846 111	655 419	306 361
Autres sommes à recevoir (note 7)	14 807	15 342	151 089	148 744
Immobilisations (note 8)	11 027	11 920	11 027	11 920
Encours des prêts (note 9 et Appendice H)	5 165 155	5 076 967	5 082 323	5 035 678
À déduire: provision cumulée pour dépréciation des prêts (note 9 a))	(4 557)	(4 386)	(4 557)	(4 386)
À déduire: provision cumulée au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTÉ) (note 11 b) et Appendice I)	(19 074)	(25 684)	(19 074)	(25 684)
Encours net des prêts	5 141 524	5 046 897	5 058 692	5 005 608
Total actifs	8 424 414	8 228 429	7 401 388	7 162 991

<i>Passif et fonds propres</i>	<i>Montants consolidés</i>		<i>FIDA seulement</i>	
	<i>2015</i>	<i>2014</i>	<i>2015</i>	<i>2014</i>
Passif				
Sommes à payer et passif exigible (note 12)	162 418	176 605	171 319	187 754
Dons non décaissés (note 14)	449 518	383 724	66 428	73 533
Recettes reportées (note 13)	413 109	475 967	73 225	68 449
Passif lié à l'emprunt (note 15)	474 101	347 413	162 948	0
Total passif	1 499 146	1 383 709	473 919	329 735
Fonds propres				
Contributions				
Ordinaires	7 876 873	7 252 518	7 876 873	7 252 518
Spéciales	20 349	20 349	20 349	20 349
Total contributions**	7 897 222	7 272 867	7 897 222	7 272 867
Réserve générale	95 000	95 000	95 000	95 000
Bénéfices non distribués	(1 066 954)	(523 147)	(1 064 754)	(534 612)
Total fonds propres	6 925 268	6 844 720	6 927 468	6 833 255
Total passif et fonds propres	8 424 414	8 228 429	7 401 388	7 162 991

*Les notes figurant à l'Appendice D font partie intégrante des états financiers.

**Pour plus de détails, voir l'Appendice G "État récapitulatif des contributions"

État consolidé du résultat global*

Pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers d'USD)

	2015	2014
Recettes		
Produit des prêts	57 937	52 241
Produit/(pertes) sur liquidités et des placements (note 17)	2 689	57 004
Recettes provenant d'autres sources (note 18)	7 951	10 956
Recettes provenant des contributions (note 19)	184 779	213 111
Total des recettes	253 356	333 312
Dépenses d'exploitation (note 20)		
Rémunération du personnel (salaires et prestations) (note 21)	(88 156)	(94 680)
Dépenses administratives courantes	(36 393)	(38 049)
Consultants et personnel extérieur	(38 417)	(42 185)
Institutions coopérantes	(1 639)	(2 539)
Frais financiers directs (banques et placements) (note 24)	(2 653)	(3 181)
Sous-total des dépenses d'exploitation	(167 258)	(180 634)
Charges d'intérêt des prêts	(2 749)	(2 051)
Reprise/(provision) pour dépréciation des prêts (note 9 a))	20 130	(3 511)
Recettes/(dépenses) au titre de l'Initiative PPTE (note 26)	(7 893)	(8 594)
Dépenses au titre des dons (note 22)	(213 794)	(248 466)
Dépenses au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) (note 23)	(125 586)	(157 342)
Dotation aux amortissements (note 8)	(1 815)	(1 799)
Total des dépenses	(498 965)	(602 397)
(Déficit) avant ajustement sur la base de la juste valeur et du taux de change	(245 609)	(269 085)
Ajustement sur la base de la juste valeur (note 25)	(31 102)	21 979
(Pertes)/gains de change du FIDA (note 16)	(274 680)	(425 083)
Profit net ou (perte)	(551 391)	(672 191)
Autres éléments du résultat global (pertes)/produit:		
(Pertes)/gains de change résultant de la conversion d'entités consolidées (note 16)	(15 218)	(21 498)
Variation de la provision pour le plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS) (note 21)	21 188	(22 342)
Total des autres éléments du résultat global – (pertes)/produit	5 970	(43 841)
Total des éléments du résultat global – produit/(pertes)	(545 421)	(716 032)

*Les notes figurant à l'Appendice D font partie intégrante des états financiers.

État du résultat global (FIDA seulement)*

Pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers d'USD)

	2015	2014
Recettes		
Produit des prêts	57 373	52 007
Produit/(pertes) sur liquidités et des placements (note 17)	852	52 217
Recettes provenant d'autres sources	9 724	18 046
Recettes provenant des contributions (note 19)	2 661	2 874
Total des recettes	70 610	125 144
Dépenses d'exploitation (note 20)		
Rémunération du personnel (salaires et prestations) (note 21)	(85 167)	(92 188)
Dépenses administratives courantes	(34 608)	(36 159)
Consultants et personnel extérieur	(34 052)	(37 859)
Institutions coopérantes	(1 352)	(2 211)
Frais financiers directs (banques et placements)	(2 449)	(2 962)
Sous-total des dépenses d'exploitation	(157 628)	(171 379)
Charges d'intérêt des prêts	(1 717)	0
Reprise/(provision) pour dépréciation des prêts (note 9 a))	20 130	(3 511)
Recettes/(dépenses) au titre de l'Initiative PPTE (note 26)	(7 893)	(8 594)
Dépenses au titre des dons (note 22)	(44 840)	(52 618)
Dépenses au titre du CSD (note 23)	(125 586)	(157 342)
Dotations aux amortissements (note 8)	(1 815)	(1 799)
Total des dépenses	(319 349)	(395 243)
(Déficit) avant ajustement sur la base de la juste valeur et du taux de change	(248 737)	(270 099)
Ajustement sur la base de la juste valeur	(29 526)	22 709
(Pertes)/gains de change du FIDA	(274 680)	(425 083)
Profit net ou (perte)	(552 943)	(672 473)
Autres éléments du résultat global (pertes)/produit:		
Variation de la provision pour l'AMACS (note 21)	21 188	(22 342)
Total des autres éléments du résultat global – (pertes)/produit	21 188	(22 342)
Total des éléments du résultat global – produit/(pertes)	(531 755)	(694 815)

*Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

État consolidé de la variation des bénéfices non distribués*

Pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers d'USD)

	<i>Total des bénéfices non distribués</i>
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2013	192 885
(Déficit) des recettes par rapport aux dépenses	(672 191)
Total des autres éléments du résultat global (pertes)	(43 841)
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2014	(523 147)
(Déficit) des recettes par rapport aux dépenses	(551 391)
Total des autres éléments du résultat global	5 970
Compensation du CSD	1 612
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2015	(1 066 954)

État de la variation des bénéfices non distribués (FIDA seulement)*

Pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers d'USD)

	<i>Total des bénéfices non distribués</i>
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2013	160 204
(Déficit) des recettes par rapport aux dépenses	(672 473)
Total des autres éléments du résultat global (pertes)	(22 342)
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2014	(534 611)
(Déficit) des recettes par rapport aux dépenses	(552 943)
Total des autres éléments du résultat global	21 188
Compensation du CSD	1 612
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2015	(1 064 754)

*Les notes figurant à l'Appendice D font partie intégrante des états financiers.

État consolidé des flux de trésorerie*

Pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers d'USD)

	2015	2014
Flux de trésorerie provenant des opérations du FIDA		
Intérêts sur prêts (FIDA)	47 783	46 847
Intérêts sur prêts (autres fonds)	481	171
Contributions autres que celles destinées aux reconstitutions	101 489	87 616
Autres sommes (payées)/reçues	4 117	17 024
Dépenses d'exploitation et autres paiements	(191 916)	(165 684)
Décaissements au titre des dons (FIDA)	(48 204)	(56 159)
Décaissements au titre des dons (fonds supplémentaires)	(78 835)	(95 832)
Décaissements des dons au titre du CSD	(125 586)	(157 342)
Transfert aux liquidités soumises à restriction	3 934	641
Flux nets de trésorerie liés aux opérations	(286 737)	(322 718)
Flux de trésorerie provenant des activités de placement		
Décaissement des prêts (FIDA)	(486 701)	(485 464)
Décaissement des prêts (autres fonds)	(50 346)	(29 731)
Remboursements de prêts – principal	226 652	224 541
Remboursements de prêts – autres fonds	1 293	0
Transfert (des)/aux placements au coût amorti	236 754	12 601
Somme reçue au titre des placements	8 975	50 551
Flux nets de trésorerie liés aux activités de placement	(63 373)	(227 502)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		
Contributions aux reconstitutions	287 024	372 369
Fonds empruntés	168 764	0
Emprunt au titre du fonds fiduciaire	(3 668)	(1 902)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	452 120	370 467
Effet des variations de change sur les liquidités et équivalents	(109 285)	(111 992)
(Diminution) nette des liquidités et équivalents non soumis à restriction	(7 275)	(291 745)
Liquidités et équivalents non soumis à restriction en début d'exercice	1 597 321	1 889 066
Liquidités et équivalents non soumis à restriction en fin d'exercice	1 590 046	1 597 321
Dont:		
Liquidités non soumises à restriction	325 480	198 218
Placements non soumis à restriction, à l'exclusion des placements détenus jusqu'à échéance et des comptes de dettes	1 264 566	1 399 103
Liquidités et équivalents en fin d'exercice	1 590 046	1 597 321

*Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

État récapitulatif des autres entités consolidées

Au 31 décembre 2015
(en millions d'USD)

	Initiative PTE	Initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti	Fonds fiduciaire de l'AMACS	Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire	Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne	Fonds supplémentaires
Bilan						
Total actifs	3,0	28,7	63,4	319,9	295,9	448,7
Total passif	15,1	30,1	71,8	311,2	296,7	453,3
Bénéfices non distribués	(12,1)	(1,4)	(8,4)	8,7	(0,8)	(4,6)
État du résultat global						
Total des recettes	0	0	0,2	1,8	81,1	49,4
Total des dépenses d'exploitation	0	0	0,2	4,9	79,9	48,4
Solde net hors dépenses d'exploitation	0	0	0	(3,1)	1,2	1,0
<i>Flux de trésorerie nets</i>	(1,5)	2,5	(3,9)	(3,8)	75,8	14,9

État récapitulatif des autres entités consolidées

Au 31 décembre 2014
(en millions d'USD)

	Initiative PTE	Initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti	Fonds fiduciaire de l'AMACS	Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire	Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne	Fonds supplémentaires
Bilan						
Total actifs	4,5	32,5	66,9	360,7	308,9	425,4
Total passif	10,9	33,2	71,3	347,5	311,7	426,3
Bénéfices non distribués	(6,4)	(0,7)	(4,4)	13,2	(2,8)	(0,9)
État du résultat global						
Total des recettes	0	0	0,2	1,9	67,8	142,4
Total des dépenses d'exploitation	0	0	0,2	4,1	67,1	142,5
Solde net hors dépenses d'exploitation	0	0	0	(2,2)	0,7	(0,1)
<i>Flux de trésorerie nets</i>	(6,7)	0,2	(2,8)	4,9	(2,5)	(7,6)

Notes relatives aux états financiers consolidés

NOTE 1

BRÈVE DESCRIPTION DU FONDS ET DE LA NATURE DE SES OPÉRATIONS

Le Fonds international de développement agricole (ci-après le FIDA ou le Fonds) est une institution spécialisée des Nations Unies. Le FIDA, qui a son siège à Rome (Italie), a officiellement vu le jour le 30 novembre 1977, date à laquelle l'Accord portant création du FIDA est entré en vigueur. Le Fonds et ses opérations sont régis par cet accord.

Tout État membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une de ses institutions spécialisées, ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) peut devenir membre du Fonds. Celui-ci tire ses ressources des contributions des États membres, des contributions spéciales provenant d'États non membres et d'autres sources, et du produit de ses opérations.

Le Fonds a pour objectif de mobiliser des ressources additionnelles qui devront essentiellement être affectées, à des conditions de faveur, au financement de projets expressément conçus pour améliorer les systèmes de production alimentaire, le niveau nutritionnel et les conditions de vie des populations les plus pauvres des pays en développement. Le Fonds mobilise ressources et savoirs dans le cadre d'une coalition dynamique associant les ruraux pauvres, les gouvernements, les institutions financières et les organismes de développement, les organisations intergouvernementales, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, y compris des cofinanceurs. Les financements provenant d'autres sources que les reconstitutions, sous forme de fonds supplémentaires et de ressources humaines, font partie intégrante des activités opérationnelles du FIDA.

NOTE 2

PRINCIPALES RÈGLES COMPTABLES

Les principales règles comptables appliquées pour établir ces états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, elles sont appliquées de manière homogène pour tous les exercices présentés.

a) Principes de base

Les états financiers consolidés du Fonds sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Des informations sont données séparément dans les états financiers là où elles sont jugées présenter un intérêt pour le lecteur.

Pour établir les états financiers conformément aux normes IFRS, il faut procéder à un certain nombre d'estimations comptables essentielles. Cela suppose aussi que la direction fasse usage de jugement pour l'application des règles comptables. Les domaines dans lesquels l'exercice de ce jugement est plus poussé ou plus complexe ou dans lesquels les hypothèses et estimations sont importantes pour les états financiers consolidés sont indiqués dans la note 3.

b) Périmètre de consolidation

Les financements sous forme de fonds supplémentaires et autres sources de financement autres que les ressources de base font partie intégrante des activités opérationnelles du FIDA. C'est pourquoi le Fonds établit des comptes consolidés qui incluent les opérations et les soldes des entités suivantes:

- le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification (PSA);
- Le Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie (FFGC);
- d'autres fonds supplémentaires, notamment les dons d'assistance technique, les cofinancements, les financements obtenus pour le programme de cadres associés, les fonds supplémentaires thématiques et programmatiques; le Programme conjoint du Fonds belge pour la sécurité alimentaire (PC.FBSA); et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM);

- le Fonds fiduciaire du FIDA pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE);
- le Fonds fiduciaire du FIDA pour le plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS);
- le compte administratif de l'Initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti;
- le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire espagnol);
- le Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP).

Ces entités sont directement liées aux activités de base du FIDA et dans une large mesure contrôlées par ce dernier. Conformément aux recommandations et accords sous-jacents établissant ces entités, le FIDA a le pouvoir de régir les règles financières et opérationnelles les concernant; le FIDA est responsable des résultats ou des effets de ses relations avec ces entités, et il est en mesure d'influer sur ces résultats et effets dans le cadre du pouvoir qu'il exerce sur les éléments qui les composent. En conséquence, elles figurent dans ses états financiers consolidés. Toutes les opérations et tous les soldes constatés entre ces entités ont été éliminés. Des états financiers supplémentaires peuvent être établis sur demande pour ces fonds à l'intention des donateurs qui en auraient besoin. L'exercice financier de toutes les entités incluses dans le périmètre de consolidation correspond à l'année civile.

Entités hébergées par le FIDA. Il existe d'autres entités que le FIDA héberge mais dont les opérations ne font pas partie de ses activités principales, et le FIDA n'a pas le pouvoir de régir les règles financières et opérationnelles les concernant. Elles ne sont donc pas consolidées dans ses comptes, car elles échappent dans une large mesure à son contrôle. Il s'agit en l'occurrence de la Coalition internationale pour l'accès à la terre (anciennement Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté) et de l'Équipe spéciale de haut niveau (hébergée par le FIDA jusqu'au 31 mars 2014).

c) Conversion des monnaies et variations de change

Les postes inclus dans les états financiers consolidés sont chiffrés dans la monnaie en usage dans l'environnement économique principal dans lequel s'exercent les activités de l'entité ("la monnaie fonctionnelle"). Dans le cas du FIDA, cette monnaie est le dollar des États-Unis.

Les opérations en devises sont converties dans la monnaie fonctionnelle sur la base des taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains et pertes de change résultant du règlement de ces transactions ainsi que de la conversion, aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice, des actifs et passifs monétaires libellés en devises sont comptabilisés au compte de résultat pour la période correspondante.

Les résultats et la situation financière des entités/fonds consolidés dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation de l'information financière sont convertis dans cette dernière monnaie, et sont comptabilisés comme suit:

- Les actifs et passifs sont convertis au taux en vigueur à la date de clôture de l'exercice, et les recettes et dépenses sont convertis au taux moyen annuel.
- Toutes les différences de change qui en résultent sont comptabilisées comme éléments distincts à la rubrique "autres éléments du résultat global".

d) Comptabilisation des actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés et inscrits au compte de résultat au coût amorti ou à la juste valeur. Leur classement dépend des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie (les conditions contractuelles donnent lieu, à des dates non déterminées, à des flux de trésorerie qui consistent seulement en paiements du principal et des intérêts sur le principal non remboursé) et du modèle de gestion qui leur est appliqué (l'intention ou non de détenir ces actifs et passifs financiers jusqu'à leur échéance). Les actifs et passifs financiers ne sont comptabilisés au coût amorti que lorsque le modèle de gestion du Fonds est de détenir ces actifs et passifs jusqu'à leur échéance et de percevoir les flux de trésorerie contractuels qui y sont rattachés (principal et

Appendice D

intérêts seulement). Tous les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur au compte de résultat.

• **Fonds propres**

Elle s'articule autour des trois éléments suivants: i) Contributions (fonds propres); ii) Réserve générale; et iii) Bénéfices non distribués.

i) Contributions (fonds propres)

a) Généralités

Les contributions que chaque Membre doit verser au Fonds sont payables à l'échéance en monnaies librement convertibles; toutefois, jusqu'à la fin de la période couverte par la troisième reconstitution, les Membres de la catégorie III pouvaient verser leur contribution dans leur propre monnaie, qu'elle soit ou non librement convertible. Les contributions doivent être versées en espèces mais, dans la mesure où le Fonds n'a pas un besoin immédiat d'une partie de la contribution pour ses opérations, cette partie peut être versée sous forme de billets à ordre non négociables, irrévocables et ne portant pas intérêt ou d'obligations payables à vue.

Une contribution à la reconstitution des ressources du FIDA est comptabilisée intégralement au titre des contributions en fonds propres et des contributions à recevoir lorsqu'un Membre dépose un instrument de contribution, à l'exception des instruments de contribution conditionnels qui sont soumis à des décisions nationales d'ouverture de crédits et dont le montant diminuera proportionnellement à mesure que ces conditions seront remplies. Conformément à la norme IFRS 9, les montants à recevoir des États membres au titre de leur contribution et les autres sommes à recevoir, y compris les billets à ordre, sont initialement comptabilisés à leur juste valeur au compte de résultat.

b) Provisions

Les principes applicables aux provisions pour arriérés de contribution des États membres sont les suivants:

Si des éléments indiquent qu'un prêt ou une créance est déprécié, une provision pour dépréciation spécifique est comptabilisée. Le montant de la dépréciation correspond à l'écart entre la valeur comptable et la valeur qu'il est possible de recouvrer. Les critères utilisés pour déterminer s'il existe des éléments objectifs attestant d'une dépréciation sont, entre autres:

- l'existence d'arriérés sur le versement des échéances (principal et intérêts) prévues au contrat
- des difficultés de trésorerie rencontrées par l'emprunteur
- le non-respect des dispositions contractuelles ou des conditions
- l'ouverture d'une procédure de faillite

Dans ces cas de figure, une provision est constituée.

i) Chaque fois qu'un versement au titre d'un instrument de contribution ou d'un tirage sur un billet à ordre accuse un retard de 24 mois, il est constitué une provision égale à la valeur de tous les arriérés de contribution ou de tous les tirages non honorés sur l'encours du billet ou des billets à ordre en question.

ii) Chaque fois qu'un versement au titre d'un instrument de contribution ou d'un tirage sur un billet à ordre accuse un retard de 48 mois ou plus, il est constitué une provision égale à la valeur totale des contributions impayées du Membre concerné ou à la valeur totale du billet ou des billets à ordre souscrits par celui-ci pour la période de financement considérée (c'est-à-dire pour la période de reconstitution).

iii) La date de clôture de l'exercice sert actuellement de point de référence pour le calcul des délais de 24 et 48 mois.

ii) Réserve générale

La Réserve générale, qui ne peut être utilisée qu'à des fins autorisées par le Conseil des gouverneurs, a été établie pour répondre à la nécessité de se prémunir contre le risque de surengagement des ressources du Fonds qui pourrait découler des fluctuations des taux de change, et contre les retards éventuels dans la perception par le Fonds des paiements au titre du service des prêts ou dans le recouvrement des sommes qui lui sont dues au titre du placement de ses avoirs liquides. L'intention est également de couvrir le risque de surengagement qui pourrait découler d'une

diminution de la valeur des actifs du Fonds par suite de fluctuations de cours affectant ses placements.

Le niveau de la Réserve générale fait l'objet d'un examen tous les trois ans au moins, afin de vérifier s'il est adapté. Le dernier examen a été conduit en 2012. Le Comité d'audit a décidé que le prochain examen formel serait mené en 2016, sur la base d'une évaluation intermédiaire menée courant 2015.

iii) Bénéfices non distribués

Les bénéfices non distribués représentent l'excédent cumulé des recettes sur les dépenses, net des effets des variations de change.

e) Prêts

i) Généralités

Les prêts du FIDA sont uniquement accordés à des pays en développement qui sont membres du Fonds ou à des organisations intergouvernementales dont ces pays font partie. Dans ce dernier cas, le Fonds peut exiger des garanties gouvernementales ou autres. Un prêt prend effet ou entre en vigueur lorsque les conditions préalables ont été remplies. Les décaissements peuvent commencer dès la signature du prêt.

Tous les prêts du FIDA sont approuvés, et leur remboursement, ainsi que le paiement des intérêts dont ils sont assortis, doit être effectué dans la monnaie spécifiée dans l'accord de prêt. Les prêts approuvés sont décaissés en faveur des emprunteurs conformément aux stipulations de l'accord de prêt.

Actuellement, les conditions de prêt sont les suivantes:

a) Les prêts consentis à des conditions particulièrement favorables sont exempts d'intérêts mais supportent une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an; ils comportent un délai de remboursement de quarante (40) ans, dont un différé d'amortissement de dix (10) ans; b) les prêts consentis à des conditions durcies sont exempts d'intérêts mais supportent une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an; ils comportent un délai de remboursement de vingt (20) ans, dont un différé d'amortissement de dix (10) ans; c) les prêts consentis à des conditions mixtes (applicables à compter de 2013) sont exempts d'intérêts mais supportent une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an plus une majoration; ils comportent un délai de remboursement de vingt (20) ans, dont un différé d'amortissement de dix (10) ans; d) les prêts consentis à des conditions intermédiaires supportent un taux d'intérêt annuel équivalant à cinquante pour cent (50%) du taux d'intérêt variable de référence déterminé chaque année par le Conseil d'administration; ils comportent un délai de remboursement de vingt (20) ans, dont un différé d'amortissement de cinq (5) ans; e) les prêts consentis à des conditions ordinaires supportent un taux d'intérêt annuel équivalant à cent pour cent (100%) du taux d'intérêt variable de référence déterminé chaque année par le Conseil d'administration; ils comportent un délai de remboursement compris entre quinze (15) ans et dix-huit (18) ans, dont un différé d'amortissement de trois (3) ans; et f) aucune commission d'engagement ne sera prélevée sur les prêts.

ii) Prêts à des États non membres

À sa vingt et unième session, tenue en février 1998, le Conseil des gouverneurs a, dans sa résolution 107/XXI, approuvé l'établissement d'un fonds spécifiquement destiné à financer des prêts pour Gaza et la Cisjordanie (FFGC). Il a été à cet effet dérogé à l'application de l'article 7, section 1 b), de l'Accord portant création du FIDA. L'aide financière, y compris sous forme de prêts, est transférée au FFGC par décision du Conseil d'administration, et son remboursement, le cas échéant, est imputé directement aux ressources ordinaires du FIDA.

iii) Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés

Le FIDA participe à l'Initiative – initiale et renforcée – du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés dans le cadre de sa politique générale en matière de gestion des partenariats opérationnels avec des pays susceptibles d'avoir

Appendice D

des arriérés à l'égard du FIDA en raison du poids du service de leur dette. Plus précisément, le FIDA accorde des allègements de dette en annulant, au profit des pays qui remplissent les conditions requises, une fraction de leurs obligations au titre du service de la dette, à mesure que celles-ci deviennent exigibles.

En 1998, le FIDA a établi un Fonds fiduciaire pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE). Ce fonds reçoit du FIDA et d'autres sources des ressources spécifiquement destinées à compenser la diminution convenue au titre de l'Initiative PPTE des remboursements au(x) compte(s) de prêt. Les montants correspondant aux obligations au titre du service de la dette qui sont annulés doivent être remboursés au fur et à mesure par le fonds fiduciaire (c'est-à-dire au moment où lesdites obligations arrivent à échéance), dans la limite des ressources disponibles.

Le Conseil d'administration approuve chaque allègement de dette consenti à un pays en valeur actuelle nette et la fraction de principal correspondant à cet allègement, estimée en valeur nominale, est ensuite inscrite au poste Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE et comptabilisée en charge au poste Dépenses au titre de l'Initiative PPTE sur l'état du résultat global. Les hypothèses sur lesquelles reposent ces estimations font l'objet de révisions périodiques. L'estimation de la valeur des imputations effectuées au titre de l'Initiative PPTE comporte un élément discrétionnaire important.

La dépense comptabilisée est compensée et la provision cumulée réduite à proportion des sommes fournies par les donateurs extérieurs, dans la mesure où des ressources de ce type sont disponibles. La provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE est réduite lorsque le fonds fiduciaire fournit la contrepartie des allègements de dette.

En novembre 2006, le FIDA a été autorisé à accéder aux ressources propres du Fonds fiduciaire pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés administré par la Banque mondiale afin de contribuer au financement des allègements de dette à accorder aux pays qui atteignent le point d'achèvement. Les financements consentis sont calculés sur la base de la valeur actuelle nette de l'estimation des flux futurs liés aux allègements de dette.

iv) Comptabilisation des prêts

Les prêts sont initialement comptabilisés sur la base de leur juste valeur le premier jour (c'est-à-dire le jour du versement du montant du prêt à l'emprunteur), puis sur la base du coût amorti selon la méthode des intérêts effectifs. La juste valeur est calculée au cas par cas à l'aide d'un outil perfectionné, en actualisant la valeur estimée des flux de trésorerie futurs générés par le prêt, dans la monnaie dans laquelle celui-ci est libellé. Le facteur d'actualisation appliqué n'est pas ajusté en fonction du risque-pays, compte tenu de la très faible probabilité de non-recouvrement qui caractérise le portefeuille de prêts du FIDA. Cependant, chaque prêt en cours est analysé et, s'il existe des éléments suffisants en faveur d'une dépréciation de ces actifs, une provision est constituée.

v) Provision cumulée pour dépréciation

Les retards dans les paiements au titre des prêts entraînent des pertes en valeur actuelle pour le Fonds puisqu'il ne prélève pas de commissions ou d'intérêts supplémentaires sur les arriérés dus au titre des intérêts ou du principal des prêts. La provision, constituée sur une base spécifique pour ces pertes, est égale à la différence entre la valeur comptable du prêt et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs actualisés sur la base du taux d'intérêt effectif initial (c'est-à-dire le taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation du prêt). Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer avec quelque degré de certitude ce que seront les flux de trésorerie produits par un prêt (comme c'est le cas pour tous les prêts ayant jusqu'à présent donné lieu à la constitution d'une provision), on applique une autre méthode, analogue à celle en usage pour le provisionnement des contributions des États membres. Ainsi, une provision est constituée dès lors qu'un versement dû au titre du prêt a plus de 24 mois de retard. Une provision est également constituée pour les échéances du même prêt en retard de moins de 24 mois. Tous les montants impayés à la date d'expiration de ce délai doivent être inclus dans la provision, même si une partie de l'encours du prêt est ultérieurement remboursée. Lorsque le retard dépasse

48 mois, le principal non remboursé est provisionné dans son intégralité. La date à partir de laquelle les délais susmentionnés commencent à courir est celle du bilan. Compte tenu du fait que, habituellement, les rentrées au titre des prêts sont effectives, aucune perte n'ayant jusqu'ici été comptabilisée à ce titre, le Fonds n'a pas mis en place une provision globale de dépréciation pour les prêts qui ne font pas l'objet d'une dépréciation spécifique.

vi) Situation de non-comptabilisation

Les recettes au titre des prêts sont comptabilisées selon le système de l'exercice. En cas de retard de paiement de plus de 180 jours, les intérêts et commissions de service ne sont comptabilisés comme produits que lorsqu'ils sont effectivement reçus. Des démarches sont entreprises auprès des gouvernements intéressés afin d'obtenir le règlement de ces impayés.

f) Placements

Les placements du Fonds sont comptabilisés à la juste valeur au compte de résultat ou au coût amorti. Ils sont comptabilisés au coût amorti lorsqu'ils appartiennent à un portefeuille géré par le Fonds suivant un modèle de gestion prévoyant que ces actifs seront détenus jusqu'à leur échéance, seuls étant perçus les intérêts et le principal échus conformément aux caractéristiques contractuelles. Si les conditions ci-dessus ne sont pas remplies, le Fonds comptabilise les placements à leur juste valeur au compte de résultat. La juste valeur est déterminée conformément aux trois niveaux indiqués à la note 3. Les plus-values et moins-values réalisées ou latentes sur les titres sont comptabilisées au fur et à mesure dans le produit des placements. Les gains et les pertes de change réalisés ou latents sont inscrits au fur et à mesure au compte des variations de change. Tous les achats et ventes de titres de placement sont comptabilisés à la date de la transaction. Les produits dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de signature du contrat correspondant, puis réévalués sur cette même base ultérieurement. La majeure partie des produits dérivés étant utilisés comme instruments de couverture (bien que non comptabilisés comme tels), les variations de leur juste valeur sont immédiatement constatées sur l'état du résultat global.

g) Liquidités et équivalents

Les liquidités et équivalents comprennent les disponibilités et les dépôts à vue auprès des banques, ainsi que les placements immédiatement réalisables à la date du bilan. Le montant net des sommes à payer au titre des placements et les titres détenus jusqu'à échéance ne sont pas compris dans les placements immédiatement réalisables à des fins de trésorerie.

h) Contributions (non comptabilisées dans les fonds propres)

Les contributions non destinées à la reconstitution des ressources sont inscrites comme produits dans les comptes de l'exercice d'imputation des dépenses correspondantes. Pour les activités de cofinancement de projets, les contributions reçues sont inscrites comme produits dans les comptes de l'exercice au cours duquel le don entre en vigueur. Les contributions pour les dons programmatiques, le programme de cadres associés, le PC.FBSA et les autres fonds supplémentaires sont inscrites au bilan comme recettes reportées et sont comptabilisées comme produits dans l'état du résultat global, à hauteur du montant des charges liées aux projets. Lorsque cela est spécifié dans les accords avec les donateurs, les contributions reçues (y compris les frais de gestion), auxquelles ne correspondent pas encore de dépenses directes, sont reportées à des exercices ultérieurs pour imputation des coûts correspondants, de même que l'intérêt produit. Cette méthode est conforme aux principes comptables adoptés en ce qui concerne les fonds supplémentaires combinés du FIDA, et présente plus clairement la nature sous-jacente des soldes en question. On trouvera une liste de ces contributions à l'appendice D1.

Appendice D

Certains donateurs ont apporté leur concours au FIDA sous forme de ressources humaines (cadres associés) pour l'aider dans ses activités. Les contributions ainsi reçues des donateurs sont comptabilisées comme des recettes, et les coûts correspondants sont imputés aux dépenses de personnel.

j) Dons

L'Accord portant création du FIDA habilite ce dernier à accorder des dons à ses États membres ou à des organisations intergouvernementales auxquelles participent ses Membres, selon les modalités qu'il juge appropriées.

Les dons sont comptabilisés comme des dépenses à la date à laquelle ils deviennent décaissables à hauteur du montant approuvé et portés au passif pour les montants non décaissés à leur juste valeur conformément à la norme IFRS9. À la suite de l'approbation par le Conseil d'administration de la version révisée des Conditions générales applicables au financement du développement agricole (avril 2009), les dons peuvent être décaissés à compter de la date à laquelle le bénéficiaire est en droit d'engager des dépenses admissibles.

Les dons annulés sont déduits des dépenses de l'exercice au cours duquel l'annulation prend effet.

j) Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD)

Dans le cadre du CSD, les pays admis à emprunter à des conditions particulièrement favorables reçoivent une aide financière sous forme de dons et non de prêts. Le manque à gagner sur le montant principal de l'aide doit être compensé par les États membres bénéficiaire au fur et à mesure des échéances (selon le calendrier de remboursement du prêt sous-jacent), tandis que le FIDA renonce à percevoir les intérêts. Conformément aux principes comptables applicables aux contributions, une contribution en fonds propres destinée à compenser les remboursements du principal non perçus au titre du CSD est comptabilisée intégralement au titre des contributions en fonds propres et des contributions à recevoir lorsqu'un Membre dépose un instrument de contribution, à l'exception des instruments de contribution conditionnels qui sont soumis à des décisions nationales d'ouverture de crédits et dont le montant diminuera proportionnellement à mesure que ces conditions seront remplies. Conformément à la norme IFRS 9, les montants à recevoir des États membres au titre de leur contribution et les autres sommes à recevoir, y compris les billets à ordre, sont initialement comptabilisés à leur juste valeur au compte de résultat. Les modalités de compensation du principal seront négociées lors de futures consultations sur les reconstitutions (voir la note 28 b) sur les éléments d'actif conditionnels). Les financements consentis dans le cadre du CSD sont régis par les Conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole. Les projets financés au titre du CSD sont exécutés sur une période assez longue; ils sont comptabilisés comme des dépenses sur l'état du résultat global de l'exercice au cours duquel leurs bénéficiaires remplissent les conditions requises pour le décaissement des financements correspondants.

k) Emprunteurs

Le passif correspondant est comptabilisé au coût amorti.

Emprunt au titre du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (ci-après le Fonds fiduciaire espagnol)

Le Fonds fiduciaire espagnol a été créé en 2010 après la réception des fonds à titre de prêt. Le passif correspondant est comptabilisé au coût amorti. Les fonds ont servi à financer des prêts aux emprunteurs du FIDA (à l'exception des pays bénéficiaires du CSD), selon les procédures en vigueur.

Les remboursements d'emprunt versés par le fonds fiduciaire à l'Espagne s'effectueront parallèlement aux remboursements des pays emprunteurs sur une période de 45 ans, avec un différé d'amortissement de cinq ans.

S'il s'avère que le Fonds fiduciaire espagnol ne dispose pas de ressources suffisantes pour faire face à ses engagements de paiement, l'Espagne fournira des fonds supplémentaires.

L'emprunt et l'accord-cadre conclu avec KfW

À sa cent douzième session, le Conseil d'administration a approuvé la signature d'un accord-cadre avec la Banque de développement KfW, prévoyant l'octroi de prêts individuels au

FIDA. Par la suite, le prêt KfW à hauteur de 400 millions d'EUR, négocié au titre de l'accord-cadre, a été signé le 24 novembre 2014 par le Président du FIDA. Le premier accord de prêt individuel signé portait sur 100 millions d'EUR. Le second accord de prêt individuel a été signé pour 200 millions d'EUR. Cet emprunt sert exclusivement à financer des prêts accordés à des conditions ordinaires, libellés en euros.

Les prêts accordés par KfW sont remboursables sur 20 ans, avec un différé d'amortissement de cinq ans. Cet accord de financement a été inscrit au bilan du FIDA.

l) Régimes applicables au personnel

• Obligations concernant les pensions

Le FIDA est membre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée pour assurer aux fonctionnaires concernés des prestations de retraite ainsi que des indemnités en cas de décès, d'invalidité et autres. Son personnel est donc couvert par un régime de retraite par capitalisation à prestations définies. L'obligation financière du Fonds vis-à-vis de la Caisse se compose d'une cotisation obligatoire au taux établi par l'Assemblée générale des Nations Unies majorée, le cas échéant, d'une part du déficit actuariel, conformément aux dispositions de l'article 26 des statuts de la Caisse des pensions. Cette part de déficit ne doit être payée que lorsque l'Assemblée générale décide de recourir aux dispositions de l'article 26, après qu'une estimation actuarielle de l'actif de la Caisse a déterminé la nécessité d'un tel paiement à la date d'évaluation. Au moment où les présents états ont été établis, l'Assemblée générale n'avait pas eu recours auxdites dispositions.

La méthode actuarielle adoptée pour la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies repose sur l'approche globale avec entrants. Le coût des prestations est comptabilisé en charge dans l'état des recettes et des dépenses de manière à être réparti sur les années de service des employés, conformément aux conseils des actuaires qui effectuent une évaluation complète du régime tous les deux ans. La Caisse expose les organisations participantes à des risques actuariels liés aux actuels et anciens fonctionnaires d'autres organisations et, en conséquence, il n'existe pas de base cohérente et fiable pour répartir l'obligation, les avoirs de la Caisse et les coûts entre les organisations participantes. Le FIDA – comme les autres organisations participantes – n'est pas en mesure de déterminer avec suffisamment de fiabilité, à des fins comptables, ce que représente sa part de la position financière et de la performance de la Caisse des pensions.

• Plan d'assurance maladie après cessation de service

Le FIDA participe, sur la base d'un partage des coûts, à un plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS) géré par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à l'intention des anciens fonctionnaires touchant une pension des Nations Unies et d'autres anciens fonctionnaires remplissant les conditions requises. Ce plan d'assurance maladie repose sur le principe de la répartition, c'est-à-dire qu'il finance les dépenses annuelles sur les budgets annuels et les cotisations du personnel. Depuis 2006, une évaluation indépendante du plan d'assurance maladie a lieu chaque année.

Conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 19, le FIDA a créé un fonds fiduciaire dans lequel il transfère les fonds nécessaires pour financer les engagements actuariels. Le coût des prestations est comptabilisé comme dépense d'exploitation. Le solde net entre les charges d'intérêts et le produit attendu des actifs du plan est inscrit au compte de résultat, tandis que les réévaluations des actifs et des passifs sont comptabilisées comme position nette dans le résultat global. À la suite de la révision de la norme IAS 19, le taux de rendement comptable fixé est égal au taux d'actualisation.

m) Provisions

Des provisions sont constituées lorsque le Fonds a une obligation juridique réelle ou présumée découlant de faits passés, qu'il est probable qu'un prélèvement de ressources sera nécessaire pour s'acquitter de cette obligation et que le montant de l'obligation se prête à une estimation fiable. Les indemnités à verser aux fonctionnaires au titre des congés annuels et de l'ancienneté sont comptabilisées au moment où elles sont dues. Une provision est constituée à hauteur du montant estimatif de ces indemnités, à raison des services

Appendice D

rendus par les fonctionnaires jusqu'à la date d'établissement du bilan.

n) Imposition

Le FIDA est une institution spécialisée des Nations Unies et, en tant que telle, jouit du privilège d'exemption fiscale en vertu de la Convention de 1947 sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées des Nations Unies et de l'Accord entre la République italienne et le Fonds relatif au siège permanent du FIDA. Les prélèvements fiscaux s'appliquant aux éléments pour lesquels l'exemption n'a pas encore été obtenue sont déduits directement du produit des placements correspondants.

o) Comptabilisation des recettes

Les recettes provenant des commissions de service et d'autres sources sont inscrites dans les comptes de l'exercice d'imputation des dépenses correspondantes (fourniture de biens ou de services).

p) Actifs corporels et incorporels

Actifs fixes

Les achats de biens mobiliers et d'équipements d'une certaine importance sont inscrits au bilan. Ces actifs sont amortis de manière linéaire sur leur durée d'utilisation estimée, selon le schéma suivant:

- Aménagements et installations 10 ans
- Mobilier 5 ans
- Matériel de bureau 4 ans
- Véhicules 5 ans

Actifs incorporels

Les coûts de développement de logiciels sont comptabilisés comme des actifs incorporels lorsque des avantages économiques futurs en sont attendus pour l'organisation. L'amortissement est calculé de manière linéaire sur la durée d'utilisation estimée du logiciel considéré (quatre à dix ans). Les aménagements des locaux loués sont comptabilisés comme des actifs. L'amortissement est calculé de manière linéaire sur la durée d'utilisation estimée, qui n'excède pas la durée du bail relatif au siège du FIDA.

NOTE 3

ESTIMATIONS ET ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION SIGNIFICATIFS

a) Estimations et hypothèses

Les estimations et éléments d'appréciation retenus, qui sont régulièrement évalués, se fondent sur l'expérience historique et d'autres facteurs, notamment l'anticipation d'événements dont la probabilité est jugée raisonnable au vu des circonstances. Par définition, les estimations comptables qui en résultent équivalent rarement aux résultats effectifs. Les estimations et hypothèses les plus susceptibles d'entraîner un ajustement significatif des actifs et passifs comptabilisés au cours du prochain exercice sont exposées ci-dessous.

i) Juste valeur et coût amortis des prêts, dons non décaissés, recettes reportées et sommes à recevoir au titre des billets à ordre et des contributions.

On se reportera à la note 2 pour de plus amples détails sur les modèles appliqués au calcul de la juste valeur des prêts.

Pour déterminer la juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, on prend en considération les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs analogues et les prix cotés sur des marchés inactifs pour des actifs identiques, ou on applique des techniques d'évaluation.

ii) Les actifs et passifs financiers comptabilisés au bilan à leur juste valeur sont affectés à l'une des catégories suivantes:

Niveau 1: actifs et passifs financiers dont la valeur est calculée sur la base des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2: actifs et passifs financiers dont la valeur est calculée sur la base des prix cotés pour des actifs ou passifs

analogues, ou de modèles de valorisation dans lesquels toutes les données significatives sont observables soit directement, soit indirectement pour toute la durée de vie de l'actif ou du passif concerné.

Niveau 3: actifs et passifs financiers dont la valeur est calculée sur la base de prix ou de techniques d'évaluation utilisant des données qui ne sont pas observables et qui ont des conséquences sur la mesure globale de la juste valeur.

b) Éléments d'appréciation intervenant dans l'application des règles comptables

Comptabilisation à la juste valeur

Conformément aux IFRS, le FIDA établit ses comptes sur la base de la juste valeur. Le rapprochement des chiffres calculés selon cette méthode et selon celle du coût amorti a été effectué sur la base des intérêts effectifs et des valeurs nominales pour les prêts, les sommes à recevoir, les dons non décaissés et les recettes reportées.

NOTE 4

SOLDES DES LIQUIDITÉS ET PLACEMENTS

Ventilation des soldes (consolidés)

	En milliers d'USD	
	2015	2014
Liquidités non soumises à restriction	325 480	198 218
Liquidités soumises à restriction	102	4 038
Sous-total des liquidités	325 582	202 256
Placements non soumis à restriction en juste valeur	1 266	765
Placements au coût amorti	466 665	702 901
Placements soumis à restriction	368	384
	1 733	
Sous-total des placements	798	2 105 903
Total des liquidités et placements	2 059	2 308 159

La composition du portefeuille par entité au 31 décembre était la suivante:

	En milliers d'USD	
	2015	2014
FIDA	1 525 161	1 690 359
Fonds fiduciaire pour l'AMACS	63 036	66 903
Fonds fiduciaire PPTTE	3 007	4 473
Fonds supplémentaires	123 121	108 222
Fonds fiduciaire espagnol	237 068	319 446
Initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti (appendice J)	28 693	32 498
ASAP	79 294	86 258
Total des liquidités et placements	2 059 380	2 308 159

i) Liquidités et placements soumis à restriction

Conformément à l'Accord portant création du FIDA, l'utilisation des montants versés au Fonds par les États membres de l'ancienne catégorie III dans leur monnaie nationale, au titre de leurs contributions initiales ou de leurs contributions additionnelles, est soumise à restriction.

Le FIDA a ouvert deux comptes séquestres, dont le solde total se montait au 31 décembre 2015 à 102 000 USD.

ii) Composition du portefeuille de placements (consolidé) par instrument

Au 31 décembre 2015, les liquidités et les placements évalués aux cours du marché, y compris les sommes à payer et à recevoir, se chiffraient à 2 047,6 millions d'USD (2 307,1 millions d'USD en 2014), répartis comme suit:

Appendice D

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2015	2014
Liquidités	325 582	202 256
Titres à revenu fixe	1 600 451	1 489 922
(Perte)/gain non réalisé sur contrats à terme	4 280	(6 424)
Dépôts à terme et autres effets bancaires	120 095	618 210
(Perte latente)/gain latent sur contrats à terme	8 972	4 195
Total des liquidités et placements	2 059 380	2 308 159
Sommes à recevoir sur cessions de titres	360	-
Sommes à payer sur achats de titres	(12 103)	(1 085)
Total des placements	2 047 637	2 307 074

Les placements en titres à revenu fixe et les liquidités comprenaient, au 31 décembre 2015, 478,3 millions d'USD au coût amorti (718,9 millions d'USD en 2014). Au 31 décembre 2015, la juste valeur des placements au coût amorti se montait à 476,3 millions d'USD (721,7 millions d'USD en 2014).

iii) Composition du portefeuille de placements (consolidé par monnaie)

La composition par monnaie des liquidités et des placements au 31 décembre était la suivante:

	2015	2014
Euro	874 920	978 367
Yen japonais	81 914	111 988
Livre sterling	167 259	200 669
Dollar des États-Unis	923 544	1 016 050
Total des liquidités et du portefeuille de placements	2 047 637	2 307 074

iv) Composition du portefeuille de placements (consolidé par échéance)

Au 31 décembre, la composition par échéance des liquidités et des placements était la suivante:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2015	2014
Moins de 1 an	622 178	1 066 977
1 à 5 ans	770 001	578 369
5 à 10 ans	506 275	471 219
Plus de 10 ans	149 183	190 509
Total des liquidités et du portefeuille de placements	2 047 637	2 307 074

Au 31 décembre 2015, la durée moyenne des placements à revenu fixe restant à courir jusqu'à l'échéance dans le portefeuille consolidé était de 55 mois (48 mois en 2014).

v) Gestion des risques financiers

Les placements du FIDA sont exposés à divers risques financiers: risque de marché, risque de crédit, risque de change, risque de garde et risque de liquidité. Ses activités exposent également le Fonds à un risque en capital qui est toutefois limité au portefeuille de placements.

vi) Risque de marché

Conformément à sa Politique de placement, le FIDA investit dans plusieurs catégories d'actifs à revenu fixe. Lorsqu'il y a lieu, la direction du FIDA prend les mesures tactiques qui s'imposent à court terme pour protéger l'ensemble du portefeuille de placements contre les évolutions défavorables du marché.

Les liquidités et les placements au coût amorti sont gérés en interne, à l'exception de l'ASAP et du portefeuille actif-passif, tandis que les placements à la juste valeur étaient gérés par

six gestionnaires de portefeuille externes répartis en quatre catégories d'actifs, au 31 décembre 2015.

Le risque de marché concernant les autres entités figurant aux états financiers consolidés est considéré comme négligeable.

Le tableau 1 ci-après indique la part relative et le montant des placements effectués dans les différentes catégories d'actifs que comporte le portefeuille, ainsi que les allocations, aux 31 décembre 2015 et 2014. Les chiffres présentés concernent uniquement le FIDA.

Tableau 1

<i>Classe d'actifs</i>	<i>Allocation</i>		<i>Politique de placement</i>
	<i>2015</i>	<i>Millions d'USD</i>	<i>%</i>
Liquidités à court terme	3,7	56,0	6,3
Placements multimarchés stratégiques	14,0	212,6	15,3
Portefeuille d'actifs et de passifs	10,0	151,8	10,0
Obligations d'État multimarchés	24,1	364,4	32,4
Titres multimarchés (Auparavant Titres multimarchés diversifiés à revenu fixe)	16,3	246,9	9,0
Titres multimarchés indexés sur l'inflation	17,4	263,2	18,0
Titres d'emprunt des marchés émergents	14,5	218,8	9,0
Total	100,0	1 513,7	100,0

<i>Classe d'actifs</i>	<i>Allocation</i>		<i>Politique de placement</i>
	<i>2014</i>	<i>Millions d'USD</i>	<i>%</i>
Liquidités à court terme	3,3	55,8	7,0
Placements multimarchés stratégiques	16,7	280,7	17,0
Obligations d'État multimarchés	30,6	515,3	36,0
Titres multimarchés diversifiés à revenu fixe	15,1	254,2	10,0
Titres multimarchés indexés sur l'inflation	21,1	355,3	20,0
Titres d'emprunt des marchés émergents	13,3	224,0	10,0
Total	100,0	1 685,3	100,0

Chaque catégorie d'actifs est gérée selon des lignes directrices qui lui sont propres, et celles-ci limitent le choix des instruments admissibles et les opérations susceptibles d'être effectuées par les gestionnaires en fonction des risques du marché. Les restrictions prennent les formes suivantes:

1. indices de référence prédéterminés et limitation de l'écart autorisé par rapport à ces indices (écart de suivi); et

Appendice D

2. notes de crédit minimales (voir ci-après l'alinéa vi) Risque de crédit).

Les indices de référence retenus pour les différentes catégories d'actifs sont indiqués dans le tableau 2 ci-après.

Tableau 2
Indices de référence par portefeuille

Portefeuille	Indice de référence
Liquidités opérationnelles	Identique au rendement
Placements multimarchés stratégiques	Indice sectoriel étendu équilibré (calculé en interne sur une base trimestrielle)
Portefeuille d'actifs et de passifs	Taux de rendement des remboursements de dette
Obligations d'État multimarchés	Indice Barclays pour les obligations d'État multimarchés à échéance de 1 an
Titres multimarchés (auparavant titres multimarchés diversifiés à revenu fixe)	Indice Barclays pour les titres multimarchés à revenu fixe (A- ou plus)
Obligations multimarchés indexées sur l'inflation	Indice "Barclays Capital" pour les obligations d'État indexées sur l'inflation (1 à 10 ans)
Titres d'emprunt de marchés émergents	Indice Barclays pour les titres de dette des marchés émergents de qualité investissement (BBB- ou plus)

L'exposition au risque de marché est ajustée par restructuration des échéances en fonction de l'évolution des cours de titres.

En matière de durée, les limites supérieures sont les suivantes:

- un an de plus que la référence pour les obligations d'État multimarchés;
- deux ans de plus que la référence pour les titres multimarchés (auparavant placements multimarchés diversifiés à revenu fixe);
- deux ans de plus que la référence pour les obligations multimarchés indexées sur l'inflation; et
- deux ans de plus que la référence pour les titres de dette des marchés émergents.

Le portefeuille de placements multimarchés stratégiques et le portefeuille d'actifs et de passifs sont tous deux gérés en interne, et leur durée n'est pas plafonnée, exception faite de l'imposition d'une durée maximum pour les placements admissibles. La durée moyenne du portefeuille de placements du FIDA aux 31 décembre 2015 et 2014 et les valeurs de référence correspondantes sont indiquées au tableau 3 ci-dessous.

Tableau 3
Durée moyenne des placements et durée de référence, en nombre d'années (FIDA seulement)
Aux 31 décembre 2015 et 2014

Portefeuille	Portefeuille		Référence	
	2015	2014	2015	2014
Liquidités à court terme	-	-	-	-
Placements multimarchés stratégiques	2,1	0,7	s.o.	s.o.
Portefeuille d'actifs et de passifs	4,3	s.o.	s.o.	s.o.
Obligations d'État multimarchés	0,8	0,7	1,0	1,0
Titres multimarchés (auparavant titres diversifiés à revenu fixe)	4,2	4,0	4,6	4,6
Titres multimarchés indexés sur l'inflation	6,3	5,4	5,3	5,2
Titres d'emprunt des marchés émergents	6,6	7,2	6,5	7,0
Duration moyenne totale	3,5	2,9	2,9	2,5

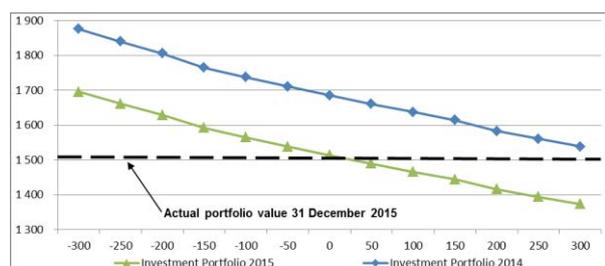
L'analyse de sensibilité du portefeuille de placements du FIDA présentée au tableau 4 ci-après montre l'incidence qu'un déplacement positif et négatif symétrique de la courbe de rendement (de -300 à +300 points de base) aurait sur la valeur du portefeuille de placements au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2014.

Tableau 4
Analyse de sensibilité de la valeur du portefeuille de placements (FIDA seulement)

Variation de la courbe de rendement en points de base	2015		2014	
	Variation de la valeur du portefeuille sous mandat de gestion (en millions d'USD)	Total portefeuille (en millions d'USD)	Variation de la valeur du portefeuille sous mandat de gestion (en millions d'USD)	Total portefeuille (en millions d'USD)
-300	183	1 697	191	1 876
-250	148	1 662	155	1 840
-200	116	1 630	121	1 806
-150	79	1 593	80	1 765
-100	52	1 566	52	1 737
-50	25	1 539	25	1 711
0	-	1 514	-	1 685
50	(24)	1 490	(24)	1 661
100	(47)	1 467	(48)	1 637
150	(69)	1 445	(70)	1 615
200	(97)	1 417	(102)	1 583
250	(119)	1 395	(125)	1 560
300	(140)	1 374	(147)	1 539

Le graphique ci-après illustre la relation négative entre rendement et valeur des placements à revenu fixe.

Analyse de sensibilité de la valeur du portefeuille de placements (FIDA seulement) (en millions d'USD*)



Au 31 décembre 2015, si le niveau général des taux d'intérêt sur les marchés mondiaux avait été supérieur de 300 points de base (déplacement positif parallèle de la courbe de rendement), la valeur de l'ensemble du portefeuille aurait été inférieure de 140 millions d'USD du fait des pertes enregistrées sur les placements évalués au cours du marché. Si le niveau général des taux d'intérêt sur le marché mondial avait été inférieur de 300 points de base (déplacement parallèle de la courbe de rendement), la valeur de l'ensemble du portefeuille aurait été supérieure de 183 millions d'USD du fait des gains enregistrés sur les placements évalués au cours du marché.

Le tableau 5 ci-dessous indique l'écart de suivi (tracking error) maximal autorisé par les lignes directrices de l'Exposé de la Politique de placement. L'écart de suivi représente l'écart type annualisé de la performance relative du portefeuille par rapport à l'objectif de référence, et mesure les positions actives prises dans la gestion d'un portefeuille par rapport à l'objectif de référence.

Tableau 5
Écart de suivi maximal autorisé par catégorie d'actifs

Portefeuille	Erreurs de réplification maximales (pourcentage par an)
Placements multimarchés stratégiques	s.o.
Portefeuille d'actifs et de passifs	s.o.
Obligations d'État multimarchés	1,5
Titres multimarchés (auparavant titres multimarchés diversifiés à revenu fixe)	3,0
Obligations multimarchés indexées sur l'inflation	2,5
Titres d'emprunt des marchés émergents	4,0

Au 31 décembre 2015, l'écart de suivi de l'ensemble du portefeuille était de 0,57% (contre 0,43% en 2014). Le portefeuille de placements multimarchés stratégiques et le portefeuille d'actifs et de passifs sont tous deux gérés en interne et aucun écart de suivi n'est imposé.

vii) Risque de crédit

L'Exposé de la Politique de placement du FIDA et les lignes directrices en la matière fixent des normes de qualité minimales pour le choix des titres et des contreparties. Ces normes reflètent les notes attribuées aux établissements bancaires et aux émissions obligataires par les grandes agences de notation financière. Les notes de crédit minimales pour les catégories d'actifs entrant dans la composition du portefeuille de placements du FIDA admissibles au titre de l'Exposé de la Politique de placement du Fonds et des directives en la matière sont indiquées au tableau 6 ci-après.

Tableau 6
Notes de crédit minimales exigées aux termes de l'Exposé de la Politique de placement
État au 31 décembre 2015

Catégories d'actifs admissibles	Notes de crédit minimales (Standard & Poor's, Moody's et Fitch)
Marché monétaire	Note minimale des titres à court terme de la contrepartie: A-1 (S&P) ou F1 (Fitch) ou P-1 (Moody's)
Titres à revenu fixe, nominaux ou indexés sur l'inflation	Catégorie investissement
Titres d'État et d'organismes publics à taux fixe au niveau national et infranational	Catégorie investissement
Titres d'émetteurs supranationaux	Catégorie investissement
Titres adossés à des actifs (uniquement émis ou garantis par des agences)	AAA
Obligations d'entreprises	Catégorie investissement
Action des marchés développés	Catégorie investissement
Contrats de change à terme ^a	Note minimale des titres à court terme de la contrepartie: A-1 (S&P) ou F1 (Fitch) ou P-1 (Moody's)
Contrats à terme et options négociés sur des marchés organisés ^{a, b}	
Swaps de taux d'intérêt ^a	
Crédits croisés	
Échange d'actifs	
Swaps de défaut de crédit ^a	

^a Instruments dérivés à des fins de couverture uniquement.
^b Seuls sont autorisés les contrats à terme et les options négociés sur des marchés organisés.

Au 31 décembre 2015, la note de crédit moyenne de chaque classe d'actifs était égale ou supérieure à la notation minimale admissible au titre de l'Exposé de la Politique de placement et des directives en la matière (tableau 7).

Tableau 7
Notes de crédit moyennes par classe d'actifs (FIDA seulement)
Aux 31 décembre 2015 et 2014

Portefeuille	Note de crédit moyenne ^a	
	2015	2014
Liquidités opérationnelles	P-1	P-2
Placements multimarchés stratégiques	Aa2	Aa1
Portefeuille d'actifs et de passifs	Aa3	s.o.
Obligations d'État multimarchés	AAA	AAA
Titres multimarchés (auparavant Titres diversifiés à revenu fixe)	A2	A1
Titres multimarchés indexés sur l'inflation	AAA	AAA
Titres de dette des marchés émergents	A3	Baa2

^a La note de crédit moyenne est calculée sur la base des valeurs de marché aux 31 décembre 2015 et 2014, excepté pour les placements multimarchés stratégiques, la note moyenne étant dans ce cas calculée sur la base du coût amorti. Les notations retenues dans le présent rapport se fondent sur les meilleures notations disponibles auprès des agences spécialisées, que ce soit Standard & Poor's (S&P) ou Moody's, ou Fitch.

viii) Risque de change

La plupart des engagements du FIDA sont constitués par les prêts et dons non décaissés et sont libellés en Droits de tirage spéciaux (DTS). Le portefeuille de placements du FIDA est donc utilisé de manière à réduire au minimum le risque de change global auquel le Fonds est exposé du fait de ces engagements. Dans la mesure du possible, le Fonds s'efforce donc de faire en sorte que ses actifs soient libellés dans les monnaies composant le panier du DTS et répartis selon les mêmes ratios. Les montants affectés à la Réserve générale et les engagements au titre des dons libellés en dollars des États-Unis ont aussi pour contrepartie des actifs libellés dans la même monnaie.

En cas de défaut d'alignement jugé important et persistant, le FIDA entame une procédure de réalignement en modifiant la part relative des différentes monnaies à l'intérieur du portefeuille de placements de manière que l'ensemble de l'actif reflète à nouveau les pondérations du DTS.

Le tableau 8 ci-dessous indique le degré d'alignement de l'ensemble de l'actif du FIDA sur le panier du DTS au 31 décembre 2015.

Tableau 8
Alignement de l'actif sur le panier du DTS (FIDA seulement)

Au 31 décembre 2015

Groupe de monnaies	Montant net des actifs (%)	Coefficient de pondération dans le panier du DTS		Différence
Dollar des États-Unis	48,3	47,7		0,6
Euro	30,2	33,2		(3,0)
Yen japonais	8,2	7,3		0,9
Livre sterling	13,3	11,8		1,5
Total	100,0	100,0		0,0

Au 31 décembre 2015, si le dollar des États-Unis s'était déprécié (ou apprécié) de 10% par rapport aux trois autres monnaies composant le panier du DTS, la composition de l'actif aligné sur le panier du DTS aurait été celle indiquée au tableau 9 ci-dessous.

Tableau 9
Sensibilité de l'actif aligné sur le panier du DTS (FIDA seulement)

Au 31 décembre 2015

Groupe de monnaies	Écart par rapport aux pondérations du DTS	
	USD en baisse de 10% (%)	USD en hausse de 10% (%)
Dollar des États-Unis	(2,6)	2,4
Euro	1,6	(1,6)
Yen japonais	0,4	(0,3)
Livre sterling	0,6	(0,5)
Total	-	-

Afin de diversifier les placements et d'améliorer les rendements, le Fonds peut investir dans des titres libellés dans des monnaies autres que celles du panier du DTS et effectuer des opérations à terme sur devises négociées de gré à gré afin de maintenir l'équilibre monétaire entre ses engagements libellés en DTS et en dollars des États-Unis.

ix) Risque de liquidité

Une gestion prudente du risque de liquidité suppose notamment de conserver suffisamment d'actifs liquides ou équivalents pour faire face s'il y a lieu aux décaissements de prêts et de dons ainsi qu'aux autres dépenses administratives.

La gestion du risque de liquidité repose sur l'exigence de liquidité minimale (ELM). La politique du FIDA en matière de liquidités, de même que l'ELM révisée approuvée pour la période de la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9) (2013-2015), prescrit que le niveau des actifs très liquides détenus dans le portefeuille de placements du FIDA doit rester supérieur à 60% du niveau projeté des décaissements bruts annuels (sorties de fonds), établi en

tenant compte des besoins supplémentaires susceptibles de survenir en cas de crise de liquidité.

Les dernières hypothèses du modèle financier du FIDA, établies sur la base du niveau des ressources disponibles pour engagement en 2015 selon le principe du flux de trésorerie durable, donnent une ELM de 680,0 millions d'USD, que le solde du portefeuille de placements permet de couvrir largement puisqu'il s'établit à 1 513,7 millions d'USD.

x) Risque de ressources

La politique générale du FIDA en matière de ressources est soumise périodiquement à l'examen de la direction et fait également l'objet d'une évaluation de la part des principales parties prenantes une fois au moins lors de chaque cycle de reconstitution. Le FIDA surveille de près et à intervalles réguliers l'état de ses ressources, afin de garantir la poursuite de ses activités. En conséquence, il ajuste le montant de ses nouveaux engagements de prêts et dons au cours de chaque année civile en fonction des ressources disponibles. La prévision des ressources à plus long terme est réalisée dans le cadre de l'analyse du modèle financier du FIDA.

NOTE 5**BILLETS À ORDRE ET SOMMES À RECEVOIR DES CONTRIBUANTS**

	En milliers d'USD	
	2015	2014
Billets à ordre à encaisser		
Contributions aux reconstitutions	213 119	285 519
ASAP	202 696	214 433
Total	415 815	499 952
Ajustement sur la base de la juste valeur	(13 565)	(18 303)
Billets à ordre à encaisser	402 250	481 649
Contributions à recevoir		
Contributions aux reconstitutions	624 561	227 078
Contributions supplémentaires	331 044	321 157
ASAP	25 112	25 411
Total	980 717	573 646
Ajustement sur la base de la juste valeur	(10 933)	(4 823)
Contributions à recevoir	969 784	568 823
Instruments de contribution conditionnels	(5 912)	(35 913)
Total billets à ordre et contributions à recevoir	1 366 120	1 014 559

a) Contributions initiales et contributions aux première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième et neuvième reconstitutions des ressources

Ces contributions ont été intégralement acquittées, excepté dans les cas indiqués à la note 6 et dans le tableau ci-dessous:

Contributions non versées/encaissées

Au 31 décembre 2015

Donateur	En milliers d'USD	
	Reconstitution	Montant
États-Unis*	Sixième	459
États-Unis*	Septième	3 224
Brésil**	Huitième	4 455
États-Unis*	Huitième	559

* Cas dans lesquels l'État membre et le FIDA sont convenus d'un calendrier d'encaissements ou dans lesquels la contribution est soumise à ratification.

** Cas dans lesquels l'État membre et le FIDA sont convenus d'un calendrier d'encaissements particulier.

Appendice D

b) Neuvième et dixième reconstitutions

Des précisions sur les contributions et paiements effectués pour la neuvième et dixième reconstitution sont données à l'appendice G. La dixième reconstitution est entrée en vigueur le 2 décembre 2015.

c) Programme spécial pour l'Afrique (PSA)

Des précisions sur les contributions au PSA au titre des première et seconde phases sont données à l'appendice G.

d) Risque de crédit

Les contributions des donateurs au FIDA étant garanties par les États, le Fonds part du principe que chacune des contributions pour lesquelles un instrument juridiquement contraignant a été déposé sera finalement versée. Le risque de non-recouvrement est couvert par la constitution de provisions sur les contributions.

e) Instruments de contribution et billets à ordre conditionnels

Au 31 décembre 2015, le montant des contributions à recevoir et billets à ordre encore soumis à des décisions nationales d'ouverture de crédits s'élevait à 5,9 millions d'USD (35,9 millions d'USD au 31 décembre 2014).

NOTE 6

PROVISIONS

La juste valeur des provisions est identique à leur valeur nominale étant donné que les sommes à recevoir et billets à ordre correspondants sont déjà exigibles à la date du bilan. Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions dont le montant au 31 décembre est indiqué ci-après:

	En milliers d'USD	
	2015	2014
Solde en début d'exercice	168 448	168 448
Réévaluation	(2)	0
Solde en fin d'année	168 446	168 448
Décomposés comme suit:		
Billets à ordre des contribuants a)	80 861	80 861
Sommes à recevoir des contribuants b)	87 585	87 587
Total	168 446	168 448

a) Provisions au titre des billets à ordre

Au 31 décembre 2015, les contributions aux reconstitutions des ressources du FIDA jusques et y compris la neuvième, déposées sous forme de billets à ordre, avaient été tirées à 100%.

Aux 31 décembre 2015 et 2014, toutes les contributions au PSA (première et seconde phase) avaient été tirées en totalité.

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions au titre des billets à ordre, dont le montant au 31 décembre est indiqué ci-après:

	En milliers d'USD	
	2015	2014
Contributions initiales		
Iran (République islamique d')	29 358	29 358
Iraq	13 717	13 717
	43 075	43 075
Première reconstitution		
Iraq	31 099	31 099
	31 099	31 099
Troisième reconstitution		
République populaire démocratique de Corée	600	600
Libye	6 087	6 087
	6 687	6 687
Total	80 861	80 861

b) Provisions au titre des sommes à recevoir des contribuants

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions au titre de certaines de ces sommes à recevoir, comme indiqué ci-dessous:

	En milliers d'USD	
	2015	2014
Contributions initiales		
Comores	8	10
Iran (République islamique d')	83 167	83 167
	83 177	83 177
Deuxième reconstitution		
Iraq	2 000	2 000
	2 000	2 000
Troisième reconstitution		
Iran (République islamique d')	2 400	2 400
Sao Tomé-et-Principe	10	10
	2 410	2 410
Total	87 585	87 587

NOTE 7

AUTRES SOMMES À RECEVOIR

	En milliers d'USD	
	2015	2014
Sommes à recevoir sur cessions de titres	360	0
Autres sommes à recevoir	14 447	15 342
Total	14 807	15 342

Les sommes ci-dessus devraient toutes être reçues dans l'année qui suit la date du bilan. Les autres montants à recevoir comprennent les remboursements du pays hôte au titre des dépenses encourues durant l'exercice.

NOTE 8

IMMOBILISATIONS

	En milliers d'USD			
	1 ^{er} janv. 2015	Hausse/ Baisse	Réévaluation/ ajustement	31 déc. 2015
Coût				
Informatique - matériel	3 030	510		3 540
Informatique - logiciels	14 038	346		14 384
Véhicules	439	(90)		349
Mobilier et installations	407	49	(37)*	419
Aménagements des locaux loués	937	153		1 090
Coût total	18 851	968	(37)	19 782
Dotations aux amortissements				
Informatique - matériel	(2 118)	(350)	(47)	(2 515)
Informatique - logiciels	(3 556)	(1 376)		(4 932)
Véhicules	(34)	(26)		(60)
Mobilier et installations	(369)	(12)	37*	(344)
Aménagements des locaux loués	(854)	(50)		(904)
Total dotations aux amortissements	(6 931)	(1 814)	(10)	(8 755)
Immobilisations nettes	11 920	(846)	(47)	11 027

* Résultat dû à des variations de change sur une immobilisation détenue dans une unité libellée en euros.

NOTE 9

PRÊTS

a) *Provision cumulée pour dépréciation*

La provision cumulée pour dépréciation des prêts se décompose comme suit:

	En milliers d'USD	
	2015	2014
Solde en début d'exercice	58 156	58 325
(Diminution) /augmentation nette de la provision	(20 130)	3 511
Réévaluation	(2 508)	(3 680)
Solde en fin d'exercice en valeur nominale	35 518	58 156
Ajustement sur la base de la juste valeur	(30 961)	(53 770)
Total	4 557	4 386

Tous les prêts couverts par la provision cumulée sont dépréciés à 100%, à l'exception de la provision constituée pour couvrir ceux de la République populaire démocratique de Corée qui sont dépréciés à hauteur des échéances impayées.

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions au titre des prêts non remboursés, dont le montant au 31 décembre est indiqué ci-après:

Montants en DTS	2015	2014
République populaire démocratique de Corée	8 370	6 354
Somalie	17 299	17 299
Zimbabwe	-	16 570
Total	25 669	40 2236
Équivalent en USD	35 518	58 156
Ajustement sur la base de la juste valeur	(30 961)	(53 770)
Total	4 557	4 386

On trouvera à l'appendice H un état détaillé des prêts approuvés, des décaissements effectués et des remboursements perçus.

b) *Situation de non-comptabilisation*

Si les montants impayés au titre des prêts en situation de non-comptabilisation avaient été comptabilisés, le produit des prêts indiqué sur l'état du résultat global pour l'exercice 2015 aurait été supérieur de 650 159 USD (1 281 351 USD en 2014).

c) *Ventilation de l'encours des prêts*

La ventilation de l'encours des prêts par entité au 31 décembre était la suivante:

	En milliers d'USD	
	2015	2014
FIDA	6 270 436	6 269 276
Fonds fiduciaire espagnol	90 875	46 485
Total	6 361 311	6 315 761
Ajustement sur la base de la juste valeur	(1 196 156)	(1 238 794)
Total	5 165 155	5 076 967

	En milliers d'USD	
	2015	2014
FIDA – Prêts approuvés moins annulations moins remboursements en totalité et ajustement pour variation en USD de la valeur totale des prêts en DTS et EUR (appendice H)*		
Prêts approuvés	11 605 710	11 249 453
À déduire: Solde non décaissé	(3 333 550)	(3 009 015)
Remboursements	(2 202 679)	(2 196 610)
Intérêts/principal à recevoir	13 001	16 763

Encours des prêts en valeur nominale	6 082 482	6 060 591
Ajustement sur la base de la juste valeur	(1 127 016)	(1 162 213)
Encours des prêts	4 955 466	4 898 378

PSA – prêts approuvés moins annulations moins remboursements en totalité et ajustement pour variation en USD de la valeur totale des prêts en DTS (appendice H)		
Prêts approuvés	312 658	326 694
Remboursements	(125 274)	(119 471)
Intérêts/principal à recevoir	570	1 462
Encours des prêts	187 954	208 685
Ajustement sur la base de la juste valeur	(61 097)	(71 385)
Encours des prêts	126 857	137 300

Total des prêts approuvés moins annulations moins remboursements en totalité et ajustement pour variation en USD		
Prêts approuvés	11 918 367	11 576 147
Solde non décaissé	(3 333 550)	(3 009 015)
Remboursements	(2 327 953)	(2 316 081)
Intérêts/principal à recevoir	13 571	18 225
Encours des prêts en valeur nominale	6 270 436	6 269 276
Ajustement sur la base de la juste valeur	(1 188 113)	(1 233 598)
Encours des prêts	5 082 323	5 035 678

* Ce solde comprend des prêts libellés en euros financés sur le produit du mécanisme d'emprunt.

Fonds fiduciaire espagnol – prêts approuvés moins annulations, moins remboursements en totalité et ajustement pour variation en USD de la valeur totale des prêts en EUR		
Prêts approuvés	314 413	362 660
Solde non décaissé	(225 409)	(316 226)
Remboursements	(1 293)	0
Intérêts/principal à recevoir	164	80
Encours des prêts en valeur nominale	90 875	46 485
Ajustement sur la base de la juste valeur	(8 043)	(5 196)
Encours des prêts	82 832	41 289

À la fin de l'année, la juste valeur du portefeuille de prêts non remboursés s'élevait à 5 804,4 millions d'USD.

d) *Risque de crédit*

En raison de la nature de ses emprunteurs, le Fonds part du principe que chacun de ses prêts est assorti d'une garantie souveraine et sera donc un jour remboursé. Le risque de non-recouvrement est couvert à la fois par la provision cumulée pour dépréciation des prêts et par la provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE. Les prêts ayant accumulé des arriérés de plus de 180 jours sont placés en situation de non-comptabilisation.

e) *Risque de marché*

Le risque de taux d'intérêt encouru par le FIDA sur son portefeuille de prêts est jugé minime étant donné que celui-ci se compose pour 90,3% (91,6% au 31 décembre 2014) de prêts consentis à des conditions particulièrement favorables, c'est-à-dire assortis de taux qui ne sont pas susceptibles de varier chaque année. On trouvera une ventilation du portefeuille en fonction des conditions de prêt à l'appendice H, sections 4 et 9.

f) *Estimation de la juste valeur*

En dehors de l'évaluation et de la comptabilisation initiales, les hypothèses retenues pour le calcul de la juste valeur ne sont pas sensibles aux variations des taux d'actualisation. L'incidence de la variation du taux de change est étroitement surveillée.

NOTE 10**INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE**

Selon les principes comptables applicables aux instruments financiers, les actifs et les passifs du Fonds se répartissent en plusieurs catégories comme suit:

2015	En millions d'USD			
	Liquidités et dépôts bancaires	Placements à la juste valeur par le compte de résultat	Placements au coût amorti	Prêts au coût amorti
NIVEAU 1				
Liquidités et soldes bancaires	326			
Placements à la juste valeur par le compte de résultat		988		
Placements aux coûts amortis			399	
NIVEAU 2				
Placements à la juste valeur par le compte de résultat		268		
Placements au coût amorti			137	
Encours des prêts				5 142
Total	326	1 255	467	5 142

2014	En millions d'USD			
	Liquidités et dépôts bancaires	Placements à la juste valeur par le compte de résultat	Placements au coût amorti	Prêts au coût amorti
NIVEAU 1				
Liquidités et soldes bancaires	202			
Placements à la juste valeur par le compte de résultat		638		
Placements au coût amorti			137	
NIVEAU 2				
Placements à la juste valeur par le compte de résultat		760		
Placements au coût amorti			565	
Encours des prêts				5 047
Total	202	1 398	703	5 047

NOTE 11**INITIATIVE POUR LA RÉDUCTION DE LA DETTE DES PAYS PAUVRES TRÈS ENDETTÉS (PPTE)****a) Impact de l'Initiative PPTE**

Le FIDA a financé l'Initiative PPTE à hauteur de 191 670 000 USD au cours de la période 1998-2015. On trouvera à l'appendice D1 un état détaillé des financements cumulés apportés par les donateurs extérieurs.

L'appendice I contient un état récapitulatif des allègements de dette déjà consentis depuis le début de l'Initiative PPTE et de ceux qui devraient l'être à l'avenir. Les allègements de dette approuvés à ce jour par le Conseil d'administration sont exclusifs de tous les montants relatifs à l'Initiative renforcée pour la réduction de la dette des pays suivants: Érythrée, Somalie et Soudan. Le Conseil d'administration devrait donner au FIDA l'autorisation de financer sa part des nouveaux allègements qui leur ont été consentis pour la période en 2016-2019. Lorsque les états financiers consolidés de l'exercice 2015 ont été établis, la contribution du FIDA à l'allègement global de la dette de ces pays, au titre aussi bien du principal que des intérêts, était estimée à 145 181 000 USD (170 236 000 USD en 2014, en faveur de l'Érythrée, de la Somalie et du Soudan).

Le produit des placements du solde du Fonds fiduciaire pour la réduction de la dette des PPTE s'est élevé à 8 008 000 USD (8 005 000 USD en 2014).

Le coût total cumulé des allègements de dette se décompose comme suit:

	En milliers d'USD		
	2015	Variation	2014
Contributions du FIDA 1998-2015	191 670	20 000	171 670
Total des contributions de sources extérieures (appendice D1)	282 417		282 417
Produit net cumulé des placements	8 008	3	8 005
(Surplus)/Différence entre les allègements de dette approuvés et les ressources disponibles	(22 986)	(26 322)	3 334
Écarts de change nets cumulés	25 223	(5 642)	30 865
Total (appendice I)	484 332		496 291

b) Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE

Les soldes des deux exercices clos au 31 décembre sont indiqués ci-après:

	En milliers d'USD	
	2015	2014
Solde en début d'exercice	36 808	47 111
Nouveaux allègements approuvés	-	-
Variation de la provision	(7 685)	(7 567)
Variations de change	(1 499)	(2 736)
Solde en fin d'exercice	27 624	36 808
Ajustement sur la base de la juste valeur	(8 550)	(11 124)
Total	19 074	25 684

NOTE 12**SOMMES À PAYER ET PASSIF EXIGIBLE**

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2015	2014
Somme à payer sur achats de titres et dépréciation	12 103	1 085
Engagements au titre de l'AMACS	80 035	95 935
Autres sommes à payer et engagements exigibles	70 280	79 585
Total	162 418	176 605

Sur le total ci-dessus, une somme estimée à 103 047 000 USD (118 487 000 USD en 2014) est à payer dans plus d'un an à compter de la date du bilan.

NOTE 13**RECETTES REPORTÉES**

Les recettes reportées représentent des contributions reçues dont la comptabilisation est reportée à des exercices ultérieurs pour imputation des coûts correspondants. Les produits reportés comprennent des sommes provenant des commissions de service reçues en paiement de frais qui n'ont pas encore été encourus.

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2015	2014
Total	429 705	496 755
Ajustement sur la base de la juste valeur	(16 596)	(20 788)
Recettes reportées	413 109	475 967

NOTE 14**DONS NON DÉCAISSÉS**

Les dons entrés en vigueur mais non encore décaissés se répartissent comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2015	2014
FIDA	68 057	74 951
Fonds supplémentaires	264 218	256 636
ASAP	124 420	57 593
Solde en fin d'année	456 695	389 180
Ajustement sur la base de la juste valeur	(7 177)	(5 456)
Dons non décaissés	449 518	383 724

NOTE 15**PASSIF LIÉ À L'EMPRUNT**

Le solde correspond aux fonds reçus au titre des activités d'emprunt plus les intérêts échus.

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2015	2014
FIDA	162 948	0
Fonds fiduciaire espagnol	311 153	347 413
Total du passif lié à l'emprunt	474 101	347 413

NOTE 16**GAINS/PERTES DE CHANGE NETS**

Les taux de conversion du DTS en USD appliqués au 31 décembre étaient les suivants:

<i>Année</i>	<i>Dollar des États-Unis</i>
2015	1,38370
2014	1,44582
2013	1,54190

Les variations de change sont les suivantes:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2015	2014
FIDA	(274 680)	(425 085)
Autres entités	(15 218)	(21 498)
Total des variations sur l'année	(289 898)	(446 584)

Les effets des variations de change sont détaillés ci-après:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2015	2014
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier	444 169	890 753
Variation de change pour l'année:		
Encaisse et placements	(77 284)	(118 265)
Montants nets à recevoir/à payer	13 806	15 558
Encours des prêts et des dons	(209 183)	(323 715)
Billets à ordre et montants à recevoir des membres	(33 609)	(52 520)
Contributions des États membres	16 372	32 358
Total des variations sur l'année	(289 898)	(446 584)
Solde de clôture au 31 décembre	154 271	444 169

Les variations de change présentées ci-dessus ne comprennent pas les gains ou pertes liés directement aux opérations, qui figurent au poste Total des variations de change.

NOTE 17**PRODUIT DES LIQUIDITÉS ET DES PLACEMENTS****a) Gestion du portefeuille de placements (FIDA seulement)**

Depuis 1994, la gestion de la majeure partie du portefeuille de placements du FIDA est confiée à des gestionnaires extérieurs qui agissent conformément aux lignes directrices du Fonds. Au 31 décembre 2015, les fonds sous mandat de gestion externe se chiffraient à 1,1 milliard d'USD (1,4 milliard d'USD en 2014), ce qui représente 72% du total des liquidités et placements (80% en 2014).

b) Instruments dérivés

Les lignes directrices du FIDA en matière de placements autorisent le recours aux types d'instruments dérivés suivants, principalement pour assurer l'alignement sur le panier du DTS.

i) Contrats à terme standardisés

	<i>31 décembre</i>	
	2015	2014
Nombre de contrats en cours:		
Achat	352	278
Vente	(1 436)	(1 464)
Gains nets latents à la valeur de marché (en milliers d'USD)	884	(1 149)
Échéances (en jours)	68 à 993	65 à 90

Appendice D

ii) Contrats à terme de gré à gré

Au 31 décembre 2015, les contrats à terme affichaient un gain de 3,8 millions d'USD (perte de 2,6 millions d'USD en 2014). À la même date, leurs échéances étaient comprises entre 7 et 77 jours (entre 7 et 44 jours au 31 décembre 2014).

c) Produit des liquidités et des placements (consolidé)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, le produit brut des liquidités et des placements s'est élevé à 2,7 millions d'USD (perte brute de 57,0 millions d'USD en 2014).

	En milliers d'USD		
	2015		
	Juste valeur	Placements au coût amorti	Total
Intérêts bancaires et intérêts sur titres à revenu fixe	28 753	6 137	34 890
Revenu net sur les contrats à terme/options et swaps	(1 728)	-	(1 728)
Plus-value/(moins-value) sur titres à revenu fixe	(5 868)	(519)	(6 387)
Plus-value/(moins-value) latente sur titres à revenu fixe	(24 057)	(29)	(24 086)
Total	(2 900)	5 589	2 689

	En milliers d'USD		
	2014		
	Juste valeur	Placements au coût amorti	Total
Intérêts bancaires et intérêts sur titres à revenu fixe	35 130	8 029	43 159
Dépenses nettes sur les contrats à terme/options et swaps	(16 862)		(16 862)
Plus-value/(moins-value) sur titres à revenu fixe	(5 683)	(686)	(6 369)
Plus-value/(moins-value) latente sur titres à revenu fixe	37 076		37 076
Total	49 661	7 343	57 004

Dans le cas des placements au coût amorti, les plus-values/(moins-values) effectives correspondent à l'amortissement et aux ventes de titres.

Dans le tableau ci-dessous, les chiffres ci-dessus ont été ventilés entre les entités consolidées, comme suit:

	En milliers d'USD	
	2015	2014
FIDA	852	52 217
Fonds fiduciaire pour l'AMACS	545	3 043
Fonds fiduciaire PPTE	4	11
Fonds fiduciaire espagnol	1 258	1 702
Initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti	197	177
ASAP	351	425
Fonds supplémentaires	152	109
À déduire: recettes reportées/reclassées	(670)	(680)
Total	2 689	57 004

Le taux de rendement annuel des liquidités et placements du FIDA en 2015 s'est établi à 2,58% net de charges (rendement positif de 2,58% net de charges en 2014).

NOTE 18

RECETTES PROVENANT D'AUTRES SOURCES

Ces recettes proviennent principalement de remboursements de frais de fonctionnement spécifiques par le gouvernement hôte. Elles comprennent également les commissions de service reçues des entités hébergées par le FIDA pour le paiement de services administratifs. Ces sommes sont détaillées ci-dessous:

Montants consolidés	En milliers d'USD	
	2015	2014
Remboursement du gouvernement hôte	7 923	9 595
Recettes provenant d'autres sources	28	1 361
Total	7 951	10 956

NOTE 19

RECETTES PROVENANT DES CONTRIBUTIONS

	En milliers d'USD	
	2015	2014
FIDA	2 661	2 874
ASAP	81 148	67 834
Fonds supplémentaires	100 970	142 403
Total	184 779	213 111

À partir de 2007, les contributions au titre de l'Initiative PPTE tiennent compte des charges correspondantes.

NOTE 20

DÉPENSES D'EXPLOITATION

Les dépenses d'exploitation (FIDA seulement) ventilées par principales sources de financement sont présentées à l'appendice K. Le tableau ci-dessous fait apparaître la ventilation des chiffres consolidés:

	En milliers d'USD	
	2015	2014
FIDA	157 628	171 379
Autres entités	9 630	9 255
Total	167 258	180 634

Les dépenses encourues sont comptabilisées selon la nature des charges auxquelles elles correspondent.

NOTE 21

EFFECTIFS, PENSIONS ET ASSURANCE MALADIE

a) Agents du FIDA

Les agents figurant sur les états de paie du FIDA sont affiliés aux régimes de retraite et d'assurance maladie proposés par le Fonds, à savoir la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et l'AMACS géré par la FAO

En 2015, les effectifs en équivalents temps plein du FIDA et des autres entités consolidées, classés par principales sources budgétaires, se décomposaient comme suit:

Équivalent temps plein	Services généraux		Total
	Cadre organique		
Budget administratif du FIDA	278	197	475
Cadres associés/gestionnaires de programmes spéciaux	11		11
Autres	21	9	30
Fonds programmatiques	7	2	9
Total 2015	317	208	525
Total 2014	293	198	491

Appendice D

b) Personnel extérieur

Comme les années précédentes, pour faire face à ses besoins opérationnels, le FIDA a recouru aux services de consultants, de personnel de conférence et d'autres agents temporaires, lesquels sont également couverts par un régime d'assurance.

c) Pensions

La dernière évaluation actuarielle de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, établie au 31 décembre 2013, a fait apparaître un déficit actuariel s'élevant à 0,72% de la rémunération considérée aux fins de la pension. Malgré cela, il a été jugé que les avoirs de la Caisse commune des pensions étaient suffisants. En conséquence, l'Assemblée générale des Nations Unies n'a pas invoqué les dispositions de l'article 26, selon lequel les organisations affiliées sont tenues de verser à la Caisse les sommes nécessaires en cas de déficit. Le FIDA verse des cotisations pour le compte de son personnel, et il serait donc responsable, au prorata de sa part, des éventuels engagements non provisionnés (les taux de cotisation actuellement appliqués à la rémunération considérée aux fins de la pension sont de 7,9% pour l'agent et de 15,8% pour le FIDA). Le total des cotisations versées à la Caisse des pensions en 2015 s'est élevé à 10 490 112 USD (10 338 726 USD en 2014).

d) Plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS)

La dernière évaluation actuarielle de l'AMACS a été effectuée au 31 décembre 2015, à l'aide d'une méthode rétrospective de répartition des prestations au prorata des années de service, sur la base des hypothèses suivantes: taux d'actualisation: 3,2%; rendement des placements: 4,0%; augmentations de salaire prévues: 3,0%; augmentation des frais médicaux: 4,5%; inflation: 2,5%; et taux de change: 1 EUR = 1,09 USD. D'après ce calcul, la part des engagements non provisionnés revenant au FIDA au 31 décembre 2015 était de l'ordre de 80 035 000 USD. Les états financiers des exercices 2015 et 2014 comprennent une provision et les actifs suivants au 31 décembre:

	En milliers d'USD	
	2015	2014
Passif (correspondant à des prestations antérieures)		
Actifs du plan	62 722	66 854
Excédent/(déficit)	(17 313)	(29 081)
Variations annuelles		
Solde d'ouverture – excédent/(déficit)	(29 081)	(977)
Charges d'intérêts	(820)	(64)
Coût actuel des prestations	(4 468)	(2 909)
Gain actuariel/(perte actuarielle)	21 188	(22 342)
Intérêts sur soldes	435	3 048
Variations de change	(4 567)	(5 837)
Solde de clôture – excédent/(déficit)	(17 313)	(29 081)
Passif (correspondant à des prestations antérieures)		
Provision totale au 1 ^{er} janvier	(95 935)	(70 620)
Charges d'intérêts	(820)	(64)
Coût actuel des prestations	(4 468)	(2 909)
Gain actuariel/(perte actuarielle)	21 188	(22 342)
Provision au 31 décembre	(80 035)	(95 935)
Actifs du plan		
Total des actifs au 1 ^{er} janvier	66 854	69 643
Intérêts sur soldes	435	3 048
Variations de change	(4 567)	(5 837)
Total des actifs au 31 décembre	62 722	66 854

Les actifs de l'AMACS sont actuellement investis conformément à la Politique de placement du FIDA relative aux Fonds de l'AMACS approuvée par le Conseil des gouverneurs en février 2015.

Le FIDA inscrit dans ses comptes, pour cette couverture médicale, le coût total des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice, y compris pour les retraités. En 2015, ce coût, comptabilisé au titre des traitements et indemnités du personnel dans les états financiers, s'est élevé à 5 289 000 USD (2 306 000 USD en 2014).

Sur la base de l'évaluation actuarielle de 2015, le montant des actifs nécessaires pour couvrir les engagements de l'AMACS est de 55,9 millions d'USD en valeur actuelle nette. Comme il est indiqué ci-dessus, le montant des actifs déjà détenus par le fonds fiduciaire au 31 décembre 2015 s'élève à 62,7 millions d'USD, ce qui est plus que suffisant pour couvrir les engagements.

e) Risque d'évaluation actuarielle de l'AMACS

Le tableau ci-dessous présente les résultats d'une analyse de sensibilité des principales hypothèses retenues pour l'évaluation actuarielle des engagements et du coût des prestations au titre de l'AMACS au 31 décembre 2015:

Incidence sur	Engagemen ts	Coût des prestations
Hausse des frais médicaux:		
5,0% au lieu de 4,0%	20,1	1,4
3,0% au lieu de 4,0%	(16,1)	(1,0)

NOTE 22**DÉPENSES AU TITRE DES DONS**

Les dons consolidés se décomposent comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2015	2014
Dons du FIDA	44 840	52 618
Fonds supplémentaires	89 186	129 952
ASAP	79 768	65 896
Total	213 794	248 466

NOTE 23**DÉPENSES AU TITRE DU CSD**

Le montant global des dépenses relatives aux projets financés au titre du CSD est indiqué ci-dessous.

<i>FIDA seulement</i>	<i>En milliers d'USD</i>	
	2015	2014
Dépenses au titre du CSD	125 586	157 342
Total	125 586	157 342

Les financements au titre du CSD sont comptabilisés comme des dépenses pour l'exercice au cours duquel les conditions requises pour le versement des financements au bénéficiaire sont remplies.

NOTE 24**FRAIS FINANCIERS DIRECTS (BANQUES ET PLACEMENTS)**

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2015	2014
Frais de gestion des placements	2 048	2 561
Autres charges	605	620
Total	2 653	3 181

NOTE 25**AJUSTEMENT POUR VARIATION DE LA JUSTE VALEUR**

Les variations de la juste valeur se décomposent comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2015	2014
Encours des prêts	42 638	86 748
Provision cumulée pour dépréciation des prêts	(22 808)	16 857
Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE	(2 573)	(3 265)
Encours net des prêts	17 257	100 340
Billets à ordre à encaisser	4 738	(10 673)
Contributions à recevoir	(6 111)	13 392
Contributions	6 026	(6 030)
Dons non décaissés	1 965	2 214
Recettes reportées	(4 192)	3 392
Variations de change	(50 785)	(80 566)
Total	(31 102)	21 979

NOTE 26**DÉPENSES AU TITRE DE L'ALLÈGEMENT DE LA DETTE**

Ce solde correspond au montant des allègements de dette consentis, au cours de l'exercice, aux pays PPTE remplissant les conditions requises, au titre aussi bien du principal que des intérêts. Cela correspond à l'impact global net des nouveaux allègements consentis au titre de l'Initiative PPTE ou Top Ups, des montants versés au FIDA par le Fonds fiduciaire au titre de l'Initiative PPTE et du déblocage de la part des recettes reportées pour les versements effectués les années antérieures.

NOTE 27**INFORMATIONS AFFÉRENTES AUX ENTITÉS HÉBERGÉES PAR LE FIDA**

Au 31 décembre, les dettes/(créances) des entités hébergées par le FIDA s'établissaient comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2015	2014
Coalition internationale pour l'accès à la terre	887	414
Total	887	414

NOTE 28**ÉLÉMENTS DE PASSIF ET D'ACTIF CONDITIONNELS****a) Éléments de passif conditionnels**

Le FIDA a accumulé des engagements conditionnels au titre des allègements de dette annoncés par la Banque mondiale/le FMI en faveur de trois pays. Voir la note 11 pour de plus amples détails sur le coût potentiel de l'allègement des montants dus par ces pays au titre du principal et des intérêts ainsi que de la non-comptabilisation des intérêts qu'auraient produits les prêts pour lesquels un allègement de dette a déjà été approuvé, comme indiqué à l'appendice I.

Le FIDA a un passif éventuel de 780,4 millions d'USD au titre des projets CSD entrés en vigueur mais dont le financement n'a pas encore été décaissé (715,9 millions d'USD en 2014). En particulier, au 31 décembre 2015, les financements au titre des projets CSD décaissables en attente de décaissement, parce que les conditions requises pour le déblocage des fonds n'étaient pas encore réunies, s'élevaient à 562,9 millions d'USD (581,8 millions d'USD en 2014) et le montant des projets financés au titre du CSD mais pas encore entrés en vigueur s'élevait à 217,4 millions d'USD (134,1 millions d'USD en 2014).

b) Éléments d'actif conditionnels

À la fin décembre 2015, le solde des instruments de contribution conditionnels représentait 5,9 millions d'USD. Ces contributions doivent faire l'objet d'une décision nationale d'ouverture de crédits; par conséquent, ces sommes à

Appendice D

recevoir seront considérées comme dues lorsque ces conditions sont remplies, et comme probables à la date de clôture de l'exercice.

Le CSD applicable aux dons, approuvé en 2007, a pour objet de récupérer l'intégralité des remboursements du principal non perçus grâce à un mécanisme de compensation au fur et à mesure auquel contribuent les États membres. En conséquence, le FIDA a étudié avec ses organes directeurs le dispositif de mise en œuvre de ce mécanisme. Ces travaux ont conduit en 2013 à l'approbation des principes qui le sous-tendent. Ces travaux ont conduit en 2013 à l'approbation par le Conseil d'administration des principes qui le sous-tendent, lesquels ont reçu l'aval des États membres durant la Consultation sur la reconstitution des ressources du FIDA qui s'est déroulée en 2014, avant d'être approuvés par le Conseil des gouverneurs en 2015. Cela revient à donner une base concrète à partir de laquelle les États membres devront contribuer au remboursement du principal des prêts non perçus au titre du CSD en sus des contributions ordinaires.

En 2015, les États membres ont commencé à effectuer des engagements se rapportant aux paiements des obligations au titre du CSD. La perception de sommes qui ont été apportées sous forme de dons au titre du CSD est donc considérée comme probable, et ces montants sont comptabilisés dans les actifs conditionnels. Le montant nominal des sommes ainsi décaissées s'élevait à 682,1 millions d'USD au 31 décembre 2015 (556,1 millions d'USD au 31 décembre 2014).

NOTE 29

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

La direction n'a pas connaissance d'événements survenus après la date du bilan qui révéleraient des éléments existant à la date du bilan ou apparus après la période considérée, qui justifieraient la correction des états financiers ou la divulgation d'informations.

NOTE 30

PARTIES LIÉES

Le Fonds a identifié les parties liées et les transactions effectuées en 2015. Sont concernées les transactions avec les États membres auxquelles le paragraphe 25 de la norme IAS 24 est applicable; ces transactions et les soldes y afférents sont mentionnés aux appendices G et H. Les membres de la haute direction sont le Président, le Vice-Président et les Vice-Présidents adjoints qui ont l'attribution et le pouvoir de planifier, diriger et contrôler les activités du Fonds.

On trouvera au tableau ci-après des informations concernant la rémunération des membres de la haute direction au cours de l'année, ainsi que le solde des différentes charges à payer.

La rémunération globale versée aux membres de la haute direction comprend: les traitements nets, l'ajustement de poste, les indemnités telles que les frais de représentation et autres, les primes d'affectation et autres subventions, l'allocation-logement, les frais d'expédition des effets personnels, les avantages postérieurs à l'emploi, d'autres avantages à long terme du fonctionnaire et la contribution de l'employeur à la retraite et à l'assurance-maladie. Les membres de la haute direction sont affiliés à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

Sur la base de l'examen indépendant dont ont fait l'objet les derniers états financiers annuels, il n'existe aucun conflit d'intérêts liés à des avoirs financiers, à des affiliations privées ou à des activités externes de la part des membres de la haute direction ou de leurs proches.

	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2015</i>	<i>2014</i>
Traitements et indemnités	1 864	2 090
Contribution aux plans de retraite et d'assurance-maladie	280	283
Total	2 144	2 373
Total charges à payer	787	702

NOTE 31

DATE D'AUTORISATION DE LA PUBLICATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés sont transmis au Comité d'audit pour examen en mars 2016, et le Conseil d'administration en est saisi pour approbation à sa session d'avril 2016. Les états financiers consolidés de l'exercice 2015 seront soumis au Conseil des gouverneurs pour approbation officielle à sa session de février 2017. Les états financiers consolidés de l'exercice 2014 ont été approuvés par le Conseil des gouverneurs à sa trente-neuvième session, en février 2016.

État des contributions complémentaires et supplémentaires: État des contributions supplémentaires cumulées, y compris le cofinancement des projets de 1978 à 2015^a

(en milliers d'USD)

États membres	Cofinancement des projets	Cadres associés	Autres fonds supplémentaires	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	Total
Algérie			76		76
Angola			7		7
Australie ^b	2 721		84		2 805
Autriche	755				755
Bangladesh			43		43
Belgique	10 214	1 960	151 246		163 420
Canada	15 502		8 805		24 307
Chine			310		310
Colombie			25		25
Danemark	18 812	4 888	3 946		27 646
Estonie			147		147
Finlande	2 834	4 921	12 114		19 869
France	1 032	1 131	7 633		9 796
Allemagne	46	7 149	7 227		14 422
Ghana			76		76
Grèce			76		76
Inde			1 000		1 000
Indonésie			50		50
Irlande	6 602		912		7 514
Italie	30 778	6 269	26 252		63 299
Japon	1 692	2 026	4 131		7 849
Jordanie			153		153
Koweït			119		119
Liban			100		100
Luxembourg	2 112		3 031		5 143
Malaysia			28		28
Mauritanie			50		50
Maroc			92		92
Pays-Bas	104 408	7 100	11 856		123 364
Nouvelle-Zélande	790		20		810
Nigéria			50		50
Norvège	20 670	2 604	6 116		29 390
Pakistan			25		25
Paraguay			15		15
Portugal	142		714		856
Qatar			109		109
République de Corée	3 439	5 065	103		8 607
Arabie saoudite	3 300		109		3 409
Sénégal			109		109
Sierra Leone			88		88
Espagne	11 528		6 507		18 035
Suriname	2 000				2 000
Suède	9 114	2 773	15 901		27 788
Suisse	8 498	721	17 825		27 044
Turquie			47		47
Royaume-Uni	19 074		16 859		35 933
États-Unis		322	86		408
Total États membres	276 063	46 929	304 272		627 264

^a Les contributions dans des devises autres que le dollar des États-Unis ont été converties au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice.

^b L'Australie n'est plus membre du FIDA depuis le 31 juillet 2007.

État des contributions supplémentaires cumulées, y compris le cofinancement des projets de 1978 à 2015^a

(en milliers d'USD)

<i>États non membres et autres sources</i>	<i>Cofinancement des projets</i>	<i>Cadres associés</i>	<i>Autres fonds supplémentaires</i>	<i>FEM</i>	<i>Total</i>
Banque africaine de développement	2 800		1 096		3 896
Fonds arabe de développement économique et social (FADES)	2 983				2 983
Banque arabe			25		25
Programme des pays arabes du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies	299				299
Fondation Bill et Melinda Gates			1 760		1 760
Programme manioc			69		69
Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination (CCS) Secrétariat, Genève			998		998
Congressional Hunger Center			183		183
Coopernic			3 259		3 259
Commission européenne	814		491 117		491 931
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	14		2 106		2 120
Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire	100 000		6 160		106 160
Fonds pour les pays les moins avancés (Fonds PMA)/ Fonds spécial pour les changements climatiques ^b			88 310		88 310
Fédération nationale des coopératives agricoles					
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés					
Fonds de l'OPEP	2 260				2 260
Autre	386		2 380		2 766
Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU)	382		240		622
Programme des Nations Unies pour le développement	467		1 161		1 628
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux	78		145		223
ONU	3 017				3 017
Banque mondiale	1 357		527	104 155	106 039
Total États non membres et autres sources	114 857		599 536	104 155	818 548
Total 2015	390 919	46 928	903 809	104 155	1 445 811
Total 2014	383 198	44 694	890 298	99 635	1 417 825

^a Les contributions libellées dans d'autres devises que le dollar des États-Unis ont été converties au taux de change en vigueur à la fin de l'année.

^b Dont 125 000 USD pour la Mongolie.

État des contributions complémentaires cumulées et des autres contributions de 1978 à 2015

(en milliers d'USD)

	<i>Montant</i>
Canada	1 511
Allemagne	458
Inde	1 000
Arabie saoudite	30 000
Suède	13 827
Royaume-Uni	12 002
Contributions cumulées reçues de la Belgique au titre du Programme commun du Fonds belge pour la sécurité alimentaire (PC.FBSA) dans le cadre des reconstitutions	80 002
	138 800
<i>Contributions apportées au Fonds fiduciaire PPTE dans le cadre des reconstitutions</i>	
Italie	4 602
Luxembourg	1 053
Pays-Bas	14 024
	19 679
	302 854
<i>Contributions complémentaires non affectées à la dixième reconstitution</i>	
Canada	7 199
Fédération de Russie	3 000
	10 199
Total contributions complémentaires 2015	471 532
Total contributions complémentaires 2014	455 959

État des contributions des États membres et des donateurs pour l'Initiative PPTE

(en milliers d'USD)

	<i>Montant</i>
<i>Contributions afférentes aux reconstitutions (voir tableau précédent)</i>	
	19 679
Belgique	2 713
Commission européenne	10 512
Finlande	5 193
Allemagne	6 989
Islande	250
Norvège	5 912
Suède	17 000
Suisse	3 276
Banque mondiale, Fonds fiduciaire pour la réduction de la dette des PPTE	210 893
	262 738
Total contributions au Fonds fiduciaire du FIDA pour l'Initiative PPTE 2015	282 417
Total contributions au Fonds fiduciaire du FIDA pour l'Initiative PPTE 2014	282 417

État des contributions complémentaires et supplémentaires reçues en 2015

Contributions reçues pour le cofinancement de projets en 2015

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>
Fondation Bill et Melinda Gates	USD	516	516
Commission européenne	EUR	18 939	20 573
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	EUR	432	469
Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire	USD	21 888	21 889
Allemagne	EUR	750	815
Nouvelle-Zélande	EUR	390	390
Arabie saoudite	USD	660	660
Danemark	USD	5 000	916
Pays-Bas	USD	2 052	2 052
Total		50 627	48 280

Contributions reçues pour les cadres associés en 2015

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>En milliers d'USD</i>
Danemark	USD		141
Finlande	USD		191
Allemagne	USD		446
Italie	USD		420
Pays-Bas	USD		764
République de Corée	USD		216
Suisse	USD		378
Suède	USD		74
Total			2 630

Contributions versées sous forme de fonds supplémentaires en 2015

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>
France	EUR	150	163
Commission européenne	EUR	23 838	25 895
Estonie	EUR	45	49
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	USD	83	83
FAO/Programme alimentaire mondial (PAM)/FIDA	USD	60	60
Luxembourg	EUR	500	543
Fondation Rockefeller	USD	4	4
Suisse	USD	386	386
Suisse	EUR	1 205	1 309
Allemagne	EUR	435	473
FENU	USD	67	67
République de Corée	KRW	1 000 000	847
Pays-Bas	USD	4 000	4 000
PNUD	USD	970	970
Total			34 849
Total général			85 507

Cofinancement de projets – montants non décaissés

(en milliers d'USD)

	2015	2014
États membres		
Canada	6 162	4 440
Danemark	2 089	2 941
Finlande	-	10
Italie	2 275	3 422
Luxembourg	140	140
Pays-Bas	3 089	2 647
Norvège	1	4
Nouvelle-Zélande	790	400
République de Corée	1 089	679
Arabie saoudite	450	-
Espagne	729	2 191
Royaume-Uni	142	142
Total États membres	16 956	17 016
États non membres		
Fonds fiduciaire du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP)	18 865	8 632
Organisation des pays exportateurs de pétrole	394	199
Autre	3	26
FENU	23	23
Banque mondiale	7	7
Total – États non membres	19 292	8 887
Total	36 248	25 903

Programme de cadres associés – montants non décaissés

(en milliers d'USD)

	<i>Solde non décaissé au 31 décembre</i>	
	2015	2014
Belgique	-	383
Danemark	290	361
Finlande	142	104
Allemagne	324	206
Italie	358	144
Pays-Bas	462	232
Norvège	15	(59)
République de Corée	236	254
Suède	-	(5)
Suisse	216	-
Total	2 043	1 620

État des contributions complémentaires et supplémentaires – autres montants non décaissés

(en milliers d'USD)

	<i>Solde non décaissé au 31 décembre</i>	
	<i>2015</i>	<i>2014</i>
États membres		
Belgique	2 173	3 501
Canada	4 260	4 548
Chine	130	145
Danemark	130	130
Estonie	76	75
Finlande	483	753
France	380	2 148
Allemagne	2 194	1 546
Inde	613	613
Irlande	38	171
Italie	2 077	3 105
Liban	99	99
Luxembourg	301	7
Malaisie	13	13
Pays-Bas	34	41
Norvège	105	106
Portugal	-	4
République de Corée	1	1
Espagne	2 259	3 384
Suède	2 328	2 403
Suisse	1 667	102
Royaume-Uni	773	1 188
Total États membres	20 134	24 083
États non membres		
Fondation Bill et Melinda Gates	450	-
Commission européenne	34 223	17 286
Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire	3 068	2 633
Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM)	1 257	2 154
Fonds pour les pays les moins avancés	15 788	24 437
Autre	286	423
Programme d'appui aux organisations paysannes africaines – phase principale	3 030	3 506
Mécanisme d'assistance technique	479	412
FENU	86	90
Programme des Nations Unies pour le développement	1 024	148
Banque mondiale	11	13
Total – États non membres	59 702	51 102
Total	79 836	75 185

Fonds pour l'environnement mondial

(en milliers d'USD)

<i>Pays bénéficiaires</i>	<i>Contributions cumulées reçues au 31 décembre 2015</i>	<i>Non décaissés au 1^{er} janvier 2015</i>	<i>Reçus des donateurs</i>	<i>Décaisse ments</i>	<i>Non décaissés au 31 décembre 2015</i>
Arménie	4 011	-	4 011	(63)	3 948
ANASE ^a régional	4 822	-	183	(123)	60
Brésil	5 931	-	-	-	-
Burkina Faso	2 086	-	70	(59)	11
Chine	4 895	-	-	-	-
Comores	1 000	-	-	-	-
Équateur	2 873	-	-	-	-
Érythrée	4 477	-	-	-	-
Éthiopie	4 750	-	-	-	-
Gambie	96	-	-	-	-
Appui mondial à la mise en œuvre de la CCD ^b	457	-	-	-	-
Indonésie	100	82	-	(80)	2
Jordanie	7 886	15	-	-	15
Kenya	4 838	-	138	(92)	46
Malawi	183	-	183	(151)	32
Mali	6 314	-	-	1 519	1 519
Mauritanie	4 350	-	-	14	14
Suivi-évaluation MENARID ^c	705	-	-	-	-
Mexique	5 100	5 000	-	(5 000)	-
Maroc	330	-	-	-	-
Niger	4 396	-	70	(14)	56
Panama	1 578	-	-	-	-
Pérou	7 255	5 890	(535)	-	5 353
Sao Tomé-et-Principe	2 501	-	-	-	-
Sénégal	80	-	80	(55)	25
Sri Lanka	7 270	-	-	-	-
Soudan	3 750	3 653	-	(3 650)	3
Swaziland	2 189	-	138	(122)	16
République-Unie de Tanzanie	183	-	183	(130)	53
Tunisie	5 350	-	-	-	-
Venezuela (République bolivarienne du)	3 735	19	-	-	19
Viet Nam	755	-	-	-	-
Total	104 155	14 659	4 521	(8 006)	11 174

^a Association des nations de l'Asie du Sud-Est.^b Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.^c Dont une somme de 326 000 USD reçue avant la signature de l'accord financier entre le FIDA et le gestionnaire du FEM, le MENARID.

État récapitulatif du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne

Au 31 décembre 2015

Contributions complémentaires					
<i>États membres</i>	<i>Monnaie locale</i>	<i>Annonces de contribution (en milliers d'USD)^a</i>	<i>Versement billets à ordre^b</i>	<i>Versement liquidités^b</i>	<i>Total des versements</i>
Belgique	EUR 6 000	8 584		7 855	
Canada	CAD 19 849	20 347		19 879	
Finlande	EUR 5 000	7 153		6 833	
Pays-Bas	EUR 40 000	57 225		26 519	
Norvège	NOK 63 000	11 580		8 913	
Suède	SEK 30 000	4 729		4 471	
Suisse	CHF 10 000	11 844		10 949	
Royaume-Uni	GBP 147 523	239 176	217 435		
Total contributions complémentaires		360 636	217 435	85 419	302 854
Fonds supplémentaires					
République de Corée	3 000 USD	3 000		700	
Département flamand des affaires étrangères	EUR 2 000	2 486		1 276	
TOTAL		366 122	217 435	87 395	307 830

^a Contre-valeur des annonces de contribution au taux de change fixé pour la reconstitution.

^b Contre-valeur des versements au taux de change en vigueur à la date de réception.

État récapitulatif du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne

Dons

<i>Bénéficiaire du don</i>	<i>Dons approuvés moins annulations</i>	<i>Décaissables</i>	<i>Décaissements en 2014</i>	<i>Portion non décaissée des dons décaissables</i>	<i>Dons non encore décaissables au 31 décembre 2015</i>
Dons en DTS (en milliers)					
Bangladesh	9 900	(9 900)	(2 335)	7 565	0
Bénin	3 220	0	0	0	3 220
Bhoutan	3 580	0	0	0	3 580
Burundi	3 510	0	0	0	3 510
Bolivie (État plurinational de)	6 500	(6 500)	(1 012)	5 488	0
Cambodge	10 150	0	(1 671)	8 479	0
Tchad	3 240	3 240	(209)	3 031	0
Côte d'Ivoire	4 520	4 520	(414)	4 106	0
Djibouti	4 000	4 000	(359)	3 641	0
Égypte	3 380	3 380	(394)	2 986	0
El Salvador	3 560	0	0	0	3 560
Gambie	3 570	0	0	0	3 570
Ghana	6 500	6 500	(578)	5 922	0
Kenya	7 100	0	0	0	7 100
Kirghizistan	6 500	6 500	(282)	6 218	0
République démocratique populaire lao	3 550	0	0	0	3 550
Lesotho	4 610	0	0	0	4 610
Libéria	3 280	0	0	0	3 280
Madagascar	4 200	0	0	0	4 200
Malawi	5 150	0	0	0	5 150
Mali	6 500	6 500	(1 478)	5 022	0
Maroc	1 295	0	0	0	1 295
Mozambique	3 260	3 260	(343)	2 917	0
Népal	9 710	9 710	(9)	9 701	0
Nicaragua	5 310	5 310	(546)	4 764	0
Niger	9 250	9 250	0	9 250	0
Nigéria	9 800	0	0	0	9 800
Rwanda	4 510	4 510	(675)	3 835	0
Soudan	4 730	0	0	0	4 730
Tadjikistan	3 600	0	0	0	3 600
Ouganda	6 770	0	0	0	3 600
République-Unie de Tanzanie	6 770	0	0	0	6 770
Viet Nam	7 820	7 820	(826)	6 994	0
Yémen	6 630	0	0	0	6 630
Total DTS	192 825	101 050	(11 132)	89 918	91 775
Équivalent en USD	266 812	139 823	(15 403)	124 420	126 989

Au 31 décembre 2014, les dons approuvés n'étaient pas encore décaissables (118,3 millions d'USD).



Investing in rural people

Management Assertion Report on the Effectiveness of Internal Controls Over Financial Reporting

Management of the International Fund for Agricultural Development (IFAD) (the Fund) is responsible for the preparation, fair presentation and overall integrity of its Consolidated Financial Statements. The Financial Statements of the Fund have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS) issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

According to the Agreement Establishing IFAD, the President is responsible for establishing and maintaining adequate internal controls of the Fund including those over external financial reporting.

The Executive Board of the Fund established an Audit Committee, whose terms of reference, among other things, is to assist the Board in exercising supervision over the financial administration and internal oversight of the Fund, including effectiveness of internal controls over financial reporting. The Audit Committee is comprised entirely of selected members of the Executive Board and oversees the process for the selection of external auditors and makes a recommendation for such selection to the Executive Board for its approval. The external and internal auditors meet with the Audit Committee of the Executive Board to discuss their work plans and approach which covers review of the adequacy of internal controls over financial reporting and any other matter that may require the Audit Committee's attention.

The system of internal controls over financial reporting contains monitoring mechanisms and actions that are meant to detect, prevent and facilitate correction of deficiencies identified that may result in material weaknesses in internal controls over financial reporting. There are inherent limitations to the effectiveness of any system of internal control, including the possibility of human error and the circumvention or overriding of controls. Accordingly, an effective internal control system can only provide reasonable, as opposed to absolute assurance with respect to Financial Statements. Furthermore, the effectiveness of an internal control system can change with circumstances.

The Fund's Management assessed the effectiveness of internal controls over financial reporting for the financial statements presented in conformity with IFRS as of **31st December 2015**. The assessment was based on the criteria for effective internal controls over financial reporting described in the *Internal Controls-Integrated Framework* issued by the Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). A report was provided to Management providing reasonable assurance as to the operational effectiveness of these controls. Based on the work performed, Management believes that the Fund maintained an effective system of internal controls over financial reporting as of 31st December 2015, and is not aware of any material control weakness that could affect the reliability of the 2015 financial statements. IFAD's independent audit firm Deloitte, has audited the financial statements and has issued an attestation report on Management's assertion on the Fund's Internal controls over financial reporting.



Kanayo F. Nwanze
President



Shahin Lauritzen
Associate Vice President,
CFO and Chief Controller



Ruth Farrant
Director and Controller

Déclaration de la direction sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière

La direction du Fonds international de développement agricole (FIDA) (le "Fonds") est chargée de l'établissement, de la présentation sincère et de l'intégrité générale de ses états financiers consolidés. Les états financiers du Fonds ont été établis conformément aux normes internationales d'information financière ("IFRS") publiées par le Conseil international des normes comptables.

Conformément à l'Accord portant création du FIDA, il incombe au Président d'établir et de maintenir le contrôle interne adéquat du Fonds, et notamment de l'information financière externe.

Le Conseil d'administration du Fonds a créé un Comité d'audit, dont le mandat consiste entre autres à assister le Conseil dans sa fonction de supervision de l'administration financière et de surveillance interne du Fonds, s'agissant notamment de l'efficacité du contrôle interne de l'information financière. Le Comité d'audit est entièrement constitué de membres choisis du Conseil d'administration. Il surveille le processus de sélection des auditeurs externes et présente une recommandation à cet égard au Conseil d'administration, pour approbation. Les auditeurs externes et internes se réunissent avec le Comité d'audit du Conseil d'administration pour discuter de leurs plans de travail et de leur approche, qui consiste à examiner l'adéquation du contrôle interne de l'information financière et toute autre question susceptible de requérir l'attention du Comité d'audit.

Le système de contrôle interne de l'information financière comporte des mécanismes et mesures de suivi sensés détecter les carences susceptibles de donner lieu à d'importantes déficiences, les prévenir et en faciliter la correction. Il y a des limites intrinsèques à l'efficacité de tout dispositif de contrôle interne, notamment la possibilité d'une erreur humaine et les manœuvres visant à contourner les contrôles ou à y passer outre. En conséquence, un système de contrôle interne efficace ne peut donner qu'une assurance raisonnable, par opposition à absolue, à l'égard des états financiers. En outre, l'efficacité d'un dispositif de contrôle interne peut changer selon les circonstances.

La direction du Fonds a évalué l'efficacité du contrôle interne de l'information financière pour les états financiers présentés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) au **31 décembre 2015**. L'évaluation reposait sur les critères d'un contrôle interne efficace de l'information financière décrits dans le *Cadre intégré de contrôle interne* publié par le Comité des organisations coparrainantes de la Commission Treadway (COSO). Un rapport donnant une assurance raisonnable quant à l'efficacité opérationnelle de ce contrôle a été remis à la direction. Se fondant sur les travaux effectués, la direction estime que le Fonds a géré un système efficace de contrôle interne de l'information financière au 31 décembre 2015 et n'a pas conscience d'une importante déficience quelconque du contrôle qui pourrait nuire à la fiabilité des états financiers de 2015. Le cabinet d'audit indépendant du FIDA, Deloitte, a procédé à la vérification des états financiers et publié une attestation de la déclaration de la direction sur le contrôle interne de l'information financière du Fonds.

Kanayo F. Nwanze
Président

Shahin Lauritzen
**Vice-président adjoint
Responsable financier principal
et Contrôleur principal**

Ruth Farrant
Directrice et Contrôleuse

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

To the International Fund for Agricultural Development

Report on the Financial Statements

We have audited the accompanying consolidated financial statements of the International Fund for Agricultural Development, which comprise the consolidated and IFAD-only balance sheets as at 31 December 2015, the consolidated and IFAD-only statements of comprehensive income and changes in retained earnings and the consolidated cash-flow statement for the year then ended, the statement of complementary and supplementary contributions and unspent funds, the summary of the Adaption for Smallholder Agriculture Programme Trust Fund and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

President's Responsibility for the Financial Statements

The President is responsible for the preparation and fair presentation of these consolidated financial statements in accordance with International Financial Reporting Standards as issued by the International Accounting Standards Board (IASB), and for such internal control as the President determines is necessary to enable the preparation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these consolidated financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the consolidated financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the consolidated financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the consolidated financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the consolidated financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the International Fund for Agricultural Development as at December 31, 2015, and its financial performance and its cash flows for the year then ended in accordance with International Financial Reporting Standards as issued by the International Accounting Standards Board.

DELOITTE & TOUCHE S.p.A.



Enrico Pietrarelli
Partner

Rome, February 29, 2016

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

To the International Fund for Agricultural Development

We have examined management's assessment that the International Fund for Agricultural Development ("IFAD") maintained effective internal controls over financial reporting as of December 31, 2015, as contained in IFAD's Management Assertion Report on the effectiveness of internal controls over financial reporting, based on the criteria for effective internal controls over financial reporting described in the "Internal Control – Integrated Framework" issued by the Committee of Sponsoring Organisations of the Treadway Commission (2013 framework). IFAD's management is responsible for maintaining effective internal control over financial reporting and for its assessment of the effectiveness of internal control over financial reporting, included in the accompanying Consolidated financial statements of IFAD as at 31 December 2015. Our responsibility is to express an opinion on management's assertion over the effectiveness of IFAD's internal control over financial reporting, based on our examination.

We conducted our examination in accordance with the International Standard on Assurance Engagements (ISAE) 3000. Our examination included obtaining an understanding of internal control over financial reporting, evaluating management's assessment and performing such other procedures as we considered necessary in the circumstances. We believe that our work provides a reasonable basis for our opinion.

An entity's internal control over financial reporting is a process designed by, or under the supervision of, the entity's principal executive and principal financial officers, or persons performing similar functions, and effected by the entity's board, management, and other personnel to provide reasonable assurance regarding the reliability of financial reporting and the preparation of financial statements for external purposes in accordance with generally accepted accounting principles. An entity's internal control over financial reporting includes those policies and procedures that (1) pertain to the maintenance of records that, in reasonable detail, accurately and fairly reflect the transactions and dispositions of the assets of the entity; (2) provide reasonable assurance that transactions are recorded as necessary to permit preparation of financial statements in accordance with generally accepted accounting principles, and that receipts and expenditures of the entity are being made only in accordance with authorizations of the entity's management; and (3) provide reasonable assurance regarding prevention or timely detection of unauthorized acquisition, use, or disposition of the entity's assets that could have a material effect on the financial statements.

Because of the inherent limitations of internal control over financial reporting, including the possibility of collusion or improper management override of controls, material misstatements due to error or fraud may not be prevented or detected on a timely basis. Also, projections of any evaluation of the effectiveness of the internal control over financial reporting to future periods are subject to the risk that the controls may become inadequate because of changes in conditions, or that the degree of compliance with the policies or procedures may deteriorate.

In our opinion, management's assertion that IFAD maintained effective internal control over financial reporting, included within the Consolidated financial statements of IFAD as at 31 December 2015, is fairly stated, in all material respects, based on the criteria for effective internal controls over financial reporting described in the "Internal Control – Integrated Framework" issued by the Committee of Sponsoring Organisations of the Treadway Commission (2013 framework).

DELOITTE & TOUCHE S.p.A.



Enrico Pietrarelli
Partner

Rome, February 29, 2016

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES INDÉPENDANT

Au Fonds international de développement agricole

Rapport sur les états financiers

Nous avons procédé à la vérification des états financiers consolidés du Fonds international de développement agricole (FIDA), joints au présent rapport, qui comprennent le bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement) au 31 décembre 2015, les états du résultat global (chiffres consolidés et FIDA seulement) et des bénéfices non distribués (chiffres consolidés et FIDA seulement), l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, l'état des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés, l'état récapitulatif du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Président concernant les états financiers

Le Président est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par le Conseil international des normes comptables, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité du Commissaire aux comptes

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué l'audit conformément aux Normes internationales d'audit. En vertu de ces normes, nous devons respecter les règles de déontologie et planifier et exécuter l'audit de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne contiennent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures est laissé à l'appréciation du Commissaire aux comptes, de même que l'évaluation des risques que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Pour évaluer ces risques, le Commissaire aux comptes prend en considération le contrôle interne relatif à la préparation et à la présentation fidèle par l'entité d'états financiers consolidés, en vue de définir des procédures d'audit adéquates et adaptées aux circonstances et non d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne. Un audit comprend en outre une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées et du caractère plausible des estimations comptables effectuées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation des états financiers consolidés dans leur ensemble.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Ancona Bari Bergamo Bologna Brescia Cagliari Firenze Genova Milano Napoli Padova
Palermo Parma Roma Torino Treviso Verona

Sede Legale: Via Tortona, 25 - 20144 Milano - Capitale Sociale: Euro 10.328.220,00 i.v.
Codice Fiscale/Registro delle Imprese Milano n. 03049560166 - R.E.A. Milano n.1720239
Partita IVA: IT 03049560166
Member of Deloitte Touche Tohmatsu Limited

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière au 31 décembre 2015, ainsi que les résultats financiers et les flux de trésorerie du Fonds international de développement agricole pour l'année écoulée, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par le Conseil international des normes comptables.

DELOITTE & TOUCHE S.p.A

Enrico Pietrarelli

Associé

Rome, le 29 février 2016

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES INDÉPENDANT

Au Fonds international de développement agricole

Nous avons examiné la déclaration de la direction selon laquelle le Fonds international de développement agricole (FIDA) avait, au 31 décembre 2015, maintenu un contrôle interne efficace de l'information financière, sur la base des critères relatifs à l'efficacité du contrôle interne de l'information financière décrits dans le Cadre intégré de contrôle interne publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (cadre de 2013). Il appartient à la direction du FIDA de maintenir un contrôle interne efficace de l'information financière et d'évaluer l'efficacité dudit contrôle, y compris dans les états financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2015, ci-joints. Notre responsabilité consiste à exprimer, sur la base de l'examen que nous avons réalisé, une opinion sur la déclaration de la direction concernant l'efficacité du contrôle interne de l'information financière du FIDA.

Nous avons conduit notre examen conformément à l'International Standard on Assurance Engagements (ISAE) 3000. Cet examen a consisté à réunir des données afin de comprendre le contrôle interne de l'information financière, à évaluer la déclaration de la direction et à effectuer toute autre procédure jugée par nous nécessaire en l'espèce. Nous estimons que notre travail constitue une base raisonnable pour former notre opinion.

Le contrôle interne de l'information financière d'une entité est un processus conçu, ou supervisé, par le premier dirigeant et les responsables financiers principaux d'une entité, ou des personnes ayant des attributions similaires, et mis en œuvre par le Conseil d'administration, la direction et d'autres membres du personnel afin d'offrir un degré d'assurance raisonnable concernant la fiabilité de l'information financière et la préparation des états financiers à des fins externes, conformément aux principes comptables généralement acceptés. Le contrôle interne de l'information financière d'une entité englobe les politiques et procédures qui: 1) ont trait à la tenue de registres reflétant, avec un degré raisonnable de détail, de précision et d'exactitude, les transactions et les dispositions relatives aux actifs de l'entité; 2) offrent un degré d'assurance raisonnable que les transactions sont enregistrées autant que de besoin afin de permettre la préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement acceptés, et que les recettes et les dépenses de l'entité sont expressément effectuées conformément aux autorisations de la direction de l'entité; et 3) offrent un degré d'assurance raisonnable concernant la prévention ou la détection, en temps utile, de l'acquisition, de l'utilisation ou de la disposition non autorisées des actifs de l'entité susceptibles d'avoir des répercussions significatives sur les états financiers.

En raison des limitations inhérentes au contrôle interne de l'information financière, notamment la possibilité d'actes de collusion ou de non-observance du contrôle de la part de la direction, il se peut qu'il ne soit pas possible de prévenir ou de détecter en temps utile les anomalies significatives dues à des erreurs ou à des fraudes. Par ailleurs, les prévisions de toute évaluation de l'efficacité du contrôle interne de l'information financière pour des périodes futures sont soumises au risque d'une inadéquation des contrôles du fait de la modification des conditions, ou d'une diminution du degré de respect des politiques ou procédures.

À notre avis, la déclaration de la direction selon laquelle le FIDA a maintenu un contrôle interne efficace de l'information financière, y compris dans les états financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2015, expose fidèlement la situation, à tous égards importants, conformément aux critères relatifs à l'efficacité du contrôle interne de l'information financière décrits dans le Cadre intégré de contrôle interne publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (cadre de 2013).

DELOITTE & TOUCHE S.p.A

Enrico Pietrarelli

Associé

Rome, le 29 février 2016

Bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconverti en DTS

(aux 31 décembre 2015 et 2014)

<i>Actifs</i>	<i>En milliers d'USD</i>		<i>En milliers de DTS</i>	
	<i>2015</i>	<i>2014</i>	<i>2015</i>	<i>2014</i>
Liquidités et avoirs en banque (note 4)	131 299	82 498	94 890	57 059
Placements (note 4)	1 393 862	1 607 861	1 007 344	1 112 077
Billets à ordre à encaisser (note 5)	213 119	285 519	154 021	197 479
Contributions à recevoir (note 5)	624 561	227 078	451 370	157 058
À déduire: provisions et instruments de contribution conditionnels	(174 357)	(204 361)	(126 009)	(141 344)
Montant net des contributions à recevoir et billets à ordre à encaisser	663 323	308 236	479 382	213 193
Autres sommes à recevoir	151 089	148 747	109 192	102 878
Immobilisations	11 027	11 920	7 969	8 245
Encours des prêts (note 9 et Appendice H)	6 270 436	6 269 276	4 531 645	4 336 139
À déduire: provision cumulée pour dépréciation des prêts (note 9 a))	(35 517)	(58 156)	(25 669)	(40 223)
À déduire: provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE (note 11 b) et appendice I)	(27 624)	(36 808)	(19 964)	(25 458)
Encours net des prêts	6 207 294	6 174 312	4 486 012	4 270 458
Total actifs	8 557 893	8 333 574	6 184 789	5 763 910

<i>Passif et fonds propres</i>	<i>En milliers d'USD</i>		<i>En milliers de DTS</i>	
	<i>2015</i>	<i>2014</i>	<i>2015</i>	<i>2014</i>
Passif				
Sommes à payer et passif exigible	171 319	187 754	123 812	129 859
Dons non décaissés	68 057	74 951	49 185	51 839
Recettes reportées	73 255	68 449	52 920	47 343
Passif lié à l'emprunt	162 948	-	117 762	-
Total passif	475 579	331 154	343 679	229 041
Fonds propres				
Contributions				
Ordinaires	7 884 776	7 254 395	7 309 220	6 417 836
Spéciales	20 349	20 349	15 219	15 219
Total contributions (Appendice G)	7 905 125	7 274 744	7 324 439	6 433 055
Réserve générale	95 000	95 000	68 657	65 707
Bénéfices non distribués	82 219	632 676	(1 551 986)	(963 888)
Total fonds propres	8 082 344	8 002 420	5 841 110	5 534 874
Total passif et fonds propres	8 557 893	8 333 574	6 184 789	5 763 910

Le bilan du Fonds est établi en DTS étant donné que la majorité de ses actifs sont libellés en DTS et/ou dans des monnaies servant au calcul du DTS. Cet état, qui est présenté uniquement afin de fournir aux lecteurs un complément d'informations sur les comptes, est exprimé en valeurs nominales.

État des contributions

État récapitulatif des contributions

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2015	2014
Reconstitutions		
Contributions initiales	1 017 371	1 017 373
Première reconstitution	1 016 564	1 016 564
Deuxième reconstitution	567 053	567 053
Troisième reconstitution	553 881	553 881
Quatrième reconstitution	361 421	361 421
Cinquième reconstitution	441 401	441 401
Sixième reconstitution	567 021	567 021
Septième reconstitution	654 640	654 640
Huitième reconstitution	963 050	962 978
Neuvième reconstitution	976 894	964 947
Dixième reconstitution	590 197	244
Total FIDA	7 709 493	7 107 523
PSA Phase I	288 868	288 868
PSA Phase II	62 364	62 364
Total PSA	351 232	351 232
Contributions spéciales ^a	20 349	20 349
Total des contributions aux reconstitutions	8 081 074	7 479 104
Contributions complémentaires		
Fonds belge de survie	80 002	80 002
Initiative PPTE	19 679	19 679
Contributions complémentaires ASAP	302 854	297 480
Contributions complémentaires non affectées dixième reconstitution	10 199	-
Autres contributions complémentaires	58 798	58 798
Total contributions complémentaires	471 532	455 959
Contributions à l'Initiative PPTE n'entrant pas dans le cadre des contributions à la reconstitution des ressources	262 738	262 738
Contributions du Fonds belge de survie n'entrant pas dans le cadre des contributions à la reconstitution des ressources	63 836	63 836
Contributions supplémentaires^b		
Cofinancement des projets	390 919	383 198
Programme de cadres associés	46 928	44 694
Autres fonds supplémentaires	903 809	890 298
FEM	104 155	99 635
Fonds supplémentaires ASAP	1 976	1 276
Total contributions supplémentaires	1 447 787	1 419 101
Total contributions	10 326 867	9 627 738
Total des contributions réparti comme suit:		
Total des contributions aux reconstitutions (cf. ci-dessus)	8 081 074	7 479 104
Moins provisions	(168 446)	(168 448)
Moins instruments de contribution conditionnels	(5 912)	(35 912)
Moins compensation au titre du CSD	(1 591)	-
Total net des contributions aux reconstitutions	7 905 125	7 274 744
Moins ajustement sur la base de la juste valeur	(7 903)	(1 877)
Total des contributions aux reconstitutions sur la base de la juste valeur	7 897 222	7 272 867

^a Y compris la contribution spéciale de l'Islande avant son admission et 20 millions d'USD provenant du Fonds de l'OPEP.

^b Y compris les intérêts perçus en vertu de chaque accord.

État des contributions

État des contributions des Membres aux reconstitutions jusqu'à FIDA9^a

Au 31 décembre 2015

Contributions initiales et contributions aux première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième reconstitutions des ressources (en milliers d'USD)	Neuvième reconstitution					
	Instruments déposés			Versements (équivalent en milliers d'USD)		
	Monnaie	Montant (en milliers)	Équivalent en milliers d'USD	Liquidités	Billets à ordre	Total
États membres						
Afghanistan		0				
Albanie		50	USD	10	10	10
Algérie	62 430		USD	10 000	10 000	10 000
Angola	2 360		USD	1 900	1 900	1 900
Argentine	12 400		USD	7 500	7 500	7 500
Arménie		35	USD	10	10	10
Australie ^b	37 247			0	0	
Autriche	69 995		EUR	16 000	20 177	20 177
Azerbaïdjan		200	USD	100	100	100
Bangladesh	4 956		USD	650	650	650
Barbade		10		0	0	
Belgique	120 625		EUR	24 000	29 068	29 068
Bélize		205		0	0	
Bénin		325	USD	104	104	104
Bhoutan		165	USD	30	30	30
Bolivie (État plurinational de)	1 500			0	0	
Bosnie- Herzégovine		165		0	0	
Botswana		560	USD	135	135	135
Brésil ^c	65 296		USD	16 700	16 700	16 700
Burkina Faso		359	USD	125	125	125
Burundi		90	USD	10	10	10
Cabo Verde		26	USD	20	20	20
Cambodge		840	USD	210	210	210
Cameroun	2 511		USD	554	554	554
Canada	277 706		CAD	75 000	72 575	72 575
République centrafricaine		11	EUR	2	3	3
Tchad		62	EUR	250	329	329
Chili		860		0	0	
Chine	78 839		USD	27 000	27 000	27 000
Colombie		840	USD	200	200	200
Comores ^d		31		0	0	
Congo		818		0	0	
Îles Cook		5		0	0	
Côte d'Ivoire	1 559		USD	70	70	70
Cuba		9		0	0	
Chypre		252	USD	60	60	20
République démocratique du Congo	1 580		USD	290	290	290
Danemark	138 210		DKK	85 000	14 404	14 404
Djibouti		31		0	0	
Dominique		51		0	0	
République dominicaine		88		0	0	
Équateur		841	USD	400	400	400
Égypte	20 409		USD	3 000	3 000	3 000
El Salvador		100		0	0	
Érythrée		40	USD	30	30	30
Estonie		59		0	0	
Éthiopie		251	USD	40	40	40
Fidji		204	USD	70	70	70
Finlande	56 538		EUR	12 000	15 358	15 358

État des contributions

État des contributions des Membres aux reconstitutions jusqu'à FIDA9 (suite)^a

Au 31 décembre 2015

	<i>Contributions initiales et contributions aux première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième reconstitutions des ressources (en milliers d'USD)</i>	<i>Neuvième reconstitution</i>					
		<i>Instruments déposés</i>			<i>Versements (équivalent en milliers d'USD)</i>		
		<i>Monnaie</i>	<i>Montant (En milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>	<i>Total</i>
France	285 024	EUR	35 000	44 750	44 750		44 750
Gabon	3 704	USD	20	20	20		20
Gambie	75	USD	15	15	15		15
Allemagne	394 940	EUR	52 389	67 036	67 036		67 036
Ghana	2 066	USD	400	400	260		260
Grèce	4 196		0	0			
Grenade	75		0	0			
Guatemala	1 043		0	0			
Guinée	410	USD	80	80	80		80
Guinée-Bissau	30		0	0			
Guyana	1 118	USD	718	718	718		718
Haïti	107	USD	90	90	90		90
Honduras	801		0	0			
Hongrie	0	USD	100	100	100		100
Islande	350	USD	25	25	25		25
Inde	105 497	USD	30 000	30 000	30 000		30 000
Indonésie	51 959	USD	10 000	10 000	6 000		6 000
Iran (République islamique d) ^d	128 750		0	0			
Iraq ^d	56 099		0	0			
Irlande ^e	23 831	EUR	6 000	7 390	7 390		7 390
Israël	300	EUR	113	151	151		151
Italie	347 462	EUR	58 017	70 840	70 840		70 840
Jamaïque	326		0	0			
Japon	434 908	JPY	5 930 003	51 375	26 727	24 648	51 375
Jordanie	940	USD	100	100	100		100
Kazakhstan	0	USD	20	20	20		20
Kenya	4 718	USD	472	472	472		472
Kiribati	5	EUR	10	14	14		14
Corée, République démocratique populaire	800		0	0			
Koweït	173 041	USD	15 000	15 000	15 000		15 000
République démocratique populaire lao	306	USD	51	51	51		51
Liban	495		0	0			
Lesotho	489	USD	100	100	100		100
Libéria	39	USD	25	25	25		25
Libye ^d	52 000		0	0			
Luxembourg	5 510	EUR	1 678	2 123	2 123		2 123
Madagascar	574	USD	50	50	50		50
Malawi	123		0	0			
Malaisie	1 175		0	0			
Maldives	51		0	0			
Mali	286	EUR	71	92	92		92
Malte	55		0	0			
Mauritanie	135		0	0			
Maurice	275	USD	5	5	5		5
Mexique	33 131	USD	5 000	5 000	5 000		5 000
Moldova (République de)	45	USD	30	30	30		30
Mongolie	12	USD	3	3	3		3
Maroc	7 244	USD	700	700	700		700
Mozambique	485	USD	85	85	85		85
Myanmar	250	EUR	4	5	5		5
Namibie	360		0	0			

État des contributions

État des contributions des Membres aux reconstitutions jusqu'à FIDA9 (suite)^a

Au 31 décembre 2015

Contributions initiales et contributions aux première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième reconstitutions des ressources (en milliers d'USD)	Neuvième reconstitution						
	Instruments déposés			Versements (équivalent en milliers d'USD)			
	Monnaie	Montant (En milliers)	Équivalent en milliers d'USD	Liquidités	Billets à ordre	Total	
Népal		210	USD	60	60	60	60
Pays-Bas		344 656	USD	75 000	75 000	75 000	75 000
Nouvelle-Zélande		7 991	US\$	3 588	3 588	3 588	3 588
Nicaragua		119	USD	200	200	200	200
Niger		275		0	0		
Nigéria		121 459	USD	7 500	7 500	7 500	7 500
Norvège		221 787	NOK	270 000	43 221	43 221	43 221
Oman		300	USD	50	50	50	50
Pakistan		22 934	USD	8 000	8 000	8 000	8 000
Panama		224	USD	25	25	25	25
Papouasie-Nouvelle- Guinée		170		0	0		
Paraguay		1 206	USD	150	150	150	150
Pérou		1 260	USD	375	375	375	375
Philippines		1 978	USD	200	200	200	200
Portugal		4 384		0	0		
Qatar		39 980		0	0		
République de Corée		19 239	USD	6 900	6 900	6 900	6 900
Roumanie		250		0	0		
Fédération de Russie		0	USD	6 000	6 000	6 000	6 000
Rwanda		221	USD	50	50	50	50
Saint-Kitts-et-Nevis		20		0	0		
Sainte Lucie		22		0	0		
Samoa		50		0	0		
Sao Tomé-et-Principe		10		0	0		
Arabie saoudite		409 778	USD	23 000	23 000	23 000	23 000
Sénégal		564	EUR	140	190	190	190
Seychelles		20	USD	50	50	50	50
Sierra Leone		37		0	0		
Îles Salomon		10		0	0		
Somalie		10		0	0		
Afrique du Sud		1 413	USD	500	500	500	500
Soudan du Sud		0	EUR	8	10	10	10
Espagne		101 664		0	0		
Sri Lanka		8 886	USD	1 001	1 001	1 001	1 001
Soudan		1 139	EUR	175	233	233	233
Swaziland		273	USD	20	20	20	20
Suède		255 168	SEK	460 560	65 429	65 429	65 429
Suisse		139 448	CHF	28 500	30 996	30 996	30 996
République arabe syrienne		1 817		0	0		
Tadjikistan ^a		1	USD	1	1	1	1
Thaïlande		1 200	USD	300	300	300	300
Togo		35	EUR	76	98	98	98
Tonga		55		0	0		
Tunisie		3 778	USD	750	750	750	750
Turquie		17 436	USD	1 200	1 200	1 200	1 200
Ouganda		380	USD	50	50	50	50
Émirats arabes unis		53 180	USD	1 000	1 000	1 000	1 000
Royaume-Uni		272 907	GBP	51 133	80 745	80 745	80 745
République-Unie de Tanzanie		444	USD	120	120	120	120
États-Unis ^c		791 674	USD	90 000	90 000	54 000	34 481
Uruguay		525	USD	200	200	200	200
Ouzbékistan		10	USD	15	15	15	15
Venezuela (République bolivarienne du)		196 258		0	0		

État des contributions

État des contributions des Membres aux reconstitutions jusqu'à FIDA9 (suite)^a

Au 31 décembre 2015

	<i>Contributions initiales et contributions aux première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième reconstitutions des ressources (en milliers d'USD)</i>	<i>Neuvième reconstitution</i>					<i>Total</i>
		<i>Instruments déposés</i>		<i>Versements (équivalent en milliers d'USD)</i>			
		<i>Monnaie</i>	<i>Montant (En milliers)</i>	<i>En milliers d'USD en milliers d'USD</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>	
Viet Nam	2 103	USD	600	600	600		600
Yémen	3 377	USD	972	97	972		972
Ex-République yougoslave de Macédoine	108		0	0			
Zambie	494	USD	100	100	100		100
Zimbabwe	2 103		0				
Total contributions au 31 décembre 2015	6 142 402			976 894	895 366	75 829	971 195
Année précédente	6 142 332			964 947	634 150	195 598	829 748

^a Les paiements se font en espèces ou sous forme de billets à ordre. Les montants étant exprimés en milliers de dollars des États-Unis, les contributions de moins de 500 USD n'apparaissent pas dans l'appendice G. Les contributions de l'Afghanistan (93 USD) et du Tadjikistan (400 USD) ne figurent donc pas dans le tableau ci-dessus.

^b L'Australie n'est plus membre du FIDA depuis le 31 juillet 2007.

^c Voir appendice D, note 5 a).

^d Voir appendice D, notes 6 a) et 6 b).

^e Outre les 6 millions d'EUR qu'elle s'est engagée à verser au titre de la huitième reconstitution, l'Irlande a fait une contribution supplémentaire de 891 000 EUR.

État des contributions

État des contributions des Membres à FIDA10

Au 31 décembre 2015

<i>Dixième reconstitution</i>							
<i>Instruments déposés</i>			<i>Versements (équivalent en milliers d'USD)</i>			<i>Reçus</i>	
<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>	<i>Total</i>		
États membres							
Arménie	USD	5	5	5	0	5	-
Burkina Faso	USD	125	125	-	0	-	125
Burundi	USD	10	10	10	0	10	-
Cambodge	USD	315	315	315	0	315	-
Canada	CAD	75 000	54 501	9 508	0	9 508	44 993
Chine	USD	60 000	60 000	-	0	-	60 000
Côte d'Ivoire	USD	6	6	6	0	6	0
Cuba	EUR	44	48	48	0	48	0
Chypre	USD	60	60	-	0	-	60
Djibouti	USD	6	6	6	0	6	0
Timor-Leste	USD	100	100	100	0	100	0
Finlande	EUR	13 000	14 122	-	0	0	14 122
France	EUR	35 000	38 021	-	0	0	38 021
Géorgie	USD	30	30	30	0	30	-
Allemagne	EUR	52 389	56 910	-	0	-	56 910
Guatemala	USD	500	500	125	0	125	375
Guinée	USD	40	40	40	0	40	-
Guyana	USD	240	240	240	0	240	-
Inde	USD	37 000	37 000	13 000	0	13 000	24 000
Japon	JPY	5 903 108	49 072	-	24 536	24 536	24 536
Kazakhstan	USD	10	10	10	0	10	-
Kenya	USD	500	500	18	0	18	482
République démocratique populaire lao	USD	61	61	61	0	61	-
Libéria	USD	25	25	25	0	25	-
Maldives	USD	50	50	15	0	15	35
Mauritanie	USD	49	49	49	0	49	-
Mexique	USD	5 000	5 000	1 667	0	1 667	3 333
Micronésie	USD	1	1	1	0	1	-
Népal	USD	75	75	75	0	75	-
Pays-Bas	USD	75 221	75 221	-	0	-	75 221
Nicaragua	USD	50	50	50	0	50	-
Norvège	NOK	315 000	35 588	0	0	0	35 588
Paraguay	USD	200	200	0	0	0	200
Fédération de Russie	USD	6 000	6 000	0	0	0	6 000
Rwanda	USD	50	50	50	0	50	0
Arabie saoudite	USD	23 000	23 000	-	23 000	23 000	0
Sénégal	EUR	34	43	43	0	43	0
Sri Lanka	USD	1	1	1	0	1	0
Soudan	USD	237	237	237	0	237	0
Suisse	CHF	45 086	45 041	-	0	-	45 041
Tadjikistan	USD	0	0	0	0	0	0
République-Unie de Tanzanie	USD	108	108	108	0	108	0
Togo	USD	33	33	33	0	33	0
Émirats arabes unis	USD	3 000	3 000	0	0	0	3 000
Royaume-Uni	GBP	57 077	84 126	0	0	0	84 126
Viet Nam	USD	600	600	0	0	0	600
Total contribution au 31 décembre 2015			590 197	25 876	47 536	73 412	516 798
Année précédente			244	244		244	

État des contributions

Programme spécial pour l'Afrique

Au 31 décembre 2015

	<i>Monnaie</i>	<i>Première phase</i>		<i>Deuxième phase</i>		<i>Total</i>
		<i>Instruments déposés</i>		<i>Instruments déposés</i>		
		<i>Montant</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Montant</i>	<i>équivalent en milliers d'USD</i>	
Australie	AUD	500	389			389
Belgique	EUR	31 235	34 975	11 155	12 263	47 238
Danemark	DKK	120 000	18 673			18 673
Djibouti	USD	1	1			1
Union européenne	EUR	15 000	17 619			17 619
Finlande	EUR	9 960	12 205			12 205
France	EUR	32 014	37 690	3 811	4 008	41 698
Allemagne	EUR	14 827	17 360			17 360
Grèce	USD	37	37	40	40	77
Guinée	USD	25	25			25
Irlande	EUR	380	418	253	289	707
Italie	EUR	15 493	23 254	5 132	6 785	30 039
Italie	USD	10 000	10 000			10 000
Japon	JPY	2 553 450	21 474			21 474
Koweït	USD			15 000	15 000	15 000
Luxembourg	EUR	247	266			266
Mauritanie	USD	25	25			25
Pays-Bas	EUR	15 882	16 174	8 848	9 533	25 707
Nouvelle-Zélande	NZD	500	252			252
Niger	EUR	15	18			18
Nigéria	USD			250	250	250
Norvège	NOK	138 000	19 759			19 759
Espagne	USD	1 000	1 000			1 000
Suède	SEK	131 700	19 055	25 000	4 196	23 251
Suisse	CHF	25 000	17 049			17 049
Royaume-Uni	GBP	7 000	11 150			11 150
États-Unis	USD	10 000	10 000	10 000	10 000	20 000
31 décembre 2015			288 868		62 364	351 232
31 décembre 2014			288 868		62 364	351 232

État des contributions

État des contributions aux reconstitutions reçues des États membres en 2015^a

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers d'USD)

États membres	Instruments déposés ^{b,c}	Dépôt billets à ordre ^c	Versements	
			Liquidités	Encaissement de billets à ordre
FIDA8				
Brésil				167
Cameroun			71	
Total FIDA8		0	0	167
FIDA9				
Algérie			3 500	
Argentine			7 500	
Autriche				5 942
Bangladesh				228
Belgique			8 560	
Botswana			45	
Cameroun			554	
Chine			7 000	
Colombie			200	
Chypre			20	
Danemark			4 267	
Équateur			100	
Finlande			4 560	
France			13 090	
Allemagne				21 219
Ghana			140	
Indonésie			3 561	
Irlande			2 170	
Italie			21 463	
Japon				12 237
Kenya			354	
Corée, République de			2 900	
Koweït				5 250
Luxembourg			666	
Maroc				350
Pays-Bas				25 000
Nouvelle-Zélande			1 173	
Nicaragua			100	
Nigéria			7 500	
Norvège			11 859	
Pakistan				2 667
Panama			8	
Philippines			100	
Fédération de Russie			3 000	
Arabie saoudite				11 000
Sri Lanka			333	
Suède				17 968
Suisse			9 821	
Tunisie			265	
Turquie			126	
Émirats arabes unis			350	
Royaume-Uni				25 866
États-Unis		30 000		18 000
Ouzbékistan			5	
Viet Nam			200	
Total FIDA9		30 000	115 490	145 727

État des contributions

État des contributions aux reconstitutions reçues des États membres en 2015^a

Aux 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers d'USD)

États membres	Instruments déposés ^{b,c}	Dépôt billets à ordre ^c	Versements	
			Liquidités	Encaissement de billets à ordre
FIDA10				
Arménie			5	
Burkina Faso	125			
Burundi			10	
Géorgie			30	
Cambodge			315	
Canada	56 961		9 508	
Chine	60 000			
Cuba			48	
Chypre	60			
Finlande	14 600			
France	37 005			
Allemagne	58 416			
Guatemala	500		125	
Guinée			40	
Guyana			240	
Inde	37 000		13 000	
Japon	47 476	24 756		
Kazakhstan			10	
Kenya	500		18	
Laos			61	
Libéria			25	
Maldives	50		15	
Mauritanie			49	
Mexique	5 000		1 667	
Micronésie			1	
Népal			75	
Pays-Bas	75 221			
Nicaragua			50	
Norvège	39 100			
Paraguay	200			
Rwanda			50	
Fédération de Russie	6 000			
Arabie saoudite	23 000	23 000		
Soudan			237	
Sri Lanka			1	
Suisse	46 478			
Tadjikistan ^a				
Timor-Leste			50	
Togo			33	
Émirats arabes unis	3 000			
Royaume-Uni	84 945			
Viet Nam	600			
Total FIDA10	596 237	47 756	25 633	
Total général	596 237	77 756	141 194	145 894

^a Les montants étant exprimés en milliers de dollars des États-Unis, le paiement effectué par le Tadjikistan (150 USD) pour la dixième reconstitution n'apparaît pas.

^b Les instruments déposés comprennent également les équivalents comptabilisés au titre des versements en espèces ou des tirages sur billets à ordre lorsque ces paiements n'étaient pas assortis d'un instrument de contribution.

^c Les instruments et billets à ordre libellés dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis sont convertis dans cette monnaie à la date où ils sont déposés.

État des prêts

1. FIDA: État de l'encours des prêts

Aux 31 décembre 2015 et 2014

<i>Emprunteur ou garant</i>	<i>Prêts approuvés moins annulations</i>	<i>Fraction non décaissée</i>	<i>Fraction non décaissée</i>	<i>Remboursements</i>	<i>Encours des prêts</i>
Prêts en USD (en milliers)					
Bangladesh	30 000	30 000	-	20 250	9 750
Cabo Verde	2 003	2 003	-	1 352	651
Haïti	3 500	3 500	-	2 406	1 094
Népal	11 538	11 538	-	7 794	3 744
Sri Lanka	12 000	12 000	-	8 400	3 600
République-Unie de Tanzanie	9 488	9 488	-	6 523	2 965
Sous-total^a	68 529	68 529	-	46 725	21 804
Prêts Euro (exprimé en milliers)					
Bosnie-Herzégovine	11 120	-	11 120	-	-
Chine	73 100	5 000	68 100	-	5 000
Équateur	14 250	-	14 250	-	-
Égypte	50 250	3 080	47 170	-	3 080
El Salvador	10 850	-	10 850	-	-
Fidji	3 100	-	3 100	-	-
Indonésie	93 150	-	93 150	-	-
Mexique	5 870	-	5 870	-	-
Paraguay	15 800	-	15 800	-	-
Philippines	50 110	-	50 110	-	-
Swaziland	8 550	-	8 550	-	-
Turquie	15 950	-	15 950	-	-
Venezuela	6 810	-	6 810	-	-
Total Euro	358 910	8 080	350 830	0	8 080
Équivalent en USD	389 884	8 777	381 107	0	8 777
Prêts DTS^a (exprimé en milliers)					
Albanie	34 975	34 525	450	7 345	27 180
Angola	24 891	15 148	9 743	3 587	11 561
Argentine	31 343	29 487	1 856	12 521	16 966
Arménie	61 562	50 797	10 766	6 630	44 167
Azerbaïdjan	44 905	41 616	3 290	3 330	38 286
Bangladesh	443 346	330 670	112 676	82 852	247 818
Bélize	3 067	2 511	556	1 543	968
Bénin	100 357	74 825	25 532	23 973	50 852
Bhoutan	38 496	32 602	5 894	6 940	25 662
Bolivie (État plurinational de)	72 572	49 782	22 790	14 858	34 924
Bosnie-Herzégovine	48 251	38 102	10 149	6 577	31 525
Botswana	2 600	372	2 228	260	112
Brésil	127 837	50 231	77 606	24 566	25 665
Burkina Faso	88 255	71 959	16 295	15 648	56 311
Burundi	40 859	40 859	-	13 681	27 178
Cabo Verde	20 191	14 768	5 424	3 154	11 614
Cambodge	62 954	37 868	25 086	3 936	33 932
Cameroun	67 260	46 636	20 624	8 183	38 453
République centrafricaine	26 494	24 880	1 614	10 232	14 648
Tchad	18 139	17 384	755	1 851	15 533
Chine	519 795	451 408	68 387	101 783	349 625
Colombie	32 024	14 359	17 664	3 518	10 841
Comores	4 182	4 182	0	1 765	2 417
Congo	51 793	38 270	13 522	11 425	26 845
Côte d'Ivoire	27 645	16 961	10 684	4 224	12 737
Cuba	20 838	14 357	6 481	5 129	9 228
République populaire démocratique de Corée	50 496	50 496	-	10 525	39 971
République démocratique du Congo	23 092	13 183	9 909	292	12 891
Djibouti	7 146	4 778	2 368	1 202	3 576
Dominique	2 902	2 902	0	2 417	485
République dominicaine	27 444	16 800	10 644	8 279	8 521
Équateur	37 376	29 782	7 594	9 024	20 758

Appendice H
État des prêts

<i>Emprunteur ou garant</i>	<i>Prêts approuvés moins annulations</i>	<i>Fraction décaissée</i>	<i>Fraction non décaissée</i>	<i>Rembourse ments</i>	<i>Encours des prêts</i>
Égypte	197 593	127 107	70 486	53 331	73 776
El Salvador	68 418	60 381	8 037	23 853	36 528
Guinée équatoriale	5 794	5 794	-	4 803	991
Érythrée	23 892	23 892	-	3 871	20 021
Éthiopie	255 766	197 309	58 457	37 539	159 770
Gabon	3 800	3 362	438	1 151	2 211
Gambie	34 239	29 188	5 052	8 416	20 772
Géorgie	32 569	23 663	8 906	2 544	21 119
Ghana	156 776	116 090	40 687	23 626	92 464
Grenade	4 400	3 473	926	1 815	1 658
Guatemala	42 686	25 225	17 461	21 104	4 121
Guinée-Bissau	8 487	5 208	3 279	2 956	2 252
Guinée	64 283	64 160	123	19 865	44 295
Guyana	8 523	8 522	-	2 033	6 489
Haïti	60 221	56 146	4 075	17 481	38 665
Honduras	89 240	69 096	20 143	16 775	52 321
Inde	624 269	409 189	215 080	137 186	272 003
Indonésie ^b	161 436	131 878	29 557	23 062	108 816
Jordanie	32 956	24 787	8 169	18 257	6 530
Kenya	175 494	89 476	86 018	11 203	78 273
Kirghizistan	20 797	9 201	11 596	2 033	7 168
République démocratique populaire lao	49 353	48 561	792	11 407	37 154
Liban	6 429	4 590	1 839	3 690	900
Lesotho	30 852	24 796	6 056	6 284	18 512
Libéria	29 360	12 025	17 335	2 040	9 985
Madagascar ^b	167 975	110 913	57 062	22 877	88 036
Malawi ^b	103 280	72 289	30 991	23 612	48 677
Maldives	10 843	10 113	730	2 516	7 597
Mali	127 797	92 906	34 892	24 711	68 195
Mauritanie	49 971	44 924	5 047	11 003	33 921
Maurice	8 527	8 527	0	6 313	2 214
Mexique	48 232	35 975	12 257	21 967	14 008
Mongolie	20 689	18 176	2 513	1 887	16 289
Maroc	84 731	45 069	39 662	27 358	17 711
Mozambique	144 058	110 601	33 457	24 455	86 146
Myanmar	32 150	1 078	31 072	-	1 078
Népal	109 907	73 281	36 626	27 337	45 944
Nicaragua	49 620	43 405	6 215	7807	35 598
Niger	73 720	55 067	18 653	10 039	45 028
Nigéria	179 949	82 641	97 308	11 750	70 891
Pakistan	303 416	205 868	97 549	56 309	149 559
Panama	2 600	832	1 768	780	52
Papouasie-Nouvelle-Guinée	23 450	4 132	19 318	-	4 132
Paraguay	16 318	13 059	3 259	393	12 666
Pérou	61 083	53 114	7 968	29 217	23 897
Philippines	85 200	68 631	16 569	9 810	58 821
République de Moldova	55 998	46 379	9 620	1 840	44 539
Roumanie	12 400	12 400	-	9 920	2 480
Rwanda ^b	109 897	99 583	10 314	21 015	78 568
Sainte Lucie	1 242	1 242	-	1 206	36
Samoa	1 908	1 908	-	864	1 044
Sao Tomé-et-Principe	13 761	13 761	-	3 681	10 080
Sénégal	114 388	80 412	33 976	12 814	67 598
Seychelles	1 980	370	1 610	-	370
Sierra Leone	45 835	39 664	6 171	12 275	27 389
Îles Salomon	4 069	2 519	1 550	1 249	1 270
Somalie	17 710	17 710	-	411	17 299
Sri Lanka	160 181	117 704	42 477	26 432	91 272
Soudan	145 627	139 553	6 074	35 840	103 713
Swaziland	15 950	14 190	1 760	7 149	7 041
République arabe syrienne	64 664	33 614	31 051	19 705	13 909
Ex-République yougoslave de Macédoine	11 721	11 721	-	2 788	8 933
Tadjikistan	6 200	-	6 200	-	-
Togo	24 583	18 079	6 504	8 168	9 911
Tonga	4 837	4 837	-	1 948	2 889
Tunisie	61 318	40 588	20 730	25 043	15 545
Turquie	55 579	33 697	21 883	14 083	19 614
Ouganda	251 033	174 009	77 024	34 964	139 045
République-Unie de Tanzanie	266 408	176 805	89 603	22 550	154 255

État des prêts

<i>Emprunteur ou garant</i>	<i>Prêts approuvés moins annulations</i>	<i>Fraction non décaissée</i>	<i>Fraction non décaissée</i>	<i>Rembourse ments</i>	<i>Encours des prêts</i>
Uruguay	12 902	10 677	2 225	8 068	2 609
Ouzbékistan	23 190	2 545	20 645	-	2 545
Venezuela (République bolivarienne du)	14 586	10 450	4 136	7 257	3 193
Viet Nam	216 901	173 765	43 136	14 735	159 030
Yémen	138 389	138 389	-	47 689	90 700
Zambie	119 634	90 606	29 027	23 213	67 393
Zimbabwe	26 511	26 511	-	4 772	21 739
Total	8 053 638	5 919 908	2 133 731	1 557 395	4 362 513
Fonds pour Gaza et la Cisjordanie (FFGC) ^c	2 513	2 513	0	713	1 800
Total DTS	8 056 151	5 922 421	2 133 731	1 558 108	4 364 313
Equivalent en USD	11 147 296	8 194 853	2 952 444	2 155 953	6 038 900
Total en USD des prêts en valeur nominale au 31 décembre 2015	11 605 710	8 272 160	3 333 550	2 202 679	6 069 482
Autres sommes à recevoir					13 001
Ajustement sur la base de la juste valeur					(1 127 016)
Total en USD sur la base de la juste valeur au 31 décembre 2015	11 605 710	8 272 160	3 333 550	2 202 679	4 955 466
Total en USD des prêts en valeur nominale au 31 décembre 2014	11 249 453	8 240 438	3 009 015	2 196 610	6 060 591
Ajustement sur la base de la juste valeur					(1 162 213)
Total en USD sur la base de la juste valeur au 31 décembre 2014					4 897 378

^a Les prêts approuvés en 1978 étaient libellés en dollars des États-Unis et sont remboursables dans les monnaies qui ont servi aux retraits. Depuis 1979, les prêts sont libellés en DTS, et leur montant cumulé est converti dans le bilan. Au 31 décembre 2015, le taux de conversion DTS/USD utilisé pour le calcul était de 1/1,3837. En 2015, le FIDA a conclu un accord de financement par l'emprunt afin d'emprunter des fonds en euros qui sont ensuite rétrocédés sous forme de prêts dans la même monnaie. Le montant cumulé des prêts libellés en euros a été évalué au taux de 0,9205560 USD pour 1 EUR au 31 décembre 2015.

^b Les remboursements incluent la contribution des Pays-Bas et de la Norvège à des prêts particuliers consentis à ces pays, ce qui s'est traduit par des remboursements partiels anticipés et par une augmentation correspondante des ressources disponibles pour engagement.

^c Le montant du prêt accordé au Fonds pour Gaza et la Cisjordanie est inclus dans le total ci-dessus. Voir appendice D, note 2 e) ii).

État des prêts

2. FIDA: état récapitulatif des prêts approuvés, en valeur nominale

Au 31 décembre 2015

		Prêts approuvés, en milliers de DTS			Valeur (en milliers d'USD)			Variation		
		Au 1 ^{er} janvier 2015	Prêts annulés	Prêts intégralement remboursés	Au 31 décembre 2015	Au 1 ^{er} janvier 2015	Prêts annulés	Prêts Intégrale- ment remboursés	du taux de change DTS/USD	Au 31 décembre 2015
1978	USD	68 530	-	-	68 530	68 530	-	-	-	68 530
1979	DTS	201 485	-	-	201 485	291 310	-	-	(12 516)	278 794
1980	DTS	176 647	-	-	176 647	255 400	-	-	(10 973)	244 427
1981	DTS	193 026	-	(10 780)	182 246	279 081	-	(15 051)	(11 856)	252 174
1982	DTS	103 109	-	-	103 109	149 077	-	-	(6 405)	142 672
1983	DTS	146 412	-	(14 322)	132 090	211 685	-	(19 996)	(8 916)	182 773
1984	DTS	131 907	-	-	131 907	190 713	-	-	(8 193)	182 520
1985	DTS	60 332	-	-	60 332	87 229	-	-	(3 748)	83 481
1986	DTS	23 663	-	-	23 663	34 212	-	-	(1 469)	32 743
1987	DTS	60 074	-	-	60 074	86 857	-	-	(3 732)	83 125
1988	DTS	52 100	-	-	52 100	75 328	-	-	(3 237)	72 091
1989	DTS	98 066	-	(11 860)	86 206	141 785	-	(16 559)	(5 943)	119 283
1990	DTS	47 203	-	(7 139)	40 064	68 246	-	(9 967)	(28 43)	55 436
1991	DTS	98 025	-	-	98 025	141 727	-	-	(6 089)	135 638
1992	DTS	98 917	-	(19 030)	79 887	143 016	-	(26 569)	(5 907)	110 540
1993	DTS	132 763	-	(10 523)	122 240	191 951	-	(14 692)	(8 115)	169 144
1994	DTS	123 788	-	(1 191)	122 597	178 975	-	(1 663)	(7 674)	169 638
1995	DTS	193 343	-	(18 830)	174 513	279 539	-	(26 290)	(11 775)	241 474
1996	DTS	205 445	-	(4 670)	200 775	297 036	-	(6 520)	(12 704)	277 812
1997	DTS	260 836	-	-	260 836	377 121	-	-	(16 202)	360 919
1998	DTS	267 020	(441)	-	266 578	386 062	(612)	-	(16 585)	368 865
1999	DTS	275 119	-	-	275 119	397 772	-	-	(17 090)	380 682
2000	DTS	272 919	-	-	272 919	394 591	-	-	(16 953)	377 638
2001	DTS	258 403	(1 008)	(8 203)	249 192	373 604	(1 397)	(11 453)	(15 947)	344 807
2002	DTS	237 009	(2 134)	-	234 875	342 671	(2 957)	-	(14 718)	324 996
2003	DTS	224 993	(1 400)	-	223 593	325 299	(1 941)	-	(13 973)	309 385
2004	DTS	257 099	(2 504)	-	254 595	371 718	(3 469)	-	(15 966)	352 283
2005	DTS	315 154	(489)	-	314 666	455 656	(677)	-	(19 576)	435 403
2006	DTS	339 145	(17 949)	-	321 196	490 341	(24 872)	-	(21 030)	444 439
2007	DTS	273 498	(321)	-	273 177	395 428	(445)	-	(16 988)	377 995
2008	DTS	268 433	(409)	-	268 024	388 105	(567)	-	(16 673)	370 865
2009	DTS	277 731	-	-	277 731	401 548	-	-	(17 252)	384 296
2010	DTS	426 485	(7 209)	-	419 276	616 620	(9 990)	-	(26 478)	580 152
2011	DTS	459 940	(4 665)	-	455 275	664 990	(6 464)	-	(28 562)	629 964
2012	DTS	411 080	(2 793)	-	408 287	594 347	(3 900)	-	(25 501)	564 946
2013	DTS	353 686	-	-	353 686	511 365	-	-	(21 970)	489 395
2014	DTS	337 626	-	-	337 626	488	-	-	(20 975)	467 173
2015	DTS	-	-	-	541 541	148	-	-	-	749 328
2014	EUR	84 600	-	-	84 600	102 370	-	-	(10 469)	91 901
2015	EUR	-	-	-	274 310	-	-	-	-	297 983
Total	USD	68 530			68 530	68 530				68 530
Total	DTS	7 662 481	(41 322)	(106 548)	8 056 151	11 078 553	(57 291)	(148 760)	(474 534)	11 147 296
Total	EUR	84 600			358 910	102 370			(10 469)	389 884
Total		7 815 611	(41 322)	(106 548)	8 483 591	11 249 453	(57 290)	(148 760)	(485 005)	11 605 710

État des prêts**3. FIDA: structure des échéances de l'encours des prêts en valeur nominale**

Aux 31 décembre 2015 et 2014 (en milliers d'USD)

<i>Échéance</i>	<i>2015</i>	<i>2014</i>	
Moins de 1 an	280639	292	216
1-2 ans	259631	244	651
2-3 ans	275687	262	666
3-4 ans	284527	271	485
4-5 ans	281677	274	127
5-10 ans	1 437 851	1 376	767
10-15 ans	1 229 942	1 214	643
15-20 ans	963942	981	025
20-25 ans	679358	712	754
Plus de 25 ans	376228	413	494
Total	6 069 481	6 043 828	

4. FIDA: état récapitulatif de l'encours des prêts en valeur nominale, selon les conditions de prêt

Aux 31 décembre 2015 et 2014 (en milliers d'USD)

	<i>2015</i>	<i>2014</i>	
Conditions particulièrement favorables	5 481 409	5 518	388
Conditions durcies	23 220	19	810
Conditions intermédiaires	217 821	234	858
Conditions ordinaires	335 203	266	106
Conditions mixtes	11 829	4	666
Total	6 069 481	6 043 828	

5. Structure de décaissement des prêts non décaissés en valeur nominale

Prévue aux 31 décembre 2015 et 2014 (en milliers d'USD)

<i>Décaissements en</i>	<i>2015</i>	<i>2014</i>	
Moins de 1 an	507758	634	006
1-2 ans	507497	572	502
2-3 ans	477287	493	453
3-4 ans	423364	425	205
4-5 ans	363031	339	102
5-10 ans	1 054 613	544	747
Total	3 333 550	3 009 015	

État des prêts

6. Programme spécial pour l'Afrique: état des prêts en valeur nominale

Aux 31 décembre 2015 et 2014

Emprunteur ou garant	Prêts approuvés		Fraction décaissée	Fraction non décaissée	Remboursements	Encours des prêts
	ins annulations					
Prêts en DTS (exprimés en milliers)						
Angola	2 714	2 714	-	-	941	1 773
Burkina Faso	10 546	10 546	-	-	4 350	6 196
Burundi	4 494	4 494	-	-	1 419	3 075
Cabo Verde	2 183	2 183	-	-	849	1 334
Tchad	9 617	9 617	-	-	3 649	5 968
Comores	2 289	2 289	-	-	841	1 448
Djibouti	114	114	-	-	46	68
Éthiopie	6 660	6 660	-	-	3 011	3 649
Gambie	2 638	2 638	-	-	1 055	1 583
Ghana	22 321	22 321	-	-	8 507	13 814
Guinée-Bissau	2 126	2 126	-	-	1 010	1 116
Guinée	10 762	10 762	-	-	4 574	6 188
Kenya	12 241	12 241	-	-	4 327	7 914
Lesotho	7 481	7 481	-	-	2 899	4 582
Madagascar	1 098	1 098	-	-	384	714
Malawi	5 777	5 777	-	-	1 734	4 043
Mali	10 193	10 193	-	-	4 586	5 607
Mauritanie	19 020	19 020	-	-	7 863	11 157
Mozambique	8 291	8 291	-	-	3 835	4 456
Niger	11 119	11 119	-	-	4 927	6 192
Sénégal	23 234	23 234	-	-	8 902	14 332
Sierra Leone	1 505	1 505	-	-	489	1 016
Soudan	26 012	26 012	-	-	10 118	15 894
Ouganda	8 124	8 124	-	-	3 656	4 468
République-Unie de Tanzanie	6 789	6 789	-	-	2 716	4 073
Zambie	8 607	8 607	-	-	3 847	4 760
Total	225 955	225 955	-	-	90 535	135 420
Équivalent en USD	312 658	312 658	-	-	125 274	187 384
Autres sommes à recevoir						570
Ajustement sur la base de la juste valeur						(61 097)
Total en USD sur la base de la juste valeur au 31 décembre 2015						126 857
Total en USD en valeur nominale au 31 décembre 2014	326 694	326 694	-	-	119 471	208 685
Ajustement sur la base de la juste valeur						(71 385)
Total en USD sur la base de la juste valeur au 31 décembre 2014						137 300

7. Programme spécial pour l'Afrique: état récapitulatif des prêts approuvés, en valeur nominale

Au 31 décembre 2015

		Prêts approuvés (en milliers de DTS)			Valeur (en milliers d'USD)			
		Au 1 ^{er} janvier 2015	Prêts annulés	Au 31 décembre 2015	Au 1 ^{er} janvier 2015	Prêts annulés	Variation du taux de change DTS/USD	Au 31 décembre 2015
1986	DTS	24 902	-	24 902	36 005	-	(1 548)	34 457
1987	DTS	41 292	-	41 292	59 700	-	(2 565)	57 135
1988	DTS	34 770	-	34 770	50 270	-	(2 158)	48 112
1989	DTS	25 756	-	25 756	37 238	-	(1 600)	35 638
1990	DTS	17 370	-	17 370	25 113	-	(1 078)	24 035
1991	DTS	18 246	-	18 246	26 384	-	(1 137)	25 247
1992	DTS	6 952	-	6 952	10 051	-	(432)	9 620
1993	DTS	34 268	-	34 268	49 545	-	(2 128)	47 418
1994	DTS	16 320	-	16 320	23 596	-	(1 013)	22 583
1995	DTS	6 079	-	6 079	8 793	-	(382)	8 411
Total	DTS	225 955	-	225 955	326 694	-	(14 040)	312 658

État des prêts**8. Programme spécial pour l'Afrique: structure des échéances de l'encours des prêts en valeur nominale**

Aux 31 décembre 2015 et 2014 (en milliers d'USD)

<i>Échéance</i>	<i>2015</i>	<i>2014</i>
Moins de 1 an	8 040	11 429
1-2 ans	8 038	8 399
2-3 ans	8 038	8 399
3-4 ans	8 038	8 399
4-5 ans	8 038	8 399
5-10 ans	40 191	41 995
10-15 ans	40 191	41 995
15-20 ans	39 107	41 676
20-25 ans	23 374	29 260
Plus de 25 ans	4 329	7 272
Total	187 384	207 223

9. Programme spécial pour l'Afrique: état récapitulatif de l'encours des prêts en valeur nominale, selon les conditions de prêt

Aux 31 décembre 2015 et 2014 (en milliers d'USD)

	<i>2015</i>	<i>2014</i>
Conditions particulièrement favorables	187 384	207 223
Total	187 384	207 223

État des dons (FIDA seulement)

Aux 31 décembre 2015 et 2014 (en milliers d'USD)

	Non décaissés		Variations en 2015			Non décaissés au 31 décembre 2015
	au 1 ^{er} janvier 2015	Montants décaissables	Décaissements	Annulations	Taux de change	
Autres dons	74 951	46 402	(48 204)	(4 223)	(869)	68 057
Ajustement sur la base de la juste valeur						(1 629)
Total 2015 en juste valeur						66 428
Total 2014	82 814	53 389	(56 159)	(3 645)	(1 448)	74 951
Ajustement sur la base de la juste valeur						(1 418)
Total 2014 en juste valeur						73 533

Cadre pour la soutenabilité de la dette (FIDA seulement)

Aux 31 décembre 2015 et 2014 (en milliers d'USD)

<i>Emprunteur ou garant</i>	<i>Non décaissés au 1^{er} janvier 2015</i>	<i>En vigueur/ (annulations) en 2015</i>	<i>Décaissements en 2015</i>	<i>Variations de change</i>	<i>Non décaissés au 31 décembre 2015</i>
Cadre pour la soutenabilité de la dette – en USD	1 776	(178)	(127)	-	1 471
Cadre pour la soutenabilité de la dette (en DTS)					
Afghanistan	33 160	3 910	(6 295)		30 775
Bénin	10 260	-	(1 578)		8 682
Burkina Faso	46 156	-	(1 531)		44 625
Burundi	19 556	(139)	(5812)		13 605
Cambodge	7 259	(157)	(4 779)		2 323
République centrafricaine	2 058	-	(443)		1 615
Tchad	4 390	11 150	(3 721)		11 819
Comores	126	-	-		126
Congo	1 549	-	(207)		1 342
Côte d'Ivoire	11 277	11 280	(3 615)		18 942
République démocratique du Congo	51 201	-	(6 581)		44 620
Djibouti	63	-	(63)		-
Érythrée	14 117	(431)	(3106)		10 580
Éthiopie	19 563	-	(5 846)		13 717
Gambie	10 796	-	(1 802)		8 994
Guinée-Bissau	989	2 381	(91)		3 279
Guinée	2 729	15 175	(1 661)		16 243
Guyana	252	-	(252)		-
Haïti	9 799	-	(1 019)		8 780
Kirghizistan	12 524	-	(1373)		11 151
Kiribati	-	1 940	(227)		1 713
République démocratique populaire lao	11 532	-	(3 809)		7 723
Lesotho	2 758	-	(530)		2 228
Libéria	48	-	-		48
Malawi	15 070	-	(3 971)		11 099
Maldives	1 423	-	-		1 423
Mali	10 410	-	(596)		9 814
Mauritanie	6 911	-	(1 864)		5 047
Népal	15 117	6 470	(1 572)		20 015
Nicaragua	8 313	-	(2 117)		6 196
Niger	159	17091	(150)		17 100
Rwanda	14 497	-	(4 181)		10 316
Sao Tomé-et-Principe	2 340	-	(1030)		1 310
Sierra Leone	10 174	-	(4 003)		6 171
Soudan du Sud	3 215	-	(2 504)		711
Soudan	12 497	18 620	(5 458)		25 659
Tadjikistan	11 000	-	(6 224)		4 776
Timor Leste	171	-	(169)		2
Togo	1 372	7 018	(1 211)		7 179
Tonga	1 730	-	(299)		1 431
Yémen	14 622	-	-		14 622
Sous-total DTS CSD	401 183	94 308	(89 690)		405 801
Sous-total DTS CSD (équivalent en USD)	555 117	130 493	(124 105)		561 507
2015 Total USD et DTS CSD	556 893	130 318	(124 232)		562 979
Variations de change			(1 354)		
Total des décaissements 2015			(125 586)		
2014 Total USD et DTS CSD	588 787	143 176	(157 342)	100	581 815

État récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTTE)

Le tableau ci-dessous présente le montant cumulé, au 31 décembre 2015, des allègements de dette déjà consentis et des allègements estimatifs futurs au titre de l'Initiative PPTTE initiale et renforcée:

(en milliers d'USD)

	Allègements consentis au 31 décembre 2015				Allègements futurs approuvés par le Conseil d'administration				
	Principal		Intérêts		À la charge du FIDA		À la charge de		Total des allègements de dette
					Principal	Intérêts	Banque mondiale		
Pays au point d'achèvement									
Bénin	4	568	1	643	-	-	-	-	6 211
Bolivie (État plurinational de)	5	900	1	890	-	-	-	-	7 790
Burkina Faso	6	769	2	668	-	-	-	-	9 437
Burundi	6	664	1	840	2	903	470	3 692	15 569
Cameroun	3	074		727	-	-	-	-	3 801
Comores		563		111	638		88	975	2 375
République centrafricaine	8	675	2	750	415		86	619	12 545
Tchad		264		51	2	449	421	-	3 185
Congo		0		99	-	-	-	-	99
Côte d'Ivoire	1	814		326	-	-	-	-	2 140
République démocratique du Congo	7	866	2	675	2	390	224	2 060	15 215
Éthiopie	20	569	5	904	-	-	-	-	26 473
Gambie	2	508		619	-	-	-	-	3 127
Ghana	15	585	5	003	-	-	-	-	20 588
Guinée	5	852	1	208	2	029	358	1 796	11 243
Guinée-Bissau	3	146	1	009	1	029	101	646	5 931
Guyana	1	526		299	-	-	-	-	1 825
Haïti	1	946		635	-	-	-	-	2 581
Honduras	1	077		767	-	-	-	-	1 844
Libéria	8	509	6	167	336		43	403	15 458
Madagascar	7	810	2	096	-	-	-	-	9 906
Malawi	12	044	2	992	2	748	480	3 904	22 168
Mali	6	211	2	431	-	-	-	-	8 642
Mauritanie	8	484	2	601	-	-	-	-	11 085
Mozambique	12	521	3	905	-	-	-	-	16 426
Nicaragua	7	259		943	-	-	-	-	8 202
Niger	9	134	2	464	621		116	810	13 145
Rwanda	14	417	4	745	2	363	471	-	21 996
Sao Tomé-et-Principe	1	239		338	793		119	700	3 189
Sénégal	2	247		882	0		-	-	3 129
Sierra Leone	7	705	1	899	1	074	149	929	11 756
République-Unie de Tanzanie	12	691	4	293	-	-	-	-	16 984
Togo	2	008		759	-	-	-	-	2 767
Ouganda	12	449	4	655	-	-	-	-	17 104
Zambie	18	640	4	818	176		32	180	23 846
31 décembre 2015 – en DTS	241	734	76	212	19 964		3 158	16 714	357 782
Moins les allègements d'intérêts non échus (y compris les intérêts couverts par une contribution de la Banque mondiale)									(7 755)
Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2015 (en milliers de DTS)									350 027
31 décembre 2015 – en USD	334 489		105 454		27 624		4 368	23 127	484 332
Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2015 (en milliers de DTS)									
Ajustement sur la base de la juste valeur					(8 550)				
31 décembre 2015 en juste valeur					19 074				
31 décembre 2014 – en DTS	228 944		73 700		25 460		4 289	20 897	353 290
Moins les allègements d'intérêts non échus									(10 030)
Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2013 (en milliers de DTS)									343 260
31 décembre 2014 – en USD	331 016		106 556		36 808		6 202	30 213	496 291
Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2014 (en milliers d'USD)									
Ajustement sur la base de la juste valeur					(11 124)				
31 décembre 2014 en juste valeur					25 684				

État récapitulatif des opérations liées à l'Initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti

Au 31 décembre 2015

<i>États membres</i>	<i>En milliers d'USD</i>	<i>En milliers de DTS</i>
Autriche	685	438
Belgique	775	509
Canada	3 500	2 303
Danemark	513	339
France	1 700	1 080
Allemagne	2 308	1 480
Japon	2 788	1 743
Luxembourg	280	178
Maurice	5	3
Norvège	1 626	1 066
Suède	1 719	1 115
Suisse	962	637
Royaume-Uni	2 700	1 717
États-Unis	8 000	5 217
Total des contributions reçues par les États membres	27 561	17 825
Intérêts perçus	748	
Allègements de dette accordés	(12 624)	
Total compte administratif États membres 2015	15 685	
Contribution du FIDA	15 200	10 088
Intérêts perçus	603	
Allègements de dette accordés	0	
Total compte administratif FIDA	15 803	
Total général	31 488	
<i>Variations de change</i>	(2 794)	
Liquidités et placements au titre de l'Initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti	28 694	
<hr/>		
2014		
Total général	36 688	
<i>Variations de change</i>	584	
Liquidités et placements au titre de l'Initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti	37 269	

Analyse des dépenses d'exploitation (FIDA seulement)

Ventilation des dépenses d'exploitation du FIDA par source budgétaire principale
Pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014 (en milliers d'USD)

	<i>Dépenses administratives^a</i>	<i>Dépenses directes^b</i>	<i>Autres sources^c</i>	<i>Total</i>
Rémunération du personnel (salaires et prestations)	85 167	-	-	85 167
Dépenses administratives courantes	25 770	536	8 302	34 608
Consultants et personnel extérieur	32 417	194	1 441	34 052
Institutions coopérantes	1 328	-	23	1 352
Frais financiers directs (banques et placements)	-	2 449	-	2 449
Total 2015	144 682	3 179	9 766	157 628
Total 2014	152 896	3 532	14 951	171 379

^a Il s'agit du budget ordinaire du FIDA, du budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), y compris les montants reportés et les dépenses relatives à l'AMACS.

^b Charges directes imputées sur le produit des placements.

^c Y compris les dépenses remboursables par le Gouvernement italien, les dépenses liées aux départs volontaires et les postes financés par les commissions de service.

Les appellations utilisées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent ne constituent en aucun cas une prise de position du Fonds international de développement agricole des Nations Unies quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de ses autorités, ou quant au tracé de ses frontières ou limites. Les appellations "pays développés" et "pays en développement" n'ont qu'une utilité statistique et ne reflètent pas nécessairement un jugement porté quant au niveau atteint par un pays ou un domaine spécifique dans le cadre du processus de développement.

La présente publication peut être reproduite en tout ou en partie sans l'autorisation préalable du FIDA, à condition que la source soit indiquée par l'éditeur et qu'une copie du texte publié soit envoyée au FIDA.

Page de couverture:

Inez Alvarez, éleveuse, avec le troupeau de lamas et d'alpagas de sa famille. En Bolivie, les animaux jouent un rôle clé dans l'économie des zones isolées, où les populations gagnent leur vie en les élevant pour vendre de la laine, du cuir et de la viande.

Lors du premier projet qu'il a financé pour aider ces communautés, le FIDA a travaillé en collaboration avec des éleveurs afin d'améliorer la santé animale et avec des coopératives artisanales afin de parfaire la qualité des chaussures, des châles et des pulls qu'elles confectionnent pour les marchés locaux. Ce projet, mis en œuvre de 2009 à 2015, a également soutenu des initiatives en faveur du tourisme rural pour permettre à des familles qui vivent traditionnellement de l'agriculture de diversifier leurs sources de revenus. Un nouveau projet financé par le FIDA, qui devrait démarrer en 2016, mettra à profit les réalisations du premier projet dans les départements de La Paz, d'Oruro et de Potosi, qui abritent 67% des camélidés du pays. Ce projet aura pour objectif de résoudre des problèmes tels que la faible productivité, l'accès insuffisant aux services et la disponibilité limitée en nourriture et en eau.

Bolivie: Projet d'appui au développement de l'économie paysanne des camélidés

©FIDA/Cristóbal Corral

© 2016 Fonds international de développement agricole (FIDA)

Imprimé par Quintily, Rome, Italie

2016

Imprimé sur papier écologique



Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org
www.ruralpovertyportal.org
ifad-un.blogspot.com
www.facebook.com/ifad
[instagram.com/ifadnews](https://www.instagram.com/ifadnews)
www.twitter.com/ifadnews
www.youtube.com/user/ifadTV

